Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

CADRE DE PARTENARIAT PAYS AVEC LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

IDA . IFC . MIGA / RAPPORT NO. 179576-MG / MARS 2023

—

Ce document est rendu public avant d'être examiné par le Conseil d'administration. Cela ne préjuge aucunement des suites qui lui seront données. Il est susceptible d'être actualisé après examen par le Conseil et sa version actualisée sera rendue publique conformément à la politique de la Banque en matière d'accès à l'information.

Design. Mpanao Hatsarana, MpH™

LE DERNIER CADRE DE PARTENARIAT PAYS
remonte au 30 mai 2017

ÉQUIVALENCE DES DEVISES
Unité monétaire = MGA (Ariary)
4,305 MGA = 1 dollar
(Taux de change en vigueur au 8 février 2023)

EXERCICE
Du 1er janvier au 31 décembre

DOCUMENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

POUR UN USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

RAPPORT NO. 179576-MG

CADRE DE PARTENARIAT PAYS AVEC LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

POUR LA PÉRIODE EX.2023-EX.2027

Le 28 mars 2023

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

ABRÉVIATIONS & ACRONYMES

FA	Financement additionnel
AFE	Afrique de l'Est
SCA	Services de conseil et d'analyse
Cat-DDO	Option de tirage différé en cas de catastrophe
CCDR	Rapport national sur le climat et le développement
CERC	Composante d'intervention d'urgence conditionnelle
RAA	Revue d'achèvement et d'apprentissage
COVID	Maladie à coronavirus
CPF	Cadre de partenariat pays
EPIP	Évaluation politique et institutionnelle pays
CPSD	Diagnostic-pays du secteur privé
DPF	Financement à l'appui des politiques de développement
DPO	Opération de politique de développement
DRM	Gestion des risques de catastrophe
Ex.	Exercice
VBG	Violence basée sur le genre
PIB	Produit intérieur brut
GWh	Gigawatt heure
HLO	Résultat de haut niveau
TIC	Technologies de l'information et de la communication
IDA	Association internationale de développement
GIE	Groupe indépendant d'évaluation
IFC	Société financière internationale
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
FPI	Financement de projets d'investissement
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy (compagnie nationale d'électricité et d'eau)
KWh	Kilowatt heure
MGA	Ariary malgache
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
MPA	Approche programmatique multiphase
P4R	Prêt-programme pour les résultats
PADAP	Projet d'appui à une agriculture durable par une approche paysage
PAEB	Projet d'appui à l'éducation de base
PARN 1	Projet d'amélioration des résultats nutritionnels Phase 1

GFP	Gestion des finances publiques
PIC	Pôle intégré de croissance
GIP	Gestion des investissements publics
RPA	Revue de la performance et d'apprentissage
PPSB	Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels
PRODIGY	Projet de gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy
SCD	Diagnostic-pays systématique
ODD	Objectif de développement durable
ISP	Indicateurs supplémentaires de progrès
AT	Assistance technique
TDB	Banque de commerce et de développement
Dollar	Dollar américain
WASH	Eau, assainissement et hygiène
BM	Banque mondiale
GBM	Groupe de la Banque mondiale

ÉQUIPES

IDA

Vice-président(e)	Victoria Kwakwa
Directeur/Directrice	Idah Z. Pswarayi-Riddihough
Chefs d'équipe	Marie-Chantal Uwanyiligira
	Francis Muamba Mulangu

IFC

Vice-président(e)	Sergio Pimenta
Directeur/Directrice	Kevin Njiraini
Chefs d'équipe	Marcelle Ayo

MIGA

Vice-président(e)	Ethiopis Tafara
Directeur/Directrice	Merli Margaret Baroudi
Chefs d'équipe	Luisa Felino
	Mena Cammett

TABLE DES MATIÈRES

1.INTRODUCTION 1
2.CONTEXTE DU PAYS ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT 7
2.1. CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE 8
2.2. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE 9
2.3. PROFIL DE PAUVRETÉ 11
2.4. PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT 13
2.4.1 UNE GOUVERNANCE FAIBLE 13
2.4.2 DÉPRÉCIATION DU CAPITAL PHYSIQUE, HUMAIN ET NATUREL 13
2.4.3 MANQUE DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE 13
2.4.4 VULNÉRABILITÉ FACE AUX CHOCS. 14
2.4.5 UNE CONNECTIVITÉ LIMITÉE DES INFRASTRUCTURES 14
3.CADRE DE PARTENARIAT DU GBM 17
3.1 PROGRAMME DU GOUVERNEMENT ET STRATÉGIE À MOYEN TERME 18
3.2 CPF PROPOSÉ PAR LE GBM 18
3.2.1 LES PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA VERSION ACTUALISÉE DU DSP 18
3.2.2 HARMONISATION DSP-CPF 18
3.2.3 TIRER DES ENSEIGNEMENTS 18
3.2.4 SÉLECTIVITÉ 19
3.2.5 LACUNES DANS LES DONNÉES ET LES CONNAISSANCES 20
3.3 OBJECTIFS SOUTENUS PAR LE PROGRAMME DU GBM 21
3.4 ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES 28
3.5 APPLIQUER LE CPF 29
3.5.1 ENVELOPPE ET INSTRUMENTS FINANCIERS 29
3.5.2 GESTION DES FINANCES, PASSATION DE MARCHÉS
ET AUTRES SYSTÈMES GOUVERNEMENTAUX 32
3.5.3 GESTION DES PROGRAMMES ET MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE 33
3.5.4 PARTENARIATS ET COORDINATION DES DONATEURS 33
3.5.5 SUIVI ET ÉVALUATION 34
4.GÉRER LES RISQUES RELATIFS AU PROGRAMME DU CPF 37
ANNEXE I CADRE DE RÉSULTATS 42
ANNEXE II RAPPORT DE LA REVUE D'ACHÈVEMENT ET D'APPRENTISSAGE 64
01. INTRODUCTION 67
02. PROGRÈS AU REGARD DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DU CPF 68
03. PERFORMANCE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE 76
04. HARMONISATION AVEC LES OBJECTIFS D'ENTREPRISE 80
05. LEÇONS APPRISES 81
06. ANNEXES 84
ANNEXE III SÉLECTION D'INDICATEURS DE PERFORMANCE
ET DE GESTION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE 124
ANNEXE IV PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS (BIRD/IDA ET SUBVENTIONS) 126
ANNEXE V OPÉRATIONS DE L'IFC À MADAGASCAR 129
ANNEXE VI PORTEFEUILLE MIGA MADAGASCAR 133
ANNEXE VII FACTEURS DE FRAGILITÉ ET SOURCES DE RÉSILIENCE À MADAGASCAR 135
ANNEXE VIII PORTEFEUILLE ACTIF ET RÉSERVE INDICATIVE (UNIQUEMENT FINANCEMENT IDA) 137
ANNEXE IX CADRE DE PARTENARIAT PAYS POUR MADAGASCAR –
CONSULTATIONS DES PARTIES PRENANTES 141
ANNEXE X CARTE 144

01/

INTRODUCTION

CADRE DE PARTENARIAT PAYS

EX. 2023-2027

POUR LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

1. **Ces dernières années, Madagascar a reproduit des tendances qui ont freiné son développement à long terme et accru considérablement son niveau de pauvreté.** Madagascar n'est pas en mesure de profiter des opportunités économiques, même pendant les périodes de relative stabilité, et le pays reste exposé à des crises fréquentes, profondes et persistantes. La récession provoquée par la COVID-19 est le dernier en date d'une série de malheurs qui ont frappé l'île. L'extrême pauvreté a reculé, atteignant 57 % (soit moins 3 points de pourcentage) grâce à une meilleure couverture de protection sociale. Le taux de pauvreté stagne à 75,2 % (en se basant sur le seuil de pauvreté national fixé à 1 477 566 MGA/personne/an) en 2022. Des contraintes lourdes pèsent sur le développement de Madagascar, notamment le manque de régularité des investissements dans le capital physique et humain, une baisse de la productivité couplée à un ralentissement de l'évolution structurelle de l'économie, et la vulnérabilité aux chocs. Des problèmes de gouvernance généralisés empêchent des progrès importants dans les réformes. Par ailleurs, responsable de la hausse internationale des prix du pétrole, l'invasion de l'Ukraine par la Russie accroît les pressions fiscales et inflationnistes, et menace l'accumulation de capital humain. Madagascar se tient à la croisée des chemins, essayant de transformer ses enjeux de développement en une porte de sortie de la crise.

2. **Avant la pandémie de COVID-19, Madagascar suivait une trajectoire de croissance modeste.** Après une période prolongée d'instabilité politique et de stagnation économique, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) s'est accélérée pour atteindre 4,8 % en 2019, soit le rythme le plus rapide depuis plus de dix ans. Les élections présidentielles qui se sont tenues cette année ont également signé la première transition démocratique. Le retour pacifique à l'ordre constitutionnel a favorisé cette modeste reprise économique et contribué à restaurer la confiance des investisseurs. Il a également rouvert l'accès aux grands marchés d'exportation, relancé les flux de financement concessionnel et encouragé les réformes structurelles. Les conditions du marché du travail se sont améliorées et la pauvreté a reculé, même si en 2019, environ 79 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté international fixé à 2,15 dollars par jour. Ce niveau de pauvreté est largement supérieur à la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne qui est de 35,1 %.

3. **La récession provoquée par la pandémie a annulé les avancées réalisées précédemment.** Le choc associé à la pandémie a provoqué une récession trois fois plus sévère que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. Un effondrement des revenus d'exportation et de l'investissement privé a généré un recul du PIB de 7,2 % et du revenu par habitant de 9,8 % en 2020. La même année, on estime que 2,4 millions de personnes ont basculé sous le seuil de pauvreté international. Sur un plan plus positif, la stabilité macroéconomique s'est maintenue pendant la crise grâce aux efforts de consolidation budgétaire précédemment menés, au renforcement du cadre opérationnel de la banque centrale, et à d'importants flux de financement concessionnel (environ 4 % du PIB).

4. **L'impact de l'invasion russe en Ukraine était manifeste en 2022.** La décélération de l'activité économique chez les partenaires économiques pourrait expliquer la très faible croissance de Madagascar en 2022. La situation reflète principalement une dégradation des perspectives de l'Union européenne (qui absorbe 32 % des exportations du pays). La hausse internationale des prix du pétrole va accroître le déficit commercial (les produits pétroliers raffinés représentent 5,1 % du PIB). Le récent ajustement des prix à la pompe devrait réduire la pression fiscale, mais les dettes du gouvernement envers les distributeurs de carburant demeurent élevées, et Jiro sy Rano Malagasy (JIRAMA), la compagnie nationale d'électricité et d'eau, subit des pertes croissantes. L'impact de la hausse internationale des prix alimentaires devrait être moindre à Madagascar que dans de nombreux autres pays. En effet, la part des importations alimentaires dans les dépenses des ménages malgaches est faible. Et la hausse des revenus générée par le relèvement des prix du nickel (les exportations de nickel représentent 4,5 % du PIB), du cobalt et de l'or vont largement compenser l'impact de la hausse des prix du pétrole et des aliments sur la balance commerciale.

5. **Les contraintes persistantes sur le développement général perdurent.** Elles sont organisées en quatre catégories : faible gouvernance ; faible investissement dans le capital physique, humain et naturel ; faible productivité couplée au ralentissement de l'évolution structurelle de l'économie et de la société ; vulnérabilité élevée et croissante face aux chocs. La faiblesse du capital humain du pays, miné par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que par la

défaillance de l'accès à l'éducation et des acquis scolaires, rend la population très vulnérable aux chocs. Dans ce contexte, le changement climatique risque de compliquer davantage encore la vie des Malgaches, et particulièrement celle des communautés rurales pauvres.

6. **Le score global de Madagascar dans l'Évaluation politique et institutionnelle pays (EPIP) est resté stable ces trois dernières années (2019-2021) avec un résultat de 3,3 sur 6.** Il dépasse légèrement la moyenne de la région Afrique de l'Est et Afrique australe et des pays emprunteurs de l'IDA, et traduit principalement une bonne performance de la gestion économique. Toutefois, la défaillance de la gouvernance/de la gestion du secteur public et du groupe d'institutions (y compris les droits de propriété et la gouvernance fondée sur des règles, la qualité de la gestion budgétaire et financière et du secteur public, la qualité de l'administration publique, et la transparence, la responsabilité et la corruption dans le secteur public) empêche systématiquement Madagascar d'atteindre le score des pays les plus performants, comme le Rwanda. La faible gouvernance du pays, qui bloque à la fois l'investissement (national et étranger) et l'efficacité des dépenses du gouvernement, s'explique aussi par un manque de cohérence et de continuité dans l'application des réformes, aggravé par un fort roulement du personnel dans l'administration. Dans ce contexte, le Cadre de partenariat pays (CPF) est en adéquation étroite avec le Cadre de réponse aux crises mondiales du Groupe de la Banque mondiale (GBM). En particulier, la priorité accordée à la sécurité alimentaire, au climat et aux autres catastrophes naturelles, à l'emploi et à la résilience des communautés se reflète dans les résultats de haut niveau (HLO) du CPF.

7. **Le Cadre de partenariat pays proposé par le Groupe de la Banque mondiale recommande un changement dans les interventions du Groupe afin d'atteindre trois HLO interconnectés : (i) De meilleures perspectives d'emploi ; (ii) De meilleurs résultats en termes de capital humain, et (iii) Un renforcement de la résilience face aux chocs.** Le premier HLO axe ses efforts sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus. Le second s'attache à rendre cette croissance plus inclusive et à supprimer les contraintes pesant sur la croissance future. Le troisième est axé sur le renforcement de la résilience, nécessaire au vu des antécédents de Madagascar en matière de crises. Les progrès ne seront possibles que si l'appropriation politique de ce programme de réformes est confortée, et que le sort des populations pauvres et vulnérables est placé au centre du débat politique. Dans ce contexte, le CPF s'inscrit étroitement dans la ligne de la Stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique pour la période 2019-2023, ainsi que des priorités pour l'Afrique de l'Est (AFE). Ces priorités font partie intégrante du CPF et incluent : créer des emplois et transformer les économies ; bâtir l'économie numérique ; garantir plus d'efficacité et de responsabilité pour les institutions ; investir dans l'humain pour une population en bonne santé, éduquée et bien équipée qui peut tirer profit des nouvelles technologies ; postuler à des emplois et entretenir des communautés florissantes ; favoriser l'atténuation du changement climatique et l'adaptation ; et traiter les facteurs de fragilité, de conflit et de violence.

8. S'appuyant sur la version actualisée du Diagnostic systématique de pays (DSP) de la Banque mondiale,[1] le Diagnostic-pays du secteur privé (CPSD)[2] , ainsi que les enseignements tirés de la Revue d'achèvement et d'apprentissage (RAA) du précédent CPF (ex**.** 17-21) et de l'évaluation du programme du pays réalisée par le Groupe indépendant d'évaluation (GIE)[3], le CPF effectuera les changements suivants :

- (a) Le CPF propose d'élargir les programmes et le financement aux quelques domaines qui ont été performants dans le passé (nutrition, protection sociale, séries de Pôles de croissance).

- (b) Dans les domaines moins performants, mais dont le rôle est essentiel pour redéfinir les bases de la croissance inclusive, telles que des réformes dans les secteurs de l'énergie et des transports, le GBM adoptera une approche innovante à trois niveaux (réforme de l'ensemble du secteur, réforme partielle, pas de réforme). L'encadré no 1 illustre ce type d'approche pour le secteur de l'énergie. Dans le secteur des transports, le GBM passera des interventions multimodales aux interventions ciblées sur les routes qui desservent la majorité de la population, tout en adoptant une approche graduelle centrée sur l'assistance technique aux

1 Actualisation du Diagnostic systématique de pays pour Madagascar, avril 2022.
2 Madagascar – Diagnostic du secteur privé national, décembre 2021.
3 Le Groupe de la Banque mondiale à Madagascar, Évaluation du programme du pays, exercices 2007-2021, 2022.

ENCADRÉ 1. APPROCHE À TROIS NIVEAUX DES RÉFORMES DU CADRE DE PARTENARIAT PAYS : LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Étant donné que les problèmes de gouvernance pèsent lourdement sur les perspectives de développement de Madagascar, il est vital de les traiter de manière claire et calibrée. Le secteur de l'énergie est probablement le meilleur exemple d'un secteur qui est à la fois vital pour Madagascar et cependant capté par une élite qui empêche sa réforme et celle de l'entreprise publique JIRAMA. Pour illustrer l'esprit dans lequel ce CPF s'attaquera aux problèmes de gouvernance, une approche à trois niveaux des réformes du secteur de l'énergie est présentée ci-dessous :

CONTEXTE

Accès limité à l'électricité : taux d'accès total 30 % : 15 % d'accès au réseau, 15 % d'accès hors réseau.

Des coûts élevés de production d'électricité : la dépendance de JIRAMA à de coûteux combustibles fossiles pour la production d'électricité (environ 50 %) traduit son incapacité à développer des ressources intérieures à moindre coût, telles que l'hydroélectricité et l'énergie solaire. Des producteurs d'énergie indépendants fournissent plus de 55 % de la production dans le cadre de contrats d'achat d'électricité directement négociés, dont les conditions sont défavorables à JIRAMA.

Risque pour la viabilité financière de JIRAMA : compagnie rentable en 2009, JIRAMA subit un déficit commercial de 0,11 dollar/KWh en 2022, et un coût de production moyen de 0,24 dollar/KWh. Confrontée à une production annuelle d'électricité de 1 900 GWh, 28 % de pertes techniques et un taux de recouvrement de 89 %, JIRAMA a perdu environ 150 millions de dollars (~ 604 milliards MGA), en regard d'un budget annuel de 185 millions de dollars (738 milliards MGA) pour le secteur de la santé. Les subventions du gouvernement accordées à JIRAMA, qui se montent à environ 100 millions de dollars par an, ne suffisent plus pour préserver la viabilité financière de la compagnie.

RÉFORMES

SCÉNARIO 1 : RÉFORME DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR

Accélérer l'accès à l'électricité dans les zones rurales en développant les activités de densification et d'extension du réseau, de mini-réseaux et de solutions hors réseau. Le nouveau Projet de Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) s'appuiera sur les résultats du Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'électricité (PAGOSE, P151785) et du Projet de Développement à moindre coût de l'accès aux services électriques (LEAD, P163870), et exploitera les synergies dans le déploiement de l'énergie et des technologies de l'information et des communications dans les petites villes et les zones rurales de Madagascar.

Orienter la transition énergétique en délaissant les combustibles fossiles importés et coûteux. L'objectif est de privilégier de nouvelles options conformément au Plan de développement du secteur de l'énergie à moindre coût, adopté en mars 2022, et de prôner le développement de plusieurs projets d'énergie hydraulique et solaire sur une base concurrentielle.

Approuver les réformes clés nécessaires pour relever les enjeux de gouvernance et l'interface de JIRAMA avec le secteur privé. La finalisation du plan de développement de JIRAMA est essentielle afin d'élaborer une trajectoire de restructuration (actifs de production, mix énergétique, planification de l'augmentation des tarifs). Le plan de développement devrait permettre à JIRAMA de progresser en termes d'amélioration et de protection des revenus et de réduction des pertes (indexation automatique des tarifs) grâce à la mise en œuvre de réformes sur le redressement opérationnel et financier de la compagnie publique visant à restaurer la confiance. Le plan permettra aussi de progresser sur la réforme de la gouvernance des entreprises, la rationalisation des achats d'électricité et des accords de location, l'optimisation des tarifs et l'amélioration de la performance opérationnelle de JIRAMA.

Renforcer les capacités des institutions essentielles, y compris le ministère de l'Énergie, l'autorité de régulation et l'Agence pour le développement de l'électrification rurale, et sensibiliser les opérateurs d'électrification rurale.

SCÉNARIO 2 : RÉFORME PARTIELLE DU SECTEUR

Mettre en œuvre des réformes partielles privilégiant le développement de l'accès à l'électricité dans les zones rurales par le biais de produits hors réseau et de mini-réseaux, y compris l'externalisation des services de JIRAMA dans des réseaux isolés, tout en réduisant les investissements directs dans la compagnie publique ou dans ses actifs. Il peut s'agir de réformes portant sur la réglementation et le renforcement des capacités dans le secteur (par ex. loi relative aux contrats d'achat d'électricité, décrets tarifaires, autorité de régulation), la création de mini-réseaux dans les zones rurales avec l'Agence pour le développement de l'électrification rurale et le secteur privé, et l'expansion du marché de l'énergie solaire hors réseau dans les régions éloignées et isolées.

SCÉNARIO 3 : PAS DE RÉFORME DU SECTEUR

Dans ce scénario de maintien du statu quo sans réforme importante, le risque est considérable au niveau de la viabilité financière et de la base d'actifs de JIRAMA. L'accès à l'énergie pourrait continuer de stagner, sans parvenir à compenser la croissance de la population. Les efforts seraient axés sur la poursuite du dialogue dans le secteur, l'assistance technique et des outils d'analyse permettant de préparer des opportunités de réforme à moyen terme. En parallèle, le programme d'accès à l'énergie hors réseau devrait être poursuivi et dans la mesure du possible, accéléré.

autres domaines. Cette démarche se justifie par les difficultés rencontrées pour réformer les secteurs ferroviaires et aériens.

- (c) Le CPF – se basant sur la capacité passée à utiliser l'approche du GBM (par ex. l'inclusion financière) – sera axé sur deux secteurs majeurs (l'énergie et les télécommunications), l'adoption d'une approche consistant à maximiser les financements pour doper le développement, et des équipes de mise en œuvre conjointe de la Société financière internationale (IFC) et de la Banque mondiale. Le projet numérique et énergétique conjoint proposé (400 millions de dollars), conjugué à la série d'opérations de politique de développement pour une croissance inclusive, illustre « l'approche unique du GBM » visant à dynamiser les investissements du secteur privé dans les domaines du numérique et de l'électrification rurale. De la même manière, ce CPF tirera parti d'une approche du GBM dans des domaines tels que le tourisme et l'agro-industrie.

9. **La version actualisée du Diagnostic systématique de pays (DSP) confirme que la mauvaise gouvernance dans la gestion des finances publiques, la décentralisation et la prestation des services publics limitent les performances de développement.** Reconnaissant les contraintes fondamentales dues à une faible gouvernance, le CPF adoptera une approche « filtre de gouvernance » visant à souligner l'importance critique des questions de gouvernance dans le portefeuille de projets. Composé d'un ensemble de questions transversales sur l'économie politique, la gestion des finances publiques et des ressources humaines, les avancées technologiques dans le secteur public, la décentralisation, la participation, la transparence et la gestion des performances, entre autres thèmes, le filtre explorera les principales contraintes de gouvernance dans chaque secteur pendant la préparation et l'exécution afin d'améliorer la conception et les retombées du projet. Le CPF traitera aussi de la pérennisation des services avec un projet dédié visant à améliorer la prestation décentralisée des services dans certains secteurs sociaux. Une attention particulière sera accordée à l'amélioration de l'équité et de l'adéquation des ressources, tout en renforçant la gestion des finances publiques. En accordant un intérêt accru et coordonné aux contraintes de gouvernance, on pourrait introduire et institutionnaliser davantage d'innovations dans la prestation de services, et ainsi améliorer l'impact net dans le portefeuille.

10. **Le Diagnostic-pays du secteur privé (CPSD) souligne les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur le secteur privé de Madagascar, et la nécessité de s'attaquer aux contraintes structurelles vitales afin d'assurer de nouvelles opportunités de croissance et de création d'emplois.** Les goulets d'étranglement touchant les infrastructures demeurent redoutables, et les services de base tels que l'éducation et la santé ne parviennent pas à répondre à la demande. Cette situation bloque la productivité et ne laisse d'autre choix à la grande majorité des travailleurs et des entreprises de Madagascar que de se tourner vers l'économie informelle. Avec la pandémie, l'investissement public est sous pression. Il est d'autant plus important d'attirer l'investissement privé dans les secteurs dynamiques vitaux, tels que le transport, l'énergie et les projets de TIC, ainsi que dans d'autres secteurs de l'économie dans lesquels Madagascar peut renforcer son avantage concurrentiel, comme l'agriculture, les vêtements et le tourisme.

11. **Le GBM expérimente également des approches innovantes dans des régions géographiques ciblées, où il est potentiellement plus facile de réduire la pauvreté.** Premièrement, la Banque mondiale délaissera les projets nationaux au profit de projets ciblés géographiquement grâce à l'Index de ciblage des projets, ce qui permettra d'orienter le programme dans des zones ayant un niveau élevé de pauvreté et le long de corridors de croissance. Par ailleurs, la Banque mondiale se servira d'évaluations de l'écosystème basées sur les services afin de hiérarchiser des domaines d'intervention. Deuxièmement, la Banque mondiale soutiendra des opérations multisectorielles plus intégrées – c'est-à-dire moins d'opérations, mais plus importantes et plus efficaces. Troisièmement, le CPF aidera Madagascar à tirer parti des programmes régionaux, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la résilience climatique, de l'autonomisation des femmes, du renforcement des capacités statistiques et de la gestion des données. Quatrièmement, d'autres efforts seront accomplis afin d'améliorer l'intégrité de l'interface citoyen-État au niveau des services, y compris par l'engagement proactif et ciblé des citoyens, basé sur les technologies de l'information et des communications (TIC), ainsi que par des mesures renforçant l'efficacité des organismes chargés de rendre des comptes, tels que la Cour des comptes, afin d'améliorer la capacité technique, les fonctions institutionnelles et l'engagement public.

02/

CONTEXTE DU PAYS ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

2.1. CONTEXTE SOCIAL ET POLITIQUE

12. **Madagascar est l'un des pays les plus pauvres du monde.** Nation insulaire située au large des côtes de l'Afrique australe, Madagascar est la quatrième plus grande île du monde, avec une superficie de 587 000 km^2 et 28,4 millions d'habitants. Malgré des ressources naturelles considérables, la pauvreté est généralisée, notamment dans les régions rurales du pays. L'extrême pauvreté et les inégalités sont particulièrement prononcées dans le Sud, particulièrement dans les ménages dirigés par une femme et les familles composées de nombreux enfants.

13. **L'Indice du capital humain de Madagascar (0,39) figure parmi les plus bas du monde.** Entre 2012 et 2017, l'Indice a diminué, passant de 0,39 à 0,37, avant de remonter à 0,39 en 2020 (avant la pandémie). Par conséquent, le niveau de productivité qu'un enfant né en 2020 à Madagascar peut espérer atteindre à l'âge adulte sera égal à 39 % de ce qu'il aurait pu atteindre s'il avait suivi une scolarité complète et bénéficié d'une bonne santé. Madagascar se classe au quatrième rang mondial en termes de malnutrition chronique. Près de la moitié des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance. La fertilité a décliné, passant de 5,5 naissances par femme en 2000 à 3,9 en 2020[4] , mais elle reste élevée et irrégulièrement distribuée entre les régions du pays et les groupes de revenus. Elle est favorisée par le nombre important de mariages d'enfants (36 % au niveau national, 65 % dans le Sud) et de grossesses chez les adolescentes (40 % au niveau national, 57 % dans le Sud). Les conditions de vie sont difficiles, avec notamment un accès limité à l'électricité (13 %).

14. **Bien que Madagascar ait évité les conflits à grande échelle et la guerre civile lors de la période ayant suivi son indépendance, l'île est victime d'instabilité politique récurrente qui se manifeste par des coups d'État et des violences intervenant en période électorale.** Cette violence alimente l'insécurité qui se traduit par du banditisme généralisé dans les zones rurales, elle affaiblit la règle de droit, et fragilise l'équilibre des pouvoirs. Les facteurs historiques et géographiques ont entraîné l'émergence et la persistance d'institutions qui sont centralisées et ne rendent pas de comptes à la population. La fragilité de Madagascar découle de la concentration du pouvoir et des ressources, de la faiblesse de la présence et du contrôle de l'État, et des profondes inégalités sociales et territoriales qui excluent une grande partie de la population des services essentiels et des moyens de subsistance, et provoquent une fracturation du contrat social. La division centre-périphérie perpétue la marginalisation et l'exclusion de parties du pays, notamment le Sud, ainsi que les inégalités entre les zones côtières et montagneuses et les zones rurales et urbaines. Les infrastructures et la prestation de services dans les zones rurales sont extrêmement limitées en termes de portée, qualité et entretien, contribuant ainsi la création d'enclaves territoriales sur toute l'île. Les citoyens attendent peu de l'État, et celui-ci n'assure qu'un service minimum à la majorité de la population. L'annexe 7 inclut un résumé des facteurs de fragilité et des sources potentielles de résilience à Madagascar.

15. **La partie sud de Madagascar subit une marginalisation historique et est tout particulièrement confrontée au banditisme, au non-respect généralisé des lois, à l'absence de gouvernance et à la prolifération des milices, tout en luttant contre une forte exposition au changement climatique et aux catastrophes naturelles.** Comprenant les trois régions administratives d'Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana, le sud de l'île demeure depuis longtemps en marge des initiatives de développement de l'État et affiche la plus forte concentration de pauvreté : selon les estimations, 91 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté. En raison du sous-investissement chronique mené par le gouvernement central, la région a pris du retard sur le reste du pays. Les moyens de subsistance sont principalement limités à l'agriculture de subsistance et à la pêche, et ils sont vulnérables aux chocs répétés, notamment la sécheresse. S'ajoutant à des épisodes de sécheresse qui se sont répétés plusieurs années de suite et amplifient les chocs, la pandémie de COVID-19 a imposé une pression supplémentaire sur les moyens de subsistance et le développement humain, et accru la dépendance envers l'aide humanitaire.

16. **L'insécurité dans le Sud, couplée à la présence limitée de l'État, expose les femmes et les jeunes hommes à une augmentation de la violence.** L'absence de gouvernance dans la « zone rouge », une région d'environ 200 000 km^2 qui manque en grande partie de connectivité routière et d'infrastructure, a favorisé l'apparition de violence armée, de vols de bétail et de banditisme, souvent de connivence avec des forces de sécurité.[5] Des gangs de voleurs de bétail, composés principalement de jeunes hommes, se heurtent fréquemment aux communautés locales et aux forces de police. Bien que le vol de bétail (Dahalo) soit enraciné dans les rites traditionnels de passage de l'enfance à l'âge adulte, il a évolué en une variante moderne d'ordre commercial, commandité par des individus puissants et bien connectés. Les voleurs de bétail terrorisent les communautés, particulièrement les femmes et les enfants, et depuis peu ils sont impliqués dans des affaires de violence

4 Division de la population des Nations unies. Perspectives démographiques mondiales : révision 2022.
5 Madagascar, Rapport de pays 2022. Indice de transformation Bertelsmann (BTI). https://bti-project.org/en/reports/country-report/MDG

basée sur le genre et de traite des êtres humains. Ces dernières années ont également vu l'émergence d'une économie de trafic centrée sur les pierres précieuses, l'or et le bétail, accompagnée d'une augmentation de la criminalité et de l'insécurité.

2.2. ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE

17. **Après une succession de faibles épisodes de croissance et de crises profondes, le revenu par habitant est tombé à des niveaux historiquement bas en 2020.** Actuellement, il se situe à 45 % en deçà de son niveau de 1960. Madagascar fait partie des six pays au monde dans lequel le revenu réel par habitant accuse une tendance décroissante depuis une aussi longue période, et il est le seul de ce groupe qui n'a pas été confronté à des guerres civiles ou des conflits armés. Le déclin à long terme du niveau de vie, la fertilité élevée et l'expérience récente d'épisodes de croissance cyclique expliquent pourquoi en 2022, on estime que 81,6 % de la population vit encore sous le seuil international de pauvreté qui se monte à 2,15 de dollars par jour (en parité de pouvoir d'achat 2017), contre 80,7 % en 2012 et 74,2 % en 2005.

18. **Le retour à l'ordre constitutionnel en 2013 a facilité une modeste reprise économique caractérisée par de faibles taux d'investissement et l'absence de transformation structurelle significative.** Le retour de la stabilité politique, la réouverture des marchés d'exportation et le réengagement des donateurs ont favorisé la reprise économique qui s'est prolongée jusqu'en 2019. Toutefois, au cours de cette période, la croissance du PIB a stagné à 3,5 %, compensant à peine la croissance de la population et principalement soutenue par quatre secteurs : l'extraction minière, la construction, les télécommunications et les services financiers. Les secteurs dans lesquels Madagascar est censée disposer de forts avantages comparatifs, tels que le textile, l'agro-industrie et le tourisme, dans lesquels peu d'investissements à grande échelle ont été réalisés, n'ont contribué que marginalement à la reprise. Alors que la production était déjà stagnante dans l'agriculture (première source d'emploi), la productivité a ralenti, témoignant de chocs climatiques répétés, d'une détérioration des infrastructures et de la lente adoption de techniques générant un rendement accru.

19. **En 2020, la pandémie de COVID-19 a déclenché une profonde récession dont le pays peine à se remettre.** Un effondrement des revenus d'exportation et de l'investissement privé a entraîné un recul du PIB de 7,1 % et de 9,8 % du revenu par habitant, environ 3 fois plus que dans le reste de l'Afrique subsaharienne. En 2021, la croissance a rebondi à 5,7 %, les secteurs axés sur l'exportation ayant bénéficié d'une solide demande mondiale, mais l'investissement privé est resté modéré et l'inflation des prix alimentaires domestiques a limité la consommation.

20. **L'invasion de l'Ukraine par la Russie s'est lourdement répercutée sur les perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de Madagascar, freinant ainsi les exportations de l'île.** Madagascar exporte plus de 32 % de ses produits vers l'Union européenne, largement devant les États-Unis (20 %) et la Chine (5 %). L'intensification de la crise énergétique en Europe aura des répercussions importantes sur les perspectives économiques du pays. D'une manière générale, le ralentissement de la demande par les principaux partenaires commerciaux devrait amputer d'environ 0,5 point de pourcentage les projections de croissance de l'île pour 2022. La hausse internationale des prix de l'énergie et des aliments est susceptible d'alimenter l'inflation et les pressions sectorielles externes. L'impact combiné des nouvelles vagues de COVID-19, des chocs climatiques graves et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie a ralenti l'activité en début d'année 2022 et devrait considérablement freiner la reprise économique.

21. **La dette publique est restée viable pendant la crise, mais les risques se sont accrus.** De 2016 à 2019, le déficit budgétaire du gouvernement central a avoisiné 1,5 % du PIB, et le poids de la dette publique a chuté à hauteur de 39 % du PIB en 2019, ce qui a permis d'améliorer la marge de manœuvre budgétaire (Tableau 1). Une avancée anéantie par la crise de la COVID-19 : en 2021, la baisse des revenus et la hausse des dépenses ont maintenu le déficit du budget principal à un niveau largement supérieur à celui précédant la pandémie, faisant grimper la dette publique jusqu'à 53,5 % du PIB, un record depuis 2005. La dernière Évaluation de la soutenabilité de la dette (février 2023) a conclu que Madagascar connaissait toujours un risque modéré de surendettement. Elle a également établi qu'un certain nombre de domaines devraient être étroitement surveillés, notamment les efforts de mobilisation des revenus, la qualité de la gestion des investissements publics, les pressions fiscales sur les grandes entreprises publiques, et le plan du gouvernement de Madagascar visant à recourir de plus en plus à des financements non-concessionnels.

22. **Les taux de change et la stabilité des prix sont maintenus.** La pandémie a exacerbé le déficit des échanges courants qui a atteint 5 % du PIB en 2021 contre 2,1 % en 2019, même si les opérations d'aide d'urgence des partenaires internationaux – qui ont permis de limiter les pressions sur le change et de maintenir les réserves

de devises à des niveaux confortables (5,1 mois d'importations en décembre 2022) – ont couvert essentiellement les besoins de financement externes. Malgré des perturbations dans l'approvisionnement alimentaire et un rebond des prix de l'énergie en 2021 et 2022, l'intervention crédible de la banque centrale en faveur d'une stabilité des prix et l'amélioration du cadre opérationnel ont permis de contenir l'inflation et les attentes en matière de taux de change pendant la crise. En général, les banques restent bien capitalisées.

23. **Peu de progrès ont été accomplis dans le domaine de la durabilité environnementale.** La faible productivité de la base d'actifs naturels du pays a entraîné pour une large part la diminution de la richesse totale par habitant, contribuant ainsi au manque de croissance économique et de réduction de la pauvreté.[6] L'expansion non réglementée des activités extractives, le trafic illégal des ressources naturelles et l'accès ouvert aux ressources communes comme les forêts et la pêche ont épuisé les richesses naturelles. Par ailleurs, des facteurs sociaux tels que la forte dépendance à la biomasse traditionnelle ont engendré des coûts sanitaires importants. La pollution, la surexploitation et les pressions anthropiques participent également à la dégradation des ressources marines. La pandémie a exercé une pression supplémentaire sur les ressources naturelles en réduisant le financement public destiné à gérer les espaces protégés.

Tableau 1. Cadre macroéconomique de référence, 2018-2025

	2018	2019	2020	2021	2022[a]	2023[b]	2024[b]	2025[b]
ÉCONOMIE RÉELLE	**(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)**							
PIB réel	3.2	4.4	-7.1	5.7	3.8	4.2	4.8	5.1
PIB par habitant (en dollars constants de 2015)	470.4	478.9	433.8	447.8	453.9	461.9	472.5	485.3
Déflateur du PIB	8.3	6.5	4.3	6.6	5.9	8.6	9.0	9.9
Moyenne annuelle de l'Indice des prix à la consommation	8.6	5.6	4.2	6.2	8.2	8.5	8.0	7.7
Volume des exportations	2.4	10.9	-36.6	55.0	27.5	3.6	5.0	5.0
Volume des importations	11.1	4.6	-16.6	12.7	19.8	2.0	2.7	3.0
COMPTE FISCAL	**(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)**							
Total des recettes et des subventions	13.8	14.4	12.8	11.4	12.1	13.5	12.1	12.3
Recettes fiscales	10.8	11.0	9.9	10.6	10.9	12.4	11.0	11.2
Recettes et subventions non fiscales	3.0	3.4	2.9	0.8	1.2	1.1	1.1	1.1
Dépenses totales	15.3	15.5	16.7	14.2	15.2	15.1	14.9	15.2
Dépenses courantes	10.0	9.9	10.0	9.1	10.0	9.7	9.3	9.4
Biens, services et salaires	8.1	8.6	10.1	9.0	7.8	8.5	8.7	8.9
Paiements des intérêts	0.8	0.7	0.7	0.6	0.8	0.9	0.6	0.5
Autres	1.1	0.6	-0.9	-0.6	1.4	0.3	0.0	0.0
Dépenses en capital	5.3	5.6	6.8	5.1	5.2	5.5	5.6	5.9
Solde des administrations publiques (base des engagements)	-1.5	-1.1	-4.0	-2.8	-3.1	-1.6	-2.8	-2.9
Solde primaire	-0.7	-0.4	-3.2	-2.2	-2.4	-0.7	-2.1	-2.4
Dette publique	39.1	38.7	49.6	53.5	57.1	53.1	51.9	52.2
BALANCE DES PAIEMENTS	**(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)**							
Solde du compte courant (y compris les subventions)	-5.0	-5.6	-6.2	-5.7	-5.6	-6.2	-5.7	-5.5
Importations : biens et services	35.0	33.2	28.5	32.8	41.5	43.0	44.4	45.6

6 Source : Banque mondiale, 2021. Changing Wealth of Nations: Managing Assets for the Future.

Exportations : biens et services	32.0	28.9	19.8	23.0	31.3	32.3	33.9	35.1
Termes de l'échange (changement en pourcentage)	5.0	-9.7	10.4	-25.1	1.3	-2.0	-0.8	-0.9
POSTES POUR MÉMOIRE								
PIB nominal (en milliards de MGA)	45,886	51,035	49,436	55,744	61,257	69,316	79,180	91,516

Source: Autorités malgaches et Banque mondiale, décembre 2022/ **a.** Estimation; **b.** Prévisionst.

2.3. PROFIL DE PAUVRETÉ

24. **Une diminution modeste de la pauvreté monétaire a accompagné la reprise économique précédant la pandémie.** Avec une reprise de la croissance entre 2013 et 2019, on estime que la part de la population vivant dans la pauvreté (sous le seuil international de pauvreté fixé à 2,15 dollars par jour en parité de pouvoir d'achat 2017) a légèrement diminué – de 80,7 % en 2012 (la dernière année pour laquelle les données des enquêtes sur les ménages sont disponibles) à 79,4 % en 2019, juste avant la crise de la pandémie en 2020. La persistance d'une pauvreté monétaire élevée pendant cette période de reprise témoigne principalement de la lente croissance des revenus et du manque associé de perspectives d'emplois. La prévalence de la pauvreté a été beaucoup plus élevée dans les zones rurales en raison de la productivité faible et généralement décroissante du travail agricole, de l'absence d'accumulation de capital productif et humain, et de l'exposition à de fréquents chocs climatiques.

25. **Certains indicateurs de pauvreté non monétaires se sont améliorés avant la pandémie, les progrès étant largement concentrés dans les régions plus favorisées du Nord.** Parmi les améliorations notables figurent l'accès à l'électricité, le logement, l'assainissement et le combustible pour la cuisine ; d'autres améliorations limitées concernent la mortalité infantile et l'accès à l'eau, tandis que la fréquentation des écoles stagne à des niveaux faibles.[7] En moyenne, on estime que le taux total de privation au niveau national a diminué de 9 points de pourcentage entre 2008 et 2018, atteignant 67 %, soit 20 points de pourcentage de plus que la moyenne des pays pairs. L'amélioration des indicateurs de pauvreté non monétaires est restée modeste et largement concentrée dans les régions plus riches du nord. Elle traduit les avancées des programmes de développement dans ces régions, mais aussi l'impact des produits agro-industriels à forte valeur, comme la vanille, les litchis, les épices et le cacao.

26. **Les indicateurs de pauvreté non monétaires se sont dégradés dans les zones urbaines et ont stagné principalement dans les régions les plus pauvres du Sud.** Bien que les taux de privation dans les zones urbaines soient toujours inférieurs de moitié (environ) à ceux des zones rurales, ils se sont dégradés de 2008 à 2018 dans un contexte d'urbanisation rapide. Le taux d'urbanisation de Madagascar est l'un des plus rapides d'Afrique subsaharienne (4,7 % par an), et le phénomène est de plus en plus concentré à Antananarivo, mettant à rude épreuve l'infrastructure et les services publics, ce qui se traduit par une dégradation de l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement et au logement. Les villes de Toliara et Fianarantsoa, qui détenaient le taux le plus élevé de privation en 2008, demeurent en queue du classement. Elles affichent toujours les taux les plus élevés de mortalité infantile du pays, avec seulement des améliorations mineures ces dix dernières années. La fréquentation scolaire a stagné au niveau national et a chuté considérablement dans la région méridionale d'Atsimo-Andrefana. La hausse des coûts de l'éducation, aggravée par de faibles investissements de l'État et des partenaires, explique en grande partie l'abandon scolaire, diminuant encore les niveaux d'apprentissage. La toute nouvelle loi sur l'éducation – largement inspirée du Plan sur le secteur de l'éducation 2018-2023 soutenu par tous les donateurs – rend obligatoire l'école, du préscolaire à l'enseignement secondaire ; elle réduit la charge financière des parents et se concentre sur la qualité des enseignants. Cette loi représente une nouvelle occasion pour ce CPF d'inverser les échecs passés et d'améliorer les acquis scolaires des élèves.

27. **La pandémie a probablement balayé plus de dix années de progrès en matière de réduction de la pauvreté, mais l'extrême pauvreté a reculé grâce au développement de la protection sociale.** L'Institut national de la statistique, avec le soutien de la Banque mondiale, a réalisé en 2022 une enquête sur le budget des ménages, la première depuis 2012. La nouvelle enquête a permis de ventiler les taux de pauvreté en fonction de la géographie et généré une image plus claire de l'évolution de la situation, à l'inverse du seuil international de pauvreté évoqué précédemment. Les résultats préliminaires suggèrent que la pauvreté nationale a légèrement augmenté – passant de 72,9 % à 75,2 % – en se basant sur le seuil de pauvreté national ; mais l'extrême pauvreté a diminué, passant de 60 % à 57 %. L'augmentation de la pauvreté semble être liée à la pandémie de COVID-19 et aux mesures restrictives que le gouvernement a instaurées pour l'empêcher de se propager. L'impact initial de la crise générée par la COVID-19 a été sévère, avec l'effondrement des recettes d'exportation et des investissements privés, entraînant une contraction du PIB

7 La pauvreté multidimensionnelle se mesure par plusieurs indicateurs, y compris le niveau de scolarité, la mortalité infantile, l'accès à l'eau, l'assainissement, le logement et l'électricité. L'indicateur est dérivé d'enquêtes harmonisées présentes dans la Base de données de suivi mondial de la Banque mondiale, qui comprend le recensement le plus récent (2018).

de 7,2 % en 2020. Il s'agit de la récession la plus prononcée depuis plus de deux décennies, et la baisse est nettement plus importante que celle observée dans les pays pairs et en Afrique subsaharienne. La reprise a encore été retardée par une seconde vague pandémique en 2021 et le maintien de la fermeture des frontières internationales, alors que le pays dépend fortement du tourisme. Par ailleurs, l'extrême pauvreté a légèrement baissé, à la faveur du développement de la couverture de protection sociale par le gouvernement, particulièrement dans les zones rurales. Cette protection s'est accrue, englobant plus d'1 million de personnes en février 2023 contre 16 000 en 2016.

28. **L'accès aux soins de santé et à l'éducation a diminué pendant la pandémie.** Au début de la pandémie, les établissements de santé étaient peu fréquentés. La population hésitait à venir se soigner par crainte de contracter le virus, et elle était freinée par les confinements et les coûts de transport élevés, ce qui a provoqué une forte baisse de la couverture des soins de base. Il s'est ensuivi une flambée des hospitalisations et des taux d'infection élevés parmi le personnel, générant une pénurie de professionnels. Selon les estimations, en 2021, la mortalité infantile et la mortalité maternelle ont augmenté de 18 % et 12 %, respectivement. La fermeture des écoles a amplifié les taux de déscolarisation déjà élevés chez les enfants les plus pauvres. Et les enquêtes sur les ménages indiquent une chute de la proportion d'enfants d'âge scolaire bénéficiant d'une scolarisation à domicile et utilisant les outils pédagogiques fournis par les enseignants pendant la pandémie, ce qui a probablement aggravé les résultats scolaires déjà faibles avant la pandémie. La violence basée sur le genre a augmenté pendant la pandémie, les filles des ménages pauvres étant plus susceptibles de subir un mariage d'enfants et une grossesse précoce.

29. **Les épisodes de sécheresse dans le Sud ont amplifié les vulnérabilités observées depuis longtemps.** Des décennies de sous-investissement aggravées par trois années consécutives de grave sécheresse – avec des répercussions amplifiées par la COVID-19 et d'autres chocs covariants – ont réduit la production alimentaire, les stocks et l'accès dans la région du Grand Sud de Madagascar en 2020 et 2021. Des précipitations exceptionnellement faibles ont amoindri la production agricole pendant la principale saison de croissance 2020-2021, avec des pertes allant jusqu'à 60 % dans trois des districts les plus peuplés (Amboasary, Ambovombe et Ampanihy). En outre, les stocks de semences se sont considérablement appauvris, et on estime que 70 % des ménages des régions d'Androy et d'Anosy n'ont pas de semences ni d'autres intrants essentiels pour relancer la production agricole. Dans de nombreuses régions, les ménages ont épuisé leurs réserves alimentaires beaucoup plus tôt que prévu et ont eu recours à des pratiques alimentaires désespérées, comme manger de l'argile mélangée à du tamarin, des termites et des sauterelles. De nombreux ménages ont eu recours à des ventes forcées d'actifs (tels que bétail, équipement agricole), contracté des dettes ou migré en quête de nourriture.

30. **Les récents cyclones et l'invasion en cours de l'Ukraine par la Russie ont exacerbé la vulnérabilité des ménages pauvres.** Début 2022, cinq tempêtes et cyclones tropicaux successifs (Ana, Batsirai, Dumako, Emnati, Gombe) ont frappé Madagascar, endommageant les cultures alimentaires, le bétail et les infrastructures. Les cyclones ont affecté plus de deux tiers du pays, semant la destruction dans 17 régions, y compris Antananarivo, et produisant des dommages directs estimés à plus de 658 millions de dollars, soit l'équivalent de 4,8 % du PIB (2020). Par ailleurs, les cyclones sont plus susceptibles de léser plusieurs fois les ménages pauvres que les ménages non pauvres. Une analyse, combinant le géoréférencement des ménages en fonction des revenus et des trajectoires des cyclones, a révélé que les cyclones frappaient au moins deux fois 80 % des ménages situés dans le décile inférieur en termes de répartition de la consommation, contre 46,5 % des ménages situés dans le décile supérieur. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a aggravé ces chocs en réduisant les approvisionnements, et en augmentant les prix des biens de première nécessité, tels que le combustible, les huiles alimentaires et les céréales. Bien que les cyclones aient principalement affecté les ménages vulnérables dans les parties du pays qu'ils ont traversées, les pressions inflationnistes mettent à l'épreuve toute la population. Toutefois, les ménages pauvres sont plus touchés parce qu'ils accordent une part plus importante de leur revenu à l'alimentation.

2.4. PRINCIPAUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

31. **En examinant les progrès réalisés au regard des objectifs politiques du Diagnostic systématique de pays (DSP) de l'exercice 2016, et l'évolution des résultats de développement depuis sa réalisation, la version actualisée du DSP établit que les contraintes affectant le développement généralisé sont largement inchangées.** Ces contraintes (interconnectées) sont analysées dans un cadre actualisé organisé en cinq catégories : faible gouvernance ; faible investissement dans le capital physique, humain et naturel ; faible productivité couplée au ralentissement de l'évolution structurelle de l'économie et de la société ; vulnérabilité élevée et croissante face aux chocs ; et connectivité limitée des infrastructures. Chacune de ces contraintes a continué de limiter les perspectives d'un développement généralisé, et la crise provoquée par la COVID-19, ainsi que la famine dans le Sud ont démontré qu'elles étaient plus que jamais d'actualité.

2.4.1 Une gouvernance faible

32. **La version actualisée du DSP confirme que la faible gouvernance est un problème général et que les progrès en matière de réformes sont limités.** La captation par l'élite et l'exclusion de groupes importants des processus de prise de décision politique constituent des facteurs majeurs expliquant la faiblesse de la gouvernance dans les finances publiques, la décentralisation, la gestion des entreprises d'État, la gestion des ressources naturelles et les services publics. Un petit groupe d'élites domine le système économique et politique de Madagascar. Un degré élevé de centralisation, l'absence de mécanismes de responsabilités forts et la capacité institutionnelle limitée contribuent à freiner le développement. Même dans les domaines dans lesquels des réformes ont été entreprises, les changements législatifs et réglementaires sont souvent mal appliqués et, dans certains cas, ils sont annulés. Enfin, l'action de l'État est moins efficace en raison d'un manque de transparence et d'une obligation limitée de rendre des comptes. La participation de la société civile est restreinte, les médias indépendants subissent une pression croissante, et le financement des campagnes est mal réglementé. Comme il est fait mention ci-dessus, le CPF intégrera les interventions de gouvernance dans chacun des projets que la Banque mondiale soutient, par l'intermédiaire d'un filtre de gouvernance (voir la Section 3.3).

2.4.2 Dépréciation du capital physique, humain et naturel

33. **Les faibles niveaux d'investissement dans le capital physique et humain, et l'épuisement rapide des ressources naturelles freinent les perspectives de développement.** La faiblesse des taux d'investissement dans le secteur privé, qui traduit un climat économique défavorable, une détérioration de la qualité des infrastructures, une mauvaise gouvernance du secteur public, et un accès restreint aux finances, aux terres, aux compétences et aux marchés, a étouffé la croissance ces dix dernières années. L'investissement public a progressivement augmenté depuis 2012, mais il demeure trop faible et pas assez efficace pour permettre des améliorations généralisées dans les infrastructures et les services publics. Le manque d'investissement national dans les secteurs sociaux, particulièrement la santé et la protection sociale, est à l'origine de la faiblesse des systèmes et de la vulnérabilité de la population. La qualité du capital humain stagne à de faibles niveaux, avec une diminution inquiétante des résultats scolaires due à un manque d'enseignants qualifiés et à des taux élevés de déscolarisation parmi les enfants pauvres. La destruction et la surexploitation menacent les ressources naturelles renouvelables. La population, qui croît au rythme de 2,8 % par an, crée une pression supplémentaire sur des systèmes alimentaires déjà fragilisés. Le CPF traitera ces sujets de préoccupation par le biais de différents programmes, y compris en matière de nutrition, filets sociaux de sécurité, connectivité routière et moyens de subsistance, couvrant le capital humain, physique et naturel de Madagascar (voir la Section 3.3).

2.4.3 Manque de transformation structurelle

34. **Un troisième ensemble de contraintes est lié à une productivité faible et généralement décroissante, dans un contexte de blocage de la transformation structurelle.** La faible productivité s'explique par une variété de facteurs, mais la dégradation des conditions de l'offre dans le secteur agricole, le potentiel inexploité de la croissance de l'industrie et des services, et les obstacles à une urbanisation génératrice de croissance jouent un rôle majeur. La majorité de la population continue de vivre de l'agriculture de subsistance, dans laquelle la productivité et les revenus réels diminuent, encourageant davantage de personnes à émigrer vers les zones urbaines. Disposant de peu de perspectives d'emplois dans l'industrie et les services à valeur ajoutée, cet afflux de main-d'œuvre est absorbé dans les services à faible productivité, largement informels. La crise récente a aggravé ces problèmes : le secteur informel a probablement gagné de l'importance dans les zones urbaines, et les secteurs plus productifs, orientés vers l'exportation, connaissent une situation difficile. Le CPF aidera à valoriser les chaînes de valeur critiques et soutiendra le développement des infrastructures, notamment en encourageant l'économie numérique et la gouvernance (voir la Section 3.3).

2.4.4 Vulnérabilité face aux chocs.

35. **Le manque de résilience aux chocs fréquents entrave le développement.** Madagascar présente le risque le plus élevé de cyclones en Afrique. Chaque année, entre novembre et avril, trois à quatre cyclones frappent le pays, affectant principalement les régions de l'Est, du Nord-Ouest et de l'Ouest. En moyenne, on estime que les cyclones coûtent à l'économie 1 % du PIB par an et jusqu'à 8 % du PIB lors des événements cataclysmiques plus rares qui dévastent les communautés rurales et l'agriculture le long de la côte est. Rien qu'en 2021, les pertes totales dues aux cyclones ont atteint 4,8 % du PIB selon l'estimation rapide des dommages de la Banque mondiale. Les événements climatiques extrêmes, comme les cyclones, les inondations et la sécheresse constituent des menaces permanentes, particulièrement pour les populations rurales dispersées qui dépendent de l'agriculture. L'expérience de la pandémie et des récents événements climatiques extrêmes illustre comment des facteurs, tels que la pauvreté, les faibles infrastructures, le manque d'accès aux services publics et l'insécurité peuvent amplifier les répercussions de ces chocs, entraînant des dommages durables en l'absence de mesures d'atténuation fortes. Pour répondre à ces problèmes, le CPF s'efforcera d'améliorer la marge de manœuvre budgétaire, travaillera sur la résilience et l'adaptation climatique, renforcera les filets sociaux de sécurité, et améliorera la gestion des ressources naturelles (voir la Section 3.3).

2.4.5 Une connectivité limitée des infrastructures

36. **Madagascar a besoin de toute urgence d'améliorer la connectivité de ses infrastructures afin d'accroître l'accès de la population aux services publics de base et aux marchés, stimuler la croissance économique et créer des opportunités équitables.** Les technologies numériques sont porteuses de grandes promesses pour la croissance économique de Madagascar, mais le degré d'utilisation d'Internet est faible, et les appareils et services de haut débit restent inabordables pour la majorité de la population. Par ailleurs, l'accès à l'électricité est faible, ne concernant que 15 % de la population, et les services ne sont pas fiables. Les services que fournit l'entreprise d'État JIRAMA sont insuffisants et dépendent des combustibles fossiles. Par ailleurs, le tarif ne couvre pas les coûts élevés. Le déficit tarifaire est équivalent à la subvention annuelle du Trésor, soit 71 millions de dollars (0,6 % du PIB de 2020). Madagascar demeure largement fragmentée en raison du manque de connectivité physique (infrastructure et services), bien que l'île dispose de la plupart des modes de transport. Les routes constituent le mode principal de transport, mais leur accès et leur densité figurent parmi les plus bas de la région. Le manque de connectivité isole les communautés rurales, et limite l'accès au marché et les incitations à produire un surplus en investissant dans des technologies et des pratiques permettant d'améliorer la productivité. Il limite aussi l'efficacité, la performance et la résilience des systèmes alimentaires et des marchés, tout en amplifiant les risques d'insécurité alimentaire. En règle générale, la gestion de l'investissement public est peu efficace, seuls 30 % des fonds dédiés à l'investissement dans les infrastructures publiques étant réellement dépensés – et souvent ils servent à financer des projets mal sélectionnés et mal exécutés.[8] Lors du précédent CPF, la Banque mondiale a élargi son programme de développement du secteur routier, y compris en renforçant les institutions chargées de la maintenance. Étant donné l'importance de la connectivité des transports pour maximiser l'accès aux services de capital humain, ce CPF renforcera son appui au secteur des transports.

8 Évaluation de la gestion des investissements publics 2019.

03/

CADRE DE PARTENARIAT DU GBM

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

3.1 PROGRAMME DU GOUVERNEMENT ET STRATÉGIE À MOYEN TERME

37. **L'objectif du gouvernement, qui consiste à accélérer le développement du pays, est décrit dans sa Politique générale de l'État (PGE), en cours de préparation.** Le gouvernement a élaboré le Plan Émergence Madagascar, programme stratégique pour le développement du pays de 2019 à 2038, mais il n'a pas été finalisé malgré plusieurs séries de consultations. La vision du Plan Émergence Madagascar émane de l'Initiative Émergence Madagascar qui a présenté le programme électoral du président en 2019. Étant donné le retard initial dans sa préparation, conjugué à la crise de la COVID-19, il ne devrait pas entrer en vigueur avant la mi-2023 et il sera probablement révisé en 2024, après les élections présidentielles programmées à la fin 2023.

38. **La Politique générale de l'État est bâtie autour de trois piliers complémentaires : le pilier social (capital humain), la base économique (croissance accélérée, inclusive, durable) et la base environnementale (Madagascar, une île verte).** Elle insiste sur la gouvernance, priorité transversale et condition de base de l'émergence. La paix et la sécurité, l'État de droit et la lutte contre la corruption sont des éléments clés, au même titre que l'autonomie et l'obligation des autorités locales de rendre des comptes. Bien que la Politique générale de l'État doive encore être finalisée, la proposition du CPF s'aligne sur ses trois piliers.

3.2 CPF PROPOSÉ PAR LE GBM

3.2.1 Les principales conclusions de la version actualisée du DSP

39. **La version actualisée du DSP présente les principales contraintes à l'origine de la chute record du niveau de vie à Madagascar en 2020.** Le DSP insiste sur le fait que, si la tendance de croissance précédant la pandémie continue, il faudra une décennie pour inverser la perte de revenus par habitant intervenue pendant la crise de 2020, et plus de 70 ans pour atteindre le niveau de vie actuel au Rwanda ou en Ouganda. Le diagnostic suggère que la faiblesse de l'investissement dans le capital physique et humain, le manque de transformation structurelle et la vulnérabilité aux chocs sont les contraintes les plus fortes pesant sur le développement. Les problèmes de gouvernance omniprésents, et pour la plupart s'intensifiant, empêchent l'application de réformes importantes sur de nombreux fronts, et freinent généralement la prestation des services aux groupes les plus démunis. La réduction de la pauvreté impose une approche multiforme. Des interventions prioritaires ont été regroupées autour de trois objectifs : mobiliser les investissements productifs pour accélérer la transformation économique et territoriale ; renforcer le capital humain et la résilience des populations pauvres afin d'améliorer leur existence ; et renforcer les mécanismes de contrôle et d'engagement des citoyens, y compris la société civile, afin d'obtenir de meilleurs résultats politiques et limiter la captation de l'État. Même si les interventions sont bien identifiées, des progrès durables ne seront possibles que s'il existe une forte appropriation politique des réformes nécessaires et une attention accrue accordée au bien-être des plus pauvres.

3.2.2 Harmonisation DSP-CPF

40. **Le CPF est en parfaite adéquation avec les principales conclusions de la version actualisée du DSP, et il s'attaque aux problèmes identifiés.** Les trois résultats de haut niveau (HLO) du CPF reflètent dans leur quasi-totalité les groupes d'objectifs définis dans la version actualisée du DSP. Le HLO-1 est axé sur l'amélioration des perspectives d'emplois par le biais d'actions transformatives. Le HLO-2 axe ses efforts sur l'obtention d'une croissance plus inclusive en s'attaquant aux faiblesses et aux inégalités dans la prestation des services publics, particulièrement dans la santé et l'éducation ; il axe aussi ses efforts sur la réduction des inégalités territoriales et de genre, et la prise en compte des problèmes spécifiques aux femmes. Le HLO-3 vise à créer de la résilience afin de contrer les chocs susceptibles d'annuler les progrès réalisés en matière de croissance ou d'aggraver les inégalités socio-économiques. Enfin, l'inclusion de la gouvernance et des institutions comme thème transversal, et la priorité donnée à l'engagement des entreprises en faveur du changement climatique, de l'engagement des citoyens et des questions de genre peuvent contribuer à relever les grands défis identifiés dans la version actualisée du DSP. Par ailleurs, le CPF est en étroite adéquation avec les priorités pour l'Afrique de l'Est (AFE).

3.2.3 Tirer des enseignements

41. **Le CPF tire les leçons de la Revue d'achèvement et d'apprentissage (RAA) (Annexe 2), selon lesquelles les résultats globaux de développement du précédent CPF étaient modérément satisfaisants.** Se basant sur les réussites et les faiblesses identifiées dans le précédent CPF, ce Contrat continuera de s'appuyer sur des analyses économiques et politiques afin d'identifier des points d'entrée pour les réformes, et de justifier une approche plus échelonnée des secteurs dans lesquels les réponses aux enjeux de gouvernance ont permis des progrès limités, par exemple le secteur de l'énergie. L'évaluation de la RAA et du Groupe indépendant d'évaluation (GIE) reconnaît que les

programmes de protection sociale, de nutrition et de pôles de croissance ont généré de bons résultats, et ce CPF leur accordera plus d'importance. L'évaluation du GIE a noté que l'approche ascendante de la prestation de services adoptée par la Banque mondiale était pertinente pour atténuer les risques relatifs à la captation de l'État. L'utilisation de l'approche de développement territorial dans le cadre de la série de projets Pôles de croissance en cours a permis de promouvoir une approche ascendante et de tirer parti des leçons apprises ; le CPF élargira l'approche de développement géographique pour son programme, en s'appuyant sur la méthode de l'Index de ciblage des projets. L'évaluation de la RAA et du GIE a souligné la flexibilité dont a fait preuve la Banque mondiale en adaptant son programme aux multiples crises, y compris la réponse qu'elle a apportée à la pandémie de COVID-19. Cette flexibilité sera préservée avec ce CPF, y compris les Composantes d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) dans tous les projets, restructurations de portefeuille, interventions coordonnées entre les institutions du GBM, et synergies entre les instruments du GBM. Par ailleurs, ce CPF – par l'intermédiaire du HLO-3 – sera axé sur le renforcement des institutions étatiques et la résilience communautaire face aux chocs. La RAA et le GIE ont noté la nécessité pour la Banque mondiale d'adapter l'aide qu'elle apporte aux réformes aux risques politiques et de gouvernance.

42. **Consciente de la fragilité institutionnelle et de la captation par l'élite qui entravent les réformes, comme le note l'évaluation du GIE, la Banque mondiale adoptera une approche à trois niveaux des réformes (réforme de l'ensemble du secteur, réforme partielle, pas de réforme), comme l'illustre le cas du secteur de l'énergie (Encadré 1).** La RAA et le GIE notent que l'approche unique du Groupe de la Banque mondiale a fonctionné, y compris dans les secteurs de la finance et de l'élevage. Dans le cadre de ce CPF, la Banque mondiale se concentrera sur les réformes permettant de dynamiser les investissements de la Société financière internationale (IFC) et les opportunités pour l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) d'éliminer les risques des investissements étrangers directs, y compris dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Comme le recommande le GIE, la Banque mondiale réalisera une analyse d'économique politique systématique afin de mieux documenter les réformes soutenues dans le cadre de ce CPF, y compris celles soutenues par les opérations de politique de développement.

3.2.4 Sélectivité

43. **Le programme du CPF est basé sur de multiples critères de sélectivité (Figure 1).** Les priorités du gouvernement, exprimées par l'intermédiaire du Plan Émergence Madagascar, forment la base du programme du GBM. Les conclusions et les recommandations de la version actualisée du DSP ont été révisées en tenant compte des priorités du gouvernement, des enseignements tirés et des avantages comparatifs du GBM. Les priorités identifiées dans la version actualisée du DSP ont nourri l'élaboration du CPF. Les lignes d'action pour une croissance plus rapide et inclusive de la version actualisée du DSP, intégrées dans le CPF sont :

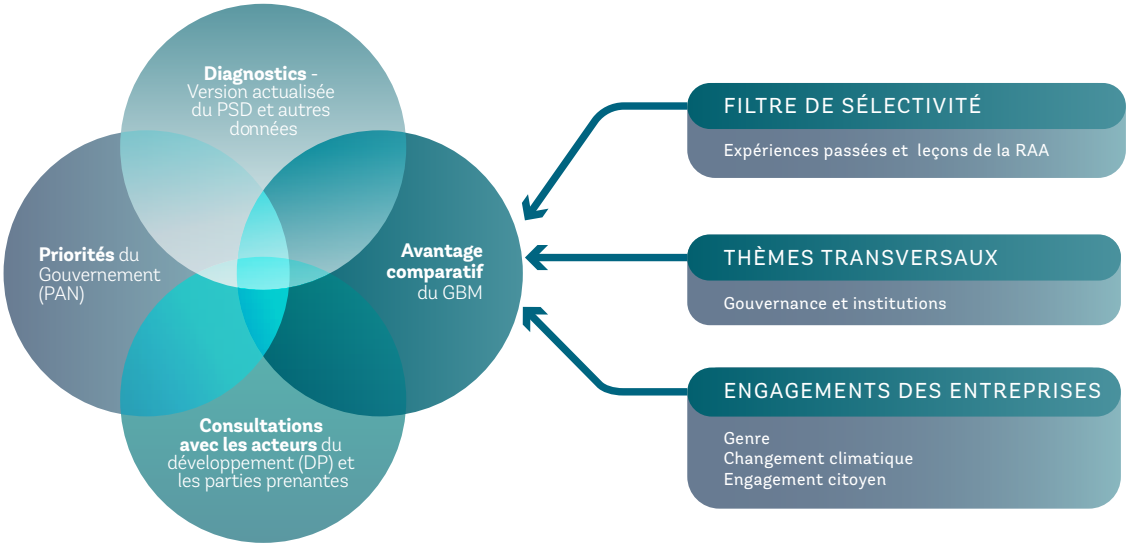
- Accroître les opportunités économiques : pour réduire la pauvreté, Madagascar doit accroître considérablement son potentiel de croissance et attirer de nouveaux investissements dans des secteurs qui faciliteront la transformation structurelle.

- Améliorer la prestation des services : un meilleur accès aux services sociaux et aux infrastructures, particulièrement pour les communautés mal desservies, sera vital pour assurer la reprise d'après crise et accélérer la transformation structurelle.

- Renforcer la résilience par des efforts pour protéger les populations vulnérables des conséquences des chocs néfastes en améliorant la capacité à répondre aux pandémies, en modernisant les systèmes de protection sociale, en renforçant la gestion du risque de catastrophe, et en adoptant des stratégies d'investissement qui s'adaptent au changement climatique, ainsi que des mécanismes de financement écologiques.

- Améliorer la gestion des ressources naturelles.

Figure 1. Ensuring Selectivity in Madagascar CPF



44. **De vastes consultations avec le gouvernement, les parties prenantes non gouvernementales et les partenaires de développement ont permis d'affiner le programme.** L'évaluation interne par le GBM de ses avantages comparatifs à Madagascar a fourni un élément supplémentaire de sélectivité. Les enseignements tirés des expériences passées, indiqués dans l'évaluation du programme de pays de la RAA et du GIE, ont contribué à préciser l'axe du programme proposé. Enfin, le rôle essentiel que joue la gouvernance dans la réussite du GBM et l'acceptation des priorités clés pour les entreprises contribuent à finaliser le programme du CPF.

3.2.5 Lacunes dans les données et les connaissances

45. **Une grande quantité de données sur les domaines d'intervention politique prioritaire a été rassemblée et synthétisée pour la version actualisée du DSP et le Diagnostic du secteur privé national, et les lacunes en matière de données ont été comblées, notamment les contraintes et les opportunités de développement du secteur privé.** Même ainsi, le CPF actuel doit tenir compte de la persistance de nombreuses lacunes importantes dans les données et les connaissances. Par exemple, Madagascar a besoin d'une enquête actualisée sur les entreprises (les données les plus récentes datent de 2013). La Banque mondiale prépare actuellement une nouvelle enquête, similaire à l'enquête sur les ménages. Il est recommandé de planifier une enquête de suivi sur les entreprises en 2025. La dernière enquête sur le travail remonte à 2015 et la dernière enquête sur le secteur informel à 2012. Le recensement général le plus récent sur l'agriculture et l'élevage date de 2004-2005. Un nouveau est en cours de préparation. Il est également urgent d'adapter les comptes nationaux aux nouvelles normes méthodologiques internationales ; le système actuel de compte national utilise 2007 comme année de référencement, avec le Système des comptes nationaux de 1993. Ce CPF corrige certaines de ces lacunes dans les données et les connaissances dans le programme proposé.

3.3 OBJECTIFS SOUTENUS PAR LE PROGRAMME DU GBM

Priorités du Gouvernement

1. **Paix** et **Sécurité**
2. **Accès à l'énergie** et **à l'eau** pour tous
3. **La lutte contre la Corruption** avec Tolérance Zéro
4. **Education** pour tous
5. **La santé** est un droit inaliénable pour tous les citoyens
6. **Un travail décent** pour tous
7. **L'industrialisation à grande échelle** assurera le développement des 119 districts
8. **Le secteur du tourisme** recevra une attention particulière
9. **Autosuffisance alimentaire** par une augmentation substantielle de la production de riz
10. **La gestion durable et la conservation des ressources naturelles** sont essentielles
11. Aide à la construction et à la modernisation **des logements**
12. Autonomisation et responsabilisation **des autorités locales décentralisées**
13. **Le sport** doit devenir un tremplin pour susciter la fierté nationale

Contraintes de développement clés
(actualisation SCD)

Objectifs du CPF

Résultats de haut niveau

MANQUE DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE

La prédominance de l'agriculture de subsistance et des services informels, le manque de perspectives d'emplois dans l'industrie et les services à forte valeur ajoutée, et l'urbanisation incontrôlée entravent les opportunités économiques.

OBJECTIFS 1

- 1.1 Valoriser certaines chaînes de valeur
- 1.2 Renforcer les bases pour une économie numérique
- 1.3 Améliorer l'accès aux services des infrastructures de base

HLO-1

Amélioration des perspectives d'emplois

INSUFFISANCE DES INVESTISSEMENTS DANS LE CAPITAL PHYSIQUE, HUMAIN ET NATUREL

L'incapacité à accumuler le capital productif et à empêcher l'épuisement des ressources naturelles freine de plus en plus les perspectives de développement.

OBJECTIFS 2

- 2.1 Améliorer l'accès à des services éducatifs et sanitaires de qualité
- 2.2 Encourager l'autonomisation des femmes et des filles
- 2.3 Améliorer les systèmes de sécurité alimentaire et réduire le retard de croissance

HLO-2

Amélioration des résultats du capital humain

VULNÉRABILITÉ AUX CHOCS

Les perspectives de développement généralisé sont retardées par le degré élevé d'exposition de Madagascar aux chocs de différentes natures.

OBJECTIFS 3

- 3.1 Accroître la marge de manœuvre budgétaire pour assurer la résilience économique
- 3.2 Renforcer la gestion des risques de catastrophe
- 3.3 Améliorer la protection sociale et le soutien aux moyens de subsistance
- 3.4 Améliorer la gestion des ressources naturelles

HLO-3

Renforcement de la résilience face aux chocs

FAIBLESSE DE LA GOUVERNANCE ET CAPTATION DE L'ÉTAT

Il s'agit du principal obstacle au développement généralisé de Madagascar.

TRANSVERSAL

Gouvernance et institutions

HLO-1. AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES D'EMPLOI

46. **Madagascar doit améliorer ses perspectives économiques afin de créer des emplois et d'accroître les revenus.** La faiblesse des taux d'investissement dans le secteur privé ces dernières années traduit une incertitude politique persistante ; un manque de concurrence dans les grands secteurs de l'économie ; des obstacles au commerce national et international ; une protection insuffisante des investisseurs ; et un accès restreint à la terre, au capital, au travail et à la connectivité numérique. Le renversement de ces tendances nécessite des réformes économiques globales (par ex. amélioration du cadre des investissements) et sectorielles, particulièrement dans l'agriculture et l'agro-industrie, les vêtements, le tourisme, l'exploitation minière, et les services financiers et numériques, mais aussi des efforts continus pour renforcer les infrastructures de connectivité (par ex. énergie, transport, TIC) qui jouent un rôle essentiel dans la transformation économique et une agglomération efficace. Les activités du CPF proposé contribueront à cet HLO par le biais de trois objectifs intermédiaires : 1.1. Valoriser une sélection de chaînes de valeur, 1.2. Renforcer les bases de l'économie numérique, et 1.3. Améliorer l'accès aux services de base des infrastructures.

OBJECTIF 1.1.DU CPF VALORISER UNE SÉLECTION DE CHAÎNES DE VALEUR

47. **Attirer les investissements dans des secteurs où Madagascar dispose d'un fort avantage concurrentiel nécessite un nouvel effort de réformes.** Le renforcement de la concurrence est nécessaire, y compris par l'interdiction des cartels et l'instauration de règles crédibles visant à s'attaquer aux positions dominantes sur les marchés. Des mesures permettant de simplifier les procédures de création d'entreprise, de permis de construire, de raccordement aux réseaux publics, de passation de marché et de procédures douanières, y compris en utilisant les TIC et l'infrastructure d'identité unique, pourraient favoriser l'entrepreneuriat et la création d'emplois, notamment par la croissance de micro, petites et moyennes entreprises. L'élimination des distorsions de marché associées aux subventions et aux exemptions fiscales mal ciblées est également importante pour instaurer des conditions équitables et créer de nouvelles opportunités de marché, en particulier dans le secteur alimentaire et agro-industriel. Enfin, il est également nécessaire d'imposer une plus grande cohérence et une clarté à propos des règles qui s'appliquent aux investissements privés dans l'ensemble des secteurs, aux régimes d'investissement spéciaux et aux statuts juridiques afin d'améliorer la confiance des investisseurs. Pour une transformation économique et territoriale, il est vital de faciliter l'acquisition et le transfert des terres ; de développer un cadre intégré de gestion des terres agricoles, de pâturage et forestières ; d'améliorer le zonage commercial et industriel dans les zones urbaines ; et de soutenir le développement de pôles industriels.

48. **Des interventions sectorielles spécifiques sont essentielles pour valoriser le vaste potentiel inexploité de l'agriculture, du tourisme, des vêtements et de l'exploitation minière.** Par ailleurs, de nouveaux investissements permettraient d'appuyer la reprise et d'accélérer la transformation structurelle. Dans l'agriculture, parmi les besoins vitaux figurent l'amélioration des routes rurales assurant la connectivité du dernier kilomètre, la production à plus grande échelle des produits de haute valeur, l'amélioration des services de recherche et d'extension, et la facilitation d'un environnement économique plus dynamique permettant d'attirer les investissements tant attendus dans le secteur privé. Dans le tourisme, les priorités incluent l'application du Code du Tourisme, l'incitation du secteur privé à s'impliquer, l'amélioration du cadre juridique et réglementaire, et la hausse de la concurrence dans le transport aérien. Dans les vêtements et le textile, les priorités sont le développement de l'accès préférentiel au marché, en particulier le renouvellement de la loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique après 2025, et la garantie que les exportateurs de textile peuvent se conformer aux exigences des accords de libre-échange. Dans le secteur minier, parmi les priorités figurent la suppression de la suspension sur les nouveaux permis miniers qui a empêché de nouvelles activités ces dix dernières années, et l'adoption d'un nouveau code minier qui assure un équilibre entre la mobilisation des revenus et les incitations en faveur de nouveaux investissements.

49. **Pour atteindre ces objectifs, le CPF proposé adoptera l'approche commune du GBM, et s'appuiera sur les instruments et l'expertise du Groupe.** La mise en œuvre continue de la série de projets Pôle Intégré de Croissance (PIC) fournira une aide directe aux secteurs (tourisme, agro-industrie, numérique) potentiellement créateurs de croissance et d'emploi, tout en générant une plateforme d'appui au dialogue politique et à l'amélioration du climat d'investissement. La série proposée d'opérations d'appui budgétaire faciliterait les autres réformes politiques. Ces réformes et la priorité donnée aux secteurs, en échange, faciliteraient les investissements de l'IFC et auraient un effet de levier sur le secteur privé. Un soutien continu visant la stabilité et l'inclusion financière sera recherché. Une enquête sur les entreprises apportera des données supplémentaires pour le dialogue politique. Le nouveau Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural et l'Approche programmatique multiphase régionale du Programme de Résilience des systèmes alimentaires soutiendront les efforts visant à accroître la productivité agricole et la résilience des systèmes alimentaires du pays. Le CPF facilitera les investissements essentiels pour la recherche et l'innovation agricole, en élaborant des systèmes d'information et de données permettant de prendre des décisions factuelles et de programmer des mesures, en renforçant la capacité de gestion de l'eau, la performance et l'entretien des infrastructures d'irrigation, et en améliorant l'accès au financement agricole et aux marchés. Les investissements

aideront aussi à restaurer les bassins-versants, à promouvoir la coopération régionale et à développer le commerce alimentaire intrarégional. L'IFC soutiendra la reprise post-COVID et développera une sélection de chaînes de valeur avec une priorité à l'agriculture et à l'agro-industrie (par ex. vanille, élevage), l'industrie légère (par ex. textiles). Des efforts complémentaires seront menés pour développer des services financiers et l'infrastructure de crédit, ainsi que pour soutenir les opportunités d'investissement en faveur d'une meilleure intégration intrarégionale et des échanges Sud-Sud. Cela comprend l'aide de l'IFC à l'expansion des produits financiers, tels que le crédit-bail, l'assurance indexée et les services financiers numériques. La MIGA s'efforcera de mettre à profit ses garanties contre le risque politique pour mobiliser l'investissement privé en faveur d'une reprise postpandémique écologique, résiliente et inclusive, axée sur des secteurs susceptibles de jouer un rôle majeur dans le développement du pays (par ex. tourisme, agro-industrie) et des projets ayant un impact favorable sur le climat.

OBJECTIF 1.2.DU CPF RENFORCER LES BASES DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

50. **Des lacunes importantes dans les exigences politiques, juridiques et réglementaires du secteur des télécommunications freinent le développement de l'économie numérique.** Le GBM continuera de soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre de réformes sectorielles profondes et accélérées en faveur de la libéralisation des infrastructures numériques, de la réglementation indépendante et effective du secteur, et de la participation du secteur privé. Le Groupe se basera sur l'analyse des lacunes réglementaires menée dans le cadre du Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy (PRODIGY). Le Projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) proposé, complété par une série d'opérations de politique de développement, renforcera les réformes visant à dynamiser les investissements du secteur privé soutenus par l'IFC. Le GBM encouragera également le développement d'un écosystème émergent de start-ups numériques en soutenant l'incubation de nouvelles entreprises numériques et le renforcement des capacités des parties prenantes qui les soutiennent (incubateurs, accélérateurs, universités par le biais de la série de projets PIC). L'infrastructure d'identité numérique, que le projet actuel PRODIGY soutient, viendra renforcer la transparence, la responsabilité, l'efficacité et le ciblage, et elle luttera contre la corruption dans une variété de services : santé, éducation, protection sociale, impôts, agriculture, terre et facilitation économique.

51. **Le GBM aidera le gouvernement à instaurer des réformes profondes et accélérées du secteur en faveur de la libéralisation de l'infrastructure numérique.** Il encouragera une réglementation indépendante et effective du secteur et la participation du secteur privé en se basant sur l'analyse des lacunes réglementaires dans le cadre du projet PRODIGY, avec un soutien supplémentaire accordé dans le cadre du Projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar en cours. Cette aide comprendra une assistance technique afin de supprimer les contraintes restantes pour la construction et la commercialisation de la fibre. Elle devra s'accompagner d'une amélioration de la réglementation du marché de gros, ainsi que la promotion d'un cadre de licence universel et de neutralité technologique afin de garantir des conditions équitables pour les opérateurs. Un autre soutien sera accordé pour renforcer et garantir l'indépendance de l'autorité de régulation des télécommunications, la gestion du spectre, le partage des infrastructures et la mise au point d'un système de taxation plus équilibré afin d'abaisser le coût des services et d'augmenter la demande. Dans les zones reculées, où la prestation des services n'est pas financièrement viable, la Banque mondiale fournira des incitations aux opérateurs pour étendre leurs services, et elle aidera le gouvernement à améliorer la transparence et l'efficacité du Fonds TIC d'atténuation de la division numérique.

52. **L'IFC et la MIGA s'efforceront de faciliter une meilleure participation du secteur privé dans d'autres segments du secteur des télécommunications (par ex.** fournisseurs d'accès Internet). L'IFC étudie également la possibilité de soutenir une concurrence accrue sur le marché de l'accès Internet haut débit afin qu'une plus grande partie de la population puisse financièrement accéder à ces services. La MIGA travaillera étroitement avec l'IFC afin d'étudier la possibilité de supprimer le risque des investissements étrangers dans l'économie numérique à l'aide de ses garanties contre le risque politique. L'IFC et la Banque mondiale collaborent pour améliorer la qualité et la disponibilité des compétences numériques sur le marché local afin de faire correspondre la demande du secteur privé et celle du secteur public. Ils utiliseront le projet PRODIGY, les services de conseil pour les compétences numériques de l'IFC et les projets d'investissement en réserve. Ce travail s'appuiera sur des solutions éducatives ancrées dans la technologie pour des programmes efficaces et durables de renforcement numérique des compétences. Le GBM soutiendra également le développement d'un écosystème de start-ups numériques en encourageant l'incubation de nouvelles entreprises numériques et le renforcement des capacités des parties prenantes qui les soutiennent (incubateurs, accélérateurs, universités) par le biais du projet PIC. L'IFC et la MIGA étudieront la possibilité de promouvoir les services numériques dans l'agriculture, ce qui augmenterait la traçabilité et réduirait les problèmes de sécurité des agriculteurs.

OBJECTIF 1.3.DU CPF AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES DES INFRASTRUCTURES DE BASE

53. **Il est crucial de renforcer la connectivité nationale et régionale pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.** Madagascar a développé ses infrastructures en se concentrant sur le centre du pays à cause de sa topographie complexe, et de ses réglementations laborieuses en matière d'entreprises et de régime foncier. Il est possible que le gouvernement considère les zones économiques spéciales comme un instrument potentiel pour sa stratégie de développement économique régionale. Des solutions géographiques ciblées et bien conçues, telles que ces zones économiques spéciales, peuvent contribuer à attirer des investissements prioritaires afin de générer l'emploi tant attendu (par ex. industrie textile et industrie légère). Les efforts actuels visant à réformer le cadre juridique, notamment la loi sur l'Investissement et les réglementations relatives aux zones de libre-échange, devraient faciliter ces initiatives. Le soutien en cours de la MIGA au projet d'aéroport Ravinala conforte le programme de connectivité de Madagascar, tout en renforçant les perspectives du commerce et du tourisme.

54. **À court terme, étant donné les forts besoins d'investissement, le CPF propose d'engager une priorisation territoriale.** Cette priorisation peut s'effectuer sur la base de chaînes de valeur prometteuses et d'avantages concurrentiels nationaux et régionaux qui peuvent améliorer et stabiliser les moyens de subsistance du monde rural, stimuler la compétitivité du pays et créer de nouvelles opportunités dans les services tout en restaurant la sécurité alimentaire et la résilience face au changement climatique. Pour réaliser cette vision, il est nécessaire d'instaurer une planification plus stratégique et une évaluation des investissements en infrastructures, mieux coordonnées avec les objectifs de développement, et faisant appel à de nouvelles sources de financement du secteur privé. La Banque mondiale procurera une assistance technique visant à favoriser la stratégie intégrée de déploiement des infrastructures dans certaines zones afin de maximiser l'impact, tout en finançant les investissements permettant un accès abordable aux services. La MIGA étudiera aussi les opportunités de mobiliser l'investissement privé étranger dans des secteurs d'infrastructures clés.

55. **La connectivité routière est vitale dans un pays dont les routes desservent la majorité de la population.** La connectivité des transports est un enjeu commun aux secteurs clés de Madagascar. Même si le pays dispose d'infrastructures, notamment des routes, chemins de fer et ports, elles sont généralement en mauvais état à cause du sous-investissement et du manque d'entretien antérieurs. Cette situation accroît les coûts de transport, et gêne les transactions commerciales et la compétitivité du secteur privé, et elle favorise la vulnérabilité des infrastructures face aux catastrophes naturelles et au changement climatique. L'Analyse spatiale de la connectivité du transport et du potentiel de croissance à Madagascar, réalisée par la Banque mondiale en 2019, établit un lien fort entre le taux de pauvreté, la connectivité rurale, la production des cultures et de la pêche, et le développement agro-industriel. Les agriculteurs ruraux, qui sont dans leur majorité pauvres, ne disposent pas d'un bon accès aux marchés et aux autres services, ce qui limite la productivité dans le secteur agricole. Plusieurs agro-industries émergent dans les rares domaines où l'accès aux marchés est bon. Les sites de débarquement de la pêche, particulièrement dans les zones côtières sud et nord, ne sont pas bien connectés aux villes locales ou aux grandes villes à cause du mauvais état de la route. Une telle approche fonctionne bien dans le cadre du CPF en cours, dans lequel les principaux investissements dans le secteur routier complètent les programmes soutenus par le Projet actuel d'appui aux moyens de subsistance résilients, le projet PIC et les investissements IFC dans le Sud. À l'aide d'une approche programmatique multiphase, la Banque mondiale apportera une assistance technique pour engager un dialogue politique en vue de la réforme des secteurs ferroviaires et aériens. Et si les réformes se concrétisent, l'IFC aidera à mobiliser des investissements privés pour le développement d'infrastructures de transport durables (ports, aéroports, chemins de fer). Il pourrait s'agir, par exemple, d'une aide pour développer une plateforme de transport multimodale visant à décongestionner le port de Toamasina, en modernisant et en construisant des ports francs dans d'autres lieux, et en créant des liaisons de transport intermodal (par les routes et les chemins de fer) qui desservent l'intérieur du pays, ce qui permettrait d'optimiser la capacité des ports et de réduire les coûts.

56. **L'accès à l'électricité et aux services numériques sera renforcé pour favoriser les opportunités économiques et le développement humain.** Le GBM adaptera une approche à trois niveaux pour réformer le secteur de l'énergie (Encadré 1). Une telle approche pourrait également s'appliquer au secteur des télécommunications. Des goulets d'étranglement réglementaires subsistent et ils doivent être supprimés pour réaliser des progrès. Ceci inclut l'application de réformes juridiques et réglementaires concernant le projet Scaling Solar, et la signature de la concession et de l'accord d'achat d'électricité pour le projet de centrale hydroélectrique de Volobe. Si les réformes se concrétisent, l'IFC aidera à mobiliser des investissements privés dans le secteur de l'énergie. Par le biais du Projet proposé de connectivité numérique et énergétique, le GBM prendra appui sur les infrastructures pour améliorer l'accès aux services de l'énergie et du numérique des personnes qui ne sont pas connectées au réseau. Cette approche a prouvé son efficacité dans d'autres pays. Le GBM continuera également d'appuyer la réforme de JIRAMA, tandis que l'IFC étudie la faisabilité de mini-réseaux dans les zones rurales en collaboration avec la Banque mondiale.

HLO-2. AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DU CAPITAL HUMAIN

57. **Le manque de capital humain est une contrainte structurelle essentielle pour réussir une croissance rapide, inclusive et durable, et l'avenir de Madagascar dépend de l'investissement dans ce capital humain.** Pour réussir la transformation structurelle, et faire sortir les actifs des activités à faible productivité de l'agriculture de subsistance et du secteur informel, ou mieux encore, leur faire intégrer l'économie mondiale numérique et connectée, il est nécessaire que ces personnes soient en assez bonne santé pour apprendre et travailler, et qu'elles possèdent les compétences de base pour s'adapter à une nouvelle économie. Le dividende démographique présente une opportunité urgente et encore non exploitée de croissance future. Avec 4,1 enfants par femme en 2019, la fertilité reste élevée et irrégulièrement distribuée sur le territoire et entre les groupes de revenus. Elle est favorisée par les taux élevés de mariages d'enfants (40,3 % au niveau national, 65 % dans le Sud). Une réduction rapide de la fertilité, associée à des améliorations dans l'éducation et l'accès aux emplois, est cruciale pour accroître les investissements dans les enfants et diminuer le ratio de dépendance.

58. **Il subsiste des écarts entre les genres à plusieurs titres, particulièrement pour les femmes et les filles des zones rurales et les ménages pauvres.** Un accès insuffisant aux services de santé sexuelle, procréative et maternelle affecte les résultats en matière de santé des femmes malgaches. La mortalité maternelle reste élevée, avec 335 décès pour 100 000 naissances vivantes, et des professionnels de santé qualifiés ne sont présents que pour 46 % des accouchements. En 2018, seulement 40,6 % des femmes âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode de contraception moderne. Par ailleurs, le taux de grossesse à Madagascar était de 108 naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans en 2018 (contre 101 en Afrique subsaharienne en moyenne). On estime que 28 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles, et 13 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant l'âge de 15 ans, et 40,3 % avant l'âge de 18 ans. Le mariage d'enfants est particulièrement important dans le Sud. La participation des femmes au marché du travail est élevée (83 %), mais la qualité des emplois est inférieure à celle des hommes. Les femmes sont aussi surreprésentées dans les activités indépendantes (90 % de toutes les femmes actives contre 86 % des hommes) et les emplois vulnérables (87 % des femmes contre 80 % des hommes). Seules 10 % d'entre elles sont salariées ou reçoivent un salaire par rapport à 14 % des hommes, ce qui signifie que la presque totalité de l'économie est informelle. En complément des investissements en cours pour développer le capital humain, ce CPF inclura le programme régional proposé d'autonomisation des femmes visant à combler ces écarts entre les sexes, particulièrement pour le groupe cible des filles âgées de 10 à 14 ans.

OBJECTIF 2.1.DU CPF ACCROÎTRE L'ACCÈS À DES SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ DE QUALITÉ

59. **Le CPF propose de bâtir des systèmes résilients, réactifs aux chocs, et performants.** Des progrès importants ont été réalisés, que cela se traduise par une hausse du financement durable et décentralisé des équipements de santé et des écoles, ou la mise en place de normes nationales et de tests pour les enseignants et les professionnels de santé, pouvant potentiellement se répercuter sur la qualité du service et l'accessibilité pour tous. Dans le cycle de ce CPF, l'engagement sera élargi, avec une priorité aux populations difficiles à joindre et aux systèmes adaptables, tels que la préparation aux pandémies, le développement des jeunes enfants, et la qualité de l'éducation (ainsi que son accès), y compris l'accès à des services améliorés tels que l'eau, l'assainissement, l'hygiène et l'électricité. La gestion des finances publiques constitue un axe majeur car l'allocation de financement supplémentaire aux secteurs sous-financés est compliquée, avec des taux d'exécution budgétaires faibles dans la santé ; dans l'éducation, les taux d'exécution sont élevés, mais de multiples réaffectations budgétaires en réduisent la crédibilité. Et les deux secteurs se caractérisent par une exécution fortement centralisée, malgré des cadres de gestion décentralisée bien établis. Dans le secteur de l'éducation, les résultats sont en régression, et le réengagement de la Banque mondiale offre l'occasion d'aider le gouvernement à renverser ces tendances. L'approche comprend des interventions qui ont commencé dans le cadre du présent engagement, y compris la priorité accordée à la petite enfance et aux résultats scolaires, le rôle essentiel de la qualité de l'enseignant, et une utilisation accrue des approches plus factuelles. Cela inclut une plus grande utilisation des outils numériques afin d'aider les enseignants à améliorer la qualité et à toucher un public plus large.

OBJECTIF 2.2.DU CPF PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES

60. **Cet objectif sera axé sur la réduction de la fertilité ; la promotion de l'accès à l'éducation, du développement des compétences, de l'autonomisation économique ; et le renforcement de la prévention contre la violence basée sur le genre, ainsi que de la réponse apportée.** Pour obtenir un impact durable, il est important de changer les normes sociales qui empêchent l'autonomisation socio-économique des femmes et des filles. L'investissement actuel du GBM, qui soutient l'autonomisation des filles et des femmes dans l'est et le sud de l'Afrique, ne cible qu'une fraction des besoins. Il est nécessaire d'élargir la portée de nos actions en passant des milliers de bénéficiaires actuelles à des millions, dans plus de pays, pour plus d'équité et de croissance. L'autonomisation sociale et économique des femmes est mieux prise en charge par des programmes intégrés et multisectoriels. Pour diminuer la fertilité, les mariages d'enfants et la fertilité adolescente, et parvenir à accroître la participation des femmes dans l'emploi productif, le CPF

s'efforcera d'améliorer l'accès aux services traitant de la violence basée sur le genre (GBV), d'augmenter le nombre de filles qui poursuivent la scolarité dans le secondaire, particulièrement dans les zones rurales, ou encore d'améliorer l'accès à la contraception. La prévention de la GBV sera renforcée par un accès accru aux espaces sécurisés, la formation, la sensibilisation et la mise en œuvre de bonnes pratiques d'interventions ciblées sur les adolescentes, ou encore le soutien à une législation contre le mariage d'enfants. L'engagement politique durable et de haut niveau, ainsi que la responsabilité, est essentiel. Dans ce contexte, une aide devrait être fournie dans le cadre du projet proposé d'autonomisation des femmes, dont la vision régionale et multisectorielle vise à soutenir les filles et les femmes tout au long de leur cycle de vie, avec des liens vers les secteurs et les projets clés. Il s'agit par exemple de la santé et de la nutrition, de l'éducation, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ; ou encore de l'autonomisation intrafamiliale et économique, des compétences et des emplois, et la possibilité d'impacts multigénérationnels sur le capital humain et la croissance économique. Tirant les enseignements appris lors du Projet axé sur l'autonomisation économique des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD) et d'autres expériences internationales efficaces, le Projet régional proposé d'Autonomisation des femmes et des filles aura pour objectif d'obtenir la coopération des chefs religieux, de donner les moyens d'agir à la société civile, et de soutenir les filles et les femmes malgaches et les organisations.

OBJECTIF 2.3.DU CPF AMÉLIORER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉDUIRE LE RETARD DE CROISSANCE

61. **Cet objectif visera la réduction des retards de croissance à partir d'approches multisectorielles et d'un soutien au changement de comportement.** Ces approches font partie des interventions les plus performantes en matière de développement, et l'accélération de la récente baisse de retard de croissance peut potentiellement se répercuter sur la croissance économique de Madagascar sur plusieurs générations. L'objectif sera principalement abordé lors des prochaines phases de l'approche programmatique multiphase pour la nutrition qui a déjà obtenu des résultats remarquables en réduisant le retard de croissance à Madagascar. Il s'agit également de s'assurer que tous les futurs projets du secteur agricole tiennent compte de la nutrition, et que les projets relatifs à l'eau, l'assainissement et l'hygiène prennent en compte dans leur ciblage la prévalence du retard de croissance et des maladies diarrhéiques, et assurent des liaisons avec les régimes de protection sociale encourageant la nutrition. Les résultats attendus sont la réduction durable des taux de retard de croissance dans les domaines d'intervention. En complément de ces investissements, l'approche programmatique multiphase de Résilience des systèmes alimentaires et le Projet de développement et de productivité rurale encourageront la mise en place de systèmes alimentaires plus diversifiés et riches en nutriments, et l'obtention de meilleurs résultats alimentaires dans les ménages et les communautés. Le rôle de l'IFC sera d'accroître la productivité agricole en améliorant le développement des services de crédit-bail à Madagascar, ce qui favoriserait l'accès des agriculteurs aux options de crédit-bail des machines agricoles, et assurerait une augmentation de leur productivité. L'IFC soutient aussi les activités de prêt par les institutions locales de microcrédit afin de permettre aux agriculteurs d'accéder au financement, y compris pour les intrants agricoles, tels que semences améliorées, engrais et autres produits associés.

HLO-3. RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS

62. **Madagascar risque d'accentuer son retard alors que les pays pairs poursuivent leur croissance rapide et développent une plus grande résilience face aux chocs.** Pour réduire la pauvreté, le pays doit assurer une croissance beaucoup plus forte et inclusive. Ce ne sera possible que si le gouvernement procède à des réformes de grande ampleur soutenant l'investissement privé et la création d'emplois, un meilleur accès aux services de base et à l'infrastructure, et une plus grande résilience. Madagascar est confrontée au spectre intégral des chocs, et le pays a besoin de systèmes qui peuvent atténuer les risques et développer une résilience qui limiterait les pertes de bien-être socio-économique. En instaurant une résilience face aux chocs financiers et naturels, le gouvernement doit se concentrer sur de multiples objectifs – une marge de manœuvre budgétaire élargie, l'adaptation aux risques climatiques, des filets sociaux de sécurité renforcés et une meilleure gestion des ressources naturelles.

OBJECTIF 3.1.DU CPF ÉLARGIR LA MARGE DE MANŒUVRE BUDGÉTAIRE POUR LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

63. **La restauration de la marge de manœuvre budgétaire imposera des améliorations importantes en matière d'efficacité des dépenses, mobilisation des ressources et transparence.** Le CPF se concentrera sur les réformes de la gestion des finances publiques et utilisera une variété d'instruments pour obtenir de meilleurs résultats. Pendant le prochain CPF, les priorités politiques consisteront à accroître la crédibilité budgétaire et l'efficacité des dépenses en élargissant la base fiscale, en renforçant les systèmes de gestion des investissements publics (y compris pour l'adaptation climatique), en améliorant les cadres de contrôle, en favorisant la transparence et la supervision, en renforçant la décentralisation, en améliorant l'équipe des dotations territoriales et en gérant mieux les risques fiscaux. Les interventions utiliseront un mix de financement des projets d'investissement et d'opérations de financement

des politiques de développement, ainsi qu'une assistance technique ciblée visant à soutenir la numérisation et la modernisation des fonctions et des processus clés, tels que la gestion financière et la passation des marchés publics. Le CPF soutiendra un travail préparatoire politique et institutionnel adapté à ces investissements afin de générer de meilleurs résultats pour les réformes de la politique fiscale et de l'administration, la gestion des espèces, la communication des informations financières, un cadre de contrôle pour l'exécution budgétaire et la gestion décentralisée. L'engagement se basera sur les conclusions et les recommandations de l'Examen des dépenses publiques et des institutions (EDPI) 2022, et des interventions prendront en compte les difficultés des réformes passées, et les contraintes politiques et économiques. La série proposée d'opérations de politique de développement pour une croissance inclusive atténuera les répercussions négatives des chocs sur l'économie malgache, et elle favorisera une reprise solide de la croissance en renforçant la résilience macrofiscale (y compris par des réformes de gestion fiscale) et en approfondissant les réformes structurelles dans des domaines critiques, comme l'énergie, la connectivité numérique et l'infrastructure de résilience climatique. Une nouvelle opération de gouvernance s'efforcera de renforcer les capacités institutionnelles pour la prestation des services au niveau local, tout en renforçant les capacités essentielles de gestion des finances publiques pour une planification budgétaire efficace et équitable, et des dépenses de qualité. Sous réserve de l'application des réformes du code minier, l'IFC cherchera des opportunités pour soutenir le développement durable du secteur minier, en étroite coordination avec la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), et dans le respect de l'objectif d'accroissement de la marge de manœuvre budgétaire de Madagascar. Par ailleurs, l'IFC procurera ultérieurement des services financiers et de conseil à une sélection de projets de ce secteur..

OBJECTIF 3.2. DU CPF RENFORCER LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

64. **Le programme du GBM est conçu pour réduire la forte exposition et vulnérabilité de Madagascar au climat et aux autres chocs.** Cette atténuation se fera par le biais du programme proposé de résilience régionale en donnant priorité à la gestion des ressources en eau et à la préparation en cas de forte catastrophe, et en renforçant la résilience des populations pauvres via des actifs, et celle des infrastructures urbaines et communautaires face aux catastrophes et aux conséquences du changement climatique. La préservation des progrès de développement et des moyens de subsistance, ainsi que la réduction de la pauvreté imposent un recadrage urgent de la gestion des ressources en eau ; la planification et le développement informés des risques existants et résilients ; des investissements dans les infrastructures publiques pour être résilient face aux sécheresses, aux inondations et aux cyclones ; la protection des revenus des ménages par le biais de programmes de protection sociale adaptés ; et un financement a priori permettant de garantir des liquidités rapides en cas d'interventions d'urgence. L'approche régionale intégrée de résilience renforcera aussi les systèmes hydrométéorologiques et d'alerte précoce de Madagascar, ses données relatives au risque et ses capacités d'analyse, et contribuera à décentraliser son système de gestion des risques de catastrophe. Les réformes politiques seront soutenues afin de créer un système de gestion des investissements publics davantage informé des risques existants, intégré à un système de notation de la résilience et des mécanismes d'application renforcés. Enfin, une assistance technique importante, des réformes politiques et des investissements seront consacrés à renforcer la résilience fiscale et la capacité de financement a priori des risques.

65. **Le programme du CPF adoptera une approche régionale, multisectorielle, sous-nationale et géographiquement intégrée.** Certaines zones à risque élevé présentent des taux record de pauvreté. Aussi, l'Index de ciblage des projets renforcera le ciblage spatial et l'établissement de priorités. Les activités relatives aux infrastructures résilientes vitales et aux interventions de résilience urbaines et communautaires seront géographiquement et techniquement coordonnées avec les secteurs tels que l'eau, l'énergie, les transports, la protection sociale, la gouvernance et les TIC pour une prestation résiliente des services et le maintien de la croissance.

OBJECTIF 3.3. DU CPF AMÉLIORER LA PROTECTION SOCIALE ET SOUTENIR LES MOYENS DE SUBSISTANCE

66. **La Banque mondiale continuera de soutenir le développement d'une stratégie de protection sociale nationale, unifiée, inclusive et intégrant les problématiques de genre.** Une priorité sera accordée à la résilience en créant une trajectoire productive de sortie de la pauvreté, une réactivité aux chocs, et des liaisons vers les programmes de transformation économique et de création d'emplois, avec une augmentation de l'appropriation et du financement (potentiellement contracyclique) par le pays. Afin de protéger les plus vulnérables, de soutenir les investissements axés sur la demande dans les secteurs de la santé et de l'éducation, et d'augmenter la productivité, les systèmes de protection sociale évolutifs seront centrés sur un meilleur ciblage, les critères d'entrée et d'obtention des diplômes, d'appropriation nationale, de durabilité, d'inclusion économique et d'emplois. Intégrant les zones urbaines et rurales, et s'insérant dans les programmes de transformation économique et de création d'emplois, les programmes actuels et à venir seront conçus pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, répondre au changement climatique, et traiter les questions de genre, y compris l'autonomisation des femmes.[9] L'instauration d'un registre social national,

9 Ex. 23 Projet régional en réserve Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est

soutenue par l'infrastructure d'identité numérique, avec un objectif d'au moins 1,5 million de ménages inscrits (soit environ 7,5 millions d'individus) d'ici 2027, facilitera le ciblage, la coordination et la réponse aux chocs. Les nouveaux filets de sécurité, le Projet régional de résilience en préparation et le projet PRODIGY en cours qui vient en appui de l'identité numérique unique, faciliteront cette création. Après réalisation d'une étude de faisabilité, l'IFC soutiendra l'introduction d'un programme pilote sur l'assurance indexée afin de protéger les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles en situation vulnérable, y compris ceux affectés par les événements climatiques extrêmes.

OBJECTIF 3.4. DU CPF AMÉLIORER LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

67. **Cet objectif consiste à accroître la productivité et la résilience d'une sélection de paysages terrestres et marins à Madagascar.** La dégradation des paysages terrestres et marins génère des coûts économiques pour l'économie, tandis que des sites en bonne santé alimentent des sols fertiles. Ils forment la base de la production agricole et animale, et des écosystèmes de forêts et de pâturages. Ils assurent la régulation et la qualité des cours d'eau, empêchent l'érosion et les inondations en aval, et constituent un élément clé de la résilience face au changement climatique et de séquestration du carbone. Ils contribuent aux moyens de subsistance locaux, à la santé et au bien-être humain, à la protection de la biodiversité et aux valeurs culturelles. De la même manière, des paysages marins en bonne santé permettront à Madagascar d'exploiter le potentiel de l'économie bleue.

68. **L'objectif sera atteint en intensifiant et en incorporant les investissements de gestion intégrée et participative des paysages terrestres et marins.** Les opérations paysagères autonomes s'appuieraient sur les enseignements puisés dans le portefeuille de projets. Ils utiliseraient une approche simplifiée des paysages, augmenteraient l'utilisation des instruments de planification existants, amélioreraient la synergie entre la planification et les investissements, et investiraient dans le renforcement de capacité et les connaissances. Passer d'une approche basée sur les intrants à une approche à long terme basée sur la performance pour financer les projets paysagers pourrait inciter davantage à la gestion durable des paysages. Le système international à grande échelle de paiements pour services environnementaux (notamment la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation de la forêt, et le rôle de la conservation, la gestion durable des forêts et l'amélioration des stocks de carbone forestier) pourrait aussi procurer un financement à plus long terme que les projets d'investissement courts. L'intégration de l'approche paysagère dans d'autres projets de développement rural contribuerait à instiller des principes de gestion intégrée des paysages avec l'idée d'augmenter leur productivité. Un Indice de l'écosystème sera élaboré afin de souligner les opportunités d'intensification et d'intégration, mais aussi de déterminer les domaines prioritaires d'intervention et de suivre la progression. Appliqué dans un premier temps aux paysages terrestres, cet effort permettrait ensuite d'améliorer la gestion des paysages marins. L'IFC et la MIGA continueront de diriger l'application des normes de performance environnementales et sociales dans les investissements qu'ils soutiennent à Madagascar, en tirant parti du récent travail analytique entrepris dans le cadre du Rapport national sur le climat et le développement (CCDR). Il s'agit notamment d'étudier un soutien à une production agricole qui s'adapte au changement climatique et aux efforts de décarbonation dans le secteur de l'énergie, entre autres. L'IFC cherche aussi à développer les solutions de cuisson non polluantes, conformément à ses efforts de réduction de la déforestation et de la dégradation environnementale, afin d'éviter l'utilisation généralisée du feu de bois et du charbon. Étayant cet effort, l'IFC étudiera également la possibilité de recourir à des instruments financiers verts afin de soutenir la réalisation des engagements climatiques de Madagascar, en collaboration avec le secteur privé.

3.4 ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES

69. **Changement climatique : malgré sa faible empreinte carbone, Madagascar est très vulnérable aux conséquences du changement climatique.** Selon l'indice mondial d'adaptation établi par l'université Notre-Dame (2020), qui classe les pays en fonction de leur vulnérabilité au changement climatique, Madagascar occupe la 167e place sur 182, ce qui signifie que le pays est très vulnérable et pas du tout prêt à s'adapter aux conséquences climatiques. L'impact attendu du changement climatique mettra en danger les communautés urbaines et rurales, particulièrement les groupes pauvres et vulnérables. Le changement climatique va également menacer la base d'actifs du pays et les facteurs de croissance, notamment en réduisant la productivité agricole et le potentiel de production d'énergie hydroélectrique, en engendrant des épisodes de sécheresse répétés, en dégradant la qualité de l'eau et son accès, en portant tort aux destinations touristiques et aux actifs d'infrastructure à cause d'événements climatiques extrêmes, comme les typhons ; et enfin en accroissant les risques sanitaires liés aux maladies infectieuses et vectorielles et la mortalité due à la chaleur. Pour atteindre ses objectifs de développement, il est essentiel que Madagascar adopte des politiques et des investissements qui s'adaptent au changement climatique, renforce la gouvernance climatique, protège les plus vulnérables contre l'impact attendu, et encourage le financement vert. Parallèlement, la remise en état et la reconstruction qui suivent un événement catastrophique provoqué par le changement climatique sont coûteuses. Pour les éviter, Madagascar a l'opportunité de bâtir ses infrastructures différemment, alors que le pays commence à investir dans des infrastructures de soutien aux objectifs de développement. Le CCDR proposé orientera les

interventions du GBM et les actions du gouvernement visant à atténuer les dommages provoqués par le changement climatique ; d'autres ajustements aux projets en réserve seront réalisés lors de l'examen de mi-parcours du CPF.[10]

70. **Genre : à Madagascar, les femmes et les filles sont confrontées à de multiples obstacles qui affectent leur bien-être.** Les femmes malgaches sont moins susceptibles que les hommes de savoir lire et écrire et de posséder une terre. En revanche, elles sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel et d'avoir un emploi vulnérable dans lequel elles sont moins payées que les hommes. Au total, 28 % des femmes ont subi de la violence domestique dans leur vie et 46 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées avant d'avoir 18 ans. Le CPF constate les difficultés que rencontrent les femmes et reconnaît le genre comme un domaine transversal de tous les HLO, avec une attention spécifique à la suppression des inégalités de genre dans le HLO-2. Pour garantir que cette problématique est correctement intégrée dans les opérations, une plateforme dédiée aux questions de genre assurera une assistance technique en la matière et renforcera les partenariats avec la société civile, le gouvernement et le secteur privé afin d'améliorer la voix et la participation des femmes et des filles. Cette plateforme soutiendra le CPF. Elle appliquera un filtre aligné sur l'engagement des entreprises en matière de genre.

71. **Engagement des citoyens : la confiance que les citoyens accordent à l'État est faible, selon l'enquête Afrobaromètre (Banque mondiale 2019) ; 56 % des citoyens pensent que l'État traite systématiquement les gens de manière inégale, et que les responsables fautifs ne sont pas punis.** Environ un tiers pensent que les hauts fonctionnaires du gouvernement et du corps législatif sont corrompus. Et quelque 40 % déclarent avoir versé un pot-de-vin à la police. Si on leur demande de signaler un cas de corruption, 87 % d'entre eux s'inquiètent des répercussions. Tout en reconnaissant que l'amélioration de la confiance envers l'État est un objectif à long terme, le CPF choisit une approche double pour améliorer la transparence, la participation des citoyens et l'interaction État-citoyens. Au niveau politique, des mesures visant à renforcer l'efficacité des organismes de surveillance et de contrôle, et à accroître la transparence des systèmes de gestion des finances publiques, y compris avec la participation des médias, du monde universitaire et de la société civile, permettront d'améliorer la responsabilité. Au niveau de la prestation des services, des activités ciblées, proactives, menées par le gouvernement et basées sur les TIC contribueront à améliorer la confiance, mobiliser des actions communautaires et rehausser les services. Ces activités visent à encourager la production et la communication d'informations et à obtenir un feedback de la part des bénéficiaires identifiés dans une gamme de services que le projet soutenu par la Banque mondiale procure, avec une attention particulière sur les femmes et les populations géographiquement exclues, pour une meilleure gestion des performances. Ces interventions favoriseront la création d'une demande ascendante en faveur des réformes politiques et le renforcement d'un environnement propice à la mise en œuvre des réformes.

3.5 APPLIQUER LE CPF

3.5.1 Enveloppe et instruments financiers[11]

72. **Pour l'exercice 2020, Madagascar a de nouveau bénéficié de l'allocation régulière de l'Association internationale de développement (IDA), basée sur la performance, après avoir bénéficié pendant quatre ans de l'allocation pour le redressement de l'IDA.** Le CPF couvrira la totalité du cycle IDA20 (exercice 2023-2025) et les deux premières années de l'IDA21. L'enveloppe indicative de l'IDA20 pour Madagascar est une allocation de droits de tirage spéciaux de 649 millions de dollars (927 millions de dollars équivalents).[12] Le Tableau 2 présente la réserve indicative de projets et les services de conseil et d'analyse (SCA), et l'Annexe 8 présente la réserve active et indicative de projets pour le CPF. Au 30 janvier 2023, l'engagement de la Banque mondiale était de 3,41 milliards de dollars, dont 22 projets nationaux et deux projets régionaux. Le solde non dépensé sur les projets nationaux était de 2,3 milliards de dollars. Le portefeuille actif de la Banque mondiale est varié, les plus grands investissements concernant le développement durable (33 %), suivis des infrastructures (30 %), du développement humain (24 %), et de la croissance équitable, des finances et des institutions (13 %).

10 Les projets en réserve n'ont pas été définis au-delà de l'exercice 2025 pour permettre d'ajuster plus facilement le portefeuille à la lumière du Rapport national sur le climat et le développement.

11 En plus des dotations de l'IDA au pays, Madagascar bénéficie de différents fonds d'affectation spéciale (~172 millions de dollars, dont 20 millions de dollars au titre du Mécanisme de financement mondial) et de 50 millions de dollars au titre du Mécanisme de réponse aux crises, après une activation initiale des Composantes d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) de 12,12 millions de dollars au titre du Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056) en réponse à la crise de sécurité alimentaire dans cette région.

12 Les volumes IDA référencés sont indicatifs. Le montant réel des allocations basées sur la performance sera déterminé annuellement. Il dépendra des ressources totales disponibles de l'IDA, du nombre de pays éligibles au crédit de l'IDA, de l'évaluation du rendement de Madagascar, du revenu national brut par habitant et de la population, de la mise en œuvre de la politique de financement du développement durable de l'IDA, et enfin de la performance et de différents paramètres d'allocations pour les autres emprunteurs IDA.

Tableau 2. Réserve indicative de projets (uniquement financement IDA)

EXERCICE	HLO1 : AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES D'EMPLOI	HLO2 : AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DU CAPITAL HUMAIN	HLO3 : RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS
Ex. 23 (IDA20)	**Opérations** ▪ Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269, 200 millions de dollars) ▪ Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (P178701 ; 400 millions de dollars)	**Opérations** ▪ *Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est (P176393 ; projet régional dont 180 millions de dollars sont alloués à Madagascar)*	**Opérations** ▪ Première série I d'Opération à l'appui des politiques de développement (DPO) pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)
	SCA ▪ Évaluation de la pauvreté à Madagascar ▪ Enquêtes sur les entreprises à Madagascar – Données analytiques pour un dialogue politique (P174896) couplées à Engagement Pays – Appui aux réformes en faveur du climat des investissements à Madagascar ▪ Assistance technique secteur minier Madagascar		**SCA** ▪ Analyse environnementale pays pour Madagascar ▪ Revue de l'urbanisation à Madagascar – ▪ Rapport national sur le climat et le développement de Madagascar
	Questions transversales – Gouvernance et institutions ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique ▪ Seconde série I d'Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)		
Ex. 24 (IDA20)	**Opérations** ▪ Connectivité nationale des Aires marines protégées (AMP) de Madagascar (P179176 ; 300 millions de dollars) ▪ Renforcement des capacités statistiques régionales – SADC (P175731 ; projet régional dont 45 millions de dollars sont alloués à Madagascar) ▪ Renforcer la capacité de gouvernance pour une prestation de services décentralisée à Madagascar (P180018 ; 100 millions de dollars)		**Opérations** ▪ Seconde série II d'Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars) ▪ *Programme régional de résilience climatique pour l'est et le sud de l'Afrique (P180171 ; projet régional dont 100 millions de dollars sont alloués à Madagascar*
	SCA ▪ Suivi économique de Madagascar ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar		
	Questions transversales – Gouvernance et institutions ▪ Madagascar – Projet de Renforcement de la gestion des finances publiques et de la prestation de services publics (2106637) ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique ▪ Revue des dépenses publiques en agriculture ▪ Projet intégré multisectoriel de renforcement des capacités (100 millions de dollars) – texte provisoire ▪ Seconde série II d'Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)		

Ex. 25 (IDA20)	**Opérations** ▪ *Accélérateur régional numérique (Focus sur l'Afrique de l'Est, y compris le Mozambique, les Comores et Madagascar) (150 millions de dollars)* – (texte provisoire, à déterminer) ▪ Infrastructure Transport/Énergie (texte provisoire, à déterminer ; 150 millions de dollars	**Opérations** ▪ Troisième série III d'Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars) ▪ Croissance équitable, Finance et Institutions (CFI)/ Finance, Compétitivité et Innovation (FCI) texte provisoire (à déterminer)
	SCA ▪ Suivi économique de Madagascar ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar	
	Questions transversales – Gouvernance et institutions ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique ▪ Madagascar, Seconde série III d'Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)	

73. Pour répondre à la pandémie de COVID-19, Madagascar a reprogrammé de futures opérations et restructuré le portefeuille actif, conformément au GBM qui a choisi d'organiser la réponse à la COVID-19 en trois phases.[13] La phase de secours est intervenue lors de l'exercice 2020 grâce à l'activation des Composantes d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC), la restructuration des projets existants et la préparation des opérations d'urgence. La phase de restructuration est intervenue lors de l'exercice 2021, et la phase de résilience a été programmée pour intervenir entre l'exercice 2021 et l'exercice 2023. Comme il est d'usage, chaque projet du portefeuille inclut une CERC qui s'avère une réponse efficace aux crises, de par la forte exposition et la vulnérabilité de Madagascar aux chocs multidimensionnels (pandémie de COVID-19, cyclones et autres catastrophes naturelles), comme le mettent en évidence les enseignements tirés de la dernière RAA. Pour le cycle CPF proposé, le programme de l'IDA devrait se maintenir à environ deux nouveaux projets par an, avec un volume de projets beaucoup plus élevé par exercice. Sous réserve de répondre aux critères d'éligibilité, Madagascar pourrait bénéficier de ressources supplémentaires par le biais du Mécanisme de financement complémentaire et du financement d'intervention précoce (ERF) du Guichet de financement des ripostes aux crises. Ces ressources contribueraient à lutter contre l'insécurité alimentaire, en particulier dans le Sud. Dans le contexte des prochaines élections et la nécessité probable d'effectuer des changements après la constitution du nouveau gouvernement, la flexibilité sera maintenue dans la programmation. Et la Revue de la performance et d'apprentissage (RPA) présente la possibilité de réaliser les ajustements nécessaires.

74. L'IFC va continuer de se coordonner avec la Banque mondiale et ses pratiques globales, en tirant profit de ses complémentarités pour créer un dialogue politique avec le gouvernement dans des secteurs où la réforme est essentielle : énergie, transport et exploitation minière. En termes de réforme de l'électricité, l'IFC poursuivra ses efforts pour aider le ministère de l'Énergie à élaborer de nouveaux décrets qui permettront de surmonter les contraintes réglementaires majeures afin d'encourager les producteurs d'électricité indépendants. Dans le secteur des transports, l'IFC est engagée dans des discussions visant à venir en appui du nouveau terminal privé de containers dans le port de Toamasina et à réhabiliter le projet Madarail. Dans le secteur minier, la Banque mondiale et le FMI soutiennent le gouvernement pour, respectivement, la politique minière et la modélisation fiscale, et l'IFC travaille avec un opérateur du secteur privé dans le secteur minier à propos de son éligibilité dans le cadre de la loi sur les grands investissements dans le secteur minier.

75. Pendant la période du CPF, l'engagement de la MIGA à Madagascar sera en phase avec l'orientation stratégique de l'Agence sur les projets dans les pays IDA et les pays obtenant des retombées climatiques positives. Au 31 janvier 2023, la MIGA disposait de 43,3 millions de dollars de garanties actives à Madagascar portant sur deux projets dans les infrastructures de transport et les finances numériques. La MIGA possède aussi des garanties en cours qui permettraient à la Banque de commerce et de développement (TDB) de multiplier les prêts pour financer le commerce à Madagascar. La MIGA, en étroite collaboration avec l'IDA et l'IFC, étudie des opportunités de supprimer le risque

13 Les priorités de cette approche étaient de sauver des vies, protéger les populations pauvres et vulnérables, assurer une croissance économique durable et la création d'emplois, et renforcer les politiques, les institutions et les investissements pour mieux reconstruire

des investissements étrangers dans des secteurs stratégiques comme la finance et l'énergie, et de renforcer le rôle du secteur privé étranger dans l'économie de Madagascar.

76. **Le CPF augmentera la taille des projets individuels dans le portefeuille de Madagascar, à hauteur de 149 millions de dollars en moyenne entre les exercices 2022 et 2024, contre 130 millions de dollars pour le volume de projets actuel.** Pour maximiser l'impact, les opérations seront en adéquation avec l'approche territoriale. Le CPF adoptera une approche holistique, s'appuyant sur les enseignements puisés dans le dernier CPF et d'autres projets soutenus par la Banque mondiale. Pour cela, il améliorera le cadre réglementaire de gestion des risques environnementaux et sociaux dans les projets ; il assurera une coordination et une collaboration entre les institutions pour la gestion des risques environnementaux et sociaux ; il améliorera la capacité des institutions et des individus essentiels dont les mandats se rapportent à la gestion de l'environnement et du risque social ; enfin il évaluera les projets en prenant en compte tous les domaines de risques au niveau du portefeuille. La réserve de projets fera également preuve de flexibilité dans sa programmation jusqu'à ce que la Revue de la performance et d'apprentissage soit achevée afin de permettre des ajustements au programme. Il faudra garder à l'esprit les élections de 2023, le CCDR en cours, et tout ce qui est nécessaire pour adapter l'impact de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Tableau 3. Tendances du portefeuille de Madagascar, exercice 2016 à 2025

	PORTEFEUILLE							RÉSERVE DE PROJETS		
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Projets en cours (nombre)	7	10	13	14	16	16	20	22	20	15
Nouveaux projets (nombre)	5	5	5	5	3	6	4	3	1	1
Total des projets (nombre)	12	15	18	19	19	22	24	25	21	16
Projets clôturés (nombre)	2	2	4	3	2	2	2	5	7	4
Volume du portefeuille (millions de dollars)	658	797	842	1,209	1,409	1,880	3,110	3,330	3,136	2,491
Taille moyenne du projet (en millions de dollars)	55	53	47	64	74	108	130	133	149	156

Note: Ces chiffres ne représentent que des projets nationaux.

77. **Les connaissances et l'apprentissage par les pairs sont susceptibles d'augmenter pendant ce CPF.** Les activités SCA incluront le dialogue politique, l'assistance technique, les engagements programmatiques et l'assistance juste à temps pour soutenir l'innovation et l'intégration proposée dans les secteurs des TIC et de l'énergie ; ou encore l'autonomisation économique des femmes, une meilleure gouvernance, la lutte contre le changement climatique, et le capital humain. Des analyses de base et transversales intégreront le travail sur le changement climatique par le biais de l'Analyse environnementale pays pour Madagascar et le CCDR de Madagascar, et le Projet Villes secondaires durables par le biais de la Revue de l'urbanisation à Madagascar. La Banque mondiale maintiendra un dialogue politique de haut niveau sur les enjeux macroéconomiques et fiscaux avec le gouvernement et d'autres partenaires de développement grâce aux SCA sur l'économie et le suivi de la pauvreté.

3.5.2 Gestion des finances, passation de marchés et autres systèmes gouvernementaux

78. **Reconnaissant l'exposition au risque résultant de l'utilisation des comptes désignés à la Banque centrale, la Banque mondiale surveillera étroitement ces comptes afin de s'assurer que leurs plafonds sont conformes aux besoins du projet.** Les mouvements de fonds seront également conçus pour être sûr que des ressources importantes sont directement versées aux bénéficiaires ou aux entités indépendantes (par ex. agences des Nations unies, organisations non gouvernementales) afin de réduire le risque de détournement des fonds. Des auditeurs externes et des missions de supervision du GBM ont récemment identifié quelques dépenses non éligibles qui ont été résolues. Le GBM maintiendra une présence intensive, de la conception du CPF à sa conclusion, afin de s'assurer qu'une solide gestion fiduciaire et un soutien pratique à la gestion financière et à la passation des marchés sont intégrés dans toutes les opérations.

79. **Comme l'exige le nouveau Cadre de passation de marchés du GBM, les projets financés par le Groupe utiliseront la réglementation du pays et des dossiers d'appel d'offres pour tous les marchés jusqu'à 1,5 million de dollars pour les biens et 5 millions de dollars pour les services.** La plupart des contrats financés par le GBM seront examinés à l'aide d'un appel d'offres national sans examen préalable du Groupe. La hausse des seuils à partir desquels un examen préalable est nécessaire contribuera à améliorer le système de passation de marchés. Pour résoudre les problèmes, tels que des procédures inefficaces et des institutions d'appel d'offres non adaptées, il est essentiel d'introduire des

initiatives permettant d'accroître la transparence du système en publiant les données des appels d'offres publics. Un système performant donnerait la possibilité au GBM d'utiliser davantage les institutions nationales lors des examens préalables et des audits réalisés sur les passations de marché.

3.5.3 Gestion des programmes et modalités de mise en œuvre

80. **La complémentarité entre les instruments du GBM crée un cycle d'exécution vertueux.** Dans certains cas, le financement des politiques de développement fait avancer les réformes nécessaires pour pérenniser les interventions de financement des projets d'investissement. De la même manière, le financement du projet d'investissement, l'assistance technique et les fonds d'affectation spéciale aideront à rendre opérationnels et à pérenniser les réformes sur les politiques de développement soutenues par des financements. Par le passé, le portefeuille de la Banque mondiale à Madagascar n'a pas très bien ciblé les domaines prioritaires. Ce CPF encouragera une approche territoriale utilisant la méthode de l'Index de ciblage des projets. Étant donné la marge de manœuvre budgétaire et la capacité de mise en œuvre limitées du pays, il est vital que des ressources soient accordées aux domaines d'interventions et aux sites géographiques, le plus grand potentiel pour soulager la pauvreté et réussir une croissance inclusive se trouvant le long des corridors de croissance autour des villes secondaires les plus importantes.

81. **L'application du programme du CPF sera étroitement suivie grâce à une collaboration régulière avec les clients.** Un suivi régulier du portefeuille par le biais de revues de la performance du portefeuille et d'examens approfondis du secteur se poursuivra entre la Banque mondiale et les représentants du gouvernement, ceci afin de résoudre les problèmes de mise en œuvre et de renforcer les capacités. Le CPF préservera une marge de flexibilité afin d'adapter le portefeuille en cas de chocs et de garantir des interventions coordonnées, y compris par une collaboration plus étroite entre la Banque mondiale et l'IFC. Au fil des ans, les décaissements se sont maintenus alors que le portefeuille augmentait, avec un décaissement moyen d'environ 20 %. La Banque mondiale poursuivra ses réunions et ses examens réguliers avec le client et les unités de mise en œuvre des projets par l'intermédiaire de revues de la performance du portefeuille du pays et d'examens approfondis ciblés. Ces mesures visent à maintenir des niveaux de décaissement corrects. Un ensemble d'outils de supervision à distance sera fourni aux équipes de projet afin de faciliter le suivi dans le pays pendant la période du CPF. [14]

3.5.4 Partenariats et coordination des donateurs

82. **Le GBM continuera de travailler étroitement avec les partenaires du développement afin d'assurer un soutien efficace et réel pour Madagascar.** Le dialogue sur les politiques macrofiscales continuera d'être coordonné avec l'IMF grâce à une série de financements de politiques de développement qui doivent commencer pendant l'exercice 2023 pour compléter et renforcer les réformes soutenues par le Mécanisme élargi de crédit de 3 ans du FMI qui a pris fin en janvier 2020, puis par le programme qui lui a succédé en avril 2021. Le GBM se coordonnera aussi étroitement avec le FMI pour évaluer l'impact du changement climatique sur des variables macrofiscales clés et lorsque c'est faisable, déterminer les conséquences à long terme pour la dette, en utilisant l'analyse adéquate issue du Programme d'évaluation macroéconomique du climat du FMI et du CCDR de la Banque mondiale. Le GBM se coordonnera aussi avec le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du FMI afin d'aider Madagascar à développer sa résilience face aux chocs externes et assurer une croissance durable, en contribuant à la stabilité à long terme de la balance des paiements. Conscient de la fragilité institutionnelle du pays, le GBM travaillera étroitement avec les Nations unies, l'Union européenne, l'Agence américaine pour le développement international et d'autres partenaires du développement afin d'obtenir leur appui pour aider les régions accusant un retard, en particulier le Sud.

83. **La Banque mondiale continuera de mener 3 des 14 groupes de coordination thématiques donateurs-gouvernement** (énergie, TIC, tourisme, investissements du secteur privé) et de jouer un rôle de premier plan dans la santé, l'éducation et la protection sociale, grâce à son pouvoir de mobilisation et son rôle dans la préparation d'une réponse coordonnée à la crise de la COVID-19. La Banque mondiale et l'IFC disposeront d'équipes de mise en œuvre communes pour l'énergie, les transports et les TIC.

84. **Le GBM soutiendra la coordination des donateurs dans les secteurs essentiels à la réussite de ce CPF, notamment le développement humain et les infrastructures.** En 2019, Madagascar bénéficiait d'une aide officielle nette au développement de 28 dollars par habitant, environ moitié moins que la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Dans ce contexte, le GBM mobilisera ses ressources pour générer des financements de la part des autres partenaires du développement. Par exemple, le portefeuille de développement humain à Madagascar collecte déjà plus de 115 millions de dollars de cofinancement, avec 134 millions de dollars supplémentaires en réserve afin de soutenir des priorités nationales majeures. Le travail analytique du GBM soutient les partenariats. Il apportera des éléments au

14 Méthode de l'Index de ciblage des projets, Méthode Geo-Enabling de suivi et de supervision, et outils analytiques, y compris des systèmes d'information géographiques, la télédétection, et la plateforme Projet 360 de gestion des projets numériques.

nouveau CPF. Le récent travail analytique, qui inclut la version actualisée du DSP, le Diagnostic du secteur privé national de l'IFC, une évaluation complète du risque et de la résilience, l'évaluation en cours de la pauvreté et le prochain CCDR de Madagascar, procure une base analytique solide pour le CPF. Les enseignements tirés de la RAA du précédent CPF ont contribué à l'élaboration de ce Cadre de partenariat. L'actualisation économique de Madagascar et les évaluations du personnel alimentent la discussion sur le cadre macroéconomique qui est cruciale pour préserver la stabilité.[15] Enfin, les consultations avec les partenaires et une grande variété de parties prenantes, y compris le gouvernement, le secteur privé, les organisations de la société civile et les think tanks, ont apporté des éléments d'information, et largement amélioré les fondements analytiques et stratégiques de ce CPF (Annexe 9).

85. **Les partenariats avec la société civile seront renforcés pour améliorer la transparence et lutter contre la captation de l'État à partir des principes suivants :** se concentrer sur les services très demandés et les programmes liés aux thèmes du CPF ; s'assurer que la bonne information circule du gouvernement aux citoyens et à la société civile, et vice-versa, à l'aide des canaux adéquats basés sur les TIC ; promouvoir la capacité de l'État et les incitations bureaucratiques afin d'encourager l'action proactive du gouvernement ; et soutenir les efforts pour accroître l'intégrité de l'interface citoyen-État au niveau de la prestation des services, notamment un engagement citoyen proactif, ciblé et basé sur les TIC, et des mesures qui renforcent l'efficacité des organismes chargés de rendre des comptes, comme la Cour des comptes, ceci afin d'améliorer la capacité technique, les fonctions institutionnelles et l'engagement public.

3.5.5 Suivi et évaluation

86. **Les plans d'apprentissage tout au long du cycle du CPF incluront l'utilisation de rapports sur la mise en œuvre, la réalisation et les résultats, et un travail d'évaluation mené par les SCA envisagés.** Le cadre des résultats constituera le principal outil de suivi de la progression du CPF (Annexe 1). Par ailleurs, il ventile les indicateurs afin de surveiller l'application de l'équité pour les groupes vulnérables et marginalisés, notamment les femmes et les jeunes. Le GBM suivra les évolutions macroéconomiques et fiscales, et surveillera étroitement la pauvreté et les domaines thématiques clés susceptibles d'avoir des implications pour les opérations du Groupe. La Banque mondiale aidera le gouvernement à collecter et analyser des données économiques et sociales clés, y compris des données territoriales pour le suivi économique et la prise de décision factuelle, par le biais du Projet régional de renforcement des capacités statistiques (105 millions de dollars). Une Revue de la performance et d'apprentissage, réalisée au bout de 2 ans, permettra de dresser un bilan des progrès réalisés au regard des objectifs du CPF, et d'ajuster la stratégie et le cadre de résultats si nécessaire, ceci afin de refléter l'évolution du contexte du pays et les changements dans les demandes du client.

15 « Banque mondiale. 2020. Point sur l'économie de Madagascar, décembre 2020 : Tracer la Voie de la Reprise. Banque mondiale, Washington DC. © World Bank. https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34935. »

04/

GÉRER LES RISQUES RELATIFS AU PROGRAMME DU CPF

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

87. **Le risque global relatif à la réussite des objectifs du CPF est jugé important.** Les risques associés au CPF présentent de nombreuses facettes et sont interconnectés (Tableau 4). Parmi les plus importants figurent le risque que le gouvernement n'applique pas les réformes dans les deux secteurs privilégiés par le GBM, et l'instabilité politique pendant la période électorale en 2023 à laquelle Madagascar a déjà été vulnérable dans le passé. Même si les élections se déroulent sans heurt, il faut environ une année pour que la stabilité revienne, ce qui va ralentir le rythme de la réforme. Les deux risques, s'ils se concrétisent, pourraient ralentir ou arrêter les réformes nécessaires pour réussir les objectifs de haut niveau du CPF. Pour atténuer ces risques, ce CPF propose une approche des réformes à trois niveaux : si ces risques se concrétisent, le scénario sans réforme sera appliqué, ce qui réduira considérablement l'impact du CPF. Malgré des mesures d'atténuation, les risques résiduels de gouvernance et politiques sont jugés importants. Les risques résiduels des autres catégories sont considérés comme modérés ou faibles.

88. **Le risque politique et de gouvernance est jugé important.** Le risque de crise politique est imminent, alors que Madagascar se prépare aux élections générales de 2023. Les crises politiques passées ont entraîné de graves répercussions sur l'économie, la société et la collaboration de Madagascar avec la communauté internationale. Les Nations unies et d'autres agences bilatérales prennent les choses en main en s'engageant sur le front politique. Lorsque c'est possible, le GBM soutiendra les institutions locales afin qu'elles puissent assurer de meilleurs services. Il continuera d'entretenir le dialogue politique avec le gouvernement et collaborera avec l'IMF et les partenaires de développement afin d'atténuer les risques et de poursuivre l'application des réformes vitales pour Madagascar. Les programmes sociaux de sécurité continueront de protéger certaines des communautés les plus vulnérables. Le gouvernement donne le sentiment de ne pas beaucoup agir face aux problèmes de gouvernance et de transparence, et les entreprises d'État sont perçues comme particulièrement vulnérables face aux difficultés de gouvernance. Les agences du secteur public ne sont pas épargnées. Le retard de publication des audits concernant les dépenses résultant du COVID-19 a posé un problème majeur en termes de transparence. Il faut toutefois reconnaître que le gouvernement a depuis publié tous les audits en question et au vu des résultats, il a discuté d'un plan d'action avec tous les partenaires. La Banque mondiale, en collaboration avec le FMI et d'autres partenaires de développement, s'est engagée à lutter contre les faiblesses identifiées, et elle poursuivra ce travail par le biais de la proposition de Projet de Renforcement des capacités de gestion des finances publiques et de la prestation des services, et de Projet régional de renforcement des capacités statistiques, lequel vise à améliorer le score d'Évaluation politique et institutionnelle du pays afin d'augmenter l'attribution de dotations basées sur la performance.

89. **Les risques liés à la capacité institutionnelle de mise en œuvre et de durabilité sont jugés importants : la capacité institutionnelle est limitée.** La Banque mondiale maintiendra ses unités dédiées de mise en œuvre du projet tout en continuant à renforcer la capacité des institutions du gouvernement – au niveau central et local – en termes de gestion et d'exécution du projet. Les activités de renforcement des capacités sont intégrées dans chaque projet en complément du soutien apporté à la proposition de projet afin d'améliorer la gestion des finances publiques et la prestation des services.

90. **Le risque fiduciaire est jugé important : l'évaluation prend en compte la capacité et la transparence limitée, couplée à la captation par l'élite de Madagascar.** Pour atténuer ce risque, le programme du CPF continuera de soutenir les améliorations dans les systèmes fiduciaires locaux en insistant sur le renforcement du cadre de contrôle (audit interne et externe), l'appui à la Cour des comptes, la consolidation de la transparence, y compris au niveau des bénéficiaires et de la prestation des services, et le soutien pratique fourni par la Banque mondiale. Il faut noter que le personnel du Bureau de pays s'est renforcé dans le domaine fiduciaire.

91. **Le risque lié aux parties prenantes est jugé important : à ce jour, aucun cas de violence basée sur le genre (VBG) n'a été rapporté dans le portefeuille.** Toutefois, étant donné la croissance du portefeuille ayant trait aux infrastructures, qui peut entraîner le déménagement temporaire de groupes importants de travailleurs (principalement des hommes) loin de leur famille et de leur communauté, le CPF reconnaît qu'il existe un risque de VBG pendant ses activités. Le CPF s'assurera que tous les projets intègrent un engagement en faveur des questions de genre et de citoyenneté dans le portefeuille. Cet engagement implique un appui à la prévention des VBG et des réponses à l'exploitation et aux abus sexuels. Il mettra en place un mécanisme de règlement des plaintes pour les membres de la communauté et des codes de conduites pour les entrepreneurs travaillant sur le projet. La Banque mondiale intensifiera son partenariat avec la société civile en s'appuyant sur les accords conclus lors du précédent CPF, notamment dans le secteur social.

92. **Le risque de manque de résilience face aux chocs est jugé important : la pandémie de COVID-19, la sécheresse dans le Sud et les récents cyclones mettent clairement en évidence comment des facteurs, tels que la pauvreté, la faiblesse des infrastructures, le manque d'accès aux services publics et l'insécurité peuvent amplifier les répercussions de ces chocs et exacerber ces risques.** L'inclusion d'un HLO dédié, visant à renforcer la résilience et les programmes y ayant trait, y compris le Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar, ainsi que d'autres programmes, atténue ces risques. Les conséquences des chocs climatiques et des stress environnementaux qui réduisent la production agricole seront atténuées par le biais du Projet d'appui à une

agriculture durable par une approche paysage, l'Option de tirage différé en cas de catastrophe, le Programme de réduction des émissions de carbone Atiala Atsinanana, et le Projet régional de Gestion des risques de catastrophe et de résilience. La Composante d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) intégrée dans tous les projets répondra rapidement et avec flexibilité à tous les chocs qui surviennent.

Tableau4. Outil d'évaluation systématique des risques des opérations

CATÉGORIE DE RISQUE	ÉVALUATION
Politique et gouvernance	Important
Macroéconomie	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré
Conception technique du projet	Faible
Capacité institutionnelle de mise en œuvre et de pérennisation	Important
Fiduciaire	Important
Environnemental et social	Modéré
Parties prenantes	Important
Conflit et violence	Modéré
Autre – manque de résilience face aux chocs	Important
ENSEMBLE	**IMPORTANT**

ANNEXES/

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

ANNEXE I
CADRE DE RÉSULTATS

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

RÉSULTAT DE HAUT NIVEAU 1 (HLO1) : AMÉLIORATION DES PERSPECTIVES D'EMPLOI		
INDICATEURS DE RÉSULTAT DE HAUT NIVEAU	**SOURCE DES DONNÉES**	**VALEUR ACTUELLE**
1. Travailleurs rémunérés et salariés, total (% de l'emploi total) (estimation OIT modélisée)	Indicateurs de développement mondial	12.2% (2019)
2. Travailleurs rémunérés et salariés, femmes (% de l'emploi des femmes) (estimation OIT modélisée)	Enquête sur l'emploi du gouvernement de Madagascar	10.4% (2019)

Description du Résultat de haut niveau : Il est urgent d'accélérer la croissance et la transformation économique à Madagascar. Même si le pays retrouve les taux de croissance antérieurs à la pandémie, il continuera d'accuser un retard face aux pays pairs, et il ne parviendra pas à réduire de manière significative la pauvreté à moyen terme.

Explication : Le premier HLO sera axé sur la croissance inclusive et écologique des revenus, et l'opportunité pour quelques secteurs de réussir leur transformation. Des interventions concentrées pourraient cibler des secteurs clés soutenus par quelques réformes (par ex. énergie, télécommunications) avec potentiellement la création d'emplois et la génération de croissance, mais d'une manière qui limite la captation par les élites.

Engagement du GBM : Le GBM continuera de mettre en œuvre la série de projets Pôle Intégré de Croissance afin d'apporter son appui à des secteurs de croissance clés. Les opérations d'aide budgétaire viendront en appui des réformes politiques nécessaires, ce qui permettra une réglementation effective des secteurs et la participation du secteur privé. L'IFC et la MIGA étudieront des solutions pour favoriser la participation accrue du secteur privé dans le secteur des télécommunications de Madagascar. L'IFC et la Banque mondiale collaborent pour améliorer la qualité et la disponibilité des compétences numériques sur le marché local afin de faire correspondre la demande du secteur privé et celle du secteur public. Le soutien du GBM se poursuivra dans des secteurs d'infrastructures majeurs comme les routes et l'électricité dont le rôle est essentiel pour améliorer la connectivité sur l'île. Ceci inclut l'assistance technique au dialogue politique sur les réformes, la mobilisation de l'investissement privé dans des secteurs clés et le développement des liaisons de transport intermodales. La MIGA s'efforcera de mobiliser l'investissement étranger en faveur d'une reprise postpandémique écologique, résiliente et inclusive, axée sur des secteurs ayant un fort impact sur le développement et ciblant des projets de financement climatique. Le GBM continuera de promouvoir des réformes en faveur de la libéralisation de l'infrastructure numérique, et de la construction d'un aéroport indépendant à Ravinala pour faciliter le tourisme. Pour améliorer l'accès à l'électricité, le GBM continuera également d'appuyer la réforme de JIRAMA, et l'IFC étudie la faisabilité de mini-réseaux dans les zones rurales en collaboration avec la Banque mondiale.

ODD associés : ODD1, ODD7, ODD8, ODD11

OBJECTIF 1.1 DU CPF : VALORISER UNE SÉLECTION DE CHAÎNES DE VALEUR

Logique d'intervention : Madagascar a besoin d'améliorer ses perspectives d'emplois par une transformation structurelle qui lui permettrait de générer des revenus. La faiblesse des taux d'investissement dans le secteur privé ces dernières années traduit une incertitude politique persistante, l'absence de conditions équitables dans les grands secteurs de l'économie, des obstacles au commerce national et international, une protection insuffisante des investisseurs, et un accès restreint à la terre, au capital, au travail et à la connectivité numérique. Le renversement de ces tendances exige la mise en place de réformes économiques globales (par ex. amélioration du cadre des investissements), mais aussi sectorielles, particulièrement dans l'agriculture et l'agro-industrie, les vêtements, le tourisme, l'exploitation minière, et les services financiers et numériques, mais aussi des efforts continus pour renforcer les infrastructures de connectivité (par ex. énergie, transport, TIC) qui jouent un rôle essentiel en soutenant la transformation économique et une agglomération efficace. Avec la crise, la marge de manœuvre budgétaire s'est considérablement réduite. Il est encore plus important d'attirer l'investissement privé dans les secteurs du transport, de l'énergie et des projets de TIC, ainsi que dans d'autres secteurs de l'économie dans lesquels Madagascar peut développer un avantage concurrentiel. Pour mesurer les progrès, des secteurs spécifiques seront identifiés lors de l'étape de la Revue de la performance et d'apprentissage (RPA), la création d'emplois dans le secteur formel sera mesurée et des données ventilées selon le genre seront collectées.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : Des interventions sectorielles spécifiques seront essentielles pour valoriser le vaste potentiel inexploité de l'agriculture, du tourisme, des vêtements et de l'exploitation minière. Par ailleurs, de nouveaux investissements permettraient d'appuyer la reprise et d'accélérer la transformation structurelle. Par exemple, dans l'agriculture, l'extension de la production et de la transformation à valeur ajoutée de produits de niche à forte valeur, comme la vanille, le cacao, les épices, l'horticulture, la viande rouge, la volaille, le lait et les fruits de mer, impose d'améliorer les routes rurales, de développer les compétences pour répondre aux normes de qualité exigées par les réglementations, ou encore de supprimer les limites à la concurrence et à l'accès au marché dans certaines chaînes de valeur, entre autres. Dans le tourisme, le renforcement de la compétitivité du secteur et la hausse des investissements passent par l'adoption et l'application de la nouvelle politique publique du tourisme et du Code du tourisme, une meilleure intégration du secteur privé dans la définition de priorités sectorielles stratégiques (y compris en garantissant la durabilité environnementale et sociale de la croissance dans le secteur), le perfectionnement/la clarification du cadre juridique et réglementaire pour le développement et les investissements dans des segments de marché à fort potentiel, et enfin l'augmentation de la concurrence dans le transport aérien en révisant l'actuelle politique de carburant et en mettant en place efficacement une politique de « ciel ouvert ». Dans le secteur de l'habillement et du textile, il serait important de préconiser l'extension de l'accès préférentiel au marché, en particulier le renouvellement de la loi sur la Croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) après 2025 ; mais aussi de garantir que les exportateurs de textile peuvent se conformer aux exigences des accords de libre-échange, actuels et à venir, y compris le nouvel Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine. Dans le secteur minier, la suppression de la suspension sur les nouveaux permis miniers qui a empêché de nouvelles activités ces dix dernières années, et l'adoption d'un nouveau code minier qui équilibre la mobilisation des revenus et les incitations aux nouveaux investissements, pourraient contribuer à revitaliser le secteur et à générer des revenus immédiats.

Leçons apprises et nouvelles connaissances : Les difficultés de mise en œuvre de réformes généralisées, voire de réformes sectorielles spécifiques, dans des secteurs plus politiquement sensibles sont importantes (par ex. l'énergie). Les approches graduelles ont connu un succès relatif. Du côté des connaissances, le DSP fournit la base analytique permettant de valoriser les investissements privés, tandis que les secteurs sélectionnés suivent les conclusions du Diagnostic du secteur privé national (CPSD). Le CPSD, en échange, a soutenu les priorités des investissements de l'IFC et la mobilisation de capital privé à Madagascar.

Soutien en cours et planifié du GBM : pour atteindre ces objectifs, la proposition de CPF utilisera les différents instruments et l'expertise du GBM. La mise en œuvre continue de la série de projets PIC soutiendra directement les secteurs (tourisme, agro-industrie et numérique) qui sont potentiellement créateurs de croissance et d'emploi, tout en générant une plateforme d'appui au dialogue politique et aux améliorations apportées au climat d'investissement dans le pays. Les autres réformes politiques seraient soutenues par une série potentielle d'opérations d'aide budgétaire, comme en témoigne l'intérêt renouvelé du gouvernement dans les réformes choisies. Ces réformes et la priorité donnée aux secteurs, en échange, permettraient les investissements de l'IFC et une implication supplémentaire du secteur privé. Un soutien continu visant la stabilité et l'inclusion financière sera recherché. La mise en œuvre d'une enquête sur les entreprises apportera des données supplémentaires pour le dialogue politique. Dans le cadre de ce CPF, l'IFC axera ses efforts en favorisant la reprise post-COVID et en renforçant une sélection de chaînes de valeur avec une priorité accordée aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie (par ex. vanille, horticulture, élevage), et de l'industrie légère (par ex. textile). Des efforts complémentaires seront aussi menés pour encourager les services financiers et l'infrastructure de crédit.

Risques majeurs et atténuation : La stratégie consistant à privilégier des réformes faisables dans des secteurs qui peuvent vraisemblablement attirer des investissements privés, particulièrement en ciblant des activités dans lesquelles l'IFC peut jouer un rôle prépondérant et mobiliser d'autres ressources, aidera à équilibrer le retour risques-avantages de l'approche proposée.

Indicateurs de l'objectif du CPF (Années exprimées en exercice)	Indicateurs supplémentaires de progrès (ISP) (Années exprimées en exercice)	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif du CPF 1.1.1 : Création d'emplois mesurée par le nombre d'emplois formels créés dans des secteurs et des régions ciblées (nombre) **Référence (2022) :** 7 727 **Objectif (2027) :** 12 135 ***Source :*** *CNaPS* **Objectif 1.1.2 du CPF :** Améliorer le recours à l'investissement du secteur privé (millions de dollars) **Référence (2022) :** 0 **Objectif (2027) :** 21 ***Source :*** *Municipalités/ EDBM / Système de suivi et d'évaluation (P164536, P174684)* **Objectif 1.1.3 du CPF :** Productivité agricole (mesurée par la valeur ajoutée par travailleur – dollars constants de 2015) augmentée d'au moins 15 %. Référence (2019) : 369 dollars (Source : données ouvertes de la Banque mondiale) Objectif (2026) : au moins 425 dollars	**ISP 1.1.1 :** Entreprises formelles nouvellement enregistrées dans les régions cibles (nombre) **Référence (2022) :** 9 692 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 14 700 **Source :** INSTAT/EDBM/DRI (de P174684) **ISP 1.1.2 :** Création d'entreprises formelles dirigées ou détenues par des femmes dans les régions ciblées par les opérations du GBM (pourcentage) **Référence (2019) :** 40,5 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 45 **Source :** INSTAT/EDBM/DRI (projet participant P174684) **ISP 1.1.3 :** Agriculteurs ayant de nouvelles relations commerciales dans les chaînes de valeur ciblées **Référence (2022) :** 24 000 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 35 500 (25 500 des PIC et 10 000 de l'IFC) **Source :** entreprises et coopératives agro-industrielles soutenues par les projets PIC. Projets de l'IFC : Bonne Viande de Madagascar IS & AS (#38036 et #602130) ; SMTP (#36704) ; Projet de transformation agro-industrielle de Madagascar (#604447). **ISP 1.1.4 :** Valeur des produits de base agricoles exportés, vendus grâce aux clients IFC et à la réforme du secteur (valeur des exportations en millions de dollars) **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 25 dollars ***Source :*** *Projets de l'IFC – Bonne Viande de Madagascar IS & AS (#38036 et #602130) ; SMTP (#36704) ; Projet de transformation agro-industrielle de Madagascar (#604447).*	**Financement en cours** ▪ Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-2 (P164536) ▪ Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural (P166526) ▪ Programme Connecter Madagascar pour une croissance inclusive (P173711) ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477) ▪ Projet de Transformation économique de Madagascar pour une croissance inclusive (P174684) ▪ Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar (P176811) **Réserve de financement :** ▪ Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269) **SCA** ▪ Enquêtes sur les entreprises à Madagascar – Données analytiques pour un dialogue politique couplées à Engagement Pays – Appui aux réformes en faveur du climat des investissements à Madagascar (P177204) ▪ Évaluation de la pauvreté de Madagascar (P177968) ▪ Suivi économique de Madagascar (réserve de projets) ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar (réserve de projets) **Portefeuille de services de conseil de l'IFC** ▪ 604447, ministère de l'Agriculture – secteur de l'élevage ▪ 602130, Bovima – secteur de l'élevage **Portefeuille de services d'investissement de l'IFC** ▪ 41633, Ramex – secteur de la vanille (prenant fin en juillet 2022) ▪ 38036, Bovima – secteur de l'élevage ▪ 36704, SMTP – secteur avicole ▪ 45245, Orange Madagascar ▪ 27106, GTFP BOA Madagascar ▪ 46265, BOP Madagascar **Réserve de services de conseil de l'IFC** ▪ 605741, Stratégie nationale pour le textile ▪ 603769, DFS PAMF ▪ Conseil agro-industriel **Réserve de services d'investissement de l'IFC** ▪ Agro-Industrie ▪ Textile

OBJECTIF 1.2 DU CPF : RENFORCER LES BASES DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Logique d'intervention : La première étape pour opérer une transformation numérique et récupérer les dividendes associés consiste à assurer un accès universel, abordable et fiable à internet, ainsi qu'à ses services et ses applications, en favorisant le développement de la connectivité, en réduisant le coût du haut débit mobile et fixe, et en encourageant les compétences numériques. Une telle intervention stimulera l'économie numérique naissante et contribuera à une création d'emplois plus inclusifs. Il est nécessaire d'adopter une approche à plusieurs volets qui s'attaque à l'accessibilité et à la qualité des services en instaurant un environnement propice dans le secteur des télécoms, en diminuant les obstacles aux compétences numériques, et en assurant la promotion de la valeur perçue des technologies numériques afin de stimuler la demande et d'encourager l'adoption par la population. La baisse du coût d'internet et le développement des compétences numériques stimuleront aussi les investissements dans le secteur des TI et de l'économie numérique en général, en s'appuyant sur la transformation numérique du secteur public pour dynamiser l'économie nationale. Les différentes interventions planifiées dans le cadre du CPF privilégieront les fondements essentiels du « numérique », associant les interventions du côté de l'offre et de la demande à partir d'une approche holistique coordonnée visant à exploiter la puissance des technologies numériques et construire une économie numérique.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : L'accroissement de la pénétration du haut débit génère un impact fort sur la croissance économique, particulièrement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Pour l'Afrique, les estimations se situent dans la fourchette supérieure, avec 2,5 % de croissance supplémentaire du PIB pour chaque augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit (Union internationale des télécommunications, UIT – Contribution économique du large bande, de la généralisation du numérique et de la réglementation des TIC – Modélisation économétrique pour l'Afrique, 2019). Plus généralement, la croissance de l'économie numérique ouvrirait de nombreuses opportunités dont Madagascar a bien besoin. Elle pourrait créer des emplois pour la jeunesse du pays, réduire le chômage élevé des jeunes et procurer des opportunités d'améliorer la couverture du service. Les services financiers numériques constituent une opportunité de développer l'inclusion numérique et de répondre aux besoins financiers des populations rurales pauvres, en réponse aux difficultés que rencontrent les approches traditionnelles non numériques. De la même manière, l'exploitation des réseaux numériques pour la prestation des services offre au gouvernement l'opportunité d'élargir l'accès aux services grâce à des solutions innovantes et plus inclusives. Elle peut améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité des services publics dans des secteurs clés, comme la santé et l'éducation, par le biais de la télémédecine et de l'apprentissage électronique, par exemple. Les systèmes de protection sociale peuvent renforcer leur réponse aux chocs (climatiques et autres) ainsi que leur résilience.

Leçons apprises et nouvelles connaissances : Les différentes interventions de mise en œuvre de l'Initiative pour l'économie numérique en Afrique ont démontré que, pour tirer parti des sources numériques de croissance et récupérer les dividendes, les pays ont besoin d'une combinaison de politiques et d'investissements du côté de l'offre afin de soutenir un haut débit abordable et fiable et des services publics numériques. Ils ont aussi besoin d'interventions du côté de la demande, d'incitations et de programmes de renforcement des compétences afin de stimuler l'adoption numérique et son utilisation productive par les individus et les entreprises. De la même manière, des investissements isolés dans des piliers individuels de l'économie numérique n'auront pas forcément l'impact désiré. Par exemple, l'amélioration de la connectivité numérique ne pourra avoir un impact transformationnel sur les perspectives d'emploi et la croissance inclusive que si elle est associée à l'amélioration des compétences numériques et de l'alphabétisation, de l'accès aux paiements numériques et aux autres services financiers, et au soutien aux entrepreneurs numériques. La capacité des gouvernements à élaborer des plateformes telles que les systèmes d'identité numérique, et à s'appuyer sur la technologie pour améliorer l'efficacité et la prestation des services, est vitale dans un grand nombre de ces domaines. L'effet conjugué de ces améliorations vaut plus que leur simple addition.

Soutien en cours et planifié du GBM : Le GBM continuera de soutenir le gouvernement de Madagascar dans l'élaboration et la mise en œuvre de réformes sectorielles profondes et accélérées en faveur de la libéralisation des infrastructures numériques, de la réglementation indépendante et effective du secteur, et de la participation du secteur privé. Le Groupe se basera sur l'analyse des lacunes réglementaires menée dans le cadre du Projet PRODIGY, avec le soutien supplémentaire du nouveau Projet Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) en réserve. Dans les zones reculées, où la prestation des services n'est pas financièrement viable, la Banque mondiale fournira des incitations aux opérateurs pour étendre leurs services de télécommunications, et des interventions contribueront à améliorer l'accessibilité aux équipements numériques et l'alphabétisation de la population générale. Par ailleurs, PRODIGY continuera de soutenir la transformation numérique du secteur public et les réformes de gestion de l'identité, tout en produisant un effet de levier sur l'économie numérique domestique. L'amélioration de l'accès à l'identité juridique, en créant un registre de naissances centralisé et en soutenant l'interopérabilité des services, contribuera à stimuler une croissance plus inclusive grâce à la création de valeur économique et un accès accru aux biens et services pour les groupes marginalisés. Le projet pilote aussi des méthodes de passation de marché agiles afin d'augmenter l'approvisionnement des solutions numériques au sein des entreprises de TI locales, mais aussi de renforcer la protection des données, et la législation et les institutions relatives à la cybersécurité. En partenariat avec l'IFC, le projet pilote une collaboration public-privé afin de renforcer les compétences numériques à Madagascar au sein de l'administration et des opérateurs privés, en s'appuyant sur des solutions de technologies de l'éducation et en axant les efforts sur l'accès des femmes à la formation. Le projet comprend l'aide de l'IFC pour développer les produits financiers, tels que le crédit-bail, l'assurance indexée et les services financiers numériques.

Indicateurs de l'objectif du CPF (Années exprimées en exercice)	Indicateurs supplémentaires de progrès (ISP) (Années exprimées en exercice)	Programme du GBM
Objectif 1.2.1 du CPF : Améliorer l'accès à la technologie de l'information et de la communication, mesuré par les abonnements aux services d'accès haut débit mobile « Unique » pour 100 habitants (pourcentage) **Référence (2022) :** 25 **Objectif (2027) :** 40 ***Source :*** *calculs de la BM : connexions utilisant le haut débit mobile (Source : GSMA) / SIM par abonné unique (Source : GSMA) / Population (Source : Nations unies)* **Objectif 1.2.2 du CPF :** Adultes détenant un compte dans une institution financière formelle (par genre) (pourcentage) **Référence (2018) :** 17,9 % des adultes (hommes : 19,6 % ; femmes : 16,31 %) **Objectif (2027) :** 25 % des adultes (hommes : 26,5 % ; femmes : 23,5 %) Source : Base de données Global Findex **Objectif 1.2.3 du CPF :** Part de la population possédant un nouveau justificatif d'identité numérique **Référence (2022) :** 0 **Objectif (2027) :** 50 % (50 % sont des femmes) ***Source :*** *Prodigy*	**ISP 1.2.1 :** Population couverte par un signal cellulaire haut débit (3G+) (pourcentage) **Référence (2022) :** 78 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 90 ***Source :*** *opérateurs télécoms* **ISP 1.2.2 :** Personnes certifiées à la formation numérique conforme à l'UGD, Unité de gouvernance digitale (nombre) **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 5 000 ***Source :*** *UGD (PRODIGY et IFC)* **ISP 1.2.3 :** DAB pour 100 000 habitants (nombre) **Référence (2020) :** 3,13 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 7 ***Source :*** *FMI* **ISP 1.2.4 :** Points de vente monétaires mobiles enregistrés pour 1 000 km2 (nombre) **Référence (2020) :** 107 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 214 ***Source :*** *Enquête du FMI sur l'accès aux services financiers*	**Financement en cours** ▪ Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-2 (P164536) ▪ Projet de Transformation économique de Madagascar pour une croissance inclusive (P174684) ▪ Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy – PRODIGY (P169413) ▪ Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural (P166526) **Financement en réserve** ▪ Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar – DECIM (P178701) **SCA** ▪ Évaluation de la pauvreté de Madagascar (P177968) ▪ Enquêtes sur les entreprises à Madagascar – Données analytiques pour un dialogue politique (P174896) couplées à l'Appui de l'engagement pays aux réformes en faveur du climat des investissements à Madagascar (P177204) ▪ AT secteur minier Madagascar ▪ Suivi économique de Madagascar (réserve de projets) ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar (réserve de projets) **Services de conseil du portefeuille de l'IFC** ▪ 603769, PAMF – Services financiers numériques ▪ 604409, Orange Money – Services financiers numériques ▪ 602067, Transactions sécurisées et Registre des garanties – Infrastructure de crédit ▪ 606428, Conseil en crédit-bail – Produits financiers novateurs ▪ 606712, Orange Madagascar ▪ 605974, Projet d'évaluation du crédit à Madagascar, Phase II ▪ 606873, Compétences numériques 2, Madagascar ▪ 606788 : Madagascar CMDP – Services de conseil du Trésor : DS – Développement des marchés de capitaux **Services d'investissement de portefeuille de l'IFC** ▪ 41389, BOA MPME Partage des risques – secteur bancaire ▪ 27106, BOA Financement du commerce – secteur bancaire ▪ 23825, BP – Fonds d'investissement pour les petites entreprises **Services d'investissement en réserve de l'IFC** ▪ 46265, Base de la Pyramide (BOP) Madagascar ▪ Liaisons des PME – secteur minier ▪ Compétences numériques ▪ Secteur de la vanille ▪ Financement des MPME ▪ Secteur des TIC

OBJECTIF 1.3 DU CPF : AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SERVICES DES INFRASTRUCTURES DE BASE

Leçons apprises et nouvelles connaissances :

- L'inclusion de la Composante d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) dans les opérations d'infrastructure est vitale. En effet, Madagascar est fortement exposée aux chocs, et jusqu'à présent les infrastructures ont considérablement souffert des événements climatiques, des catastrophes naturelles et d'autres causes externes dues à l'obsolescence des équipements existants et des besoins d'entretien élevés.
- Une évaluation réaliste de la capacité et de la bonne volonté du gouvernement de mettre en œuvre des réformes doit être rigoureusement réalisée afin d'éviter des situations de blocage des projets, et plus généralement de l'engagement sectoriel. Des moyens alternatifs d'intervention devront être identifiés dès les premières phases afin de s'assurer que l'objectif ultime et les bénéficiaires finals sont atteints.
- La planification et la priorisation géospatiale sont fondamentales pour cibler les interventions et obtenir des résultats sur le terrain.
- Des interventions multisectorielles ciblées (eau, agriculture, environnement, énergie, routes, etc.) maximisent les bénéfices et les retombées de la Banque mondiale.
- Madagascar étant géographiquement sujette aux cyclones et aux autres événements extrêmes, il est fondamental de travailler avec des institutions afin de garantir des financements d'entretien pour les grandes infrastructures publiques.
- Les plans géospatiaux au moindre coût font partie des bonnes pratiques en matière de planification de l'électrification.
- Des campagnes de sensibilisation des consommateurs sont importantes, non seulement pour l'extension de l'accès hors réseau, mais aussi pour les nouvelles connexions basées sur le réseau.
- Les solutions hors réseau doivent être intégrées, pleinement et stratégiquement, dans un programme d'électrification du pays et un processus de planification.
- La meilleure approche pour assurer un accès hors réseau de qualité est de donner les moyens au secteur privé d'opérer.
- La conception des projets doit être flexible afin de répondre rapidement à n'importe quel changement et évolution sur le terrain, particulièrement dans les marchés non testés qui installent des marchés hors réseau.
- Il est impératif que le gouvernement s'approprie la stratégie et le plan de réforme du service public/de JIRAMA afin de maximiser les chances de réussite et d'éviter que l'échec des réformes précédentes se répète. (Engagement, dialogue continu, implication de tous les responsables/décideurs)
- L'amélioration de la planification technique et financière du secteur nécessite une appropriation/continuité par les agences publiques compétentes, ainsi que des ressources pour le développement systématique du processus de planification et l'application de ses résultats.
- Une faible capacité de mise en œuvre au sein du secteur peut retarder l'exécution des projets.
- La mise en œuvre du Plan d'action de réinstallation (PAR) est une phase critique de chaque projet.
- Le suivi de la gestion des actifs fixes au sein de JIRAMA est essentiel..

Soutien en cours et planifié du GBM :

- Le Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'énergie de Madagascar (PAGOSE) (P151785) est en cours d'exécution. Il soutient la performance opérationnelle de l'entreprise publique nationale productrice d'électricité JIRAMA, ainsi que fiabilité de la fourniture d'électricité dans le domaine du projet.
- Le Projet de Développement à moindre coût de l'accès aux services électriques (LEAD) à Madagascar (P163870) est en cours d'exécution. Il soutient (i) des investissements rentables et prioritaires d'extension et de densification du réseau, (ii) le Fonds de développement des marchés hors réseau (OMDF) qui apporte des fonds de roulement et une aide basée sur les résultats (OBA) aux prestataires solaires hors réseau et aux institutions financières éligibles (iii) l'électrification hors réseau des établissements de santé.
- Le Projet de Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) (P178701) est en cours de préparation. Il vise à accroître l'accès aux services d'énergie renouvelable et numériques en soutenant à la fois l'offre et la demande, et en misant sur les synergies entre les deux secteurs.
- L'eau étant un problème majeur dans le sud de Madagascar, la possibilité d'un gros investissement multisectoriel est en cours d'étude. Un investissement transformationnel dans les secteurs en amont de la rivière Mandrare bénéficierait à l'agriculture, à l'approvisionnement en eau, à l'environnement et à l'énergie, entre autres.
- Le Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural (P166526) est en cours d'exécution. Il est axé sur la réfection de tronçons de la RN44 et de la RN12A, ainsi que de routes de desserte associées, et sur la connectivité numérique. Jusqu'à présent, 40 km de la RN44 ont été achevés, tandis que les travaux en cours concernent la phase 2 de la RN44 et la RN12A.
- Le Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar (RSSP) (P176811) est en cours d'exécution. Il soutient les efforts du gouvernement pour améliorer l'entretien du réseau routier primaire, ainsi que la mise en œuvre d'un plan national pour la sécurité routière. Après les dommages occasionnés par les cyclones en 2022, la CERC du RSSP a été activée pour 100 millions de dollars afin de restaurer les routes, le réseau ferroviaire et l'accès à l'électricité. Un financement supplémentaire était en cours de préparation au début de l'exercice 2023 afin de renflouer le projet d'origine et lui permettre de répondre à ses objectifs.
- Le Projet Connecter Madagascar pour une croissance inclusive (P173711) est en cours d'exécution. Il vise à remettre en état la RN10 (400 km) qui est la principale route desservant le Sud affecté par la famine, mais aussi 100 km de la RN31. Le projet améliorera aussi 500 km de routes de desserte dans le voisinage de la RN10 et de la RN31.
- Le Programme de Connectivité nationale de Madagascar est en cours de préparation. Il vise à poursuivre la réfection des principales routes nationales tout en améliorant la performance des autres modes de transport, dans l'éventualité où des réformes satisfaisantes seraient appliquées.
- Un Projet de Connectivité maritime régionale est en cours de préparation. Il s'efforcera d'améliorer la connectivité maritime de l'Afrique de l'Est, avec un accent particulier sur les îles de l'Océan indien, dont Madagascar.
- La Banque mondiale est également engagée dans l'appui à des réformes de tous les modes de transport (routier, ferroviaire, maritime, aérien et urbain) par le biais de projets en cours et/ou de dialogue politique.

Risques majeurs et atténuation : Mes risques principaux identifiés sont toujours les risques politiques et de gouvernance, particulièrement en période électorale (fin 2023). Les réformes devraient se ralentir à l'approche de l'échéance électorale, et l'incertitude pesant sur la stabilité politique et sociale pourrait dissuader les investisseurs et les entrepreneurs de s'engager dans des projets d'infrastructure.

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Objectif 1.3.1 du CPF : Population rurale ayant accès à une route en toutes saisons (dont les femmes) dans des régions cibles **Référence (2022) :** 710 000 (dont 358 000 femmes) [1] **Objectif (2027) :** 2 200 000 (dont 1 116 000 femmes) [2] ***Source :*** *Agence routière* **Objectif 1.3.2 du CPF :** Améliorer l'accès aux services d'électricité, mesuré par la part de la population ayant accès aux services d'électricité grâce à des solutions rattachées au réseau et hors réseau (pourcentage) **Référence (2021) :** 30 **Objectif (2027) :** 43 ***Source :*** *Ministère en charge de l'énergie – MEH (analyse géospatiale)* **Objectif 1.3.3 du CPF :** Améliorer l'accès à l'eau, mesuré par le nombre de personnes bénéficiant d'un accès aux services de l'eau (nombre) **Référence (2022) :** 94 600 **Objectif (2027) :** 1 013 000 ***Source :*** *JIRAMA et rapports des ingénieurs chargés de la supervision. Ministère en charge de l'eau, Communes, SLC.*	**ISP 1.3.1 :** Routes nationales remises en état (kilomètres) **Référence (2022) :** 40 km **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 300 km remis en état ***Source :*** *Rapports des projets participants (P166526 ; P173711)* **ISP 1.3.2 :** Routes de desserte remises en état en respectant les normes nationales de conception technique résilientes au climat (kilomètres) **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 200 ***Source :*** *Rapports P173711 et P174684* **ISP 1.3.3 :** Nouvelles connexions au réseau par an (nombre) **Référence (2021) :** 16 985 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 30 000 ***Source :*** *JIRAMA* **ISP 1.3.4 :** Total des nouveaux accès à l'électricité par le biais de connexions hors réseau (nombre) **Référence (2022) :** 55 645 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 300 000 ***Source :*** *OMDF* **ISP 1.3.5 :** Nouvelles connexions à l'eau par an (nombre) **Référence (2021) :** 8 635 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 15 000 ***Source :*** *JIRAMA* **ISP 1.3.6 :** Capacité de production d'eau générée par le Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau (mètres cubes) **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 40 000 ***Source :*** *JIRAMA et rapports des ingénieurs chargés de la supervision*	**Financement en cours** ▪ Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'énergie à Madagascar (ESOGIP) – PAGOSE (P151785) ▪ Madagascar – Projet de Développement de l'accès à l'électricité à moindre coût – LEAD (P163870) ▪ Pôles Intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-2 (P164536) ▪ Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural (P166526) ▪ Programme Connecter Madagascar pour une croissance inclusive (P173711) ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477) ▪ Projet de Transformation économique de Madagascar pour une croissance inclusive (P174684) ▪ Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar (P176811) ▪ Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056) ▪ Programme de résilience des systèmes alimentaires pour l'Est et le Sud de l'Afrique (P178566) **Financement en réserve** ▪ Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (DECIM) (P178701) ▪ Financement additionnel du Projet de Développement durable du secteur routier (P178924) ▪ Programme de Connectivité nationale de Madagascar (P179176) **SCA** ▪ Évaluation de la pauvreté de Madagascar (P177968) ▪ AT secteur minier Madagascar ▪ Suivi économique de Madagascar (réserve de projets) ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar (réserve de projets) **FT** ▪ Infrastructure écologique et résiliente pour le Sud de Madagascar **Services de conseil du portefeuille de l'IFC** ▪ 601276, Scaling Solar – secteur de l'énergie ▪ 606192, Toliara Upstream **Réserve de services de conseil de l'IFC** ▪ 601276, Madagascar Solar **Services d'investissement de portefeuille de l'IFC** ▪ 36882, FCS RE – Ravinala – secteur du transport **Services d'investissements prévus de l'IFC** ▪ 601276, Madagascar Solar ▪ 1042205, Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe – secteur de l'énergie ▪ 779764, Madarail SA – secteur du transport ▪ 46140, Airtel **Programme MIGA** **Couverture en cours des garanties** ▪ Aéroport Ravinala (13482)

RÉSULTAT DE HAUT NIVEAU 2 (HLO2) : AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DU CAPITAL HUMAIN		
INDICATEURS DE RÉSULTAT DE HAUT NIVEAU	**SOURCE DES DONNÉES**	**VALEUR ACTUELLE**
1.Indice du capital humain 2.Taux de retard de croissance de l'enfant	Indicateurs de développement mondial Indicateurs de développement mondial	0.4 (2020) 39.8% (2021)

Description du Résultat de haut niveau : Le développement économique de Madagascar est tributaire de l'investissement dans le capital humain. Pour réussir la transformation structurelle et éloigner les actifs des activités à faible productivité de l'agriculture de subsistance et du secteur informel, et mieux encore, leur faire intégrer l'économie mondiale numérique et connectée, il est nécessaire que ces personnes soient suffisamment en bonne santé pour apprendre et posséder les compétences de base adéquates pour s'adapter à une nouvelle économie. En cas de réduction immédiate du déficit existant dans la santé et l'éducation à Madagascar, les gains de productivité entraîneraient un quasi-doublement du PIB par habitant d'ici 2050, selon une estimation directe.

Explications : Pour réduire la pauvreté et les inégalités, et stimuler la prospérité partagée, il est vital d'investir dans le capital humain. De récentes simulations montrent que le taux de pauvreté à Madagascar serait inférieur de 70 % en 2050, selon le scénario de référence. La protection et le renforcement du capital humain constituent un élément vital de l'état de préparation et de la résilience face aux chocs, y compris les épidémies et le changement climatique. Avec 4,3 enfants par femme en 2021, la fertilité reste très élevée et irrégulièrement distribuée sur le territoire et entre les groupes de revenus. Elle est favorisée par un grand nombre de mariages d'enfants et de grossesse d'adolescentes (31,1 % au niveau national en 2021). Les ménages dirigés par des femmes sont généralement plus à risque d'être pauvres et vulnérables. Une réduction rapide de la fertilité, associée à des améliorations dans l'éducation et l'accès aux emplois, est cruciale pour accroître les investissements dans l'enfance et obtenir de futurs ratios de dépendance favorables. La violence basée sur le genre est également élevée. On estime que 28 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles, et 13 % et 40,3 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant l'âge de 15 ans et 18 ans, respectivement. Il est nécessaire de conclure à grande échelle des engagements ciblant les populations difficilement accessibles, ainsi que des systèmes évolutifs incluant le développement des jeunes enfants et la qualité de l'éducation et des services de santé (ainsi que leur accès). Il faut également améliorer l'environnement d'apprentissage par un accès aux services de base dans les écoles, en particulier l'eau et l'assainissement qui se répercutent directement sur la nutrition. Ces efforts amélioreront la couverture des services pour les plus pauvres en renversant les pertes d'apprentissage, et augmenteront l'engagement en faveur du développement des jeunes enfants. Ils généreront également une amélioration du niveau scolaire, de la santé procréative et de l'inclusion économique des filles et des jeunes femmes défavorisées de Madagascar. L'accélération de la création d'emplois, particulièrement dans le secteur formel, associée à des actions visant à accroître la productivité de la majorité de la population impliquée dans des activités productives informelles de faible qualité, sera cruciale pour modifier la trajectoire de croissance du pays.

Engagement du GBM : Les projets et les SCA venant en appui de l'objectif 2 incluent le Projet de filets sociaux de sécurité (P149323 ; 315 millions de dollars), le Projet d'appui à l'éducation de base (P160442 ; 125 millions de dollars), le Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé (P17684 ; 141 millions de dollars), le GPSA Madagascar (Projet de Renforcement du co-engagement entre la communauté et la municipalité pour un meilleur service de santé de base ; P172393), le Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase (P160848 ; 100 millions de dollars) ; le Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477 ; 220 millions de dollars), et le Projet de Préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903 ; 100 millions de dollars). Les SCA incluent les Indicateurs de prestation de services de Madagascar – série 2 – secteur de l'éducation de Madagascar – le Projet de Renforcement des capacités de gestion des finances publiques (2106637) et l'Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique. Pendant la période du CPF, il est envisagé d'inclure dans ce Programme pour le capital humain la phase 2 de l'Approche programmatique multiphase (MPA) pour l'Amélioration des résultats nutritionnels (P175110 ; 85 millions de dollars), le Projet régional Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est (P176393 ; projet régional dont 180 millions de dollars sont alloués à Madagascar), ainsi que le Projet pour le Développement du capital humain (P176393 ; 300 millions de dollars). **ODD associés** : ODD1, ODD2, ODD3, ODD4, ODD5

1 400 000 (dont 200 000 femmes) avec le P173711 ; 310 000 (dont 158 000 femmes) avec le PACT.

2 620 000 (dont 316 000 femmes) avec le PACT ; 1 600 000 (dont 800 000 femmes) avec le P173711.

OBJECTIF 2.1 DU CPF : ACCROÎTRE L'ACCÈS À DES SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ DE QUALITÉ

Logique d'intervention : Pour assurer une amélioration du capital humain, l'accès à des services d'éducation et de santé de qualité est essentiel. Des progrès importants ont été réalisés, que ce soit une hausse du financement durable et décentralisé des équipements de santé et des écoles, ou la mise en place de normes nationales et de tests pour les enseignants et les professionnels de santé susceptibles de se répercuter sur la qualité du service et l'accessibilité pour tous les Malgaches. Les engagements en faveur de l'amélioration de la prestation des services cibleront les populations difficilement accessibles et les systèmes évolutifs incluant une meilleure qualité de service et résilience, et le développement des jeunes enfants. Dans l'éducation, les priorités incluent la qualification des enseignants (SDI, PASEC), leur recrutement et leur affectation dans des régions éloignées (SDI, GEPD), l'infrastructure, la langue d'enseignement (PASEC2019). Les niveaux communautaires et primaires du système de santé doivent garantir la prestation d'un ensemble de services préventifs et curatifs essentiels qui forment la base d'un système de santé résilient et performant ; l'accès à l'éducation préscolaire ainsi que la transition vers le secondaire sont aussi prioritaires. Le renforcement de l'obligation de rendre des comptes, et l'amélioration de la disponibilité de ressources financières et humaines qualifiées au niveau local faciliteront l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : Selon l'indice du capital humain (ICH) 2020[3] , le niveau de productivité qu'un enfant né aujourd'hui à Madagascar peut espérer atteindre à l'âge adulte sera égal à 39 % de ce qu'il aurait pu atteindre s'il avait suivi une scolarité complète et bénéficié d'une bonne santé.[4] À Madagascar, plus de 90 % des élèves arrivent à l'école sans posséder les compétences générales indispensables pour progresser efficacement pendant les premières années de la scolarité. Cette situation génère de faibles performances d'apprentissage des élèves de grade 1 (première année). Seuls 5,4 % des élèves obtiennent 80 % ou plus lors de l'évaluation réalisée sur les quatre matières clés. Elle est couplée à la faiblesse des connaissances et des compétences pédagogiques des enseignants. Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, la certification « Ami de WASH » appliquée dans les écoles et soutenue par la Banque mondiale inclut des sets sur le changement de comportement et l'hygiène qui viennent directement en appui de l'environnement d'apprentissage des filles, tout comme la prestation de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH en anglais) gérés avec sûreté dans les locaux scolaires. Le retard de croissance (malnutrition chronique) affecte quatre enfants sur dix âgés de moins de cinq ans à Madagascar (estimation de 1,7 million d'enfants), ce qui en fait l'un des taux les plus élevés au monde.[5] De la même façon, bien que les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans et les taux de survie des adultes se soient améliorés depuis 2010, ils demeurent en queue de peloton mondial. La faible prestation des services s'explique principalement par le sous-financement chronique du personnel (médecins et infirmiers ; enseignants) et des travailleurs de première ligne. Le système de santé primaire ne possède ni les ressources humaines qualifiées ni les ressources financières pour mener à bien les fonctions de base. Les crises multiples associées à la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et les chocs météorologiques dus au changement climatique compromettent la sécurité alimentaire et menacent de remettre en cause les progrès réalisés dans le pays en matière de développement de l'économie et du capital humain.

Leçons apprises et nouvelles connaissances :

- La décentralisation du financement des établissements de santé primaire favorise l'amélioration de la qualité des services.
- Les interventions multisectorielles ciblées (protection sociale, nutrition, santé, éducation, etc.) maximisent les bénéfices et les répercussions sur le développement humain.
- Les services de développement de la petite enfance, éléments essentiels du renforcement du capital humain, peuvent être efficacement valorisés par des interventions de programme social de sécurité, particulièrement par le biais de mesures d'accompagnement renforcées et d'interventions visant à faire évoluer le comportement.
- Les évaluations d'impact montrent que les programmes phares de filet sociaux de sécurité en cours, ciblés sur la pauvreté (transfert d'espèces pour le développement humain, programme de protection fondé sur des activités productives) peuvent réduire la pauvreté, améliorer le bien-être et promouvoir les performances de développement.
- Un système de protection sociale intégré stimulera le développement communautaire en favorisant la participation de la population active, en créant des perspectives d'emploi et en développant les compétences productives des populations pauvres.
- De meilleures interventions de protection sociale amélioreront l'autonomisation des femmes en leur procurant plus de ressources, et en renforçant leurs capacités de prise de décision et leurs compétences techniques.
- Pour protéger le capital humain et renforcer la résilience, il est tout aussi important d'incorporer des interventions aidant les pauvres et favorisant la protection sociale dans les zones urbaines que d'élargir les interventions de protection sociale dans les zones rurales.

---

3 https://worldbankgroup.sharepoint.com/sites/wbsites/HumanCapital/Documents/HCI Index 2020 by region and country/Sub-Saharan Africa - East/HCI_2pager_MDG.pdf – ICH 2020 : Fiches pays par région – Afrique de l'Est – Madagascar

4 http://mics.unicef.org/ – Madagascar MICS (enquête par grappes à indicateurs multiples) 2018, sauf taux de retard de croissance issu de l'Enquête Démographique et de Santé 2021.

5 UNICEF, OMS et le Groupe de la Banque mondiale, Niveaux et tendances de la malnutrition infantile (2019). Madagascar se classait huitième mondial en 2019.

Soutien en cours et planifié du GBM : La Banque mondiale dispose d'un large portefeuille qui s'efforce d'améliorer la qualité des services sociaux, notamment le Projet de soutien à l'éducation de base (P160442) (125 millions de dollars) qui vise à améliorer l'apprentissage et le passage dans la classe supérieure dans les deux premiers sous-cycles de l'éducation de base, avec une priorité à l'alphabétisation et à l'acquisition des notions de calcul de base lors des premières années. Ces compétences essentielles jouent un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté d'apprentissage. Le Projet de Renforcement du co-engagement entre la communauté et la municipalité pour un meilleur service de santé de base (P172393) cherche à améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé par le biais de mécanismes de responsabilité sociale collaborative dans des centres de santé de base ciblés et dans l'ensemble de la chaîne de prestations de services de santé de l'île. La nutrition présente toujours un énorme défi pour le pays. Le problème est traité par le biais de l'approche programmatique multiphase (MPA) d'amélioration des résultats de la nutrition (P160848 ; 100 millions de dollars). La seconde MPA (P175110 ; 85 millions de dollars) cherche à accroître l'utilisation d'un ensemble d'interventions ciblant la santé et la nutrition reproductives, maternelles et infantiles, mais aussi à améliorer les comportements clés de nutrition permettant de réduire le retard de croissance dans les régions ciblées, et d'apporter une réponse immédiate et efficace à une crise ou à une urgence éligibles. Les crises récurrentes, dont la sécheresse, les cyclones et autres catastrophes qui menacent les services sociaux, sont prises en compte par le Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477) qui cherche à accroître l'accès aux services de l'eau dans la région du Grand Antananarivo et dans certaines villes secondaires. Le projet vise aussi à améliorer la capacité du secteur de l'eau, tout comme le Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903 ; 134,9 millions de dollars) dont l'objectif est de renforcer la capacité transversale de préparation et de réponse aux pandémies, et d'améliorer la prestation des services de santé de base et la qualité des soins. Le projet est conçu pour être complémentaire d'un Projet régional de Préparation aux pandémies en cours de définition. Le pays, conscient des charges que les femmes et les filles supportent, cherche à améliorer les résultats scolaires, la santé reproductive et l'inclusion économique des filles et des jeunes femmes défavorisées de Madagascar grâce à un Projet régional d'Autonomisation des femmes en réserve, en cours de préparation.

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif du CPF 2.1.1 : Améliorer le taux de préscolarisation **Référence (2021) :** 42,2 % (année scolaire 2021-2022) **Objectif (2027) :** 45,0 % ***Source :*** *Annuaire statistique du ministère de l'Éducation* **Indicateur de l'objectif du CPF 2.1.2 :** Augmenter la part d'élèves terminant l'école primaire **Référence (2021) :** 53,1 % (année scolaire 2021-2022) **Objectif (2027) :** 65,0 % ***Source :*** *Annuaire statistique du ministère de l'Éducation* **Indicateur de l'objectif du CPF 2.1.3 :** CSB (Centres de santé de base) respectant les normes nationales révisées (pourcentage) **Référence (2022) :** 0 (PPSB) **Objectif :** 50 (2026)	**ISP 2.1.1 :** Nombre d'enseignants formés à enseigner la lecture, l'écriture et les mathématiques dans les grades 1 et 2. **Référence pour l'écriture (2021) :** 28 953 enseignants formés à enseigner les compétences générales en lecture, écriture et mathématiques **Objectif au stade de la RPA (2025) :** Env. 37 000 ***Source :*** *Suivi et évaluation PAEB* **ISP 2.1.2 :** Nombre d'éducateurs préscolaires sélectionnés et formés **Référence pour l'écriture (2021) :** 780 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 4 200 ***Source :*** *Suivi et évaluation PAEB* **ISP 2.1.3 :** Proportion de CSB dans les zones prioritaires qui ont pourvu des postes médicaux et paramédicaux conformément aux normes des RH (pourcentage) **Référence :** (2022) : 0 (PPSB) **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 65	**Financement en cours** ▪ Projet d'appui à l'éducation de Base à Madagascar (PAEB – 160442) (125 millions de dollars) ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité (P149323 ; 315 millions de dollars) ▪ Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé (P17684 ; 141 millions de dollars) ▪ GPSA Madagascar : Projet de Renforcement du co-engagement entre la communauté et la municipalité pour un meilleur service de santé de base (P172393) ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477) ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase (PARN 1 – P160848 ; 100 millions de dollars) ▪ Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (PPSB — P174903, 134,9 millions de dollars) ▪ Phase 2 de la MPA pour l'Amélioration des résultats nutritionnels (P175110 ; 85 millions de dollars) ▪ Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé (P17684 ; 141 millions de dollars) ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité (P149323 ; 315 millions de dollars) ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase – P160848 ; 100 millions de dollars ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477) **Financement en réserve** ▪ Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est (P176393 ; projet régional dont 180 millions de dollars sont alloués à Madagascar) ▪ Nouveau Projet de protection sociale **SCA en cours** ▪ Indicateurs de prestation de services dans l'éducation ▪ Madagascar – Renforcement des capacités de Gestion des finances publiques (2106637) ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique

OBJECTIF 2.2 DU CPF : PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES

Logique d'intervention : Il est fondamental d'investir dans l'autonomisation des femmes et des filles afin d'exploiter le potentiel de capital humain de Madagascar et d'encourager une croissance économique durable. Une faible scolarisation, en particulier chez les femmes, perpétue la faiblesse de la scolarisation et de la santé chez les enfants. Il est également vital de réduire la fertilité. La croissance de la population dépasse la croissance économique, entretenant ainsi le cycle de la pauvreté qui affecte de façon disproportionnée les familles les plus pauvres et les femmes les moins éduquées. Les grossesses précoces et le faible espacement entre les naissances sont associés à davantage de mortalité maternelle et néonatale ; sans nutrition adaptée, les jeunes enfants sont plus susceptibles de présenter un retard de croissance, leur cerveau ne se développe pas correctement, et ils ne sont pas bien équipés pour s'épanouir et réussir. Le gouvernement souhaite recueillir tous les bénéfices du dividende démographique en améliorant son capital humain et l'autonomisation des femmes. La VBG, en particulier la violence entre partenaires intimes et le mariage des enfants, est élevée à Madagascar. On estime que 28 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques ou sexuelles, et 13 % et 40,3 % des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant l'âge de 15 ans et 18 ans, respectivement. Le mariage d'enfants est particulièrement élevé dans le Sud. Cet objectif sera axé sur une réduction rapide de la fertilité ; le renforcement de la prévention de la VBG et les services associés, y compris les abus dans les écoles et le mariage d'enfants ; la promotion d'un accès renforcé à l'éducation et au développement des compétences, et l'autonomisation économique, ainsi que l'accès aux services de santé procréative. À l'appui de cet objectif important, un programme régional majeur d'autonomisation des femmes et des filles en Afrique de l'Est et Afrique australe sera mis en œuvre à Madagascar. Son objectif sera de lutter de façon holistique contre les obstacles à l'autonomisation des femmes et des filles.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : Seules 5 % des femmes ont terminé l'enseignement secondaire, et une fille sur quatre a quitté l'école au cours du premier cycle du secondaire. Des disparités considérables sont relevées entre les zones rurales et urbaines en termes d'accès, de résultats d'apprentissage et d'achèvement du niveau secondaire. Par exemple, moins de 1 % des filles terminent le premier cycle d'enseignement secondaire dans les zones rurales contre 40 % des filles dans les zones urbaines. L'une des principales raisons de cet écart est le manque d'accès à une éducation de qualité dès la petite enfance. Les taux élevés de VBG affectent l'accès à l'éducation des femmes et des filles, ainsi que leur santé et leurs opportunités économiques.

Leçons apprises et nouvelles connaissances :

- Les enseignantes sont moins susceptibles (10 points de pourcentage de moins) d'être présentes dans la salle de classe que leurs collègues masculins
- L'augmentation des années de scolarisation des filles favorise la baisse du taux de fertilité.
- L'accès à une eau de bonne qualité, à l'assainissement et à des infrastructures et des services de gestion de l'hygiène menstruelle dans les écoles, associé à des mallettes pédagogiques, contribue à diminuer l'absentéisme des filles.
- Les normes de genre néfastes comptent parmi les facteurs clés du mariage d'enfant.

Soutien en cours et planifié du GBM : Le portefeuille actif se compose du Financement additionnel – Projet d'appui à l'éducation de base à Madagascar (P172051), de la 1re et 2e phase de la MPA d'Amélioration des résultats de la nutrition (P160848 et P175110), ainsi que du Projet de Préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903). Dans la réserve en cours de préparation se trouve le Projet pour l'Autonomisation des femmes et des filles en Afrique de l'Est et en Afrique australe (P179293).

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur 2.2.1 : Nombre de femmes et de filles bénéficiant de services associés à la VBG **Référence (2022) :** 0 **Objectif (2027) :** 500 000 **Indicateur de l'objectif 2.2.2 :** Augmentation de la part des élèves terminant le premier cycle de l'enseignement secondaire (filles) **Référence (2021) :** 34,5 % (année scolaire 2021-2022) **Objectif (2027) :** 30.0 % ***Source :*** *Annuaire statistique du ministère de l'Éducation* **Indicateur de l'objectif 2.2.3 :** Pourcentage d'adolescentes non mariées avant l'âge de 18 ans grâce aux activités de prévention du mariage d'enfant. **Référence (2022) :** 0 **Objectif (2027) :** 40 % de filles participant aux activités de prévention du mariage d'enfant	**ISP 2.2.1 :** Adolescents utilisant des méthodes de contraception modernes (nombre) **Référence (2022) :** 374 053 (PPSB) **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 409 929 (Préparation à la pandémie PPSB – pour les régions ciblées par le Projet).	**Financement en cours** ▪ Projet d'appui à l'éducation de base à Madagascar (160442) (125 millions de dollars) ▪ Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903 ; 134,9 millions de dollars) ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase – P160848 ; 100 millions de dollars) ▪ Phase 2 de la MPA pour l'Amélioration des résultats nutritionnels (P175110 ; 85 millions de dollars) **Financement en réserve** ▪ Projet pour l'Autonomisation des femmes et des filles en Afrique de l'Est et en Afrique australe (P179293) **SCA en cours** ▪ Indicateurs de prestation de services dans l'éducation

OBJECTIF 2.3 DU CPF : AMÉLIORER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉDUIRE LE RETARD DE CROISSANCE

Logique d'intervention : L'objectif est de satisfaire les besoins alimentaires immédiats, de s'attaquer aux enjeux structurels sous-jacents de l'insécurité alimentaire, mais aussi de réduire la vulnérabilité des bénéficiaires face aux événements climatiques, aux crises et aux conflits imprévisibles. Il sera axé sur la réduction des retards de croissance à partir d'approches multisectorielles et d'appui au changement de comportement. L'accès à de meilleurs services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène a prouvé son efficacité sur la réduction de l'incidence des maladies diarrhéiques, ce qui en échange contribue à améliorer les résultats nutritionnels et à baisser le taux de retard de croissance chez les enfants. Le soutien du GBM s'est avéré essentiel dans la lutte contre le retard de croissance.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : En 2021, Madagascar rejoignait pour la première fois Haïti, le Nigeria, le Soudan du Sud, le Yémen et 23 autres pays particulièrement fragiles sur le plan de la sécurité alimentaire qui luttent pour se nourrir. La vulnérabilité aiguë et en hausse de Madagascar face au changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes – particulièrement les cyclones, les inondations et la sécheresse, amplifiée par la perte accélérée des écosystèmes et la dégradation des ressources naturelles – déstabilise l'agriculture et les systèmes alimentaires du pays, et menace la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes. À Madagascar, les taux de malnutrition chronique et de retard de croissance figurent parmi les plus élevés au monde (70 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition),[6] ce qui handicape gravement le capital humain et empêche le développement économique.[7] L'amélioration des résultats nutritionnels et la réduction du retard de croissance jouent un rôle essentiel dans l'amélioration des résultats d'apprentissage et de développement des enfants, et la sauvegarde et le renforcement du capital humain. Le renforcement et la diversification des systèmes alimentaires améliorent la sécurité alimentaire et l'accès des ménages à une alimentation plus variée et plus riche en nutriments. Le GBM soutient cet objectif en renforçant l'accès des agriculteurs à des technologies et des pratiques qui s'adaptent au changement climatique (notamment des semences améliorées), au financement agricole, à la sécurité foncière, à des services d'irrigation de qualité et à des infrastructures permettent la commercialisation (routes, entrepôts), à des outils d'aide à la décision (tels que l'information sur la météo et les services d'agro-conseil), et enfin la promotion d'une coopération régionale et d'échanges alimentaires intrarégionaux accrus. Ces interventions seront complétées par des investissements dans les services WASH permettant de diminuer l'incidence des maladies diarrhéiques et d'améliorer les résultats nutritionnels au fil du temps.

6 Enquête démographique et sanitaire 2021.

7 Programme alimentaire mondial, Madagascar. https://www.wfp.org/countries/madagascar

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif 2.3.1 : Personnes ayant bénéficié de services essentiels en termes de santé, nutrition et population **Référence (2022) :** 1 875 461 (soutien actuel de la PARN 1 dans 9 régions) **Objectif (2026) :** 3 461 100 ***Source PARN2*** **Indicateur de l'objectif 2.3.2 :** Réduction du nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les zones ciblées par les projets (pourcentage) **Référence (2022) :** 0 **Objectif (2027) :** 5 ***Source :*** *PRSA* **Indicateur de l'objectif 2.3.3 :** Réduction du nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance (national) : **Référence (2021) :** 39,8 % **Objectif (2027) :** 35 %	**ISP 2.3.1 :** Personnes ayant bénéficié de services essentiels en termes de santé, nutrition et population **Référence (2022) :** 1 875 461 (soutien actuel de la PARN 1 dans 9 régions) **Objectif (2026) :** 3 461 100 ***Source PARN2*** **ISP 2.3.2 :** Pourcentage de nourrissons âgés de 0 à 5 mois exclusivement allaités (régions soutenues par PARN 2) **Référence (2022) :** 54,4 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 58,4 **ISP 2.3.3 :** Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant 5 des 8 groupes d'aliments recommandés **Référence (2022) :** 20 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 30 **ISP 2.3.4 :** Nombre supplémentaire d'élèves ayant accès à un meilleur système d'assainissement à l'école **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 115 000 **ISP 2.3.5 :** Évolution du score de diversité alimentaire du ménage parmi les ménages bénéficiaires ciblés. **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 25	**Financement en cours** ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase (P160848 ; 100 millions de dollars) ▪ GPSA Madagascar : Projet de Renforcement du co-engagement entre la communauté et la municipalité pour un meilleur service de santé de base (P172393) ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477) ▪ Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903 ; 134,9 millions de dollars) ▪ Phase 2 de la MPA pour l'Amélioration des résultats nutritionnels (P175110 ; 85 millions de dollars) ▪ Projet d'appui aux Moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (MIONJO) – P171056 ▪ Programme de résilience des systèmes alimentaires pour l'Est et le sud de l'Afrique (P178566) ▪ **Financement en réserve** ▪ Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est (P179293 ; projet régional dont 180 millions de dollars sont alloués à Madagascar) ▪ Projet de productivité rurale et de résilience des moyens de subsistance **SCA en cours** ▪ Indicateurs de prestation de services de Madagascar – Série 2 – secteur de l'éducation

RÉSULTAT DE HAUT NIVEAU 3 (HLO3) : RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE FACE AUX CHOCS		
INDICATEURS DE RÉSULTAT DE HAUT NIVEAU	**SOURCE DES DONNÉES**	**VALEUR ACTUELLE**
1.Ratio recettes fiscales/PIB 2.Classement Indice mondial de risque climatique 3.Couverture du système de protection sociale (% de la population	Indicateurs de développement mondial	10.5% (2019)

Description du Résultat de haut niveau : L'histoire de Madagascar est traversée par des crises qui effacent tous les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté. Même si la croissance économique décolle et qu'elle s'avère plus inclusive, la vulnérabilité du pays face aux chocs – macrofiscaux, climatiques, sanitaires, etc. – requiert une attention constante. Et plus précisément, il faut surveiller la résilience de la population face à ces crises.

Explication : le troisième HLO sera consacré à cet aspect – Le renforcement de la résilience des communautés vulnérables face à une variété de chocs contribuera à préserver les progrès réalisés grâce à la croissance inclusive. La résilience concerne autant les populations et les institutions que les systèmes.

Engagement du GBM : Les financements en cours incluent le Projet PRODIGY, le Projet de Gestion des risques de catastrophe et Financement à l'appui des politiques de développement avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO) – P167941, le Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056), le Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903), le Programme de financement de la transition vers la cuisson propre à l'éthanol de Madagascar (P154698), le Projet d'appui du GEF à l'agriculture durable par une approche paysage (P154698), le Programme de réduction des émissions de carbone Atiala-Atsinanana (P167725). Les projets en réserve incluent la série de Financements à l'appui des politiques de développement (DPF) multisectoriels ou le Prêt-programme pour les résultats (P4R) et les réformes portant sur la Gestion des finances publiques (GFP). Les SCA viennent en appui de l'Examen des dépenses publiques et des institutions, de la Revue de l'urbanisation à Madagascar – diffusion (P174676), du Rapport national sur le climat et le développement de Madagascar (CCDR), du Projet de Préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903), de l'Analyse environnementale pays pour Madagascar – diffusion (P177018), de la Revue de l'urbanisation de Madagascar – diffusion (P174676)

ODD associés : ODD11, ODD12, ODD13, ODD14, ODD15

OBJECTIF 3.1 DU CPF : ÉLARGIR LA MARGE DE MANŒUVRE BUDGÉTAIRE POUR LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

Logique d'intervention : Les interventions du CPF seront axées sur la prise en charge des faiblesses et des vulnérabilités majeures dans la gestion des finances publiques afin de restaurer la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour les dépenses prioritaires, ainsi que la capacité de répondre aux chocs macroéconomiques. Parmi les priorités politiques figurent le renforcement des systèmes de gestion des investissements publics (notamment l'adaptation et la résilience climatique), le renforcement de l'exécution budgétaire, l'élargissement de la base fiscale, l'amélioration de la transparence et de la responsabilité, et la maîtrise des risques fiscaux.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : La marge de manœuvre budgétaire consacrée aux dépenses prioritaires et à l'absorption des chocs est structurellement freinée par une faible base de revenus, des dépenses inefficaces, des contraintes de capacité et des faiblesses institutionnelles. Alors que des progrès ont été réalisés au cours du CPF des exercices 2017-2021 en termes de mobilisation des revenus, gestion de la dette et transparence budgétaire, les difficultés se sont intensifiées ces dernières années. Les décisions d'investissement deviennent de plus en plus centralisées et opaques ; les transferts, les subventions et les exemptions fiscales mal ciblés gagnent en importance, et les procédures d'exécution budgétaire se sont compliquées. Le rapport 2021 de la Cour des comptes a également mis en lumière des faiblesses majeures dans la chaîne des dépenses et les contrats de passation des marchés publics lors des situations d'urgence. Les interventions utiliseront un mix de financement des projets d'investissement (FPI) et d'opérations d'aide budgétaire (financements à l'appui des politiques de développement, DPF), ainsi qu'une assistance technique ciblée adaptée aux environnements à faible capacité, ce qui permettra de résoudre ces difficultés. En particulier, les projets et les SCA soutiendront la gouvernance numérique, une meilleure gestion des investissements, un renforcement des systèmes d'information financière, un meilleur contrôle des dépenses publiques et des établissements publics, et une amélioration des systèmes de gestion du risque fiscal.

Leçons apprises et nouvelles connaissances : Au vu des résultats mitigés enregistrés lors des opérations d'aide budgétaire précédentes, il faudrait envisager des efforts accrus en matière de mise en œuvre politique et stratégies de retrait lorsque les engagements des réformes ne peuvent pas être assurés dans les DPF, par exemple en recentrant les interventions par des FPI plus ciblés. L'engagement se basera sur les conclusions et les recommandations de l'Examen des dépenses publiques et des institutions (EDPI) 2022 concernant la viabilité du budget et de la dette, les systèmes de gestion des investissements publics, la décentralisation et la gestion des ressources humaines dans les secteurs sociaux, et l'exécution budgétaire. Les interventions dresseront le bilan des difficultés des réformes précédentes et des contraintes d'économie politique.

Soutien en cours et planifié du GBM : Parmi les projets et SCA soutenant l'objectif 3.1 figurent le Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy (PRODIGY), l'Examen des dépenses publiques et des institutions 2022, une assistance technique potentielle pluriannuelle sur la Gestion des investissements publics, une assistance technique en temps voulu pour les réformes clés de Gestion des finances publiques et transparence budgétaire, une nouvelle évaluation de la performance en matière de gestion de la dette publique (DeMPA) et une assistance technique pour instaurer un nouveau système de gestion des risques fiscaux.

Risques majeurs et atténuation : Les intérêts acquis au sein de l'administration, les entreprises d'État et les opérateurs privés peuvent influer et faire aboutir à des réformes creuses. La collusion peut leur permettre d'outrepasser les nouvelles réglementations en toute impunité. Ce risque est susceptible d'augmenter à l'approche des élections.

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif du CPF 3.1.1 : Indice sur le budget ouvert (OBI) **Référence (2021) :** 27/100 **Objectif (2027) :** 45/100 ***Source :*** *Enquête sur le budget ouvert* **Indicateur de l'objectif du CPF 3.1.2 :** Nombre de contribuables qui remplissent leur déclaration et effectuent le paiement sur le portail des impôts **Référence (2022) :** 0 **Objectif (2027) :** 17 500 ***Source :*** *Projet de Gestion des services publics pour la prestation des services (P173178)* **Indicateur de l'objectif du CPF 3.1.3 :** Pourcentage de contrats attribués à l'aide d'appels d'offres concurrentiels **Référence (2022) :** 36,9 **Objectif (2027) :** 55 ***Source :*** *Projet de Gestion des services publics pour la prestation des services (P173178)*	**ISP 3.1.1 :** La loi sur l'accès à l'information adoptée et promulguée en 2021 et le système d'accompagnement des mesures adopté **Référence (2022) :** Non **Objectif au stade de la RPA (2025) :** Oui ***Source :*** *Bulletin national* **ISP 3.1.2 :** Élargissement de la base fiscale à l'aide des registres intégrés des contribuables, et de la déclaration et du paiement des impôts en ligne **Référence (2022) :** Les systèmes fiscaux et les bases de données ne sont pas intégrés. Fonctionnalité limitée du portail des impôts en ligne Objectif au stade de la RPA (2025) : Les systèmes fiscaux et les bases de données sont totalement intégrés. ***Source :*** *Projet de Gestion des services publics pour la prestation des services (P173178)* **Indicateur de l'objectif du CPF 3.1.3 :** Adoption du nouveau Cadre de gestion des investissements publics **Référence (2022) :** Pas de Cadre de gestion des investissements publics (GIP) **Objectif (2027) :** Adoption du cadre GIP	**Financement en cours** PRODIGY **Financement en réserve** Série DPF multisectorielles ou réformes P4R GFP **SCA en cours** Examen des dépenses publiques et des institutions **Réserve de services de conseil de l'IFC** 1048463, Base Toliara Sarl – secteur minier

OBJECTIF 3.2 DU CPF : RENFORCER LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Logique d'intervention : Madagascar est l'un des pays les plus exposés du monde au risque de catastrophe, et les chocs réguliers qui surviennent ont des répercussions négatives sur la croissance et le développement. En raison de sa géographie, de sa topographie et des conditions socio-économiques, Madagascar est particulièrement exposée et vulnérable au changement climatique et aux événements météorologiques extrêmes, les cyclones, les inondations et la sécheresse posant les plus grands risques. Les dommages et les pertes engendrés par les catastrophes génèrent un impact économique et fiscal élevé. Selon les estimations d'une étude de modélisation des risques de catastrophe, Madagascar est confrontée à des pertes annuelles moyennes de 100 millions de dollars à cause des aléas combinés des cyclones et des inondations (et des tremblements de terre). Chaque année, il existe une probabilité de 10 % que les dommages excèdent 240 millions de dollars et une probabilité de 5 % qu'ils dépassent les 600 millions de dollars. Par ailleurs, comme on l'a vu avec la pandémie de COVID-19, les pays doivent se préparer à une grande variété de risques, et Madagascar doit s'appuyer sur le travail réalisé dans le cadre du Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels. Étant donné le profil de risque du pays et sa propension à subir des crises, il est vital qu'il se prépare aux risques de catastrophe et qu'il prenne des mesures d'atténuation.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : L'histoire de Madagascar est pavée de régressions régulières en matière de développement. Ce recul est habituellement un résultat des crises qui sont généralement de nature politique. Toutefois, il existe un lien inhérent entre les différents types de crises qui en fin de compte se manifestent par le biais de soulèvements politiques et de pertes de bien-être économique, particulièrement dans les composantes les plus faibles d'un pays déjà appauvri. Alors que la COVID-19 et les cyclones réguliers prélèvent un lourd tribut, Madagascar doit encore plus axer ses efforts sur la mise en place de mécanismes de réduction des risques et de résilience afin de limiter les pertes de bien-être. Les conséquences du changement climatique étant déjà visibles, la gestion des risques de catastrophe (DRM) devient encore plus urgente, et c'est pour cette raison que ce CPF propose de traiter la DRM, ainsi que la préparation aux pandémies et aux autres dangers.

Leçons apprises et nouvelles connaissances : Les interventions concernant la DRM prennent appui sur des opérations de la Banque mondiale dans des pays du monde entier, notamment le Guatemala, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Pérou, les Philippines et le Sri Lanka. Les enseignements clés suggèrent qu'une intervention réussie doit mettre en adéquation ses actions avec les priorités du gouvernement, et faire concorder le dialogue avec l'assistance technique. Par ailleurs, des réformes multisectorielles permettront d'institutionnaliser une approche globale de la DRM.

Soutien en cours et planifié du GBM : Gestion des risques de catastrophe et Financement à l'appui des politiques de développement à Madagascar avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO) ; Revue de l'urbanisation à Madagascar – diffusion ; Rapport national sur le climat et le développement de Madagascar (CCDR) ; Projet de Préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903)

Risques majeurs et atténuation : Il existe des risques substantiels de ne pas atteindre les objectifs dans ce domaine. Les préoccupations portent plus particulièrement sur (a) la politique/la gouvernance ; (b) la faible capacité institutionnelle ; (c) les risques fiduciaires ; et (d) l'environnement et le social. Afin d'atténuer les risques associés à une faible capacité technique, la Banque mondiale mobilise l'assistance technique tout au long de la mise en œuvre afin de s'assurer que les résultats ciblés sont atteints. Les risques fiduciaires sont atténués par des mesures favorisant la transparence, complétées par un accompagnement coordonné avec d'autres partenaires, et une assistance technique ciblée sur les réformes de la GFP et de l'administration publique, notamment le Projet de Performance du secteur public de la Banque mondiale. Les risques environnementaux et sociaux sont atténués par le cadre législatif existant, les dispositions institutionnelles, et la présence d'institutions telles que l'Office national pour l'environnement, le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes, la Cellule de prévention et de gestion des urgences, ainsi que les entreprises privées qui réalisent des études environnementales et sociales avec une capacité suffisante d'évaluation des risques.

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif du CPF 3.2.1 : Personnes couvertes par les Bureaux régionaux de DRM dans les zones les plus à risque (nombre) : **Référence (2019) :** 900 000 **Objectif (2027) :** 7 000 000 **Indicateur de l'objectif du CPF 3.2.2 :** Le gouvernement a contracté une assurance souveraine couvrant les risques de cyclone tropical conformément à sa stratégie de financement des risques de catastrophe. **Référence (2019) :** Non **Objectif (2027) :** Oui **Indicateur de l'objectif du CPF 3.2.3 :** Pourcentage de nouvelles écoles primaires construites dans le respect des nouveaux codes/réglementations **Référence (2019) :** 0 **Objectif (2027) :** 100 %	**ISP 3.2.1 :** Nombre d'agences humanitaires qui utilisent le système de protection sociale du gouvernement pour répondre aux catastrophes **Référence (2019) :** 1 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 3 **ISP 3.2.2 :** Le Fonds national de contingence est opérationnel, comme l'indique l'adoption d'un manuel des opérations, une allocation budgétaire annuelle, et la publication des déclarations financières vérifiées du Fonds. **Référence (2019) :** Non opérationnel **Objectif au stade de la RPA (2025) :** Opérationnel **ISP 3.2.3 :** Pourcentage du territoire national couvert par des documents de planification régionale qui respectent la nouvelle approche de gestion des risques et de résilience **Référence (2019) :** 0 % **Objectif au stade de la RPA (avril 2025) :** 30 %	**Financement en cours** ▪ Gestion des risques de catastrophe et Financement à l'appui des politiques de développement à Madagascar avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO) – P167941 **Financement en réserve** **SCA en cours** ▪ Revue de l'urbanisation à Madagascar – diffusion (P174676) ▪ Rapport national sur le climat et le développement de Madagascar (CCDR) ▪ Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903)

OBJECTIF 3.3 DU CPF : AMÉLIORER LA PROTECTION SOCIALE ET SOUTENIR LES MOYENS DE SUBSISTANCE

Logique d'intervention et Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : Des données mondiales montrent comment, ces dernières années, la hausse de la couverture de protection sociale, particulièrement les programmes de transferts en espèces, peut favoriser l'équité et la résilience des plus pauvres. La combinaison de cette couverture à des programmes d'inclusion productive visant à soutenir les moyens de subsistance peut faire grimper le niveau de vie et au final, assurer une porte de sortie de la pauvreté. En plus des programmes de protection sociale, les communautés les plus isolées et vulnérables ont besoin d'un soutien ciblé supplémentaire afin que leurs populations aient accès à des services de base de qualité indispensables pour renforcer le capital humain, améliorer les moyens de subsistance et réduire la pauvreté. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales et les régions de Madagascar qui accusent un retard, et nécessitent davantage de soutien et d'attention.

Soutien en cours et planifié du GBM : Projet de filets sociaux de sécurité (P149323 ; 315 millions de dollars), Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056), Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269), Projet de Filets sociaux et de résilience (en réserve)

Leçons apprises, Risques majeurs et atténuation : Les chocs récurrents font naître le risque d'une régression, les acquis obtenus en termes de moyens de subsistance étant effacés par des chocs de survenue lente (sécheresse) ou rapide (cyclone, pandémie, conflit mondial). Pour cette raison, la Banque mondiale soutiendra les filets de protection sociale afin que le pays soit plus réactif aux chocs par des dispositions financières, la préparation aux catastrophes, et l'élaboration de réponses aux catastrophes dans le registre social national à venir.

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif du CPF 3.3.1 : Nombre de bénéficiaires de programmes de protection sociale. **Référence (2022) :** 777 482 **Objectif (2027) :** 1 100 000 (dont 70 % de femmes) ***Source :*** *Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme (MPPSPF)* **Indicateur de l'objectif du CPF 3.3.2 :** Nombre de bénéficiaires de programmes de protection sociale, ayant accès à des programmes d'inclusion productive visant à diminuer leur pauvreté. **Référence (2022) :** 51 484 **Objectif (2027) :** 100 000 (dont 70 % de femmes) ***Source :*** *MPPSPF*	**ISP 3.3.1 :** Nombre de ménages enregistrés dans le registre social national **Référence (2022) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 1 500 000 **ISP 3.3.2 :** Bénéficiaires ayant accès aux services et aux infrastructures socio-économiques (construits et/ou rénovés avec le financement de la Banque mondiale) dans des communes ciblées, ventilés par types de service et d'infrastructures (nombre) **Référence (2021) :** 0 **Objectif (2025) :** 1 400 000 Parmi lesquels, nombre de femmes ayant accès aux services et aux infrastructures socio-économiques (construits et/ou rénovés avec le financement de la Banque mondiale) **Référence (2021) :** 0 **Objectif (2025) :** 800 000	**Financement en cours** ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité (P149323 ; 315 millions de dollars) ▪ Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056) ▪ Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269) **Financement en réserve** ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité et de résilience à Madagascar (P179466) **SCA en cours** ▪ Madagascar – Renforcement des capacités de Gestion des finances publiques (2106637) ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique

OBJECTIF 3.4 DU CPF : AMÉLIORER LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Logique d'intervention : Madagascar fait partie des 22 pays au monde sur un total de 146 pour lequel la richesse par habitant a diminué entre 1995 et 2018. Cette baisse s'explique en grande partie par la faible productivité de la base d'actifs naturels du pays, freinant ainsi la croissance économique et la réduction de la pauvreté. L'agriculture, l'exploitation forestière et la pêche sont les secteurs économiques dominants du pays, caractérisés par une faible croissance de leur productivité entre 2013 et 2019. La majorité de la production agricole ne dépasse pas le niveau de semi-subsistance, caractérisé par un accès limité aux intrants et à de meilleures technologies, et une prévalence des pratiques de culture sur brûlis qui contribuent à la déforestation et à l'érosion des sols. On estime qu'environ 35 % de la superficie du pays s'est dégradée au cours des 30 dernières années, avec un coût de dégradation des terres sur la même période estimé à plus de 6,7 milliards de dollars, ce qui représente chaque année l'équivalent de 1,78 % du PIB annuel[1]. Les pertes de production agricole provoquées par la dégradation des terres sont estimées chaque année à 5 % du PIB agricole. Bien que l'île soit abondante en eau, Madagascar connaît depuis 1990 un déclin de son apport national annuel d'eau en partie à cause de la dégradation des terres qui réduit leur capacité de recueillir et de stocker les eaux de pluie. L'érosion en amont des barrages réduit également l'espace de stockage utilisable et la capacité des terres à générer de l'électricité ou à fournir de l'eau pour l'irrigation des cultures. Le barrage d'Andekaleka, qui produit 71 % de l'électricité fournissant le réseau interconnecté d'Antananarivo, a vu une augmentation de la sédimentation de 61 % et une baisse de la quantité d'eau de 43 %. Les pertes de stocks de carbone dues à la dégradation de la forêt et des espaces protégés seraient, selon les estimations, de l'ordre de 1,3 million de dollars par an. De plus, l'un des principaux facteurs de déforestation – la dépendance à la biomasse pour cuisiner – impose un lourd tribut sur la santé des ménages.

1 Pour quantifier la dégradation des terres, on utilise un indice composite basé sur quatre indicateurs clés : la santé de la végétation (Indice de végétation par différence normalisée), la productivité de la terre (mesurée selon la productivité primaire nette), la capacité de rétention des sols et le débit d'eau pendant la saison sèche.

Explication de l'objectif du CPF et de l'engagement du GBM : Trois secteurs ruraux essentiels – l'agriculture, l'eau et les forêts – ont jusqu'à présent abordé indépendamment les enjeux de la production agricole, de l'irrigation et de l'approvisionnement en eau, et de la conservation des forêts/de la biodiversité. Souvent, ces approches n'ont pas atteint leurs objectifs de développement rural, d'amélioration des moyens de subsistance ou de protection de l'environnement, parce qu'elles ont échoué à représenter la multifonctionnalité et la diversité des demandes sur les paysages. La nécessité d'adopter une approche intégrée de gestion des paysages pour favoriser le développement rural est désormais de plus en plus reconnue. La promotion de ce type de gestion permettra aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage d'être plus productifs, d'améliorer la disponibilité saisonnière des ressources en eau, de procurer plus de résilience à l'hydroélectricité, et d'accroître l'habitat de la vie sauvage et la séquestration du carbone. La promotion d'une gestion des forêts durable et productive et des options de cuisson propre alternatives font partie de l'approche intégrée visant à alléger la pression exercée sur les forêts naturelles et à préserver des écosystèmes sains.

Leçons apprises et nouvelles connaissances : L'Évaluation environnementale de Madagascar de 2021 analyse les expériences récentes dans le pays avec la mise en œuvre des projets et des programmes intégrés de gestion des paysages, ainsi que des recommandations préconisées s'appuyant sur l'apprentissage. Le Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage (PADAP) sert de prototype à la gestion intégrée des paysages à Madagascar. En partie grâce au projet PADAP, il existe désormais une évolution dans la conceptualisation du développement rural dans le pays, le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers se référant de plus en plus à la nécessité d'une gestion intégrée des paysages. Toutefois, les difficultés de mise en œuvre du PADAP soulignent la nécessité de concevoir une approche pragmatique de la gestion intégrée des paysages dans le pays, ce qui signifie : simplifier l'approche des paysages, accroître l'utilisation des instruments de planification existants, rehausser la synergie entre la planification et les investissements, investir dans le renforcement des capacités et les connaissances, s'engager sur le long terme (par une approche d'intégration des paysages dans d'autres projets de développement et la poursuite des investissements dans des projets autonomes de gestion des paysages), et collaborer pour améliorer l'approche paysage.

Soutien en cours et planifié du GBM : Le PADAP continue d'appliquer l'approche intégrée dans cinq paysages de Madagascar et ses résultats montrent qu'il est possible d'obtenir des résultats productifs. Une intégration de l'approche de gestion intégrée des paysages dans le Projet d'appui aux Moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (MIONJO) et le Programme de Résilience des systèmes alimentaires démontrera le rôle vital que jouent des écosystèmes sains dans la mise en place de moyens de subsistance et de systèmes alimentaires plus résilients. Par ailleurs, le Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural s'appuiera sur les enseignements du PADAP pour appliquer plus efficacement la pratique de gestion intégrée des terres dans les paysages agricoles. Dans une volonté de poursuivre l'acquisition de connaissances et de comprendre comment l'approche intégrée peut être davantage assimilée, un Indice sur l'écosystème et un outil de mesure des menaces affectant la biodiversité seront élaborés grâce au soutien du Fonds multidonateurs PROGREEN. Pour appliquer des mesures de résilience et mieux comprendre la dégradation des zones côtières et des villes, l'aide de PROBLUE contribuera à élaborer des mesures plus spécifiques pour ces zones vulnérables.

Risques majeurs et atténuation : Bien que l'objectif du CPF aborde la question plus générale de l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, au cours des premières années de mise en œuvre du Cadre de partenariat, les activités sont axées sur la gestion des paysages. D'autres problématiques persistantes de gestion des ressources naturelles, telles que la gestion des ressources marines et côtières, la promotion du tourisme nature, l'émergence des problèmes de pollution de l'air et la gestion des déchets solides doivent également être traités en temps voulu. Ces problématiques devront être prises en compte lors de l'examen de mi-parcours du CPF. Les conclusions des SCA programmatiques soutenues par le Fonds d'affectation PROBLUE pourront servir de base à cet examen de mi-parcours.

Indicateurs de l'objectif du CPF	Indicateurs supplémentaires de progrès	Programme du GBM
Indicateur de l'objectif du CPF 3.4.1 : Terres sur lesquelles des pratiques de gestion durable ont été adoptées à la suite d'un projet (CRI, hectare, ha) **Référence (2020) :** 0 **Objectif (août 2027) :** 1 000 0000 **Indicateur de l'objectif 3.4.2 :** Volume de réduction des émissions (en tonnes), mesuré et déclaré par l'entité du programme, vérifié par une tierce partie, et transféré au Fonds carbone du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier (tCO2e) **Référence (2020) :** 0 **Objectif (2027) :** 10 000 000 **Indicateur de l'objectif 3.4.3 :** Consommation quotidienne d'éthanol par ménage dans les ménages participants (moyenne annuelle) (litres) **Référence (2017) :** 0 **Objectif (2027) :** 0,60	**ISP 3.4.1 :** Terres sur lesquelles des pratiques de gestion durable ont été adoptées à la suite d'un projet (CRI, hectare, ha) **Référence (2020) :** 0 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 550 000 **ISP 3.4.2 :** Mécanisme financier de répartition des revenus du carbone et distribution des paiements aux bénéficiaires. **Référence (2019) :** Non opérationnel **Objectif au stade de la RPA (2025) :** Opérationnel **ISP 3.4.3 :** Cuisinières fonctionnant à l'éthanol distribuées et toujours opérationnelles (nombre) **Référence (2017) :** 500 **Objectif au stade de la RPA (2025) :** 35 000	**Financement en cours** ▪ Programme de financement de la transition vers la cuisson propre à l'éthanol de Madagascar (P154440) ▪ Projet d'appui du GEF à une Agriculture durable par une approche paysage (P154698, P157909) ▪ Programme de réduction des émissions de carbone Atiala-Atsinanana (P167725) ▪ Projet de Soutien aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056) ▪ Programme de Résilience des systèmes alimentaires (P178566) **Financement en réserve** ▪ Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269) **SCA en cours** ▪ Évaluation environnementale pays pour Madagascar (P177018) ▪ Revue de l'urbanisation à Madagascar – diffusion (P174676) ▪ Financement PROGREEN – Ajouter de la biodiversité et des actifs hydriques aux paysages de Madagascar et élaboration de l'Indice sur l'écosystème ▪ Financement PROBLUE – Opportunités de développement de l'économie bleue : gestion intégrée des paysages marins ▪ Rapport national sur le climat et le développement de Madagascar ▪ Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903) **Services de conseil du portefeuille de l'IFC** ▪ 602999, Biovanilla – Gouvernance d'entreprise ▪ 606192, Toliara – Étude environnementale, secteur minier

ANNEXE II
RAPPORT DE LA REVUE D'ACHÈVEMENT ET D'APPRENTISSAGE

AVEC LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR
POUR LA PÉRIODE EX. 2017-2022
20 MAI 2022

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

SCA	Services de conseil et d'analyse
Bonne Viande de Madagascar	Bonne Viande de Madagascar
CASEF	Croissance agricole et sécurité foncière
CAT-DDO	Option de tirage différé en cas de catastrophe
CERC	Composante d'intervention d'urgence conditionnelle
RAA	Revue d'achèvement et d'apprentissage
COVID	Maladie à coronavirus
COMESA	Marché commun pour l'Afrique orientale et australe
CPF	Cadre de Partenariat Pays
CPSD	Développement du secteur privé du pays
OSC	Organisation de la société civile
DPF	Financement à l'appui des politiques de développement
DPO	Opération de politique de développement
EDBM	Economic Development Board of Madagascar
PSE	Plan pour le secteur de l'éducation
Ex.	Exercice
PIB	Produit intérieur brut
GdM	Gouvernement de Madagascar
CH	Capital humain
ICH	Indice du capital humain
HDCT	Transfert en espèces pour le développement humain
IDA	Association internationale de développement
GIE	Groupe indépendant d'évaluation
IFC	Société financière internationale
FMI	Fonds monétaire international
FPI	Financement de projet d'investissement
IRG DPO	Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy (compagnie nationale d'électricité et d'eau)
MIGA	Agence multilatérale de garantie des investissements
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises,
MPA	Approche programmatique multiphase

PND	Plan national de développement
OBI	Indice sur le budget ouvert
PADAP	Le Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage (PADAP)
PAEB	Projet d'appui à l'Éducation de base
PAPSP	Projet d'appui à la Performance du secteur public
PBA	Allocations basées sur la performance
PBC	Conditions basées sur les performances
GFP	Gestion des finances publiques
PFSI	Viabilité des finances publiques et investissement
PIC	Pôle intégré de croissance
RPA	Revue de la performance et d'apprentissage
PPP	Partenariat Public-Privé
PRODUIR	Projet de Développement urbain intégré et de résilience
SCI	Indice de capacité statistique
PME	Petite et moyenne entreprise
SSN	Filet de protection sociale
AT	Assistance technique
GBM	Groupe de la Banque mondiale

ÉQUIPES

LE DERNIER CADRE DE PARTENARIAT PAYS
remonte au 30 mai 2017

ÉQUIVALENCES DES DEVISES
Taux de change au 30 avril 2022
1 US $ = 0,743 DTS

EXERCICE
Du 1er janvier au 31 décembre

BANQUE MONDIALE

Vice-président	Hafez M. H. Ghanem
Directeur/Directrice	Idah Z. Pswarayi-Riddihough
Chef d'équipe	Faniry Razafimanantsoa
	Lalaina Randrianarison

IFC

Vice-président	Sergio Pimenta
Directeur/Directrice	Kevin Njiraini
Chef d'équipe	Marcelle Ayo

MIGA

Vice-président	Ethiopis Tafara
Directeur/Directrice	Merli Margaret Baroudi
Chef d'équipe	Olanrewaju Malik
	Kassim

01. INTRODUCTION

1. **Cette Revue d'achèvement et d'apprentissage (RAA) s'appuie sur les enseignements puisés dans la mise en œuvre du Cadre de Partenariat Pays (CPF) par le Groupe de la Banque mondiale (GBM) avec la République de Madagascar pour les exercices 2017-2022.** La RAA évalue aussi la réalisation des objectifs du CPF et la performance du GBM lors de la mise en œuvre du Cadre. Le CPF a été présenté au Conseil des administrateurs le 30 mai 2017 (Rapport no114744-MG) et il a couvert la période allant de l'ex. 2017 à l'ex. 2021. Une Revue de la performance et d'apprentissage[1] (RPA ; rapport no162157-MG), présenté au Conseil des administrateurs le 26 août 2021, a prolongé le CPF jusqu'à la fin de l'ex. 2022. Une modification du portefeuille et des projets en réserve a été approuvée dans la RPA afin de répondre efficacement au changement de contexte dû à la crise, et d'intégrer les enseignements tirés des premières années de mise en œuvre du CPF. La RAA se sert du cadre de résultats actualisé pendant la RPA comme référence pour évaluer le CPF[2]. Les résultats du CPF sont considérés comme « *Modérément satisfaisants* » et les 12 opérations clôturées pendant la période du Cadre de partenariat sont jugées « *Modérément satisfaisantes ou plus* » par le GIE.

2. **Le CPF a été mis en œuvre dans un contexte politique relativement stable.** La dernière crise politique qui a frappé Madagascar a pris fin avec l'élection présidentielle de 2013. Depuis, le pays n'a pas connu de troubles politiques ou sociaux majeurs. L'élection présidentielle de 2019 se démarque des autres dans la mesure où, pour la première fois dans l'histoire de Madagascar, un mandat se commence et se termine par un transfert pacifique du pouvoir. Le nouveau gouvernement a bénéficié d'une base politique plus solide, ainsi que d'une majorité à l'Assemblée nationale.

3. **L'épidémie de coronavirus de 2019 (COVID-19) a balayé les bénéfices engendrés par la stabilité politique et les modestes acquis en matière de réduction de la pauvreté.** Le retour à l'ordre constitutionnel depuis 2013 a contribué à une modeste reprise économique. Plusieurs facteurs en sont à l'origine. Les principaux marchés d'exportation ont réouvert, les flux de financement concessionnel ont repris, y compris l'engagement accru du GBM, et les réformes des politiques fiscales et monétaires ont apporté de la stabilité. Toutefois, la croissance est restée modérée, avoisinant 3,5 % pour la période 2013-2019, à peine plus que la croissance de la population. La proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté (sous le seuil international de pauvreté fixé à 1,90 dollar par jour en parité de pouvoir d'achat [PPP] de 2011) n'a que légèrement diminué – de 78,8 % en 2012 (la dernière année pour laquelle les données des enquêtes sur les ménages sont disponibles) à quelque 76,5 % en 2019. La pandémie de COVID-19, et l'effondrement associé des revenus d'exportation et de l'investissement privé ont provoqué une contraction du Produit intérieur brut (PIB) de 7,1 % en 2020, suivie d'une modeste reprise de la croissance de 2,6 % en 2021. L'extrême pauvreté a atteint un chiffre estimé de 79,8 % en 2021.

4. **L'omniprésence des problèmes de gouvernance exacerbe la vulnérabilité de Madagascar face aux chocs et a des effets préjudiciables sur l'engagement du GBM.** En période de stabilité, la faiblesse de l'investissement dans le capital physique et humain, et le manque de transformation structurelle limitent la croissance. Mais les chocs ont à maintes reprises interrompu les périodes de croissance. Outre les crises politiques récurrentes dans le passé et la crise sanitaire en cours, Madagascar est également très vulnérable aux chocs climatiques. Par exemple, pendant la période du CPF, le pays a été frappé par plusieurs cyclones majeurs. Les chocs combinés de la pandémie et trois années consécutives de sécheresse ont aggravé la situation humanitaire dans le Sud, la région la plus pauvre du pays. Dans un contexte aussi difficile, la faiblesse de la gouvernance demeure une contrainte fondamentale. Elle limite les progrès des réformes sur de nombreux fronts, et affecte la mise en œuvre du CPF.

5. **Basés sur les expériences de mise en œuvre du CPF, plusieurs enseignements ont permis d'étayer l'élaboration du prochain CPF,** parmi lesquels : se montrer plus sélectif sur les interventions du GBM en s'appuyant sur les analyses d'économie politique ; explorer les options avec les autorités afin de simplifier les procédures nationales ; renforcer les capacités locales de conception et d'application des aspects techniques des projets ; poursuivre l'intégration de la Composante d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) dans les opérations et permettre plus de flexibilité en ajustant les projets prévus si nécessaire ; élaborer le prochain CPF à l'aide d'une approche ciblant les territoires ; et maintenir la coordination entre les institutions du GBM et les synergies entre les instruments.

---

1 En raison de la pandémie de COVID-19, la RPA a subi un retard d'un an et a été achevée en août 2021.

2 Les indicateurs de résultat sont extraits du dernier Rapport sur l'état d'avancement et les résultats (ISR) des projets composant le portefeuille de Madagascar, ainsi que des Rapports de fin d'exécution et de résultats (ICR) des projets clôturés au 15 avril 2022, sauf indication contraire. Par conséquent, la date réelle couvre la période antérieure à la date de fin du CPF (juin 2022) sur laquelle les objectifs sont alignés. Certains des résultats font référence à 2021 (ou plus tôt).

02. PROGRÈS AU REGARD DES RÉSULTATS DE DÉVELOPPEMENT DU CPF

6. **Les résultats du CPF sont jugés « Modérément satisfaisants ».** Le CPF devait tirer parti de la récente stabilité politique pour s'attaquer aux fragilités structurelles qui freinent le développement de Madagascar. Le programme du CPF ciblait deux domaines d'intervention : (i) accroître la résilience et réduire la fragilité, et (ii) encourager une croissance inclusive. Sur les huit objectifs du CPF, six sont considérés comme « *Presque entièrement atteints* » et deux comme « *Partiellement atteints* ». Le Tableau 1 résume l'évaluation des objectifs du CPF.

Tableau 1 : Résumé de la notation des objectifs du CPF

DOMAINE D'INTERVENTION I : ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE ET RÉDUIRE LA FRAGILITÉ	**MODÉRÉMENT SATISFAISANT**
Objectif 1 : Renforcement du développement humain des enfants	Presque entièrement atteint
Objectif 2 : Amélioration de la résilience des moyens de subsistance des ménages vulnérables dans les zones rurales et urbaines	Presque entièrement atteint
Objectif 3 : Amélioration et efficacité de la décentralisation	Presque entièrement atteint
Objectif 4 : Amélioration de la transparence et de la responsabilité	Presque entièrement atteint
DOMAINE D'INTERVENTION II : PROMOUVOIR LA CROISSANCE INCLUSIVE	**MODÉRÉMENT SATISFAISANT**
Objectif 5 : Hausse de la marge de manœuvre budgétaire pour financer les dépenses sociales et d'infrastructure prioritaires	Partiellement atteint
Objectif 6 : Amélioration de l'environnement des entreprises et de l'accès au financement	Presque entièrement atteint
Objectif 7 : Renforcement de la productivité rurale	Presque entièrement atteint
Objectif 8 : Amélioration de l'accès à l'énergie et aux transports	Partiellement atteint

DOMAINE D'INTERVENTION I : ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE ET RÉDUIRE LA FRAGILITÉ

OBJECTIF 1: RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN DES ENFANTS

7. **L'Objectif 1 du CPF visait à renverser les tendances négatives de l'apprentissage et le retard de croissance des enfants.** Les indicateurs de suivi de l'Objectif 1 du CPF analysent les taux de compétences élémentaires en lecture et de passage dans la classe supérieure dans les deux premiers sous-cycles de l'éducation élémentaire des écoles publiques. Les indicateurs sélectionnés n'ont pu être vérifiés lors de la préparation de la RAA.[3] Toutefois, d'autres résultats issus de l'évaluation des élèves de Grade 4 dans les écoles publiques soulignent une amélioration des résultats d'apprentissage entre 2016 et 2021.[4] Par ailleurs, les indicateurs supplémentaires du CPF associés au développement des enfants ont dépassé leurs objectifs. En particulier, le taux national de retard de croissance des enfants a diminué de 42 % en 2018 à 40 % en 2021. Le taux régional a également diminué dans cinq des huit régions dans lesquelles était appliquée la première phase du Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase (MPA – P160848).[5] La couverture des programmes de protection au titre du Projet de Filet de protection sociale (SSN – P149323) s'est considérablement élargie pendant la mise en œuvre du CPF, profitant jusqu'à 2,5 millions de bénéficiaires directs en 2022, pour la plupart extrêmement pauvres.[6] Le Projet Transfert en espèces pour le développement humain (HDCT) inscrit dans le SSN a favorisé l'investissement dans l'éducation et la nutrition des enfants par le biais des transferts en espèces conditionnels, et il a bénéficié à plus de 163 000 enfants d'âge scolaire.[7]

8. **En complément des IPF, les DPF ont joué un rôle déterminant pour faire progresser les réformes nécessaires au renforcement du développement humain des enfants.** L'opération programmatique à l'appui des politiques de développement pour une Croissance inclusive et résiliente (IRG DPO – P162279 et P166425) a soutenu les réformes

3 À cause du retard généré par la COVID-19, l'évaluation des compétences de lecture a été menée auprès des élèves de Grade 3 au lieu du Grade 2 utilisé pour l'indicateur de suivi. En ce qui concerne le taux de passage dans la classe supérieure, plus de 80 % des écoles ont appliqué un passage automatique dans le contexte de la COVID-19, ce qui suscite des doutes sur la fiabilité des données existantes (Projet d'appui à l'éducation de base à Madagascar (P160442) – Rapport sur l'état d'avancement et les résultats – Décembre 2021).

4 Prochains Indicateurs de prestation de services dans l'éducation – 2022.

5 Le taux a diminué de 14,4 points de pourcentage à Bongolava et de 8,1 points de pourcentage à Vakinankaratra.

6 Le premier projet SSN a été approuvé en 2014 et il a atteint 23 691 bénéficiaires au début de la période du CPF.

7 En 2019, 4 648 600 élèves étaient inscrits à l'école primaire (données de l'Indicateur de développement mondial)

visant à faciliter l'accès des citoyens, y compris des enfants, aux certificats de naissance, et à élaborer le cadre juridique pour un système de protection sociale amélioré et coordonné à Madagascar.[8] L'opération programmatique à l'appui des politiques de développement pour Investir dans le capital humain (CH DPO – P168697) encourage les réformes visant à développer le capital humain sur le long terme.[9] Ce développement passe par une amélioration de la gestion des ressources humaines, ainsi que la disponibilité et la prévisibilité des ressources financières dans les secteurs de la santé et de l'éducation qui procurent des services essentiels pour le développement des enfants. Il implique aussi de renforcer les protections juridiques des femmes et des enfants.

9. **Le portefeuille de développement humain du GBM a permis d'apporter une réponse rapide et critique à la pandémie de COVID-19.** La mobilisation des CERC dans le portefeuille a permis de financer des interventions d'urgence qui ont sauvé des vies grâce à la fourniture de matériel médical pour tester et traiter, et au soutien du Gouvernement de Madagascar (GdM) pour l'acquisition et la distribution de vaccins contre la COVID-19.[10] Le cadre institutionnel, établi avec le soutien de la Banque mondiale, a permis une extension rapide de la couverture de protection sociale pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que la prestation de programmes de protection sociale urgents à plus d'un million de bénéficiaires, y compris dans les zones urbaines. Un financement additionnel apporté au Projet d'appui à l'éducation de base (PAEB – P160442) a permis d'assurer la continuité de l'éducation des enfants pendant la pandémie.

10. **La mise en œuvre du projet pour l'éducation s'est avérée plus compliquée.** Le plan stratégique du gouvernement pour améliorer les résultats d'apprentissage est ancré dans le Plan pour le secteur de l'éducation (ESP – 2018-2022). Le Projet d'appui d'urgence à l'éducation pour tous (P132616) a contribué à la préparation de l'ESP, et le PAEB – P160442 contribue à sa mise en œuvre. Toutefois, la mise en œuvre du PAEB est retardée, en partie à cause du gouvernement qui revoit sa position sur les réformes soutenues par l'ESP. La mise en place de formations pour les enseignants, un élément clé permettant d'améliorer les résultats d'apprentissage, subit notamment un retard important. Les conséquences de la pandémie de COVID-19 ont également affecté les résultats en raison des perturbations scolaires qui ont nui à l'apprentissage.

11. **La RAA considère que l'Objectif 1 est « Presque entièrement atteint ».** Bien que les données de suivi de l'indicateur du CPF pour l'Objectif 1 n'aient pu être vérifiées dans le contexte de la COVID-19, des acquis notables ont été enregistrés dans la protection sociale, ainsi que dans les secteurs de la santé et de la nutrition, profitant principalement aux femmes et aux enfants. Ces performances se reflètent dans les indicateurs supplémentaires de l'Objectif 1 (Annexe 2).[11] La restructuration du PAEB vise à rectifier les faiblesses dans les résultats de l'éducation.

OBJECTIF 2: AMÉLIORATION DE LA RÉSILIENCE DES MOYENS DE SUBSISTANCE DES MÉNAGES VULNÉRABLES DANS LES ZONES RURALES ET URBAINES

12. **L'Objectif 2 du CPF est axé sur la préservation des moyens de subsistance face aux chocs climatiques et économiques.** Le CPF a introduit la notion d'approche durable des paysages garantissant l'intégration d'une meilleure productivité agricole avec la gestion et la préservation des ressources hydriques et forestières. Les opérations de contribution à cet objectif ont également favorisé la gestion durable des activités de pêche, ainsi que des pratiques de pêche et des activités de subsistance alternatives dans les zones d'intervention. Par ailleurs, le GBM a accompagné la création de revenus sous forme d'espèces pour les activités de travail et le renforcement de la résilience des populations les plus pauvres de la région urbaine d'Antananarivo, et dans le Sud, face aux inondations. Des opérations additionnelles ont financé la protection et la gestion de l'environnement et des forêts.[12] Des réformes institutionnelles soutenues par le Projet de Gestion des risques de catastrophe et Financement à l'appui des politiques de développement à Madagascar avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO – P167941) ont complété le financement IPF. Sur les trois indicateurs du CPF qui suivent l'Objectif 2, l'un est Atteint, le deuxième est Presque entièrement atteint et le dernier est Partiellement atteint.

13. **Des progrès satisfaisants ont été enregistrés dans les activités favorisant les pratiques et les politiques agricoles plus résilientes.** L'indicateur du CPF cible le nombre d'agriculteurs qui bénéficient directement de meilleurs services d'irrigation et intrants agricoles et du renforcement de la gestion intégrée des ressources naturelles. Par

8 La première série a été approuvée en 2017 et la seconde en 2018.

9 La première série du Projet CH DPO a été approuvée en 2020. Cependant, la seconde série du Projet CH DPO a été abandonnée en mars 2022 en raison du manque de progrès des facteurs déclencheurs.

10 La Banque mondiale a mobilisé 105 millions de dollars par le biais des CERC pour apporter une réponse de protection sanitaire et sociale, et 317,51 millions de dollars par le biais de la restructuration de projets et de nouveaux financements pour les trois secteurs sociaux. Le soutien au Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au Renforcement du système de santé (P176841) a été approuvé le 21 juin 2021.

11 La notation aurait dû être « Non vérifié » si les indicateurs de l'Objectif avaient servi de base. Mais les résultats étant affectés par la COVID-19, la notation est basée sur les indicateurs supplémentaires dont le statut « Presque entièrement atteint » explique la notation globale « Presque entièrement atteint ».

12 Incluant le Fonds de Préparation à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, le Programme de Financement de la transition vers la cuisson propre à l'éthanol de Madagascar (P154440), et différents fonds d'affectation spéciale.

exemple, les activités menées dans le cadre du CPF ont assuré aux agriculteurs l'accès à de meilleures semences, mais aussi à un approvisionnement en semences plus durable, à l'amélioration de la technologie agricole et à des infrastructures d'irrigation qui résistent au changement climatique. Les activités ont contribué à accroître la productivité agricole et à préserver les moyens de subsistance face aux cyclones et à la sécheresse dans les zones d'intervention. Par ailleurs, le PADAP – Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage – P154698 a financé le développement des plans et l'application d'une approche paysage afin de soutenir une meilleure productivité agricole tout en préservant les ressources naturelles menacées d'épuisement. Jusqu'à 660 000 hectares de terres ont été gérées à l'aide de cette approche pendant le CPF, dépassant les objectifs fixés. Un système d'irrigation, nouveau et amélioré, résistant au changement climatique a également été mis en place, dépassant une fois encore l'objectif du CPF qui était de 62 000 hectares.[13] Le programme Travail contre rémunération qui s'inscrit dans le cadre du projet SSN a fourni une source alternative de revenus à plus de 800 000 agriculteurs – dont une grande part de femmes – tout en construisant des infrastructures communautaires, notamment pour la réponse aux crises, et en contribuant à la résilience des moyens de subsistance.

14. **Le Projet de Soutien aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar (P171056 – MIONJO) emprunte une approche intégrée et transformative afin d'améliorer les opportunités de subsistance, avec une priorité aux jeunes et aux femmes.** Approuvé en décembre 2020, le projet a apporté des réponses d'urgence à la crise de la sécheresse par la distribution de semences, des programmes de protection sociale et des mesures d'urgence d'approvisionnement en eau. Grâce à ces activités, plus de 49 000 ménages vulnérables ont pu recommencer la production agricole leur permettant de vivre. Le Projet Connecter Madagascar pour une croissance inclusive (P173711) reliera le Sud au reste du pays et contribuera à atténuer le risque d'insécurité alimentaire dans la région.

15. **Les activités ciblant la résilience des moyens de subsistance dans les zones urbaines concernent la prestation d'infrastructures sanitaires et des améliorations dans le système de drainage.** À ce titre, l'indicateur du CPF relatif au nombre de personnes dans les zones urbaines ayant accès à de meilleurs services urbains est presque entièrement atteint avec 556 000 bénéficiaires par rapport à un objectif de 656 000. Ces résultats ont été obtenus par le biais des projets du Pôle Intégré de Croissance (PIC – P113911 et P164536) qui ont appuyé la prestation de services de collectes des déchets solides et l'amélioration des sources d'eau. Le Projet de Développement urbain intégré et de résilience pour le grand Antananarivo (PRODUIR – P159756) a fourni des équipements d'assainissement à la municipalité d'Antananarivo pour, entre autres choses, favoriser la gestion des déchets et réduire les risques d'inondation. Toutefois les activités principales, axées sur l'amélioration du drainage, n'ont pas encore commencé.

16. **La mise en œuvre de pratiques de pêche durable et le renforcement de la résilience face aux inondations dans la zone urbaine d'Antananarivo ont enregistré une progression plus lente, tout comme la capacité institutionnelle, technique et financière du gouvernement de gérer les risques liés aux catastrophes et au climat.** Le Projet de Gouvernance des pêches et de croissance partagée dans le Sud-Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish2 – P153370), ainsi que les Projets PRODUIR et Cat DDO accompagnent ces activités. Après quatre ans de mise en œuvre, les décaissements au titre de SWIOFish2 et PRODUIR sont très faibles, respectivement 24 % et 11 %, et les progrès enregistrés au regard des Objectifs de développement du Programme (ODP) sont considérés *« Modérément insatisfaisants »*. L'objectif de l'indicateur du CPF portant sur le nombre de pêcheurs participant à des activités de pratiques de pêche et de subsistance différentes dans les domaines prioritaires est seulement *« Partiellement atteint »*. Les travaux consistant en un drainage du canal et la construction de sites d'élimination des boues – les activités principales du projet PRODUIR – n'ont pas encore commencé. Cet arrêt s'explique par les retards de procédure et le manque de capacité de l'institution nationale chargée de délivrer les permis environnementaux et de traiter le dédommagement des personnes affectées par le projet. Le Projet Cat-DDO a soutenu la révision des cadres réglementaires pour la gestion des risques liés aux catastrophes et au climat à Madagascar. Toutefois, des progrès limités sont enregistrés en matière de renforcement de ces cadres, notamment l'efficacité du Fonds national de contingence, et la coordination entre la Cellule de prévention et d'appui à la gestion des urgences et le BNGRC – Bureau national de gestion des risques et des catastrophes.

17. **La RAA considère que l'Objectif 2 est « Presque entièrement atteint ».**

OBJECTIF 3: AMÉLIORATION ET EFFICACITÉ DE LA DÉCENTRALISATION

18. **L'Objectif 3 du CPF est axé sur la réduction des sources de fragilité en rééquilibrant le pouvoir entre le centre et la périphérie.** Pour mener à bien cet objectif, le CPF s'est efforcé d'augmenter le transfert des ressources gérées au niveau décentralisé, et de renforcer la capacité technique des gouvernements décentralisés afin d'améliorer la

13 Par ailleurs, le portefeuille actuel intègre le travail en cours visant à améliorer l'irrigation sur 1 000 hectares tandis que des activités couvrant 12 000 hectares en sont au stade de la passation de marchés.

prestation des services et les mécanismes de responsabilité à l'aide d'une implication accrue des citoyens dans la gestion budgétaire. Deux indicateurs de résultats du CPF ont mesuré des progrès dans la réalisation de cet objectif. Il n'a pas été possible de vérifier le premier indicateur, tandis que l'autre est considéré comme « Atteint ». Le premier indicateur portant sur la part de budget allouée aux Collectivités territoriales et décentralisées se chiffre à 1,75 % du budget total (budget 2022). Ce pourcentage représente une tendance positive pour la réalisation de l'objectif. Cependant, l'évaluation des avancées réalisées dans le cadre du CPF ne peut être effectuée en raison d'une erreur dans le cadre de résultats, la valeur de référence (<5 %) et la valeur cible (2 %) ne pouvant être dissociées.[14] Le second indicateur du CPF a atteint son objectif. La capacité du gouvernement local à mobiliser les revenus locaux a augmenté, atteignant 42,1 % de potentiel contre 30 % au début de la période du CPF.

19. **Parmi les principales réalisations figurent l'amélioration de la ponctualité et de la prévisibilité des transferts aux gouvernements locaux, et l'implication accrue des communautés locales.** L'incitation introduite par le biais du mécanisme des Conditions basées sur les performances (PBC) dans le cadre du PAPSP (Projet d'appui à la Performance du secteur public – P150116) a généré une amélioration significative dans la ponctualité des fonds transférés du gouvernement central aux gouvernements locaux. L'amélioration se traduit par des transferts effectifs dans les sept premiers mois de l'année 2021 à comparer avec un retard de 24 mois en 2015. Par ailleurs, les transferts prévus par commune sont désormais publiés avec le document budgétaire au début de l'année, ce qui permet une meilleure planification. Alors que l'aide du GBM a permis d'améliorer la prévisibilité des transferts aux gouvernements locaux et d'augmenter leur nombre, la gestion budgétaire continue d'être concentrée au niveau central. En plus du PAPSP, le projet MIONJO est axé sur le renforcement de la gouvernance locale, en privilégiant le sud de Madagascar. Les deux projets accompagnent dans l'ensemble du pays la mise en place de structures de gouvernance locale et le renforcement de leurs capacités, ce qui rend possible la participation accrue des communautés locales dans la prise de décision et le contrôle du budget local.

20. **L'Objectif 3 du CPF est considéré comme « Presque entièrement atteint ».** La réalisation des objectifs des deux indicateurs du CPF s'inscrit sur une tendance positive. Le problème concernant le premier indicateur a principalement trait à la conception du cadre de résultats.

OBJECTIF 4: AMÉLIORATION DE LA TRANSPARENCE ET DE LA RESPONSABILITÉ

21. **L'Objectif 4 du CPF visait à favoriser la prise de décision factuelle et à encourager la transparence et la responsabilité, y compris au niveau local.** L'objectif implique aussi de faire progresser la lutte contre la corruption, le trafic de ressources naturelles et les flux financiers associés. La réalisation de cet objectif est suivie par quatre indicateurs, dont deux sont considérés comme *« Atteints »*, l'un est *« Partiellement atteint »* et l'autre est « Non atteint ». Les objectifs associés aux deux premiers indicateurs ont été atteints : (i) Le score de l'Indice sur le budget ouvert qui a atteint son objectif de 40 et (ii) la ponctualité de la publication du rapport d'audit de la Cour des comptes qui a systématiquement été publié en moins de 12 mois après la fin de l'exercice budgétaire du gouvernement depuis 2018. Le troisième indicateur sur le budget couvert par l'audit a été partiellement atteint. L'objectif était que l'audit de la Cour des comptes couvre 70 % du budget du gouvernement et inclue plusieurs établissements publics désignés. Le rapport d'audit 2021 de la Cour des comptes couvre 80 % du budget des gouvernements locaux et du gouvernement central,[15] mais seulement un établissement public sur plus de 200 existants[16]. L'objectif portant sur l'Indice de capacité statistique (SCI) n'a pas été atteint.

22. **Les interventions du CPF ont appuyé les efforts du gouvernement de Madagascar sur la voie de la transparence et de la demande de responsabilité émise par les citoyens.** En termes de cadre réglementaire pour la transparence budgétaire, d'importantes mesures ont été prises, notamment le décret de 2019 sur les données du budget ouvert et le décret de 2020 relatif à la création d'un Fonds dédié à la COVID-19 et à sa surveillance.[17] Le gouvernement de Madagascar a également pris des mesures pour accroître la transparence de la dette en publiant les états financiers et les passifs de certains EP. Ces mesures ont été accompagnées par le Projet CH DPO et la DPO de Réponse à la COVID-19 (P174388). Des progrès ont été enregistrés dans les délais de publication des rapports d'exécution budgétaire, même si ces efforts n'ont pas été constants pendant la totalité de la mise en œuvre du CPF. Du côté de la demande, le PAPSP a encouragé les débats publics sur le budget en s'appuyant sur les organisations de la société civile (OSC). Par ailleurs, les OSC ont piloté une enquête mesurant la satisfaction des citoyens locaux en matière de prestations des services publics locaux, avec une priorité à la gestion de la municipalité et à l'éducation.

---

14 En raison des progrès limités, l'objectif a été réévalué dans la RPA de >10 % à 2 % pour plus de réalisme. Cependant, la valeur de référence aurait pu être mieux définie afin de refléter les besoins financiers estimés des Communes et leur permettre de mener à bien leur programme tel qu'il était prévu dans les budgets de départ.

15 Réalisé à l'aide des « Tribunaux Financiers »

16 Il existait 222 EP en 2018

17 Alors que le Fonds dédié n'est jamais entré en fonction, le décret a déclenché l'audit des flux financiers des donateurs pendant les dépenses consacrées à la COVID-19.

23. **Plusieurs points faibles et sources de préoccupations subsistent.** Parmi ceux-ci figurent les récentes mesures du gouvernement susceptibles d'affaiblir les acquis en matière de transparence. Les données sur les dépenses publiques sont toujours de qualité limitée, elles sont publiées dans des formats fermés, et même parfois retirées après publication. Depuis 2019, la publication des projets de budget a subi d'importants retards par rapport aux normes existantes, déniant la possibilité pour les citoyens d'influer sur les politiques du gouvernement. Alors que la qualité des rapports d'audit de la Cour des comptes sur le Budget général s'est considérablement améliorée au fil des ans, le nombre limité de ressources menace l'indépendance de l'institution et compromet sa capacité à élargir le champ d'action des audits. Cette situation favorise la vulnérabilité face à la pression politique et la captation par les élites. Par ailleurs, il manque toujours un mécanisme d'exécution et de supervision. La publication des données sur les dépenses consacrées à la COVID-19 et de l'audit des dépenses liées à l'épidémie par la Cour des comptes a subi des retards considérables, et elle n'a été réalisée que dans un contexte de forte pression de la communauté internationale et des OSC. Le retard dans la communication d'informations sur les passifs éventuels, en particulier ceux associés aux Partenariats public-privé (PPP), et la création en 2019 d'une « *Agence pour la passation des marchés publics* » pourraient réduire l'efficacité des acquis passés en matière de transparence de la dette.

24. **La disponibilité des informations statistiques permettant d'appuyer la prise de décision s'est beaucoup améliorée.** Le Projet de Renforcement des capacités statistiques (P160071) a permis de combler des lacunes importantes en matière de disponibilité des données grâce à la réalisation du Recensement des ménages de 2018 et à la diffusion des résultats en 2021.[18] Le Projet a également étroitement collaboré avec le Fonds monétaire international afin d'établir de nouvelles bases pour les comptes nationaux, apportant son aide à la modification de l'année de référence (2007 au lieu de 1984) et de la Méthodologie de comptabilité nationale statistique (1993 au lieu de 1964). L'exercice a procuré une image plus exacte du PIB et de ses composants. Depuis l'épidémie de COVID-19, quatre séries d'enquêtes téléphoniques (deux sur les ménages et deux sur les entreprises) ont permis d'évaluer en temps utile l'impact de la crise sanitaire sur les ménages et les entreprises. Toutefois, l'Enquête sur la pauvreté qui était planifiée n'étant pas achevée, l'Indice de capacité statistique n'a pas changé sa valeur initiale et l'objectif n'est pas atteint. Il faut noter que les acquis importants obtenus en matière de disponibilité des informations statistiques ne sont pas bien reflétés par cet indicateur.

25. **L'Objectif 4 du CPF est considéré comme « Presque entièrement atteint ».**

DOMAINE D'INTERVENTION II : PROMOUVOIR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

OBJECTIF 5: ACCROISSEMENT DE LA MARGE DE MANŒUVRE BUDGÉTAIRE ET AMÉLIORATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES (GFP)

26. **L'objectif d'accroissement de la marge de manœuvre budgétaire était d'augmenter la mobilisation des revenus domestiques par le biais de réformes administratives et politiques.** L'objectif était aussi d'améliorer l'efficacité budgétaire en réduisant les dépenses régressives non ciblées. Les principales activités permettant d'améliorer la GFP incluent le renforcement de la gestion et du processus de sélection des investissements publics, la numérisation des processus de paiement public, et la mise en place d'un cadre réglementaire pour les PPP. Sur les deux indicateurs choisis pour suivre les progrès du CPF, l'objectif de ratio Recettes fiscales-PIB a été atteint. Il a été révisé à la baisse pendant la RPA afin de prendre en compte l'établissement de nouvelles bases pour le PIB et l'impact de la COVID-19. L'objectif relatif à la part des dépenses publiques allouées aux dépenses prioritaires dans les secteurs sociaux n'a pas été atteint.

27. **Les efforts de mobilisation des revenus ont donné des résultats, mais le niveau mobilisé reste bien en deçà du potentiel.** La réforme des douanes dans les premières années de mise en œuvre du CPF a généré des résultats impressionnants. Les revenus issus du commerce international ont augmenté à hauteur de 1,5 % du PIB entre 2016 et 2019. La réforme de la fiscalité intérieure consiste principalement à numériser les procédures fiscales en introduisant la soumission en ligne des déclarations fiscales et des paiements. Le PAPSP a apporté son aide dans ce domaine. Toutefois, il est encore nécessaire de s'attaquer aux grands problèmes qui sapent la perception des impôts, notamment de généreuses exemptions fiscales et une évasion fiscale généralisée. La transparence sur les exemptions fiscales s'est améliorée avec la publication des rapports sur les dépenses fiscales depuis 2017, avec le soutien de la série de DPO sur la Viabilité des finances publiques et l'Investissement (PFSI – P160866 et P166752), et le Projet CH DPO. Cependant, la gestion des exemptions fiscales reste laxiste et les mesures visant à réduire les dépenses inefficaces sont inexistantes. L'objectif relatif au ratio recettes fiscales-PIB, fixé à 10 %, a été atteint. Pourtant, ce ratio demeure l'un des plus bas au monde et il est inférieur au ratio potentiel estimé à 19 %.

18 Le dernier recensement a été réalisé en 1993. Les normes internationales imposent que le recensement des ménages soit réalisé tous les 10 ans.

28. **Les résultats en matière d'efficacité des dépenses publiques sont moins bons.** Concernant les dépenses non prioritaires, la réduction attendue du transfert fiscal à JIRAMA (Jlro sy Rano Malagasy ; la compagnie nationale d'électricité et d'eau) ne s'est pas concrétisée. En cause, le manque d'avancées dans l'exécution du plan de redressement financier de l'entreprise. De plus, la suppression du transfert fiscal à Air Madagascar et des subventions du prix à la pompe des produits pétroliers doit encore être pérennisée. En 2018, le gouvernement de Madagascar était disposé à améliorer la hiérarchisation des investissements publics, avant de faire marche arrière sur la réforme.[19] En ce qui concerne les PPP, des efforts considérables ont été réalisés avec la préparation des décrets d'application de la loi sur les PPP adoptée en 2015 et le renforcement des capacités techniques des responsables du gouvernement en matière d'évaluation des propositions de projet. Toutefois, ces mesures n'ont pas suffi à attirer les investissements des PPP. La numérisation des paiements publics est toujours en cours.

29. **L'Objectif 5 est considéré comme « Partiellement atteint ».**

OBJECTIF 6 : AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES ET DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT

30. **L'Objectif 6 du CPF était tributaire d'une aide permettant d'améliorer les cadres réglementaires et politiques des entreprises.** Trois indicateurs suivaient les progrès de cet objectif.[20] Le premier indicateur, portant sur le délai nécessaire pour enregistrer une entreprise au guichet unique de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), a été atteint. Le second indicateur mesure la réduction du nombre de jours nécessaires pour résoudre des conflits commerciaux et il a été presque entièrement atteint : le délai est passé de 871 jours au début de la période du CPF à 538 à la fin 2021, avoisinant l'objectif de 500 jours. Le pourcentage d'adultes détenant un compte dans une institution financière et/ou un compte mobile atteint 17,9 %, à quelques points de l'objectif de 20 %. Cependant, la disparité subsiste entre les genres concernant la détention d'un compte financier, au détriment des femmes.

31. **Le cadre réglementaire a été consolidé afin de favoriser l'inclusion financière.** Plusieurs lois et règlements ont été adoptés et améliorés. C'est le cas notamment de la nouvelle version de la loi sur la microfinance, de la loi sur les établissements de crédit et de la mise en place du premier établissement de crédit à Madagascar, ou encore de la loi sur le capital minimum pour les institutions de monnaie électronique. Ces réformes, soutenues par le PIFM – Projet d'Inclusion financière à Madagascar – P161491), la série de PFSI et d'IRG DPO, le Projet d'AT pour la Supervision de la microfinance (P153761), le Projet d'AT pour les Systèmes de paiement (P160684), tous deux financés par l'Initiative de Réforme et de Renforcement du secteur financier, et le Projet de Conseil du groupe d'institutions financières sur l'infrastructure de crédit, financé par la Société financière internationale (IFC), ont permis une augmentation importante de l'inclusion financière. Plus de 10 millions de Malgaches ont désormais accès à la banque mobile. Le régime de garantie proposée par l'intermédiaire de SOLIDIS, avec le soutien financier du PIFM, a assuré une montée en puissance rapide de l'aide financière aux entreprises pendant la pandémie de COVID-19.[21] Le nombre total de bénéficiaires est passé à plus de 5 000 entre 2018 et 2021. Pourtant, il subsiste d'importantes lacunes dans le cadre réglementaire – notamment les réglementations sur les technologies financières et la loi sur le registre des nantissements – et dans l'application de la loi bancaire. De plus, le manque de réformes complémentaires, par exemple concernant la concurrence, génère des coûts élevés d'emprunts.

32. **La révision du cadre réglementaire des investissements n'a que peu progressé.** Concernant l'investissement et le climat économique dans le pays, Madagascar a obtenu des avancées dans ces matières : (i) créer une entreprise grâce à une réduction des délais et du nombre de procédures à suivre, (ii) obtenir un crédit grâce à un cadre législatif renforcé, et (iii) faire respecter des contrats grâce à des réformes permettant d'accélérer le traitement des dossiers devant la justice commerciale. Ces réformes étaient suivies et soutenues par le biais des PIC SOP et l'AT pour l'Aide au climat d'investissement. Toutefois, une harmonisation efficace et nécessaire du cadre d'investissement visant à renforcer la confiance des investisseurs et à améliorer la coordination entre les agences publiques doit encore se concrétiser. À cet effet, une actualisation importante de la loi sur l'investissement national a été réalisée début 2020. Mais elle n'a pas été adoptée malgré l'achèvement de l'ensemble des consultations obligatoires et des validations techniques avec les parties prenantes concernées.

33. **L'Objectif 6 du CPF est considéré comme « Presque entièrement atteint ».**

OBJECTIF 7: RENFORCEMENT DE LA PRODUCTIVITÉ RURALE

34. **L'Objectif 7 du CPF était tributaire de la promotion des opportunités agricoles et non agricoles auprès de la**

19 Un cadre de priorisation révisé et actualisé est encore en cours d'élaboration, mais il ne sera pas effectif avant la fin du CPF.

20 Deux nouveaux indicateurs sont utilisés dans la RAA à la place de l'indicateur Doing Business (Facilité à faire des affaires) interrompu en septembre 2021.

21 SOLIDIS est une institution financière spécialisée dans les garanties.

population rurale. Plusieurs opérations contribuent directement à la réussite de cet objectif, dont PADAP, PIC, SWIOFish2, le Projet CASEF – Croissance agricole et sécurisation foncière – P151469), le PIFM et les services de conseil et d'investissement de l'IFC (tels que SMTP élevage de volailles [36704], Bonne Viande de Madagascar [38036], FCS Biovanilla [41632]). Ces opérations sont axées sur le développement de chaînes de valeur dans l'agriculture, l'élevage de bétail et la pêche. Les activités se composent d'interventions dans les chaînes de valeur de l'agro-industrie, le développement de l'accès au crédit pour les petites et moyennes entreprises (PME), et l'appui à la réforme de la décentralisation de la gestion des terres. D'autres opérations contribuent aussi indirectement à la réussite de l'Objectif 7, à savoir les opérations des secteurs de l'infrastructure telles que les routes et l'énergie qui facilitent la liaison entre les producteurs et les marchés, et l'accès aux opportunités non agricoles. Sur les deux indicateurs du CPF choisis pour suivre les progrès réalisés, (i) l'indicateur portant sur la valeur des exportations dans les chaînes de valeur agricoles aidées a été atteint (47,5 millions de dollars pour un objectif de 40,0 millions de dollars), mais (ii) le nombre de parcelles de terre disposant d'un droit de jouissance ou de propriété enregistré est loin de l'objectif fixé (291 106 contre un objectif de 750 000).[22]

35. **Plusieurs succès ont été enregistrés en matière de développement des chaînes de valeur.** L'appui aux chaînes de valeur a ciblé des produits orientés vers l'exportation, incluant entre autres le cacao, la vanille, le concombre de mer, le miel, le poivre rose, les huiles essentielles, ainsi que des produits destinés au marché local comme le lait et les céréales pour l'alimentation animale. Cet appui contribue à augmenter les revenus d'exportation et à diversifier la source de revenus des petits exploitants dans le domaine d'intervention des projets. Notamment, l'aide apportée par le PIC financé par la Banque mondiale à la chaîne de valeur du cacao a contribué à améliorer la qualité, la traçabilité et la durabilité dans le secteur. Entre 2015 et 2018, le volume des exportations a augmenté de presque 60 % pour atteindre près de 12 milliards de tonnes. Plus de 90 % de la production respectent les normes internationales (contre 14 % en 2014). L'aide a profité à près de 5 000 producteurs et 200 préparateurs de cacao. L'appui apporté par le CASEF aux chaînes de valeur orientées sur le marché local grâce à la prestation de meilleurs intrants a contribué à une hausse de la productivité dans les secteurs des produits laitiers, et pour certains fruits et épices.

36. **Le dialogue politique portant sur la décentralisation de la gestion des terres et de la chaîne de valeur de la viande rouge n'a pas été à la hauteur des attentes.** Le GBM a soutenu la réforme politique sur la gestion de la décentralisation des terres avec pour objectif d'améliorer la sécurité foncière rurale. Parmi les activités figurent le renforcement institutionnel au niveau central et l'assistance au niveau opérationnel pour la délivrance des certificats fonciers par les Bureaux des terres communales. Les activités financées par la Banque mondiale ont largement aidé à accroître la délivrance des certificats fonciers, puisque 235 000 nouveaux documents ont été délivrés depuis 2016. Un nombre supplémentaire de 308 000 certificats est en cours d'étude et, s'ils sont délivrés, ils signeront une réussite considérable, à juger à l'aune des 600 000 titres fonciers gérés et délivrés par l'administration centrale en 120 ans. Cependant, les difficultés de fonctionnement et la modification du cadre juridique, qui traduisent un manque d'engagement politique en faveur de la réforme foncière, empêchent la réalisation de l'objectif qui était de délivrer 750 000 certificats avant la fin de la période du CPF et 1 390 000 avant la date de clôture du projet en décembre 2022.[23] Au final, on estime que la sécurité foncière améliore la productivité agricole et par conséquent la transformation structurelle.[24] Les objectifs de soutien de la Banque mondiale et de l'IFC à la chaîne de valeur de la viande rouge, qui sont de renforcer la capacité des éleveurs et des agriculteurs locaux d'approvisionner la filière bovine et de revitaliser l'exportation de viande de zébu, sont gênés par l'introduction de l'interdiction sur les exportations de viande en vigueur depuis 2019.[25]

37. **La RAA considère que l'Objectif 7 est « Presque entièrement atteint ».**

OBJECTIF 8: AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET AUX TRANSPORTS

38. **Les interventions du GBM concernant l'Objectif 8 du CPF sont axées sur les réformes de la gouvernance, et les investissements dans les secteurs de l'énergie, des routes et du transport aérien.** Les interventions dans le secteur des technologies de l'information et de la communication sont limitées à des services d'analyse et de conseil. En ce qui concerne l'Objectif 8, les progrès réalisés sont mesurés à l'aide de 3 indicateurs, l'un étant « *Presque entièrement atteint* » et les deux autres « *Partiellement atteint* ».

22 En avril 2022, 308 000 certificats supplémentaires étaient étudiés par l'administration foncière. Par conséquent, l'indicateur du CPF sur le nombre de parcelles de terre disposant d'un droit de jouissance ou de propriété pourrait augmenter d'ici la fin de la période du CPF (juin 2022).

23 L'objectif du projet pour décembre 2022 était initialement fixé à 2 501 000, avant d'être révu à 2 000 000 pendant la restructuration du projet en décembre 2020, et encore révisé à la baisse à 1 390 000 en novembre 2021. Le gouvernement envisage l'option d'annuler la modification du cadre juridique qui entrave l'émission de certificats fonciers dans le cadre du projet CASEF.

24 Banque mondiale (2016). Diagnostic Systématique de Pays.

25 En avril 2022, deux des principales conditions permettant de lever l'interdiction (système de traçabilité et stratégie de renouvellement des bovins) sont en cours d'exécution.

39. **L'accès routier s'est amélioré avec environ 600 kilomètres de routes remises en état.** Pourtant l'approche était initialement fragmentée. Différents projets financés par la Banque mondiale, dont le Projet d'Urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité (PUPIRV) (P132101), les PIC, CASEF et PADAP ont accompagné la remise en état des routes principales, secondaires/rurales et urbaines. L'Analyse de connectivité spatiale SCA achevée pendant l'exercice 2020 a contribué à mieux identifier les interventions prioritaires en tenant compte des liens unissant les investissements routiers aux infrastructures locales existantes, à la prestation des services et au niveau de pauvreté local. L'approche de la Banque mondiale vis-à-vis des investissements dans le secteur routier a évolué vers la fin de la période du CPF. En plus de la remise en état, les projets routiers approuvés au cours de l'exercice 2020 et au-delà sont également venus en appui des réformes du secteur visant la durabilité des infrastructures, y compris par le pilotage de contrats basés sur la performance, et en donnant de l'importance au financement destiné à l'entretien. Les investissements de la Banque mondiale dans le secteur routier se sont considérablement développés et consolidés, avec trois projets atteignant 740 millions de dollars à la période d'avril 2022.

40. **Les interventions dans le transport aérien étaient mieux coordonnées avec les institutions composant le GBM, mais l'objectif d'améliorer la performance de la compagnie aérienne nationale a échoué.** La garantie de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et les investissements de l'IFC ont permis de recourir aux investissements privés pour la remise en état/l'expansion, l'opération et l'entretien des aéroports Ravinala à Antananarivo et Nosy Be, les deux principaux points d'entrée dans le pays. Le projet PIC a fourni des services de conseil pour la mise en œuvre progressive de la politique de ciel ouvert, ainsi que la restructuration et la conclusion du Partenariat commercial stratégique de la compagnie aérienne nationale avec un opérateur privé. Toutefois, le Partenariat commercial stratégique a été révoqué en 2020 et le gouvernement de Madagascar prépare un nouveau plan économique pour la compagnie nationale – sans le soutien du GBM.

41. **Les objectifs portant sur l'amélioration de l'accès à l'électricité ont été compromis par le manque d'engagement en faveur de la réforme et la faible gouvernance dans le secteur de l'électricité.** Une aide importante a été accordée à la compagnie nationale de services publics JIRAMA, notamment des investissements dans les infrastructures et une assistance technique visant à définir les orientations stratégiques pour le redressement opérationnel et financier de l'entreprise. Les progrès ont été lents et inégaux entre les quatre principaux axes de réformes identifiés : amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'électricité, réforme des tarifs, passage de la production d'énergie thermique dominante au renouvelable, et renégociation des contrats thermiques. En revanche, les solutions hors réseau ont connu un déploiement réussi en tant qu'option complémentaire permettant de développer l'accès à l'électricité, particulièrement dans les zones rurales. L'expansion du Projet Solar, qui doit servir de référence pour l'énergie solaire à Madagascar, est toujours en attente de l'adoption du décret ministériel (« Décret d'application relatif au Code de l'électricité et aux procédures des concessions »), nécessaire pour résoudre les problèmes les plus essentiels (y compris le rétablissement de la capacité juridique de JIRAMA de signer des Accords d'achat d'électricité).

42. **L'Objectif 8 est considéré comme « Partiellement atteint ».**

03. PERFORMANCE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

43. La performance du GBM pendant le CPF est considérée comme « Bonne ». Le CPF prend en charge des problèmes qui sont pertinents pour le développement du pays et les objectifs sont conformes aux priorités du gouvernement de Madagascar. Le CPF a été suffisamment flexible pour répondre aux changements dans le contexte national, en prenant en considération la forte vulnérabilité du pays aux chocs. Cette flexibilité se traduit par une réponse proactive à l'épidémie de COVID-19 et aux catastrophes naturelles, telles que les inondations qui ont frappé le pays en 2020 ou les épisodes de sécheresse dans le Sud. Outre les Allocations régulières fondées sur la performance (PBA), le GBM a également mobilisé des ressources supplémentaires afin d'accompagner les besoins financiers du pays, notamment par l'accès au Régime de soutien au redressement (Turnaround Facility) pendant les exercices allant de 2016 à 2019, et au Guichet de financement des ripostes aux crises (CRW). Les 12 opérations clôturées pendant la période du CPF sont considérées comme « *Modérément satisfaisantes ou plus* » par le GIE.

44. **Les objectifs du CPF étaient conformes aux priorités de développement du pays.** Lors de l'élaboration du CPF, les objectifs de développement du GdM ont été exposés dans le Plan national de développement (PND, 2015-2019). Le PND était composé de cinq axes dont trois pouvaient être associés au Domaine d'intervention I du CPF (capital humain, gouvernance et résilience face aux catastrophes naturelles, et valorisation des ressources naturelles). Les deux axes restants étaient associés au Domaine d'intervention II (préservation de la stabilité macroéconomique, croissance inclusive et racines locales du développement). Le CPF est resté cohérent avec la plupart des 13 engagements du nouveau gouvernement qui a accédé au pouvoir en 2019, et a exposé ces engagements dans la Politique générale de l'État.[26] Parmi ceux-ci figurent le renforcement du capital humain, la nécessité d'une croissance plus élevée et durable, et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles du pays. Par ailleurs, l'ajustement réalisé lors de la RPA afin de répondre à la pandémie de COVID-19 avait pour objectif d'appuyer la réponse du gouvernement de Madagascar, comme le souligne le Plan multisectoriel d'urgence de 2020.

45. **Le CPF a bien intégré les enseignements tirés de la mise en œuvre de la Stratégie d'aide-pays du Groupe de la Banque mondiale pour les ex. 2007-2011 (Rapport no 38135-MG)[27] et de la Note de stratégie intérimaire de la Banque mondiale pour Madagascar ex. 2012-2013 (Rapport no 63863-MG)[28].** Des efforts ont été déployés afin de mieux comprendre les dynamiques d'économie politique et d'intégrer les conclusions dans la conception des projets. Le cadre de résultats du CPF est construit avec un nombre d'objectifs limités et plus ciblés (8 dans le CPF actuel contre 29 dans le précédent). Le Cadre de partenariat intègre progressivement le concept d'initiatives communautaires pour garantir la prise en compte du niveau local. En particulier, le CPF a intensifié une intervention intégrée et décentralisée axée sur le sud du pays en utilisant les projets MIONJO et Connecter Madagascar pour une croissance inclusive. Cependant, ces projets n'ont été approuvés qu'à la fin de la période du CPF et d'autres régions profiteront également de ces approches.

46. **Le portefeuille est conçu pour établir de fortes synergies entre les opérations.** Jusqu'à 41 Services de conseils et d'analyse (SCA) ont été réalisés pendant la mise en œuvre du CPF. Ils ont procuré des conseils stratégiques permettant d'élaborer les opérations composant le portefeuille et la réserve de projets du CPF. Parmi ces services figurent l'identification géographique des routes et les sites de production d'électricité qui sont financés par les projets du GBM. De plus, la réalisation de chaque objectif du CPF dépend d'une combinaison de différents instruments et opérations multisectorielles. Enfin, la complémentarité entre les IPF et les DPO n'est plus à démontrer. Dans certains cas, les DPO ont permis de faire progresser les réformes nécessaires pour garantir l'efficacité des interventions IPF, tandis que les IPA et l'AT ont appuyé la mise en œuvre opérationnelle et la viabilité des réformes soutenues par les DPO.

47. **Le CPF a correctement identifié les risques susceptibles de porter atteinte aux objectifs, mais les mesures d'atténuation n'ont pas été suffisantes.** Après la prise en compte des mesures d'atténuation, le risque global du CPF est considéré comme modéré. Le CPF a correctement déterminé les conséquences des risques politiques et de gouvernance sur l'exécution des réformes et des activités vitales pour la réalisation des objectifs du cadre de partenariat. Ces risques se reflètent parfaitement dans le ralentissement de l'exécution des réformes à l'approche des élections en 2019. Des problèmes de gouvernance n'ont pas permis de finaliser la mise en œuvre de la réforme du secteur de l'énergie, de la décentralisation, des réformes de GFP visant à accroître l'efficacité des dépenses publiques, du Plan pour le secteur de l'éducation (ESP) 2018-2022, et des réformes concernant le transport aérien et le renforcement de la productivité rurale.

48. **Le CPF aurait gagné à plus de sélectivité.** Le CPF a essayé de traiter en parallèle la plupart des contraintes structurelles auxquelles est confronté le pays, telles qu'identifiées par le Diagnostic Systématique de Pays 2016. Le nombre d'opérations a rapidement augmenté, doublant presque sur la période du CPF pour atteindre un niveau dépassant les projections.[29] Une telle hausse a entraîné une dispersion des efforts, et épuisé la capacité du gouvernement de Madagascar à superviser l'exécution des projets et à se concentrer sur les réformes prévues.

49. **Malgré les ajustements réalisés lors de la RPA, le cadre de résultats a souffert de certains défauts : (i) Le lien entre les interventions du GBM et les indicateurs de résultats du CPF était généralement bon.** Les quelques exceptions concernent les indicateurs du CPF pour l'Objectif 5 pour lesquels l'intervention du portefeuille ne pouvait pas influencer complètement la trajectoire de l'indicateur. (ii) Certains indicateurs de résultats du CPF auraient pu mieux refléter les progrès réalisés. Plus précisément, les indicateurs du CPF pour l'Objectif 1 étaient principalement axés sur les résultats d'apprentissage, alors que les projets de santé et de nutrition et le programme de protection

---

26 Les 13 axes de la Politique générale de l'État sont détaillés ici : https://www.presidence.gov.mg/19-a-la-une/66-la-ligne-directrice-de-la-pge.html. Le Plan Émergence Madagascar, plan de développement stratégique du gouvernement est en cours de finalisation

27 Approuvée le 7 mars 2007

28 Approuvée le 28 décembre 2011

29 Le CPF a prévu que le nombre de projets serait maintenu à 16.

sociale ont largement contribué à renforcer le capital humain des enfants. Par ailleurs, l'Indice de capacité statistique pour l'Objectif 4 ne reflète pas la fourniture considérable d'informations statistiques permise par les opérations soutenues par la Banque mondiale. (iii) En ce qui concerne l'Objectif 7, les indicateurs de résultats choisis ne mesurent pas directement le renforcement de la productivité rurale. Concernant la réalisation des objectifs, la RPA aurait pu être l'occasion de fixer des objectifs atteignables. Pourtant, trois facteurs majeurs peuvent expliquer l'écart entre la réalisation et l'objectif : (a) la préparation de la RPA a été retardée par la COVID-19, et la période entre la RPA et la RAA est très courte. Ceci explique pourquoi le délai d'application des ajustements était limité ; (b) l'écart témoigne de la prévalence des difficultés rencontrées par le gouvernement dans les secteurs couverts par le CPF et l'impact prédominant de la COVID-19 sur la mise en œuvre du CPF ; c) en matière de conception, les objectifs sont fixés à la fin de la période du CPF (juin 2022 dans ce cas) tandis que la RAA s'appuie sur des informations vérifiables obtenues récemment.

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME :

50. La mise en œuvre du CPF a bénéficié d'une mobilisation importante des ressources. Le portefeuille s'est accru, passant d'un engagement total de 796,8 millions de dollars pour l'exercice 2017 à 2,98 milliards de dollars pour l'exercice 2022.[30] En plus de l'Allocation régulière de l'IDA basée sur la performance, le GBM a aussi puisé dans des Fonds d'affectation et fait appel à un financement exceptionnel de l'IDA au titre du Régime de soutien au redressement (Turn Around Regime) (exercices 2017-2019), ainsi qu'à des sources de financement de l'IDA, telles que le Guichet de financement des ripostes aux crises, le Guichet régional et le Mécanisme de financement complémentaire.[31] L'allocation de l'IDA19 a été entièrement engagée.

51. La mise en œuvre du CPF s'est caractérisée par une étroite collaboration entre les institutions du GBM et les autres partenaires de développement. Plusieurs opérations IFC étaient gérées conjointement avec la Banque mondiale ou complétées par des interventions de la Banque mondiale. La Banque mondiale et l'IFC ont financé ensemble le développement de l'approvisionnement et de l'exportation de la viande par le biais des projets PADAP et Bonne Viande de Madagascar. Les deux institutions ont apporté leur appui aux chaînes de valeur de l'agro-industrie, la Banque mondiale se concentrant sur le cacao, certains fruits et épices, et l'IFC sur la chaîne de valeur de la vanille. Les deux institutions ont travaillé ensemble pour faciliter l'accès au financement grâce à l'aide apportée aux projets de registre des nantissements et d'évaluation du crédit. Par le biais des IPF et de l'AT. La Banque mondiale a choisi de soutenir le renforcement de la gouvernance et la réforme opérationnelle de JIRAMA afin de développer l'accès à l'électricité, et elle a collaboré avec l'IFC pour intensifier l'approvisionnement de l'électricité hors réseau. Le Diagnostic du secteur privé national (CPSD-2021) a été réalisé conjointement par l'IFC et la Banque mondiale. Les interventions des trois institutions du GBM dans le secteur du transport aérien étaient totalement complémentaires : La Banque mondiale a appuyé la réforme politique, l'IFC a apporté un soutien financier et la MIGA a garanti l'investissement privé. Le GBM a également travaillé en étroite collaboration avec des partenaires de développement afin d'harmoniser le dialogue politique avec le gouvernement. Le projet a tiré parti de la présence des agences des Nations unies à des niveaux décentralisés (Organisation mondiale de la santé, Programme alimentaire mondial, Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, et Fonds des Nations unies pour l'enfance).

52. Le CPF a été ajusté pour répondre efficacement à la crise. La réponse de la Banque mondiale à la crise de la COVID-19 s'est composée de (i) la réaffectation des ressources du portefeuille grâce à l'activation des CERC, et à la restructuration et la réaffectation des programmes existants ; (ii) l'ajout de nouvelles opérations en réponse à la pandémie et, (iii) l'établissement de nouvelles priorités pour la réserve de projets du CPF afin de faire progresser les opérations qui étaient prévues ultérieurement, tout en retardant certaines nouvelles opérations. L'IFC a accompagné la réponse de crise du gouvernement de Madagascar, avec une priorité à l'agriculture, à l'industrie légère et au secteur financier. En tant que membre du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA)[32], MADAGASCAR est éligible à une aide de la Banque régionale de commerce et de développement (TDB). La MIGA apporte son appui à une facilité de prêt commercial pour la TDB d'environ 359 millions d'euros afin de financer la croissance et la diversification du portefeuille de financement commercial de la banque. Cette facilité comprend également 50 millions d'euros spécialement assignés aux prêts rétrocédés dédiés aux activités de réponses à la COVID-19. Le portefeuille et la réserve de produits ont été recadrés pour s'adresser aux zones/régions les plus vulnérables dans lesquelles la Banque mondiale était moins présente autrefois, y compris le Sud. L'objectif est de répondre à la crise climatique et humanitaire et de traiter la pauvreté urbaine dans le contexte de la crise de la COVID-19.

---

30 Données au 31 mars 2022.

31 À la fin février 2022, l'engagement total de l'IDA depuis le début du cycle du CPF se montait à 3 156 millions de dollars, dont 2 894 millions en provenance de l'Allocation basée sur la performance.

32 La COMESA est la plus grande organisation économique régionale d'Afrique avec 19 États membres et une population avoisinant les 390 millions de personnes.

53. Le suivi de la mise en œuvre des projets est satisfaisant. L'avancement général de la mise en œuvre des projets composant le portefeuille est considéré comme soit satisfaisant, soit modérément satisfaisant, à l'exception d'un projet (PRODUIR). En ce qui concerne la gestion financière, les projets composant le portefeuille sont dans la majorité des cas considérés comme satisfaisants ou modérément satisfaisants, à l'exception de deux projets considérés comme modérément insatisfaisants (ESOGIP et PADAP). Par ailleurs, tous les projets clôturés pendant le cycle du CPF sont considérés par le Groupe indépendant d'évaluation (GIE) comme modérément satisfaisants ou plus. Parmi les problèmes récurrents de mise en œuvre rencontrés pendant le cycle du CPF figurent les cas de dépenses inéligibles, les changements fréquents dans la structure des ministères habituellement suivis par le remplacement des fonctionnaires et donc des responsables de projet, la révision semestrielle du budget, et des procédures nationales compliquées pour déclarer l'utilité du projet et traiter le paiement d'indemnisations en cas de déplacement de la population. Les mesures visant à assurer le bon déroulement de la mise en œuvre du portefeuille incluent un examen régulier mené conjointement avec le gouvernement pour évaluer la performance, déterminer les principaux obstacles et convenir d'un plan d'action rectificatif. Par ailleurs, un diagnostic des procédures nationales affectant la mise en œuvre du portefeuille a été mené et des délais standards définis pour chaque étape. Malgré ces problèmes, les taux de décaissement sont restés stables, avoisinant les 27,9 % annuels entre l'exercice 2017 et l'exercice 2021.[33]

33 Le taux le plus élevé se situe à 35,5 % pour l'exercice 2017 et le taux le plus bas à 18,4 % pour l'exercice 2020.

04. HARMONISATION AVEC LES OBJECTIFS D'ENTREPRISE

54. **Le programme du CPF a contribué à réaliser le double objectif du GBM, à savoir mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.** Le programme est parvenu à renforcer l'inclusion, mais la croissance pendant le cycle du PDF est restée modérée et insuffisante pour lutter contre la pauvreté générale. Les progrès réalisés en matière de diminution de l'extrême pauvreté ont été modestes pendant cette période qui a précédé la pandémie de COVID-19, et les années qui ont suivi sont marquées par l'augmentation de la pauvreté. De 2012 – dernière année de disponibilité des données officielles sur la pauvreté – à 2019, on estime que le pourcentage de la population vivant sous le seuil international de pauvreté fixé à 1,90 dollar par jour (en parité de pouvoir d'achat 2011) a légèrement diminué, passant de 78,8 % à 76,5 %. L'extrême pauvreté a brutalement augmenté avec la survenue de la COVID-19 en 2020, les populations vulnérables des zones urbaines étant particulièrement frappées. On estime aussi que le taux de pauvreté aura atteint 80 % de la population en 2021. Le CPF s'est efforcé de faire profiter les plus pauvres de la croissance, même si elle était modérée. Ce sont les zones rurales, où le niveau de pauvreté est le plus élevé, qui étaient au centre des priorités. Les objectifs étaient d'accroître la résilience (Objectif 2), de renforcer la productivité rurale (Objectif 7) et d'accroître l'accès aux infrastructures (Objectif 8). Les ajustements dans le portefeuille menés lors de la RPA ont également renforcé l'intérêt porté au sud du pays où la pauvreté est la plus forte. Toutefois, la version actualisée 2022 du DSP a déterminé que la capacité limitée de Madagascar à se développer et sa forte vulnérabilité aux chocs expliquaient en grande partie la persistance de la pauvreté. Alors que le CPF s'efforce de promouvoir une croissance inclusive et de favoriser la résilience aux chocs, ni son programme ni le déroulement d'un seul cycle ne suffisent à inverser la tendance de croissance. Par conséquent, la RAA propose une approche orientée sur les territoires pour le prochain CPF.

55. **Le portefeuille de Madagascar contribue largement à exécuter les engagements politiques de l'IDA19.** Le portefeuille inclut 18 activités terminées ou en cours contribuant à l'engagement politique de l'IDA19, particulièrement au niveau des thèmes spéciaux que sont la transformation des emplois et de l'économie, le changement climatique, et la gouvernance et les institutions. Par ailleurs, 10 activités contribuent à prendre en charge les quatre thèmes transversaux que sont l'inclusion numérique, la technologie, la dette et le capital humain.[34] En l'occurrence, sur les 33 projets approuvés depuis l'exercice 2017 jusqu'à février 2022, 18 intègrent les problématiques de genre. Pour continuer de résorber les inégalités entre les genres, le projet incorpore des activités qui ciblent spécifiquement les femmes et les enfants, notamment en soutenant l'accès des femmes aux emplois et en effectuant une évaluation sur les questions de genre pendant l'exercice 2022.[35] En matière de résilience climatique, la capacité du pays s'est considérablement améliorée pendant le cycle du CPF à la faveur de l'état de préparation et de la rapidité de la réponse. Les co-bénéfices climatiques ont représenté en moyenne 28 % de l'engagement total de l'Association internationale de développement (IDA) par exercice pendant la période du CPF. Le CPF a également accru l'engagement des communautés locales dans l'exécution des opérations. La performance du portefeuille contribue positivement à l'engagement de l'IDA19, comme le démontre le Système de mesure des résultats de l'IDA19, et plus particulièrement dans les niveaux 2 et 3.[36]

34 Données du tableau de bord de l'Engagement politique de l'IDA19 à la période d'avril 2022.

35 Y compris les projets SSN, MIONJO, Connecter Madagascar pour une croissance inclusive et le projet national d'amélioration de l'accès à l'eau.

36 https://ida.worldbank.org/en/rms. Les résultats incluent par exemple, dans le niveau 2 : le nombre de personnes ayant accès aux programmes de protection sociale, qui ont bénéficié de services essentiels de santé, de nutrition et de population, et qui ont bénéficié d'un accès à de meilleurs services d'assainissement ; et dans le niveau 3 : l'indice de proactivité du portefeuille et les résultats considérés comme satisfaisants par le GIE.

05. LEÇONS APPRISES

56. L'évaluation de la mise en œuvre du CPF et la performance du GBM permettent d'identifier les leçons suivantes :

- **Les interventions doivent intégrer une évaluation plus réaliste de la capacité du pays à appliquer des réformes complexes.** Les analyses d'économie politique ont aidé le GBM à concevoir des opérations et à bâtir des coalitions autour de réformes vectrices de transformation. Par exemple, leurs conclusions ont permis d'introduire une gestion basée sur le risque dans l'élaboration des réformes douanières soutenues par le PAPSP, et de réduire le retard associé à la mise en œuvre de l'ESP. Le prochain CPF doit maintenir la pratique des analyses d'économie politique afin de favoriser la conception et l'exécution des projets. Au-delà de l'analyse, la reconnaissance en temps voulu des signes de contestation des réformes doit déclencher la recherche d'autres moyens d'intervention, tout en maintenant les efforts sur l'objectif ultime et les bénéficiaires finals. Dans cette optique, le GBM a étudié l'utilisation de différents instruments dans le secteur de l'énergie pendant l'exécution du CPF, notamment les IPF, DPF, P4R et Garantie partielle, avec l'objectif d'améliorer la performance de JIRAMA et l'accès à l'électricité provenant du réseau. Pourtant, les difficultés de gouvernance profondément enracinées dans la compagnie et le secteur de l'énergie ont ralenti la réalisation des objectifs. Des interventions plus sélectives du GBM sont également essentielles pour ne pas épuiser la capacité déjà limitée du gouvernement. Ces expériences suggèrent que le prochain CPF doit adopter une approche plus séquencée, particulièrement dans le secteur de l'énergie, ce qui inclut une meilleure définition des points d'entrée des réformes.

- **Des procédures nationales fastidieuses peuvent sérieusement bloquer l'exécution des projets.** Il s'agit par exemple des processus d'entrée en vigueur du projet, l'ouverture de comptes désignés pour les projets et l'exécution des indemnisations dans le cadre de réinstallation de personnes. Les procédures nationales ont entraîné d'importants retards dans la mise en œuvre de certaines des opérations du portefeuille, les retards étant encore plus prononcés lors de la réalisation de l'Objectif 2 du CPF. Le prochain CPF fera correspondre le traitement des projets avec les sessions parlementaires, la ratification et les facteurs de retard probable associé aux procédures nationales constituant des éléments clés de programmation des activités des opérations. Les options de simplification des procédures seront examinées avec les autorités. Particulièrement en matière de garanties – et le nombre de projets dans le portefeuille impliquant la réinstallation de personnes ayant augmenté – les enseignements tirés de l'exécution en cours du Plan d'action de réinstallation aideront à déterminer les principaux goulets d'étranglement et à faciliter les activités futures.

- **Le renforcement des capacités locales concernant un nouveau concept opérationnel ou un projet complexe est important pour la durabilité.** Le CPF a introduit des caractéristiques innovantes pour renforcer l'efficacité et la viabilité des interventions. Par nouveau concept opérationnel, on comprend par exemple l'introduction de la planification à moindre coût pour le secteur de l'énergie et l'approche des paysages durables dans les efforts d'augmentation de la productivité agricole à long terme. La mise en œuvre d'une identification unique dans le Projet de Gouvernance digitale et les infrastructures numériques critiques à l'appui de l'inclusion financière exigent des compétences spécifiques qui doivent encore être développées localement, alors qu'elles sont importantes pour l'exécution des projets et leur viabilité. Le prochain CPF étudiera l'inclusion d'un programme multisectoriel de renforcement des capacités afin de soutenir les capacités locales et les institutions.

- **Le ciblage spatial et les approches d'intervention intégrée ont prouvé leur efficacité.** Les multiples enjeux de développement au niveau national, les besoins spécifiques des régions et l'expérience positive avec des projets régionaux et multisectoriels lors de la mise en œuvre du CPF plaident en faveur d'interventions personnalisées au niveau local. Par exemple, les approches par la chaîne de valeur et des pôles de croissance intégrés ont atteint ou dépassé leurs objectifs. Par conséquent, la couverture des PIC SOP a été élargie afin d'accroître le nombre de régions bénéficiaires, et plusieurs des opérations du portefeuille sont déjà conçues pour proposer des interventions complémentaires dans certaines chaînes de valeur. Les premières années d'exécution du projet MIONJO dans le sud du pays ont également généré des résultats prometteurs. Le prochain CPF s'appuiera sur ces expériences et continuera d'adopter l'approche de ciblage territorial à l'aide de l'Indice de ciblage de la pauvreté.

- **• Il est vital d'assurer la flexibilité des instruments de la Banque, notamment par l'inclusion systématique des CERC dans les opérations.** Madagascar est fortement exposée aux chocs. Dans le cadre de ce CPF, la Banque s'est montrée flexible et a ajusté son portefeuille, notamment en restructurant des opérations, en préparant des DPO d'urgence, en réajustant les projets en réserve et en activant les CERC.

La disponibilité des CERC dans le portefeuille a permis de produire des réponses rapides et à grande échelle dans le cas de la COVID-19, pour laquelle les composants CERC associés aux projets PADAP, PRODUIR et PIC ont été mobilisés et affectés à l'acquisition de fournitures médicales et de médicaments, de soutien au secteur privé par la mise à disposition de lignes financières supplémentaires, et de soutien aux ménages par des programmes de protection sociale. Le composant CERC du projet MIONJO a été mobilisé pour apporter une réponse d'urgence à la sécheresse et à la crise humanitaire dans le sud de Madagascar. Plus récemment, une partie de la réponse aux cyclones qui ont frappé Madagascar en 2022 a été financée par les CERC disponibles dans le portefeuille. Le nouveau CPF maintiendra une flexibilité similaire, dont des composants CERC dans chaque projet afin de préserver cette flexibilité en cas de chocs.

- **Les avantages des interventions coordonnées entre les institutions du GBM sont évidents.** La période du CPF a été marquée par une étroite collaboration entre la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA, autant dans les instruments financiers que dans les services de conseil. Ces modalités d'intervention ont permis la concentration des efforts autour de domaines précis, notamment dans le transport aérien, les finances inclusives et l'agro-industrie, et elles ont mobilisé des ressources destinées à des priorités partagées. Les trois institutions du GBM ont collaboré à la construction des deux principaux aéroports internationaux grâce à des conseils apportés par le Projet PIC de la Banque mondiale, les investissements et les conseils de l'IFC, et la garantie de MIGA sur les projets Ravinala. La Banque mondiale et l'IFC gèrent conjointement des opérations dans le secteur financier et l'agro-industrie. Des travaux conjoints sur les services d'analyse et de conseil, tels que le Diagnostic-pays du secteur privé et le Diagnostic systématique de pays ont contribué à harmoniser l'orientation politique entre les trois institutions. Cette collaboration étroite jouera un rôle essentiel dans la mise en œuvre du prochain CPF.

- **La complémentarité entre les instruments du GBM crée un cycle de mise en œuvre vertueux.** Les SCA jouent un rôle vital dans l'élaboration du portefeuille du CPF. Dans certains cas, les DPO ont permis d'activer puis de faire progresser les réformes nécessaires pour garantir l'efficacité des interventions IPF. De la même manière, les IPF et l'AT sont essentielles pour appuyer la mise en œuvre opérationnelle et la viabilité des réformes financées par les DPO. Une telle complémentarité est évidente, par exemple, en matière de protection sociale, où les IRG DPO programmatiques ont accompagné les réformes instaurant les cadres institutionnels et un mécanisme de coordination dans le secteur, tandis que le SSN IPF se sert de ces cadres institutionnels, et fournit les ressources financières nécessaires pour élargir la couverture des programmes de protection sociale. Dans le secteur des transports, les SCA sur la connectivité ont généré les informations permettant de définir les principales priorités dans la remise en état des routes, et elles ont facilité l'expansion du portefeuille du secteur routier. Lors de la conception du prochain CPF, il est vital de préserver les synergies entre les instruments du Groupe de la Banque mondiale.

06. ANNEXES

ANNEXE 1. STATUT DE MADAGASCAR EX. 2017-2022 MATRICE DES RÉSULTATS CPF (TABLEAU RÉCAPITULATIF)

		DESCRIPTION	STATUT LORS DE LA RAA	NOTE GLOBALE
DOMAINE D'INTERVENTION I : ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE ET RÉDUIRE LA FRAGILITÉ	**OBJECTIF 1. Renforcement du développement humain des enfants**	Élèves des écoles publiques ayant terminé le Grade 2 capables de lire correctement au niveau élémentaire	Non vérifié	**Presque entièrement atteint**
		Taux moyen de passage dans les deux premiers sous-cycles de l'éducation élémentaire dans les écoles publiques.	Non vérifié	
	OBJECTIF 2. Amélioration de la résilience des moyens de subsistance des ménages vulnérables dans les zones rurales et urbaines	Pêcheurs participant à des activités de pratiques de pêche et de subsistance différentes dans les zones prioritaires	Partiellement atteint	**Presque entièrement atteint**
		Agriculteurs bénéficiant directement de meilleurs services d'irrigation et intrants agricoles, et du renforcement de la gestion intégrée des ressources naturelles.	Atteint	
		Personnes dans les zones urbaines ayant accès à de meilleurs services urbains	Presque entièrement atteint	
	OBJECTIF 3. Amélioration et efficacité de la décentralisation	Pourcentage du budget alloué aux Collectivités territoriales et décentralisées (CTD)	Non vérifié	**Presque entièrement atteint**
		Recouvrement des revenus (hors subventions) par les gouvernements locaux	Atteint	
	OBJECTIF 4. Amélioration de la transparence et de la responsabilité	Indice sur le budget ouvert (OBI)	Atteint	**Presque entièrement atteint**
		Augmentation du Score SCI	Non atteint	
		Budget total couvert par l'audit	Partiellement atteint	
		Publication ponctuelle du rapport sur le budget public de la Cour des comptes	Atteint	

		DESCRIPTION	STATUT LORS DE LA RAA	NOTE GLOBALE
DOMAINE D'INTERVENTION II : PROMOUVOIR LA CROISSANCE INCLUSIVE	**OBJECTIF 5. Hausse de la marge de manœuvre budgétaire pour financer les dépenses sociales et d'infrastructure prioritaires**	Recouvrement de l'impôt	Atteint	**Partiellement atteint**
		Part des dépenses prioritaires	Non atteint	
	OBJECTIF 6. Amélioration de l'environnement des entreprises et de l'accès au financement	Délai nécessaire pour enregistrer une entreprise au guichet unique de l'EDBM	Atteint	**Presque entièrement atteint**
		Délai de résolution d'un litige commercial	Presque entièrement atteint	
		Adultes détenant un compte dans une institution financière et/ou un compte mobile	Presque entièrement atteint	
	OBJECTIF 7. Renforcement de la productivité rurale	Valeur des exportations dans les chaînes de valeur agricoles soutenues	Atteint	**Presque entièrement atteint**
		Parcelles de terre disposant de droits de jouissance ou de propriété enregistrés	Partiellement atteint	
	OBJECTIF 8. Amélioration de l'accès à l'énergie et aux transports	Pertes totales d'électricité par an (pourcentage)	Presque entièrement atteint	**Partiellement atteint**
		Part de la population ayant accès aux services d'électricité à l'aide de solutions rattachées au réseau et hors réseau	Partiellement atteint	
		Routes construites ou remises en état	Partiellement atteint	

ANNEXE 2. MADAGASCAR EX. 2017-2022 CPF ÉVALUATION DE LA MATRICE DES RÉSULTATS[1]

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF (2022) : 1 500 HECTARES						
VALEUR RÉELLE : 0 hectare à la période de novembre 2021	**Presque entièrement atteint**	**Indicateurs du CPF :**			***En matière d'éducation :***	**Financement**
		Élèves des écoles publiques ayant terminé le Grade 2 capables de lire correctement au niveau élémentaire (pourcentage)	**Référence (2016) :** 24 % **Objectif (2022) :** 30 % **Valeur réelle :** 30 % des élèves des écoles publiques ayant terminé le Grade 2 sont capables de lire correctement au niveau élémentaire.[2]	Non vérifié	▪ Le contexte de la COVID-19 plaidait en faveur de mesures correctives drastiques et accélérées en matière d'accès à l'éducation et de qualité, afin d'améliorer la pratique de l'enseignement et le système d'examen. L'aide apportée aux stratégies d'apprentissage à distance et de formation continue, et l'aide à la rescolarisation et la prévention de l'abandon scolaire ont joué un rôle crucial pendant la crise de la COVID-19.	▪ Projet d'appui d'urgence aux services essentiels d'éducation, de santé et de nutrition (P148749) – clôturé ▪ Projet d'appui d'urgence à l'éducation pour tous – GPE (P132616) – clôturé ▪ DPF Investir dans le capital humain (P168697) – clôturé
		Taux moyen de passage dans les deux premiers sous-cycles de l'éducation élémentaire dans les écoles publiques (pourcentage)	**Référence (2015-2016) :** 45 % **Objectif (2022) :** 50 % **Valeur réelle :** 59,3 % pour l'année scolaire 2020-2021[3]	Non vérifié		

1 Les indicateurs de résultat sont déduits du dernier Rapport sur l'état d'avancement et les résultats (ISR) des projets ou du Rapport de fin d'exécution et de résultats (ICR) lors de la préparation de la RAA, sauf indication contraire. Certains des résultats font donc référence à 2021 (ou avant). Le cas échéant, les résultats projetés à la mi-juin 2022 sont indiqués.

2 Changement de méthodologie pendant le CPF : en raison du contexte de la COVID-19, le ministère de l'Éducation nationale a chargé le personnel technique régional de collecter les données au lieu du processus habituel mené par l'Unité indépendante d'évaluation de la réussite scolaire.

3 Il existe un risque de biais à la hausse, le passage en classe supérieure ayant été quasiment systématique dans le contexte de la COVID-19.

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Indicateurs supplémentaires			Pour améliorer les acquis scolaires, il est aussi important de mettre en place une panoplie de mesures pour développer l'alphabétisation, préparer les élèves, améliorer l'efficacité des enseignants et la disponibilité des ressources scolaires, et garantir des écoles sûres et efficacement gérées. - Réinventer un processus éducatif innovant en mettant l'apprentissage à portée des étudiants et en utilisant des solutions technologiques factuelles, déployer des solutions à un niveau expérimental et à grande échelle, et diffuser à l'ensemble des décideurs politiques des connaissances y ayant trait. Promouvoir les connaissances intersectorielles portant sur la conception et l'application efficaces de l'intervention sur l'éducation, par exemple en aidant les filles qui sont confrontées à un risque accru de grossesse et de mariage précoce, juste après la pandémie de COVID-19	▪ Projet de Filets sociaux de sécurité (P149323) et Financement additionnel (P167881, P174886) ▪ Projet d'appui à la performance du secteur public – PAPSP (P150116) – clôturé ▪ Projet d'appui à l'éducation de base à Madagascar – PAEB (160442) et Financement additionnel (P172051) ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase (P160848) ▪ GPSA Madagascar : Projet de Renforcement du co-engagement entre la communauté et la municipalité pour un meilleur service de santé de base (P172393) – clôturé ▪ Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé (P176841) et Financement additionnel
		Accouchements dans les structures médicales dans les zones des projets (nombre)	**Référence (2017) :** 0 **Objectif (2022) :** 386 000 **Valeur réelle :** 286 709 accouchements dans les structures médicales dans les zones des projets en nov. 2021	Presque entièrement atteint		
		Enfants de moins de six mois exclusivement nourris au sein (dans les zones des projets) (pourcentage)	**Référence (2017) :** 61,3 % **Objectif (2022) :** 65 % **Valeur réelle :** 64,6 % (en nov. 2021)	Presque entièrement atteint		
		Enfants âgés de 6 à 59 mois recevant des suppléments de vitamine A conformément aux recommandations nationales (part de la population cible totale, dans les zones de projets) (pourcentage)	**Référence (2017) :** 0 % **Objectif (2022) :** 67 % **Valeur réelle :** 63,2 % (en nov. 2021)	Presque entièrement atteint		
		Femmes et enfant ayant bénéficié de services de nutrition de base (nombre)	**Référence (2017) :** 0 **Objectif (2022) :** 2 270 000 **Valeur réelle :** 845 270 femmes et enfants ont bénéficié de services de nutrition de base (données disponibles pour cinq régions cibles du projet P160848)	Partiellement atteint		
		Enseignants recrutés ou formés (nombre)	**Référence (2016) :** 0 **Objectif (2022) :** 62 200 **Valeur réelle :** 5 909 enseignants recrutés ou formés, dont 1 815 enseignants formés pour enseigner la lecture, l'écriture et les mathématiques en première année d'école primaire ; 1 815 éducateurs préscolaires formés et certifiés, et 2 279 enseignants formés, déployés et redéployés dans les écoles rurales à la période de décembre 2021.	Non Atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Enfants (âgés de 6 à 10 ans) venant de familles bénéficiant de transferts en espèces fréquentant l'école primaire (nombre)	**Référence (2017) :** 35 000 **Objectif (2022) :** 170 000 **Valeur réelle :** 170 980 enfants (âgés de 6 à 10 ans) venant de familles bénéficiant de transferts en espèces fréquentent l'école primaire à la période de décembre 2021 (année scolaire 2021-2022) – issu des activités FID	Atteint	***En matière de santé :*** - Le développement des innovations suivantes a réduit les obstacles et augmenté l'utilisation des services de santé et de nutrition : ▪ régime d'exemption des frais pour les interventions clés en termes de procréation, maternité, néonatalité, santé infantile et nutrition (RMNCH-N), et financement de kits d'accouchement. ▪ diffusion de la vaccination et prestation de services de prise en charge intégrée des maladies de l'enfance (PCIMEC) et services de nutrition au niveau communautaire. ▪ pour lutter contre le manque significatif de ressources humaines disponibles dans la santé, passation de contrats avec des professionnels de santé afin de mieux respecter les normes du gouvernement, avec une clause établissant que le nouveau personnel sera absorbé dans le budget du gouvernement. ▪ Utilisation des bonnes pratiques mondiales en termes de communication et stratégie de mobilisation sociale afin de créer une demande en faveur de services de nutrition et de santé.	▪ DPF en réponse à la Covid-19 pour Madagascar (P174388) – clôturé ▪ DPF II Investir dans le capital humain (P171460) – en réserve ▪ Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels (P174903) – en réserve ▪ Phase 2 de l'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase (P175110) – en réserve ▪ Projet régional Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est IPF **Hors prêts :** ▪ Lutter contre la malnutrition à Madagascar (P143293) ▪ Analyse multisectorielle du retard de croissance à Madagascar (P164705) ▪ Améliorer les résultats de l'éducation (P156330)
		Nombre de ménages bénéficiant de conseils aux parents (nombre)	**Référence (2017) :** 16 000 **Objectif (2022) :** 100 000 **Valeur réelle :** 119 510 ménages bénéficient de conseils aux parents à la période de décembre 2021	Atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
						▪ Scolariser les élèves : développer le premier cycle du secondaire au Mozambique et à Madagascar (P168944) ▪ Indicateurs de prestation de services à Madagascar (P160535 - P172336) ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité : Évaluation d'impact d'une approche comportementale pour améliorer les résultats dans la petite enfance (P162747) ▪ Projet d'appui à la Couverture santé universelle à Madagascar/Financement de la santé (P164662) ▪ Enquête/Analyse sur la pauvreté et cartographie régionale de l'ICH (P172248) ▪ Mémorandum économique de pays (P168227)

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF 2. Amélioration de la résilience des moyens de subsistance des ménages vulnérables dans les zones rurales et urbaines	**Presque entièrement atteint**	**Indicateurs du CPF :**			- L'adoption durable par les agriculteurs de meilleures technologies et pratiques destinées à augmenter la productivité et la résilience dépend en grande partie de la capacité des marchés à générer un retour raisonnable et durable sur leurs investissements par des prix à la production rémunérateurs. Productivité et atténuation du risque – les investissements réalisés par les agriculteurs doivent être complétés par des mesures politiques et des investissements permettant de renforcer le fonctionnement des marchés et du contexte global par la modernisation des routes de desserte, des infrastructures de stockage, des systèmes d'information sur la météo et les marchés, des services de fourniture d'intrants, et autres.	**Financement** ▪ Projet d'urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité – PUPIRV (P132101) – clôturé ▪ Projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et la protection sociale – PURSAPS (P147514) – clôturé ▪ DPO pour une Croissance inclusive et résiliente (P162279 et P166425) – clôturé ▪ Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-1 – PIC2.1. (P113971) **–** clôturé
		Pêcheurs participant à des activités de pratiques de pêche et de subsistance différentes dans les zones prioritaires	**Référence (2017) :** 0 **Objectif (2022) :** 2 250 **Valeur réelle :** 1 616 pêcheurs à la période de mai 2021	Partiellement atteint		
		Agriculteurs bénéficiant directement de meilleurs services d'irrigation et intrants agricoles, et du renforcement de la gestion intégrée des ressources naturelles (nombre)	**Référence (2017) :** 32 000 **Objectif (2022) :** 76 741 **Valeur réelle :** 85 542 agriculteurs dont 22 020 avec le PURSAPS (P147514), 23 257 avec le BVPI-PHRD (P128831) et 40 265 avec le PADAP (P154698) à la période de novembre 2021	Atteint		
		Personnes dans les zones urbaines ayant accès à de meilleurs services urbains (nombre)	**Référence (2017) :** 150 800 **Objectif 2022 :** 656 000 **Valeur réelle :** 556 400 personnes dont 500 000 bénéficiaires des services de collecte des déchets solides et de meilleures sources d'eau avec PIC2.1 (P113971) ; 56 400 personnes bénéficiant de meilleures sources d'eau avec PIC2.2 (P164536). *Pas de bénéficiaires enregistrés avec PRODUIR (P159756) à la période de novembre 2021*	Presque entièrement atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Indicateurs supplémentaires			Concernant : le PADAP, l'expérience suggère que la viabilité et la résilience des systèmes de subsistance dans les régions montagneuses dépendent de plus en plus de la gestion proactive et durable du bassin-versant amont et de la base de ressources naturelles qui sous-tend les systèmes de production agricole et alimentaire. Bien que le modèle de Paiement pour service environnemental (PES) s'annonce prometteur pour galvaniser les bonnes pratiques avec des retombées positives à la fois pour les professionnels et les bénéficiaires du bassin-versant aval, les données suggèrent que les programmes PES sont difficiles à introduire et à maintenir à long terme en raison de risque moral et d'autres pressions. Une évaluation des modèles PES fructueux pourrait aider à extraire les principes de base et les prérequis à la viabilité. - Pour les terres en cours de gestion durable – les aires protégées demeurent l'un des bastions les plus importants de la biodiversité, ainsi que des aires centrales permettant de sécuriser et d'assurer le fonctionnement des écosystèmes et des fonctions écosystémiques.	▪ DPF de réponse à la Covid-19 pour Madagascar (P174388) – clôturé ▪ ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité (P149323) et FA (P167881) – FSS ▪ Filets sociaux de sécurité en réponse à la sécheresse – FA (P160554) ▪ Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage – PADAP (P154698) ▪ Projet de Gouvernance des pêches et de croissance partagée dans le SOOI – SWIOFish (P153370) ▪ Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière – CASEF (P151469) et FA (P166133) ▪ Projet de Développement urbain intégré et de résilience pour le Grand Antananarivo – PRODUIR (P159756) ▪ Projet Pôles intégrés de croissance et corridors SOP-2 – PIC2.2. (P164536)
		Unités de pêche à petite échelle dans les zones prioritaires utilisant du matériel interdit, observées pendant les inspections à terre (pourcentage)	**Référence (2016) :** 80 % **Objectif (juin 2022) :** 52,5 % **Valeur réelle :** 50 % à la période de décembre 2021	Atteint		
		Superficie dotée de services d'irrigation ou de drainage nouveaux/améliorés (ha	**Référence (2017) :** 22 303,90 hectares **Objectif (2022) :** 62 240 hectares (atteint) **Valeur réelle :** 66 349 hectares de superficie dotée de services d'irrigation ou de drainage nouveaux/améliorés, dont 51 199 ha avec le PURSAPS (P147514), 6 326 ha avec le BVPI-PHRD (P128831) et 8 824 ha avec le PADAP (P154698) à la période de novembre 2021	Atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Agriculteurs adoptant une technologie agricole améliorée (nombre)	**Référence (2017) :** 6 662 **Objectif (2022) :** 38 030 **Valeur réelle :** 38 823 agriculteurs dont 6 810 avec le BVPI-PHRD (P128831), 15 575 bénéficiaires de la panoplie technologique pour l'intensification agricole avec le PURSAPS (P147514) ; 10 373 agriculteurs ont bénéficié de formation et d'intrants de qualité avec le PIC2.1 (P113971) et 6 065 agriculteurs ont adopté une meilleure technologie agricole avec le PADAP (P154698) à la période de novembre 2021	Atteint	Toutefois, la gestion des Aires protégées (AP) peut s'avérer source de conflit car de nombreuses communautés vivant aux alentours ne bénéficient pas des avantages concrets anticipés lors de la création des aires. Les revenus du tourisme imposent également d'investir dans les infrastructures et la promotion. Par conséquent, de nombreuses AP sont sous pression. Elles servent de recours en fournissant des moyens de subsistance basiques en période difficile, et quand les terres deviennent infertiles ou manquent d'espace. Les contrats avec les gérants d'AP sont en augmentation et devraient atteindre les objectifs d'ici la fin du projet PADAP. Ces contrats, ainsi que la répartition des différentes activités et responsabilités entre le gérant de l'AP (définition de son mandat et de ses attributions), le gouvernement de Madagascar et les autres prestataires de services, génèrent de la confusion et des retards dans la finalisation. Une tenue anticipée de ces discussions aurait permis de clarifier les attentes.	▪ Projet de Filets sociaux de sécurité II (P167881) ▪ Financement à l'appui des politiques de développement à Madagascar avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO) (P167941) ▪ Projet d'appui aux Moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar – MIONJO (P171056) ▪ Programme de Réduction des émissions de carbone Atiala-Atsinanana de Madagascar (P167725) ▪ **Hors prêts** ▪ NTLA Agriculture et développement rural (P153329) ▪ Inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur (P160761 – P164567) ▪ Libérer le potentiel des périmètres irrigués à Madagascar (P168000)
		Superficie des terres bénéficiant de pratiques de gestion durable du paysage (ha)	**Référence (2016) :** 0 hectare **Objectif (2022) :** 556 480 hectares **Valeur réelle :** 670 678 hectares, dont 4 604 ha (de bassins-versants reboisés) avec le PURSAPS (P147514) ; 3 403 hectares (traités avec SWC) et 2 355 hectares (reboisés) avec le SSNP (P149323) et 660 316 hectares avec le PADAP (P154698)	Atteint		
		Superficie bénéficiant d'un meilleur drainage et de mesures de protection contre les inondations dans le Grand Antananarivo (ha)	**Référence (2017) :** 0 hectare **Objectif (2022) :** 1 500 hectares **Valeur réelle :** 0 hectare à la période de novembre 2021	Non Atteint[4]		

4 Objectif à atteindre par le biais du projet PRODUIR. Les contrats pour les travaux principaux prévus au titre du projet ont déjà été signés et les travaux devaient démarrer en avril 2022.

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Fonds national de contingence mis en place et opérationnel (oui/non)	**Référence (2017) :** Non **Objectif (2022) :** Oui **Valeur réelle :** Non. Fonds pas encore constitué.	Non Atteint		▪ Répercussions de El Niño à Madagascar sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le bétail, et sur la population de la région du Sud (160145) ▪ Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le Sud-Ouest de l'océan Indien (P149096) ▪ Leadership collaboratif pour le développement – Eau (P158774) ▪ Étude sur la pauvreté urbaine et la résilience à Antananarivo ((P156547) ▪ Encourager la gestion intégrée urbaine de l'eau dans le Grand Antananarivo (P157539) ▪ Sécurité de l'eau dans le sud de Madagascar (P164282) ▪ Mémorandum économique de pays (P168227)

PRESQUE ENTIÈRE-MENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGES-TIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
						Hors prêts en cours ▪ Appui à la politique des terres urbaines de Madagascar (P168026) ▪ Renforcer la résilience sociale dans le sud de Madagascar (P164034) ▪ Rehausser le rôle de la protection sociale (P172037) ▪ Enquête/Analyse sur la pauvreté et cartographie régionale de l'ICH (P172248) ▪ Faire appel au secteur privé par des activités et un engagement dans des chaînes d'approvisionnement spécifiques afin de réduire la déforestation (P170274)

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF 3. Amélioration et efficacité de la décentralisation	**Presque entièrement atteint**	**Indicateurs du CPF**			Un engagement continu associant de nombreuses parties prenantes, dont le ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MID) et le ministère de l'Économie et des Finances (MEF), a joué un rôle clé en sécurisant les dotations budgétaires dans les budgets successifs. Un dialogue constant avec le gouvernement est également important pour l'encourager à maintenir le montant des subventions à court terme, et progressivement accroître la dotation de ressources aux communes et aux régions à moyen et long terme. Les transferts se sont avérés essentiels en permettant aux communes d'assurer des services très attendus, particulièrement pendant les moments difficiles. L'introduction d'un mécanisme de financement basé sur les résultats dans le PAPSP (d'abord avec des indicateurs liés aux décaissements, suivi de conditions basées sur les performances) a légèrement amélioré la fiabilité et la ponctualité des transferts de subvention.	**Financement** ▪ DPO pour une Croissance inclusive et résiliente (P162279 et P166425) – clôturé ▪ Pôles Intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-1 – PIC2.1 (P113971) – clôturé ▪ DPF de réponse à la Covid-19 pour Madagascar (P174388) – clôturé ▪ Projet d'appui à la Performance du secteur public – PAPSP (P150116) ▪ Projet d'appui aux Moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar – MIONJO (P171056)
		Pourcentage du budget alloué aux Collectivités territoriales et décentralisées (CTD) (pourcentage du budget total)	***Source :*** *loi budgétaire (ministère chargé des Finances)* ***Référence (2017) :*** *< 5 % [On estime que la référence doit être inférieure à 1 %.]* ***Objectif (2022) :*** *2 %* ***Valeur réelle :*** *dans la Loi des Finances 2022, on estime qu'1,75 % du budget total est alloué aux CTD.*	Non vérifié		
		Recouvrement des revenus (hors subventions) par les gouvernements locaux (pourcentage)	***Référence (2016) :*** *30 %* ***Objectif (2022) :*** *40 %* ***Valeur réelle :*** *42,1 % des revenus recouverts par les gouvernements locaux (en 2020). Basé sur les états financiers transmis par les communes et officiellement enregistrés au niveau central, à la période de décembre 2021.* [5]	Atteint		
		Indicateurs supplémentaires				
		Communes réalisant une autoévaluation de l'IGL publiée sur le site web de performance des services publics du gouvernement (nombre)	***Référence (2016) :*** *0* ***Objectif (2022) :*** *400* ***Valeur réelle :*** *406 communes pilotes réalisent une autoévaluation de l'IGL (à la fin de décembre 2021*	Atteint		

5 Les dernières données consolidées couvrent 2020. Les municipalités disposent de 9 mois après la fin de l'année fiscale pour produire leurs états financiers.

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Exécution de transferts fiscaux aux gouvernements locaux, destinés à la prestation des services (texte)	**Référence (2017) :** aucun standard disponible permettant de mesurer les retards acceptables pour l'exécution des transferts **Objectif (décembre 2021) :** subventions de fonctionnement et d'investissement des communes concernées effectives avant la fin de juillet 2021 ***Valeur réelle :*** *les subventions de fonctionnement ont effectivement été transférées à hauteur de 91 % avant la fin de juillet – les subventions d'investissement étaient à 99 % en vigueur à la fin d'octobre 2021.* Les subventions de fonctionnement et d'investissement étaient toutes transférées aux communes bénéficiaires à la fin décembre 2021	Presque entièrement atteint	La mise en place d'un comité de pilotage, dont le MEF, s'est avérée cruciale pour résoudre les problèmes relatifs aux lignes de paiement et sécuriser l'inscription des lignes budgétaires. Un processus de validation fiable est essentiel pour assurer un déroulement sans heurt et fiable : pendant les 5 ans de mise en œuvre du PAPSP, diverses étapes et niveaux de validation ont été introduits (dont la validation par la Primature et la Présidence), allongeant et retardant encore un peu plus le processus. Il est crucial de numériser et de simplifier le processus de transfert afin de garantir des opérations ponctuelles et prévisibles. Jusqu'à présent, la démarche était traitée manuellement, ce qui provoque erreurs et retards. Bien que l'élaboration d'un guide actualisé d'autoévaluation de l'Indice de gouvernance locale (IGL) représente un effort louable pour assurer l'uniformité et la comparabilité des performances entre les communes, un fort renforcement des compétences et un soutien des représentants de l'État se justifient afin de combler les faibles capacités des communes.	***Hors prêts*** ▪ Leadership collaboratif pour le développement en appui du Projet de gouvernance (P158775)

PRESQUE ENTIÈRE-MENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGES-TIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
					Les diagnostics de l'autoévaluation de l'IGL apportent une indication sur les domaines à renforcer et créent des programmes de renforcement des capacités spécifiquement adaptés aux besoins des communes. L'aide apportée aux communes par les unités fiscales déconcentrées nouvellement créées, en matière de décentralisation fiscale, est bien accueillie et appréciée, mais elle doit être renforcée, seules quelques communes étant bien connectées et accessibles. Les initiatives visant à automatiser et uniformiser le rapport financier des communes doivent être coordonnées et progressivement déployées. Selon les premiers éléments issus de l'expérience de mobilisation des ressources pendant la COVID-19, une étroite collaboration entre les communes et les centres des impôts déconcentrés, associée à une approche sélective des recettes fiscales à collecter (dans ce cas, les « ristournes » ou taxes commerciales), a généré des résultats positifs. En termes de mobilisation des ressources, d'autres efforts devront être déployés pour simplifier les taxes locales, s'attaquer à ce qui freine l'enregistrement des terres et des propriétés, améliorer l'enregistrement des contribuables, ainsi que la connaissance de la base fiscale.	

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF 4 : Amélioration de la transparence et de la responsabilité	**Presque entièrement atteint**	**CPF indicators**			***En matière de gouvernance***	**Prêts**
		Indice sur le budget ouvert (OBI) (score)	***Source :*** *Rapport de l'Enquête sur le Budget Ouvert* ***Référence (2017) :*** *34/100* ***Objectif (2022) :*** *40/100* ***Valeur réelle :*** *40/100 (au 31 déc. 2020)* [6]	Atteint	▪ La Cour des comptes a reçu le mandat de contrôle indépendant du mécanisme PBC dans le projet PAPSP, et cette attribution a aidé l'institution à renforcer ses capacités, mais aussi à consolider sa réputation. ▪ Le renforcement continu de ses capacités – notamment la certification internationale et l'encadrement – a aiguillonné la faculté de la Cour de publier en temps et en heure son rapport annuel sur le budget public. ▪ La présentation publique du rapport budgétaire et le débat qui suit au niveau national et décentralisé renforcent sa responsabilité et améliorent la transparence. ▪ L'expérience avec les FEFFI laisse entendre qu'il est vital de recueillir un soutien politique de haut niveau (ministériel) afin de transmettre des messages et de mobiliser des niveaux déconcentrés en un temps record – Toutefois, la mise en place d'un système de suivi régulier de la supervision et de l'évaluation est essentielle pour obtenir une boucle de feedback et de la durabilité	▪ Viabilité des finances publiques et investissement, DPO-1 et 2 (P160866 et P164137) – clôturé ▪ DPF de réponse à la Covid-19 pour Madagascar (P174388) – clôturé ▪ DPF Investir dans le capital humain (P168697) – clôturé ▪ Projet d'appui à la Performance du secteur public – PAPSP (P150116) ▪ Projet de Renforcement des capacités statistiques – STATCAP (P160071) ▪ Partenariat mondial pour la responsabilité sociale (GPSA) des services municipaux ▪ Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy – PRODIGY (P169413) ▪ DPF II Investir dans le capital humain (P171460) – en réserve
		Amélioration du score* de l'Indice de capacité statistique (SCI) (nombre). **Avec une attention accordée aux variables influencées par les interventions de la Banque mondiale, et en conservant les variables constantes qui ne peuvent être influencées*	***Source :*** *calculs des équipes de la Banque mondiale basés sur les données destinées à l'Indicateur de capacité statistique* ***Référence (2016) :*** *57,2* ***Objectif (2022) :*** *60,2* ***Valeur réelle :*** *57,2 (2021)*	Non Attein		
		Budget total couvert par l'audit (pourcentage)	**Référence (2017) :** 50 %, hors agences publiques (EPIC-EPA) **Objectif (2022) :** 70 %, incluant EPIC-EPA **Valeur réelle :** selon le Rapport public de la Cour des comptes présenté en déc. 2021, 80 % du budget total est couvert par l'audit, hors EPIC-EPA. Le rapport précise qu'un seul EPIC (ARTEC) a fait l'objet d'un audit.	Partiellement atteint		

6 Selon le dernière Enquête sur le budget ouvert : https://www.internationalbudget.org/open-budget-survey

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Publication ponctuelle du rapport sur le budget public de la Cour des comptes (texte)	**Référence (2016) :** > 24 mois après la fin de l'exercice **Objectif (2022) :** < 12 mois après la fin de l'exercice (atteint) **Valeur réelle :** < 12 mois après la fin de l'exercice 2020. Rapport public présenté le 10 décembre 2021 [7] https://ccomptes.mg/fr/rapports/publics	Atteint	▪ Des messages et des campagnes téléphoniques, conjugués à la mobilisation des autorités déconcentrées, ont prouvé leur rapport coût-efficacité pour collecter des informations sur les FEFFI et les PEC dans les zones très reculées, même dans un contexte de COVID. ***En ce qui concerne les statistiques*** ▪ Les prochains projets devront axer leurs efforts sur : la restructuration des ressources humaines, la diffusion des micro-données, et la mise en adéquation des données statistiques sur l'offre et la demande	**Hors prêts** ▪ Amélioration des médias et du service public (P161374) ▪ Coordination des donateurs pour les résultats (P164136) ▪ Leadership collaboratif pour le développement en appui du Projet de gouvernance (P158775) ▪ Évaluation AML/CFT (blanchiment des capitaux et financement du terrorisme) de Madagascar (P158786) ▪ Fonds d'assistance technique pour les industries extractives de Madagascar (P153564) ▪ AT au secteur minier de Madagascar (P173440) ▪ Enquête/Analyse sur la pauvreté et cartographie régionale de l'ICH (P172248) ▪ Évaluation de l'économie numérique à Madagascar (P170724) ▪ Mémorandum économique de pays (P168227)
		Indicateurs supplémentaires				
		Part des écoles (ciblées dans le programme) ayant un FEFFI opérationnel, planifiant et appliquant des PEC (pourcentage, dans les zones ciblées)	**Référence (2017) :** S.O. **Objectif (2022) :** 65 % **Valeur réelle :** 76,4 % (à la période d'oct. 2021)	Atteint		
		ecensement réalisé et publication des données (oui/non)	**Référence (2017) :** non **Objectif (2022) :** oui **Valeur réelle :** oui. Recensement de la population (RGPH-3) réalisé et publication des résultats sur https://www.instat.mg/p/resultats-definitifs-du-rgph-3-2018-troisieme-recensement-general-de-la-population-et-de-lhabitation	Atteint		
		Publication des flux financiers du gouvernement central aux collectivités locales (oui/non)	**Source :** site web du ministère des Finances **Référence (2017) :** non **Objectif (2022) :** oui **Valeur réelle :** oui (2021). Publié sur https://sysinfo.mef.gov.mg:9801/portail/	Atteint		

7 Le dernier audit couvre l'année 2020. Le gouvernement central dispose de 9 mois après la fin de l'exercice pour transmettre ses états financiers à la Cour des Comptes.

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
DOMAINE D'INTERVENTION II : PROMOUVOIR UNE CROISSANCE INCLUSIVE						
OBJECTIF 5 : Hausse de la marge de manœuvre budgétaire pour financer les dépenses sociales et d'infrastructure prioritaires	**Partiellement atteint**	**Indicateurs du CPF**			***Concernant les activités liées à la gouvernance***	**Financement**
		Recouvrement de l'impôt (pourcentage du PIB)	**Source :** Fond Monétaire International (FMI) **Référence (2016) :** 10,4 % **Objectif (2022) :** 10 % **Valeur réelle :** 10,4 % du PIB pour 2021	Atteint	▪ Conjuguer les efforts d'enregistrement des contribuables au niveau des communes et de la nation est une stratégie qui a un bon rapport coût-efficacité ▪ Avec le soutien du FMI, un groupe de fonctionnaires de la Direction générale des impôts a été formé et certifié évaluateur de l'outil TADAT. Parallèlement, l'exercice de formation peut être une occasion de mener une autoévaluation laquelle, en retour, permet au gouvernement de déterminer les faiblesses et de concevoir un plan d'action avec des mesures correctrices intervenant avant la véritable évaluation externe.	▪ Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar 2 – SOP1 – PIC2.1. (P113971) – clôturé ▪ Viabilité des finances publiques et investissement, DPO-1 et 2 (P160866 et P164137) – clôturé ▪ DPF de réponse à la Covid-19 pour Madagascar (P174388) – clôturé ▪ DPF Investir dans le capital humain (P168697) – clôturé ▪ Projet d'appui à la Performance du secteur public – PAPSP (P150116) ▪ DPF II Investir dans le capital humain (P171460) – en réserve ▪ IFC FCS RE – Ravinala (36882)
		Part des dépenses prioritaires[8] (pourcentage du PIB)	**Source :** Rapport du FMI no 22/79 : premier examen dans le cadre du MEC **Référence (2015) :** 0,7 % du PIB **Objectif (2022) :** 1,2 % du PIB **Valeur réelle :** 0,6 % du PIB (2021) **Source :** FMI (idem)	Non Atteint		

8 Part des dépenses prioritaires sur les secteurs sociaux : les dépenses sociales prioritaires se définissent comme la somme des dotations budgétaires consacrées aux ministères de la Santé, de l'Éducation, de la Population et de l'Eau, à l'exclusion des salaires et des investissements financés par l'étranger. Ce pourcentage est conforme au programme de Mécanisme élargi de crédit du FMI

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Indicateurs supplémentaires				***Hors prêts*** ▪ Leadership collaboratif pour le développement en appui du Projet de gouvernance (P158775) ▪ Services de conseil de l'IFC : Madagascar Solar (601276)
		Contribuables enregistrés (nombre)	**Référence (2016) :** 200 000 **Objectif (2022) :** 600 000 **Valeur réelle :** 515 272 contribuables enregistrés à la période d'oct. 2021	Presque entièrement atteint		
		Indicateur TADAT PO-8 *« Efficacité de gestion des revenus » – sous-indicateurs notés B (nombre)*	**Référence (2015) :** 0 **Objectif (2022) :** 1 **Valeur réelle :** 1 sous-indicateur noté B – P22 à la fin 2020[9]	Atteint		
		PPP qui respectent les processus de notation et de sélection au titre de la Loi sur les PPP (nombre)	**Source :** Unité PPP – Ministère en charge de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics **Référence (2015) :** 0 **Objectif (2022) :** 6 **Valeur réelle :** 3 PPP (centrale hydroélectrique de Sahofika, signé en 2021 ; concession aéroportuaire aéroports Ravinala pour les aéroports de Nosy Be et d'Antananarivo, signée en 2015 avant la Loi sur les PPP, et réintégrée/considérée comme un PPP par l'Unité).	Partiellement atteint		
		Part des projets d'investissement financés nationalement, supérieurs à 5 milliards de MGA, qui sont soumis aux nouveaux critères normalisés de sélection et à la méthodologie de notation (pourcentage)	**Référence (2015) :** 0 % **Objectif (2022) :** 100 % **Valeur réelle :** 0 %	Non Atteint		

9 La dernière auto-évaluation TADAT du gouvernement a été réalisée vers la fin de l'année 2021 et elle s'applique aux informations disponibles à partir de la fin 2020.

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF 6 : Amélioration de l'environnement des entreprises et de l'accès au financement	**Presque entièrement atteint**	**Indicateurs du CPF**			***Concernant l'Indicateur DB*** ▪ Madagascar a développé une dépendance historique excessive (comme les autres pays à faible capacité) vis-à-vis du DB pour le contrôle de la réforme réglementaire sur le suivi et l'évaluation. Par conséquent – et au vu de l'évolution récente sur le DB – la Banque mondiale travaille avec EDBM pour mettre au point un ensemble d'indicateurs différents pour suivre les réformes. ***Concernant la gouvernance*** ▪ Les contrats de performance doivent être bien conçus afin de récompenser correctement les comportements positifs et sanctionner les comportements négatifs ▪ La capacité des unités de risque doit être renforcée et les bonnes performances récompensées en son sein.	**Financement** ▪ Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar 2 – SOP1 – PIC2.1. (P113971) – clôturé ▪ Projet d'appui aux Services financiers ACGF pour Madagascar (P109607) – clôturé ▪ DPF de réponse à la Covid-19 pour Madagascar (P174388) – clôturé ▪ Projet d'appui à la Performance du secteur public – PAPSP (P150116) ▪ Projet d'Inclusion financière (P161491) ▪ Projet Pôles intégrés de croissance et corridors SOP-2 – PIC2.2. (P164536) ▪ Transformation économique de Madagascar pour une croissance inclusive – PIC3 (P174684)
		Délai nécessaire pour enregistrer une entreprise au guichet unique de l'EDBM (nombre de jours)	**Source :** EDBM **Référence (2017) :** 9 jours **Objectif (2022) :** 5 jours **Valeur réelle :** 3 jours	Atteint		
		Délai de résolution d'un litige commercial (nombre de jours)	**Source :** ministère de la Justice **Référence (2015) :** 871 jours **Objectif (2022) :** 500 jours **Valeur réelle :** 538,8 jours pour résoudre un litige commercial	Presque entièrement atteint		
		Adultes détenant un compte dans une institution financière et/ou un compte mobile (pourcentage)	**Source :** Findex **Référence (2014[10]) :** 8,6 % **Objectif (2022[11]) :** 20 % (avec accès égal entre les hommes et les femmes) **Valeur réelle :** 17,9 % des adultes détiennent un compte dans une institution financière et/ou un compte mobile (hommes : 19,6 % ; femmes : 16,31 %) selon Global Findex 2017.	Presque entièrement atteint		
		Indicateurs supplémentaires				
		Mise en œuvre de la randomisation de l'attribution des dossiers dans les cours commerciales (Antananarivo, Antsiranana) (oui/non)	**Référence (2016) :** non **Objectif (2021) :** oui **Valeur réelle :** oui, depuis 2018, avec l'introduction du logiciel LTA-JCOM (Logiciel de Traitement des Affaires de la Justice COMmerciale)	Atteint		

10 Findex 2014

11 Findex 2014

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Indicateurs supplémentaires				
		Taux de transactions douanières douteuses confirmées (pourcentage)	**Référence (2016) :** 0 à 5 % **Objectif (juin 2022) :** 20 % dans les ports combinés de Toamasina, Ivato, Fort-Dauphin, Mahajanga, Toliara **Valeur réelle :** 20,81 %	Atteint		▪ Investissement IFC : • ABM-RI 2011 (31840) – closed • BOA Mada SME RSF (41389) • Bonne Viande de Madagascar (38036) • FCS Biovanilla (41632) • Ramex (41633) • Ravinala (809244) ***Hors prêts*** ▪ AT Supervision de la microfinance (P153761) ▪ AT Systèmes de paiement (P156390 – P160684) ▪ Évaluation AML/CFT (blanchiment des capitaux et financement du terrorisme) de Madagascar (P158786) ▪ Actualisation du FSAP de Madagascar (P156390) ▪ Supervision du secteur des assurances de Madagascar (P164875) ▪ Projet d'appui aux Services financiers (PASEF 2) Évaluation d'impact (P165803)
		Création du registre des nantissements (texte)	**Source :** Rapport de l'unité de gestion du registre des nantissements **Référence (2017) :** pas de registre **Objectif (juin 2022) :** registre mis en œuvre **Valeur réelle :** pas de registre des nantissements mis en place	Non atteint		
		Flux d'investissements directs (vol.) directement utilisés soit par des prêts/subventions de l'IDA ou des investissements de l'IFC (ventilation par secteurs principaux de création d'emplois/ Tech/revenus Forex) (dollars)	**Référence (2017) :** 0 million de dollars **Objectif (2022) :** 310 millions de dollars (agro-Industrie : 66,2 millions de dollars ; transport : 25 millions de dollars ; secteur financier : 46 millions de dollars ; production industrielle : 20 millions de dollars ; infrastructure : 152,8 millions de dollars) **Valeur réelle :** 195 millions de dollars (secteur de l'agro-Industrie : 36,2 millions de dollars ; secteur financier : 6,0 millions de dollars ; infrastructure : 152,8 millions de dollars)	Partiellement atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Financement des institutions de microfinance, des banques commerciales et des Fonds privés en appui aux MPME (dollars)	**Référence (2017) :** 0 million de dollars **Objectif (2022) :** 46 millions de dollars **Valeur réelle :** 51,7 millions de dollars (valeur de prêts en cours aux micro-PME par les institutions financières clientes de l'IFC)	Atteint		▪ Évaluation de l'économie numérique à Madagascar (P170724) ▪ Mémorandum économique de pays (P168227) ▪ Services de conseil de l'IFC : • MicroCred Madagascar MCF AT (599848) – clôturé • Programme d'appui aux réformes en faveur du climat des investissements (600607) – clôturé • AB Madagascar MCF (600657) – clôturé • Projet d'évaluation du crédit (601866) – clôturé • Projet de Transactions sécurisées et Registre des garanties à Madagascar (602067) • DFS PAMF Madagascar (603769) • Orange Money Madagascar (604409) • Diagnostic du secteur privé national
		Emprunteurs MPME que les banques et le FMI ont enregistrés au titre de la garantie partielle de crédit du portefeuille (nombre)	**Source :** base de données du gestionnaire du Fonds de garantie **Référence (2018) :** 0 **Objectif (2022) :** 5 000 **Valeur réelle :** 8 238 emprunteurs MPME à la période d'avril 2022	Atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF 7 : Renforcement de la productivité rurale	**Presque entièrement atteint**	**Indicateurs du CPF**			- La coordination des actions et du dialogue dans le secteur de l'agro-industrie visant à faciliter les investissements privés, notamment pour les petits producteurs, exige souvent des efforts à long terme. Les initiatives sont encore plus délicates pour les chaînes de valeur ayant une couverture géographique élargie et/ou des marchandises vitales pour l'économie nationale, comme les épices, les huiles essentielles, la viande de zébu et le riz. Néanmoins, une meilleure coordination des activités et une plateforme active de dialogue public-privé jouent un rôle important dans l'application des mesures et des réformes institutionnelles qui favorisent les activités privées. Des progrès importants ont été enregistrés pendant la période du CPF pour les chaînes de valeur ayant des intervenants et une couverture géographique limités (comme le cacao et le coton). - En ce qui concerne le développement de la chaîne de valeur de l'agro-industrie, l'aide doit constamment s'adapter à l'évolution et aux exigences du marché	**Financement** ▪ Projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et la protection sociale – PURSAPS (P147514) – clôturé ▪ Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-1 – PIC2.1 (P113971) – clôturé ▪ Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière – CASEF (P151469) + FA (P166133) ▪ Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage – PADAP (P154698) ▪ Projet de Gouvernance des pêches et de croissance partagée dans le SOOI – SWIOFish ▪ Projet Pôles intégrés de croissance et corridors SOP-2 – PIC2.2. (P164536)
		Valeur des exportations dans les chaînes de valeur agricoles soutenues (dollars)	**Source :** statistiques des douanes (DIANA, régions Atsimo Andrefana et Anosy) **Référence (2016) :** 28,5 millions de dollars **Objectif (2022) :** 40 millions de dollars **Valeur réelle :** 47,5 millions de dollars d'exportations annuelles en 2021, aux prix actuels. Les chaînes de valeur aidées incluent le cacao, la vanille, le poivre rose, l'huile essentielle d'ylang-ylang et les algues des régions ciblées par PIC2.2 (P164536)	Atteint		
		Parcelles de terre disposant de droits de jouissance ou de propriété enregistrés (nombre)	**Référence (2016) :** 0 **Objectif (2022) :** 750 000 **Valeur réelle :** 291 106 parcelles disposant de droits de jouissance et de propriété enregistrés, dont 55 759 certificats fonciers émis dans le cadre du PURSAPS (P147514) et 235 347 certificats fonciers émis dans le cadre du CASEF (P151469), au 31 décembre 2021	Partiellement atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Indicateurs supplémentaires			- Il est nécessaire de développer les activités traitant des questions de genre et de surveiller les progrès avec des indicateurs ventilés selon le sexe. - Il faut établir un suivi et une collaboration/discussion approfondis avec les autorités locales, particulièrement avec les services douaniers, en charge de déclarer les statistiques, en raison de la faible capacité institutionnelle du pays	▪ Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural – PACR (P166526) ▪ Transformation économique de Madagascar pour une croissance inclusive (P174684) ▪ Investissement IFC • SMTP Aviculture (36704) • SMTP SWAP (39144) • Bonne Viande de Madagascar (38036) • FCS Biovanilla (41632) • Ramex (41633) **Hors prêts** ▪ NTLA Agriculture et développement rural (P153329) ▪ Répercussions de El Niño à Madagascar sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le bétail, et sur la population de la région du Sud (160145)
		Agriculteurs ayant accès à des actifs et des services agricoles (nombre)	**Référence (2016) :** 20 000 **Objectif (2022) :** 120 230 **Valeur réelle :** 128 446 agriculteurs ont accès à des actifs et des services agricoles, dont 22 020 agriculteurs du projet PURSAPS (P147514), 66 790 du projet CASEF (P151469), 9 316 du projet PADAP (après suppression du double comptage entre la période de la RPA et de la RAA pour le P154698), 23 970 avec le projet PIC2.1 (P113971) et PIC2.2 (P164536), et 6 350 avec l'IFC	Atteint		
		Bénéficiaires d'interventions axées sur l'emploi dans les zones rurales	**Source :** Rapports d'activité des projets PIC2-SOP et base de données de suivi et évaluation (M&E) **Référence (2016) :** 7 900 **Objectif (2022) :** 25 000 **Valeur réelle :** 23 970 agriculteurs ont bénéficié des bonnes pratiques et d'opportunités économiques supplémentaires/de relations commerciales dans le projet PIC2-SOP ciblant les chaînes de valeur de l'agro-industrie. Soit 16 900 agriculteurs travaillant le cacao, le coton, les haricots secs, le poivre rose, le miel et l'aquaculture marine pour PIC2.1 (P113971) et 7 070 agriculteurs additionnels travaillant le cacao, la vanille, l'huile essentielle d'ylang-ylang et le poivre rose pour PIC2.2 (P164536)	Presque entièrement atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Prêts introduits pour les MPME de l'agro-industrie dans le Fonds PPCG par des institutions financières partenaires (nombre)	**Référence (2017) :** 20 **Objectif (2022) :** 950 **Valeur réelle :** 1 461 prêts ont été introduits pour les MPME de l'agro-industrie dans le Fonds PPCG (Garantie partielle de crédit de portefeuille) par des institutions financières partenaires du CASEF (P151469). Et 846 prêts additionnels ont été introduits par le biais du mécanisme d'appui à la COVID-19 (Crédit restructuré et Crédit assistance urgente aux MPME	Atteint		▪ Inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur (P160761 et P164567) ▪ Libérer le potentiel des périmètres irrigués à Madagascar (P168000) ▪ Mémorandum économique de pays (P168227) ▪ Faire appel au secteur privé par des activités et un engagement dans des chaînes d'approvisionnement spécifiques afin de favoriser la diminution de la déforestation (P170274) ▪ Services de conseil de la SFI • Développement des exportations de Bonne Viande de Madagascar (602130) • Projet agro-industriel de Madagascar (604447) • Diagnostic du secteur privé national
		Financement de l'agro-industrie (dollars)	**Référence (2017) :** 0 million de dollars **Objectif (2022) :** 66,2 millions de dollars **Valeur réelle :** 36,2 millions de dollars	Partiellement atteint		

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
OBJECTIF 8 : Amélioration de l'accès à l'énergie et aux transports	**Partiellement atteint**	**Indicateurs du CPF**			***En ce qui concerne le transport :*** Les cycles météorologiques et la construction dans de multiples sites doivent être bien planifiés pour éviter les retards. Le respect des délais convenus pour le processus d'appel d'offres impose un suivi très étroit, à la fois par la Banque et par les équipes du Bureau chargé de l'exécution du Projet (PIU). En effet, les retards dans chaque étape combinée de l'appel d'offres pourraient avoir des conséquences majeures sur la réalisation de l'objectif. ***En ce qui concerne l'électricité :*** Les plans géospatiaux au moindre coût font partie des bonnes pratiques en matière de planification de l'électrification. La modélisation spatiale s'inscrit dans un plan à moindre coût qui détermine le réseau optimal ou la technologie hors réseau adaptée au contexte local, et présente une faisabilité technique et une viabilité économique appropriées, tout en intégrant des objectifs de planification sociaux et économiques.	***Financement*** ▪ Projet d'urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité (P132101) – clôturé ▪ DPO Viabilité des finances publiques et investissement (P160866 et P164137) – clôturé ▪ Projet Pôles intégrés de croissance et corridors SOP-1 (P113971) – clôturé ▪ Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'électricité (P151785) ▪ Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière (P151469) ▪ Projet de Gouvernance des pêches et de croissance partagée dans le SOOI (P153370)
		Pertes totales d'électricité par an (pourcentage	**Référence (2016) :** 33 % **Objectif (2022) :** 24 % **Valeur réelle :** 25 % à la période de février 2022	Presque entièrement		
		Part de la population ayant accès aux services d'électricité à l'aide de solutions rattachées au réseau et hors réseau[12] (pourcentage)	**Référence (2016) :** 13 % (taux d'accès au réseau uniquement) **Objectif (2022) :** 40 % **Source :** Ministère en charge de l'Énergie/Étude géospatiale **Valeur réelle :** 30 % des ménages disposent d'un accès au réseau et hors réseau, dont 15 % de ménages ont accès au réseau et environ 15 % sont équipés de kits solaires, à la période de septembre 2021.	Presque entièrement		
		Routes construites ou remises en état (km, données ventilées entre rural et non rural)	**Référence (2017) :** 0 km **Objectif (2022) :** 1 500 km dont 750 km de routes rurales et 750 km de routes non rurales **Valeur réelle :** 601 km dont 105 km de routes rurales et 496 km de routes non rurales, à la période d'octobre 2021 **[Pour les routes rurales :** 105 km au titre du PUPIRV (P132101) ; pour les routes non rurales : 13 km au titre du PIC2.1 (P113971) ; 20 km au titre du PIC2.2 (P164536) ; 463 km au titre du PUPIRV (P132101)]	Presque entièrement		

12 Respectant un niveau d'accès minimum 2 ou une capacité de 50W conformément au Cadre multiniveaux SE4ALL (2016)

PRESQUE ENTIÈREMENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGESTIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
		Indicateurs supplémentaires			Des campagnes de sensibilisation des consommateurs sont importantes, non seulement pour l'extension de l'accès hors réseau, mais aussi pour les nouvelles connexions basées sur le réseau. Souvent, les nouveaux consommateurs des zones non électrifiées ne comprennent pas suffisamment bien le processus de connexion au réseau pour prendre une décision informée sur une éventuelle connexion. Les programmes de densification du réseau (également appelée électrification du dernier kilomètre) ont besoin de suffisamment d'autonomie pour débloquer des fonds avec rapidité et fiabilité. Le câblage interne devra être inclus dans la densification du réseau. Les coûts de connexion devront également couvrir le câblage interne des ménages, non seulement pour baisser les coûts de connexion, mais aussi garantir la qualité et la sécurité du câblage électrique.	▪ Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage (P154698) ▪ DPO Viabilité des finances publiques et investissement ▪ ▪ Projet de Développement de l'accès à l'électricité à moindre coût (LEAD) (P163870) ▪ Projet Pôles Intégrés de Croissance et Corridors SOP-2 (P164536) ▪ DPO Croissance inclusive et résiliente (P162279) – clôturé ▪ Énergie PforR ▪ Investissements prévus de l'IFC : FCS RE – Ravinala (36882) **Hors prêts :** ▪ Services de conseil de l'IFC : Madagascar Solar (601276)
		Ventes totales d'électricité (kWh) couvertes par le Programme de protection des revenus (pourcentage)	**Référence (2016) :** 0 % **Objectif (2022) :** 47 % **Valeur réelle :** 50 % à la période de février 2022	Atteint		
		Coût moyen du service (centimes de dollars par kWh) [13]	**Source :** ministère en charge de l'Énergie **Référence (2016) :** 27 centimes par kWh **Objectif (2022) :** 25 centimes par kWh **Valeur réelle :** 24 centimes de dollars par kWh, conformément au modèle financier de JIRAMA (version provisoire)	Atteint		
		Prévisions de réduction des émissions de gaz à effet de serre (tonnes équivalent CO2)	**Référence (2017) :** 0 tonne **Objectif (2022) :** 186 000 tonnes **Valeur réelle :** 26 270 tonnes équivalent CO2, correspondant à 15 420 kits distribués	Partiellement atteint		

13 L'objectif est tributaire de l'exécution du plan d'action de JIRAMA.

PRESQUE ENTIÈRE-MENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGES-TIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
					Les solutions hors réseau doivent être intégrées, pleinement et stratégiquement, dans un programme d'électrification du pays et un processus de planification. Les nouvelles technologies, la baisse des coûts et les modèles économiques innovants vont donner les moyens aux solutions hors réseau d'atteindre une part beaucoup plus large de la population, notamment les pauvres, dans de plus brefs délais. La planification géospatiale, comme celle réalisée dans le cadre de LEAD, peut contribuer à optimiser le déploiement des interventions hors réseau en complément de l'électrification du réseau et/ou comme solution provisoire. La meilleure approche pour assurer un accès hors réseau de qualité est de donner les moyens au secteur privé d'opérer. Les projets qui ont autorisé le secteur privé à distribuer des technologies de panneaux photovoltaïques sur un marché à caractère commercial ont obtenu des résultats plus rapidement et de manière durable. Quand les intermédiaires financiers sont intégrés dans le processus de réflexion, il est nécessaire de mettre en place des systèmes visant à garantir l'acquisition de connaissances sectorielles et opérationnelles.	

PRESQUE ENTIÈRE-MENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGES-TIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
					Si nécessaire, une assistance technique devra être apportée au secteur privé afin de faciliter sa coopération avec les intermé-diaires financiers. Et une plateforme doit être instaurée afin d'assurer le partage continu des connais-sances et des expériences entre les entités participant au projet (Gestionnaire de Fonds OMDF au titre de LEAD). La conception des projets doit être flexible afin de répondre rapidement à n'importe quel changement et évolution sur le terrain, particulièrement dans les marchés non testés qui installent des marchés hors réseau. Il est important que le gouver-nement s'approprie le contrôle de la qualité. Et il est crucial d'établir une assurance qualité de la performance du produit au début d'un projet pour instaurer sa crédibilité et la confiance des consommateurs. Le recouvrement des coûts est un préalable essentiel à la pré-servation de la viabilité finan-cière de l'entreprise de service public/JIRAMA ; et la gestion d'une entreprise soumise à une réglementation incitative nécessite l'efficacité des opéra-tions dans tous les domaines,	

PRESQUE ENTIÈRE-MENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGES-TIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
					avec l'appui de systèmes d'in-formation qui procurent des informations professionnelles fiables. Une bonne exécution est vitale pour améliorer la transparence, la responsabilité et la gouvernance d'entreprise, à la fois en interne et en externe (autorités de réglementation, gouvernement, société civile). Il est impératif que le gouverne-ment s'approprie la stratégie et le plan de réforme du service public/ de JIRAMA afin de maximiser les chances de réussite et éviter que l'échec des réformes précédentes se répète. L'amélioration de la planification technique et financière du secteur nécessite une appropriation par les agences publiques compé-tentes, ainsi que des ressources pour le développement systéma-tique du processus de planifi-cation et l'application de ses résultats. Une faible capacité de mise en œuvre au sein du secteur peut retarder l'exécution des projets.	

PRESQUE ENTIÈRE-MENT	NOTE GLOBALE	INDICATEURS	RÉFÉRENCE/OBJECTIF Données issues des rapports de suivi du projet, sauf indication contraire	STATUT LORS DE LA RAA	LEÇONS APPRISES ET SUGGES-TIONS POUR LE NOUVEAU CPF	INSTRUMENTS DU PROGRAMME DU GBM
					L'exécution du Plan d'action de réinstallation est une phase critique de chaque projet. Par conséquent, il est recommandé de la commencer aussi vite que possible, et le cas échéant, d'aider le gouvernement par le recrutement d'une société/ONG spécialisée. Le suivi de la gestion des actifs fixes au sein de JIRAMA est essentiel. Le renforcement des capacités des techniciens/agents, ainsi que l'amélioration du système actuel, doit être une activité continue.	

ANNEXE 3. PROGRAMME DE PRÊT DE L'IDA EX. 2017-2022, PLANIFICATION VS VALEUR RÉELLE (EN MILLIONS DE DOLLARS)

Numéro projet	PROJET	Approbation du Conseil – Ex.	Planifié millions de dollars	Valeur réelle millions de dollars	COMMENTAIRE
P160071	Renforcement des capacités statistiques – Madagascar	2017	65	30	La contribution de l'IDA a été complétée par d'autres donateurs
P160554	Filets sociaux de sécurité en réponse à la sécheresse (FA)	2017	35	35	
P154698	Projet d'appui à une Agriculture durable par une approche paysage	2017	65	105	Financement initial 65 millions de dollars, reconstitution après mobilisation de 40 millions par les CERC
P153370	Projet de Gouvernance des pêches et de croissance partagée dans le Sud-Ouest de l'Océan indien	2017	83	74	74 millions de dollars de l'IDA et 9 millions de dollars de cofinancement
P160866	DPO-1 Viabilité des finances publiques et investissement	2017	65	65	
P160442	Projet d'appui à l'éducation de base	2018	55	55	
P160848	Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase	2018	80	100	SOP initialement prévu, financement initial 80 millions de dollars ; financement additionnel 20 millions de dollars pour la reconstitution de l'activation des CERC
P166425	DPO- 1 Croissance inclusive et résiliente	2018	40	45	Hausse du montant
P159756	Projet de Développement urbain intégré et de résilience pour le Grand Antananarivo	2018	70	125	SOP initialement prévu ; financement initial 70 millions de dollars ; financement additionnel 55 millions de dollars après activation des CERC
P161491	Projet d'Inclusion financière de Madagascar	2018	45	45	SOP initialement prévu
P164137	DPO II Viabilité des finances publiques et investissement	2018	40	45	
P164318	Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'électricité de Madagascar – FA ESOGIP	2018		40	
P166425	Madagascar – Second DPO Croissance inclusive et résiliente	2019	40	60	Initialement prévu d'inclure l'Option de tirage différé en cas de catastrophe
P163870	Projet de Développement de l'accès à l'électricité à moindre coût (LEAD)	2019	80	150	
P164536	Pôles intégrés de croissance et corridors (SOP- 2)	2019	60	103	Financement initial 70 millions de dollars ; financement additionnel 33 millions de dollars après activation des CERC

Numéro projet	PROJET	Approbation du Conseil – Ex.	Planifié millions de dollars	Valeur réelle millions de dollars	COMMENTAIRE
P166133	Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière – Financement additionnel	2019		52	
P167881	Projet de Filets sociaux de sécurité pour Madagascar, Financement additionnel	2019		90	
P166526	Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural	2020	60	140	
P167941	Gestion des risques de catastrophe et Financement à l'appui des politiques de développement à Madagascar avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO)	2020		50	
P168697	Investir dans le financement des politiques de développement du capital humain	2020		100	
P171056	Soutien aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar	2021	50	200	Financement initial 100 millions de dollars, financement additionnel (ex. 2022 : 100)
P169413	Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy – PRODIGY	2021		140	
P174388	DPO de Réponse à la Covid-19 à Madagascar	2021		75	
P174684	Projet de Transformation économique pour une croissance inclusive	2021		150	
P174886	Financement additionnel pour la réponse à la COVID-19 dans le cadre du Projet de Filets sociaux de sécurité pour Madagascar (FA3)	2021		150	
P176811	Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar	2021		200	
P176841	Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé	2021		141	Financement initial 100 millions de dollars, financement additionnel 41 millions de dollars
P173711	Connecter Madagascar pour une croissance inclusive	2022		400	
P174477	Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar	2022 – en réserve		200	
P174903	Projet de préparation aux pandémies et de prestation des services de santé essentiels	2022		100	
	Développement de l'énergie renouvelable (Garantie de risque partiel possible)	Abandonné	70		
	TOTAL		**1,003**	**3,265**	

ANNEXE 4. PORTEFEUILLE DE LA BANQUE MONDIALE À MADAGASCAR, AU 31 MARS 2022

Identifiant Projet	Nom du projet	Date d'approbation Banque	Date de clôture	Montant net com. – IDA (millions dollars)	Montant net com. – Autres (millions dollars)	Non décaissé Solde (millions dollars)	Notations du projet – DO	Notations du projet – IP
P149323	Projet de Filets sociaux de sécurité	16 sept. 2015	31 oct. 2024	315,00	0,00	119,27	S	S
P151469	Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière à Madagascar	22 mars 2016	31 déc. 2022	105,00	0,00	53,94	MS	MS
P151785	MG – Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'énergie (ESOGIP)	22 mars 2016	30 juin 2023	105,00	0,00	35,40	S	MS
P154440	Programme de financement de la transition vers la cuisson propre à l'éthanol de Madagascar	6 mai 2016	31 oct. 2025	0,00	10,45	8,67	MS	MS
P154698	Projet d'appui du GEF à une Agriculture durable par une approche paysage	23 mars 2017	1er août 2023	105,00	0,00	50,37	S	MS
P157909	Projet d'appui du GEF à une Agriculture durable par une approche paysage	23 mars 2017	1er août 2022	0,00	13,70	11,29		MS
P159756	Projet de Développement urbain intégré et de résilience pour le grand Antananarivo	17 mai 2018	28 fév. 2023	125,00	0,00	63,77	MU	MU
P160071	Renforcement des capacités statistiques – Madagascar	29 mars 2017	31 mars 2022	30,00	0,00	0,37	S	S
P160442	Projet d'appui à l'éducation de base à Madagascar	29 mars 2018	31 mars 2023	55,00	0,00	29,87	MS	MS
P160848	Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase	12 déc. 2017	31 juil. 2023	100,00	0,00	24,64	MS	MS
P161491	Projet d'Inclusion financière de Madagascar	28 fév. 2018	31 juil. 2022	45,00	0,00	21,67	MS	MS
P163870	Madagascar – Projet de Développement de l'accès à l'électricité à moindre coût – LEAD	1er mars 2019	30 juin 2024	150,00	0,00	132,15	MS	MS
P164536	Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar SOP-2	18 sept. 2018	18 déc. 2023	103,00	0,00	44,32	S	S
P166526	Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural	15 nov. 2019	31 mars 2025	140,00	0,00	108,42	S	S
P167725	Programme de réduction des émissions de carbone Atiala-Atsinanana	4 fév. 2021	31 déc. 2025	0,00	50,00	50,00	MS	MS

Identifiant Projet	Nom du projet	Date d'approbation Banque	Date de clôture	Montant net com. – IDA (millions dollars)	Montant net com. – Autres (millions dollars)	Non décaissé Solde (millions dollars)	Notations du projet – DO	Notations du projet – IP
P167941	Gestion des risques de catastrophe et Financement à l'appui des politiques de développement à Madagascar avec Option de tirage différé en cas de catastrophe (Cat-DDO)	12 déc. 2019	30 avril 2023	50,00	0,00	34,96	S	S
P169413	Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy – PRODIGY	29 sept. 2020	31 déc. 2024	140,00	0,00	132,74	S	MS
P171056	Soutien aux moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar	10 déc. 2020	31 mai 2025	200,00	0,00	186,79	MS	S
P174684	Projet de Transformation économique pour une croissance inclusive	18 juin 2021	31 janv. 2027	150,00	0,00	146,05	S	S
P176811	Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar	29 juin 2021	30 sept. 2026	200,00	0,00	195,19	S	S
P176841	Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé	24 juin 2021	30 juin 2024	141,00	0,00	111,61	S	S
P173711	Connecter Madagascar pour une croissance inclusive	25 mars 2022	25 mars 2022	400,00	0,00	400,00		
P174903	Projet de Préparation aux pandémies et de Prestation des services de santé essentiels	29 mars 2022	29 mars 2022	100,00	34,9	134,9		

ANNEXE 5. PORTEFEUILLE ENGAGÉ ET EN COURS DE L'IFC, EX. 2017-2022 AU 31 MARS 2022

CLIENT	PRODUIT	DESCRIPTION	ANNÉE D'EN-GAGEMENT	MONTANT ENGAGÉ (MILLIONS DE DOLLARS)
Secteur financier (FIG)				**17.3**
BOA-M SME RSF	Garantie/Gestion des risques	Mécanisme de financement à risques partagés, autre Institution financière non bancaire (IFNB)	2018	5.6
BOA-M GTFP	Financement du Commerce	Plateforme mondiale de financement du commerce	2009	11.7
Industrie manufacturière, agro-industrie et services (MAS)				**14.4**
Bonne Viande de Madagascar	Dette	Projet de création de parc à bétail, d'engraissement et d'abattoir	2018	3.5
Ramex	Dette	Financement des exportations de vanille consolidé par des contrats d'exploitation	2021	10.5
SMTP Madagascar	Dette et Garantie/Gestion des risques	Élevage de volaille	2016, 2017	0.4
Infrastructure et ressources naturelles (IRN)				**45.4**
Aéroports Ravinala	Dette	Réhabilitation et extension des deux plus grands aéroports du pays : (i) l'aéroport d'Ivato (capitale) ; et (ii) l'aéroport de Fascene (Nosy Be, principale zone touristique).	2017	34.8
Aéroports Ravinala	Garantie/Gestion des risques		2017	10.6
Technologie et Fonds de rupture (TFR)				**2.3**
BP Madagascar	Fonds propres	Caisse de prêts aux petites entreprises	2006	2.3
TOTAL				**79.3**

RÉSERVE D'INVESTISSEMENTS DE L'IFC AU 31 MARS 2022

Projet (nom et courte description)	Dette à long terme (propre compte)	Fonds propres (propre compte)	Mobilisation	Total	Statut
Secteur financier (FIG)					
Base de la pyramide : prêt à moyen terme pour le portefeuille de MPME	28.0	-	-	28.0	Étape pré-IRM
FIG total	**28.0**			**28.0**	
Industrie manufacturière, agro-industrie et services (MAS)					
But : Dépenses en capital pour la cuisson propre	5.0	-	-	5.0	Stade conceptuel PSD
MAS total	**5.0**	**-**	**-**	**5.0**	

Projet (nom et courte description)	Dette à long terme (propre compte)	Fonds propres (propre compte)	Mobilisation	Total	Statut
Infrastructure et ressources naturelles (IRN)					
Centrale hydroélectrique de Volobe : projet d'hydroélectricité de 120 MW	100	-	338	438	Post-CRM
Scaling Solar : pleine exécution de 25 MW et stockage	10	-	35	45	Phase initiale
Madarail : Financement à long terme (FLT) pour le matériel roulant de l'opérateur ferroviaire	25	-	-	25	Phase initiale
Port de Toamasina : PLT pour les dépenses en capital de l'opérateur portuaire	25	-	-	25	Phase initiale
Ressources de base de Toliara : PLT pour les dépenses en capital dans le secteur minier	75	-	-	75	Lettre de mandat Phase I
Total IRN	**235**	**-**	**373**	**608**	
Total général	**268**	**-**	**373**	**641**	

PORTEFEUILLE DE SERVICES DE CONSEIL DE L'IFC AU 31 MARS 2022

Nom du projet (équipe IFC)	Secteur	Description	Montant (millions de dollars)
Bovima (Conseil MAS)	Élevage	Aide accordée à Bovima pour établir le premier abattoir destiné à l'exportation à Madagascar et intensifier la production de viande en utilisant des systèmes d'engraissement modernes.	3,6
Ministère de l'Agriculture – Agro-Industrie (CMA)	Élevage	L'objectif général est d'apporter des conseils techniques et une aide au gouvernement de Madagascar afin de piloter une identification fonctionnelle du bétail et un système de traçabilité.	0,9
Ministère de l'Agriculture – Indice d'assurance (Conseil FIG)	Assurance	Appui à un projet pilote sur l'Indice d'assurance pour les petits exploitants agricoles	Fonds général FIG CAF PME
PAMF (Conseil FIG)	Services financiers numériques	Soutien à MFI Première Agence de Microfinance (PAMF) afin de développer sa stratégie numérique globale, la gestion des risques, la recherche de marché, l'évaluation du crédit et la mise au point de produits.	0,3
Orange Money (Conseil FIG)	Services financiers numériques	Soutien à Orange Money pour la numérisation de ses activités à Madagascar	1,5
Transactions sécurisées et Registre des garanties (Conseil FIG)	Infrastructure de crédit	Aide au GdM pour promulguer la loi sur les transactions sécurisées et le registre des nantissements	1,2

Nom du projet (équipe IFC)	Secteur	Description	Montant (millions de dollars)
Crédit-bail (Conseil FIG)	Infrastructure de crédit	Aide au GdM pour instaurer un environnement réglementaire, juridique, fiscal et comptable favorable au crédit-bail	Fonds général FIG CAF PME
Scaling Solar (CTA)	Énergie	Agir comme Conseiller des transactions de PPP auprès du GdM afin de soutenir la mise en œuvre de panneaux solaires connectés au réseau en tant qu'IPP pour ~25 MW.	2,7
Sandrandano (IRN en amont)	Eau	Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement	0,1
Compétences numériques (CDF)	Numérique	Lancement d'un projet pilote de compétences numériques ayant le potentiel de créer 6 000 emplois en 2 ans	Projet général Prodigy BM
Client secteur de la vanille (ESG)	Gouvernance	Compléter les ESG – Soutien à la gouvernance d'entreprise pour le client sortant Biovanilla.	0,9
PIDD clients Mada	Risque commercial	Initiatives pour le développement durable de prévention (PIDD) sur des intervenants locaux majeurs pré-identifiés (entreprises et conglomérats) à Madagascar, actifs dans les secteurs d'intérêt.	0,2
Madagascar UP	Infrastructure TMT (Télécommunications, Médias, Technologie)	Étude Upstream Seed afin de mesurer l'impact potentiel des investissements de l'IFC sur le marché malgache des TMT et le développement économique global.	0,1
TOTAL	TOTAL	TOTAL	**11,4**

RÉSERVE DE SERVICES DE CONSEIL DE L'IFC AU 31 MARS 2022

Nom du projet	Activité AS	Domaine d'activité principal	Fonds totaux gérés par l'IFC (millions de dollars)
Générer des investissements dans le secteur des vêtements et du textile	Développement de secteur/Création de marché	Industrie manufacturière	1,3
Projet d'évaluation du crédit à Madagascar, Phase II	Développement de secteur/Création de marché	Marchés financiers	0,3
Sandandrano – Distribution d'eau	Préparation du client/sponsor	Infrastructure	0,4
Toliara Upstream	Préparation du client/sponsor	Infrastructure	0,1
Madagascar Crédit-bail AT	Préparation du client/sponsor	Marchés financiers	0,2
Orange Madagascar	Préparation du client/sponsor	Infrastructure	0,1
Plan de développement des marchés de capitaux de Madagascar	Diagnostic et Orientation	Trésor	0,3
Compétences numériques 2, Madagascar	Développement de secteur/Création de marché	Technologie et Fonds de rupture	1,3
TOTAL			**3,9**

ANNEXE 6. PORTEFEUILLE DE GARANTIE DE LA MIGA – AU 15 MAI 2022

Nom du projet	Date d'entrée en vigueur	Date d'expiration	Investisseur	Secteur	Exposition brute (millions)
Aéroports Ravinala	31/05/2017	30/05/2032	Infrastructure Meridiam Fonds Afrique FIPS et Infrastructure Meridiam, Fonds parallèle Afrique FIPS	Infrastructure	28,1 millions de dollars
Total					**28,1 millions de dollars**

ANNEXE 7. BANQUE MONDIALE – LISTE DE SCA EXERCICES 2017-2022

Identifiant du projet	Nom du projet	Domaine de pratique (Responsable)	Exercice de l'approba-tion
P158774	Leadership collaboratif pour le développement – Madagascar, eau	Gouvernance	2017
P157539	Encourager la gestion intégrée urbaine de l'eau dans le Grand Antananarivo	Eau	2017
P156330	Madagascar – Améliorer les résultats de l'éducation	Éducation	2017
P153220	Soutenir le développement des IPP pour l'hydroélectricité	Énergie et Industries extractives	2017
P145350	Cartographie des ressources d'énergie renouvelable et Planification géospatiale : Madagascar	Énergie et Industries extractives	2017
P144389	Comptabilisation des richesses naturelles et valorisation des services écosystémiques (WAVES), Partenariat mondial pour la comptabilisation du capital naturel de Madagascar	Environnement, ressources naturelles et économie bleue	2017
P164136	MG – Coordination des donateurs pour les résultats	Macroéconomie, commerce et investissements	2018
P164567	Développer l'inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur (Phase 2)	Agriculture et aliments	2018
P153564	Fonds d'assistance technique pour les industries extractives de Madagascar	Énergie et Industries extractives	2018
P164705	Analyse multisectorielle du retard de croissance à Madagascar	Pauvreté et équité	2018
P158786	Évaluation AML/CFT de Madagascar	Financement, compétitivité et innovation	2018
P163751	MG – Analyse spatiale de la connectivité des transports et du potentiel de croissance	Transport	2018
P158775	Leadership collaboratif pour le développement en appui du Projet de gouvernance à Madagascar	Gouvernance	2018
P143293	Lutter contre la malnutrition à Madagascar – PNNC/Seecaline	Santé, nutrition et population	2018
P156547	Étude sur la pauvreté urbaine et la résilience à Antananarivo	Urbain, résilience et foncier	2018
P158839	Élaborer des filets de sécurité prenant en compte la nutrition	Protection sociale et emplois	2019
P167768	Données pour l'élaboration de filets sociaux de sécurité pour Madagascar	Protection sociale et emplois	2019
P168205	Rémunération au rendement, performance douanière et évasion fiscale à Madagascar	Gouvernance	2019

Identifiant du projet	Nom du projet	Domaine de pratique (Responsable)	Exercice de l'approba-tion
P164282	Sécurité de l'eau dans le sud de Madagascar	Eau	2019
P167707	Analyse spatiale d'Antananarivo – Accès aux transports, pauvreté et emplois à Madagascar	Transport	2019
P160684	Systèmes de paiement D026 Madagascar	Financement, compétitivité et innovation	2019
P153761	Supervision de la Microfinance B054#Madagascar	Financement, compétitivité et innovation	2019
P168944	Scolariser les élèves : développer le premier cycle du secondaire au Mozambique et à Madagascar	Éducation	2020
P164034	Renforcer la résilience sociale dans le sud de Madagascar	Durabilité sociale et Inclusion	2020
P168026	Appui à la politique des terres urbaines de Madagascar SCA	Urbain, résilience et foncier	2020
P168000	Libérer le potentiel des périmètres irrigués à Madagascar	Agriculture et aliments	2020
P168776	MG – Viabilité financière du secteur de l'électricité SCA	Énergie et Industries extractives	2020
P170724	Évaluation de l'économie numérique à Madagascar	Gouvernance	2020
P164875	Supervision du secteur des assurances E015 # Madagascar	Financement, compétitivité et innovation	2020
P168227	MG – Mémorandum économique de pays	Macroéconomie, commerce et investissements	2020
P174878	Transparence pour l'évaluation de la responsabilité à Madagascar	Gouvernance	2021
P162747	Projet de Filets sociaux de sécurité à Madagascar : évaluation d'impact d'une approche comporte-mentale pour améliorer les résultats dans la petite enfance	Protection sociale et emplois	2021
P164662	Projet d'appui à la Couverture santé universelle à Madagascar/Financement de la santé	Santé, nutrition et population	2021
P172248	Enquête/Analyse sur la pauvreté et Cartographie régionale de l'ICH	Pauvreté et équité	2021
P172037	Rehausser le rôle de la protection sociale	Protection sociale et emplois	2022
P173440	AT secteur minier Madagascar	Énergie et Industries extractives	2022
P177018	Analyse environnementale pays pour Madagascar	Environnement, ressources naturelles et économie bleue	2022
P172336	Indicateurs de prestation de services de Madagascar – Série 2 – secteur de l'éducation	Éducation	2022
P175174	Examen des dépenses publiques de Madagascar	Macroéconomie, commerce et investissements	2022
P174896	Enquêtes sur les entreprises à Madagascar – Données analytiques pour un dialogue politique	Financement, compétitivité et innovation	2022

ANNEXE 8. NOTES D'ÉVALUATION DES PROJETS CLÔTURÉS DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE MONDIALE

Identifiant du projet	Nom du projet	Exercice de clôture	Montant net com. – IDA (millions dollars)	Note de résultats du RAP	Note de résultats du GIE	Note de performance globale de la Banque par le GIE	Note Suivi et évaluation du GIE
P109607	Projet d'appui aux Services financiers de Madagascar – ACGF	2017	0,00		MS	MS	Modeste
P153084	MG – DPO Résilience	2017	55,00	MS	MS	MS	Modeste
P128831	Madagascar – Projet bassin-versant Périmètres irrigués – PHRD	2018	0,00	MS	MS	MS	Modeste
P131945	Projet d'appui d'urgence aux services essentiels d'éducation, de santé et de nutrition	2018	72,90	S	HS		Modeste
P132101	Projet d'urgence pour la préservation des infrastructures et la réduction de la vulnérabilité	2018	102,00	MS	MS	MS	Modeste
P132616	Projet d'appui d'urgence à l'éducation pour tous	2018	0,00	S	S	S	Important
P147514	Projet d'urgence pour la sécurité alimentaire et la protection sociale de Madagascar	2018	65,00	S	S	MS	Modeste
P160866	MG – DPF Viabilité des finances publiques et investissement	2019	65,00	MS	MS	MS	Important
P162279	MG – DPO Croissance inclusive et résiliente	2019	45,00	MS	MS	S	
P164137	DPF II Viabilité des finances publiques et investissement	2019	45,00	MS	MS	MS	Important
P113971	Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar 2	2020	50,00	S	S	S	Important
P166425	Madagascar – Second DPO Croissance inclusive et résiliente	2020	60,00	MS	MS	S	

ANNEXE III
SÉLECTION D'INDICATEURS DE PERFORMANCE ET DE GESTION DU PORTEFEUILLE DE LA BANQUE

À LA DATE DU 24/02/2023

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Indicateur	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023
Évaluation du portefeuille				
Nombre de projets en cours d'exécution [a]	17.0	19.0	22.0	22.0
Période d'exécution moyenne (années) [b]	2.5	3.0	3.0	3.5
Pourcentage de projets problématiques par nombre [a,c]	11.8	5.3	4.5	9.1
Pourcentage de projets problématiques par montant [a,c]	5.6	5.8	4.6	8.4
Pourcentage de projets à risque par nombre [a,c]	11.8	10.5	13.6	13.6
Pourcentage de projets à risque par montant [a,d]	5.6	10.6	11.5	11.5
Ratio de décaissement (%) [e]	18.6	31.8	23.0	6.3
Gestion du portefeuille				
RPPP pendant l'année (oui/non)				
Ressources pour la supervision (total dollars)				
Supervision moyenne (dollars/projet)				
Poste pour mémoire		**Depuis l'ex. 1980**		**Les cinq derniers exercices**
Éval. proj. par GIE par nombre		112		6
Éval. proj. par GIE par montant (millions dollars)		4,049.1		357.0
% de projets GIE notés U ou HU par nombre		39.3		16.7
% de projets GIE notés U ou HU par montant		33.9		27.7

a. Comme indiqué dans le Rapport annuel sur la performance du portefeuille (sauf ex. en cours).

b. Durée moyenne des projets dans le portefeuille pays de la Banque.

c. Pourcentage de projets notés U ou HU sur les objectifs de développement (OD) et/ou les progrès d'application (PA).

d. Tel que défini dans le cadre du Programme d'amélioration du portefeuille.

e. Ratio de décaissements pendant l'année/solde non décaissé du portefeuille de la Banque au début de l'année : projets d'investissement uniquement.

***** Tous les indicateurs portent sur les projets actifs dans le portefeuille, à l'exception du ratio de décaissement qui inclut tous les projets actifs, ainsi que les projets interrompus pendant l'exercice.

ANNEXE IV
PORTEFEUILLE D'OPÉRATIONS (BIRD/ IDA ET SUBVENTIONS)

AU 31/01/2023

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

PROJETS CLÔTURÉS	134
IBRD/IDA*	
Total décaissé (Actif)	1,024.48
dont montant remboursé (1)	4.74
Total décaissé (Clôturé)	4,421.86
dont montant remboursé	512.37
Total décaissé (Actif + Clôturé)	5,446.34
dont montant remboursé	517.11
Total non décaissé (Actif)	2,244.97
Total non décaissé (Clôturé)	6.81
Total non décaissé (Actif + Clôturé)	2251.78781

Projets actifs		Dernier PSR Notation de la supervision		Montant initial en millions de dollars					Différence entre prévu et réel Décaissements[a] /		
Identifiant du projet	Nom du projet	Objectifs de développement	Progrès de mise en œuvre	Exercice budgétaire	BIRD	IDA	Subventions	Annulé	Non décaissé	Initial	Cadre révisé
P160442	Projet d'appui à l'éducation de base	MS	MS	2018	0.0	55.0		0.0	21.5	21.4	56.3
P173711	Connecter Madagascar	S	S	2022	0.0	400.0		0.0	361.7	4.0	0.0
P166526	Connectivité pour les moyens de subsistance rurale	S	S	2020	0.0	140.0		0.0	83.4	16.5	0.0
P176841	Vaccin contre la COVID-19	MU	MS	2021	0.0	141.0		0.0	79.0	14.7	24.7
P154698	Projet d'appui du GEF à une Agriculture durable par une approche paysage	S	S	2017	0.0	105.0		0.0	42.1	45.6	58.1
P157909	Projet d'appui du GEF à une Agriculture durable par une approche paysage	#	S	2017	0.0	0.0	13.7	0.0	9.4	104.2	9.4
P164536	Pôles intégrés de croissance et corridors de Madagascar 2.2	S	S	2019	0.0	103.0		0.0	21.6	-73.1	-4.3
P167941	Madagascar Cat DDO	S	MS	2020	0.0	50.0		0.0	35.0	0.0	0.0

Identifiant du projet	Nom du projet	Objectifs de développement	Progrès de mise en œuvre	Exercice budgétaire	BIRD	IDA	Subventions	Annulé	Non décaissé	Initial	Cadre révisé
P174684	Transformation économique de Madagascar	S	S	2021	0.0	150.0		0.0	135.7	20.1	0.0
P163870	Madagascar – LEAD	MS	MS	2019	0.0	150.0		0.0	117.6	53.4	0.0
P174477	Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar	S	S	2022	0.0	220.0		0.0	195.6	-5.9	0.0
P160848	Madagascar : Projet Nutrition et Santé	MS	MS	2018	0.0	100.0		0.0	7.3	-17.0	15.3
P151469	MG – Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière	MS	MS	2016	0.0	105.0		0.0	35.1	-15.4	36.6
P151785	MG – ESOGIP	S	MS	2016	0.0	105.0		0.0	29.1	-9.1	30.9
P179466	Projet de Filets sociaux de sécurité et de résilience à Madagascar	#	#	2023	0.0	250.0		0.0	263.0	5.6	0.0
P149323	MG – Projet de Filets sociaux de sécurité	S	S	2016	0.0	315.0		0.1	57.2	-209.5	15.4
P175110	Phase 2 pour l'Amélioration des résultats nutritionnels	S	S	2022	0.0	85.0		0.0	79.4	0.0	0.0
P174903	Préparation aux pandémies et SSS	S	MS	2022	0.0	100.0		0.0	87.6	16.8	0.0
P169413	PRODIGY	MU	MU	2021	0.0	140.0		0.0	127.0	60.9	0.0
P171056	Moyens de subsistance résilients dans le Sud	S	S	2021	0.0	200.0		0.0	154.5	-14.5	33.0
P176811	Projet Développement durable du secteur routier	S	S	2021	0.0	300.0		0.0	244.9	-23.3	20.7
P159756	Projet développement urbain et résilience Tana	MS	MS	2018	0.0	125.0		0.0	57.3	8.4	8.4
Résultat global					**0.0**	**3,339.0**	**13.7**	**0.1**	**2,245.0**	**3.8**	**304.7**

***** Les données de décaissement sont actualisées à la fin de la première semaine du mois.
a. Décaissements prévus à ce jour moins décaissements réels à ce jour tels que planifiés lors de l'évaluation.

ANNEXE V
OPÉRATIONS DE L'IFC À MADAGASCAR

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Programme au 31 janvier 2023 (millions de dollars)

	Ex. 2018	Ex. 2019	Ex. 2020	Ex. 2021	Ex. 2022	Ex. 2023	Ex. 2018-Ex. 2023
Total engagements FLT	**7.5**	**2.0**	**15.8**	**16.8**	**10.5**	**45.8**	**98.4**
Vol. : propre compte FLT	**7.5**	**2.0**	**15.8**	**16.8**	**10.5**	**45.8**	**98.4**
Vol. : mobilisation	0.0	0.0	0.0	0.0	0	0	0
Total financement à court terme	**0.2**	**12.0**	**0.0**	**3.5**	**27.7**	**21**	**64.4**

Total compte propre IFC Engagements FLT depuis 2005	**200.8**
Total compte propre IFC Engagements FCT depuis 2005	**230.0**
Total engagements de ressources mobilisées depuis 2005	**135.6**

Portefeuille au 31 janvier 2023 (millions de dollars)

	TFR	FIG	IRN	MAS	Total
Financement engagé	**2.3**	**41.1**	**44.2**	**3.9**	**91.5**
Portefeuille en cours	**2.3**	**41.1**	**27.2**	**3.8**	**74.4**
dont encours des prêts	0	*41.1*	*27.2*	*3.8*	*72.1*
dont fonds propres en cours	*2.3*	*0*	*0*	*0*	*2.3*

	Client	Secteur d'activité	Financement engagé (millions de dollars)	Portefeuille en cours (millions de dollars)
Top 5 des clients du portefeuille par financement engagé	**Aéroports Ravinala**	INFRA	27.2	34.2
	GTFP BOA-MADAGAS	FIG	10	10
	Celtel Madagascar	INR	10	10
	GTFP IDA-PSW BOA	FIG	10	10
	Soc. Gén. Madagascar	FIG	9.7	9.7

Portefeuille de conseil au 31 janvier 2023	
Secteur	**Somme du portefeuille (millions dollars)**
BRK	0.2
TFR	1.5
CTA-PPP	2.7
ESG-ESS	1.3
FIG	2.9
MAS	3.6
REG	1.2
Total	**13.2**

	Projet	Somme du portefeuille
Top 5 des projets du portefeuille de conseil	Dév. des exportations BOVIMA	3.6
	Madagascar Solar	2.7
	Orange Money Madagascar	1.5
	Compétences numériques 2, Madagascar	1.3
	Aide client SSA ESG (Projet agro-industrie Madagascar, PIDD clients Mada)	1.3

RÉSERVE D'INVESTISSEMENTS MADAGASCAR PAR PROJET (AU 24 FÉVRIER 2023) (MILLIONS DE DOLLARS)

Probabilité	Projet court terme	Secteur d'activité 2	Secteur d'activité 3	Compte propre IFC	Total FLT
Réserve Ex. 23					
Réserve FIG					
FP	BOP ACEP	Microfinance	NBFI – Microfinance	2.5	2.5
HP	BOP PAMF	Microfinance	NBFI – Microfinance	2.0	2.0
FP	BOP Boabab	Microfinance	NBFI – Microfinance	5.0	5.0
HP	BOP Société Générale Madagascar	Marchés financiers	Marchés financiers	10.0	10.0
FP	BNI Madagascar	Marchés financiers	Marchés financiers	20.0	20.0
HP	BOA SME RSF	Marchés financiers	Marchés financiers	7.5	7.5
Réserve FIG totale				**39.5**	**39.5**
Réserve FIG totale				**39.5**	**39.5**

Réserve MAS					
FP	Madagascar LPSA	Produits chimiques et engrais	Produits chimiques	19.8	39.7
HP	Sahanala	Agriculture primaire	Agriculture	20.0	20.0
HP	Basan	Agriculture primaire	Agriculture	12.0	12.0
Réserve MAS totale				**51.8**	**71.7**
Réserve INR					
FP	Volobe Hydro	Électricité	Hydroélectricité	97.5	173.4
FP	Base Toliara	Exploitation minière	Exploitation minière	75.0	75.0
Réserve INR totale				**97.5**	**173.4**
Réserve totale				**149.4**	**245.1**
Réserve totale				**188.9**	**284.6**

RÉSERVE DE CONSEIL MADAGASCAR PAR PROJET (AU 24 FÉVRIER 2023) (MILLIONS DOLLARS)

Projet	Domaine d'activité principal	Total des fonds gérés par l'IFC
Assurance sur indice	Assurance	0.03
Programme de marché : DFS + Agri/fintech/prêts	Financement agro-industrie	0.01
Programme marché de l'assurance climat Phase 2	Assurance	0.02
Baobab Madagascar (agri VC)	Microfinance	0.02
PAMF (Banque/Transformation numérique)	Microfinance	0.01
CECAM Phase II gestion du risque et mise en œuvre de l'épargne	Microfinance	0.03
Orange Money	Paiements de détail et Banque mobile	0.06
Aide au partage des avantages du projet minier des sables de Toliara	Partage des avantages	0.04
Appui consultatif projet d'extraction de graphite à Molo (source suivante)	Partage des avantages	0.02
Projet neutre en carbone Axian	Énergie	0.01
Agro-industrie – Production agricole	Production agricole	0.03
Stratégie des secteurs textile et habillement	Analyse conditions favorables aux secteurs et au marché	0.08
Réformes de la politique porcine pour débloquer les investissements	Réforme juridique/réglementaire	0.05
Programme Champion local Hôtel écologique Madagascar	Aide au développement des entreprises et création d'affaires	0.55
Générer des investissements dans le secteur des vêtements et du textile	Analyse conditions favorables aux secteurs et au marché	0.20
Totaux		**1.155**

ANNEXE VI
PORTEFEUILLE MIGA MADAGASCAR

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Exercice	Projet	Date d'entrée en vigueur	Date d'expiration	Financement brut en cours (dollars)	Description
Exercice 17	Aéroports Ravinala	Mai 2017	Juin 2032	37 223 785	Le projet comprend le financement, la rénovation, l'extension, le fonctionnement et l'entretien de l'aéroport Ivato à Antananarivo et de l'aéroport Fascene à Nosy Be.
EX. 22	Airtel Mobile Money Madagascar	Juin 2022	Juin 2027	5 130 000	Le projet fait partie d'un investissement de 200 millions de dollars dans des sociétés proposant des services d'argent mobile et des services financiers numériques de la marque Airtel Money dans 12 pays d'Afrique subsaharienne, dont un investissement de 5,7 millions de dollars à Madagascar.
Portefeuille total				**42 353 785**	

ANNEXE VII
FACTEURS DE FRAGILITÉ ET SOURCES DE RÉSILIENCE À MADAGASCAR[1]

1 Basé sur la prochaine Évaluation des risques et de la résilience pour Madagascar et le Mozambique.

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

1. **Madagascar est confrontée à des difficultés puisant leur source dans la fragilité institutionnelle qui freine ses perspectives de développement.** Depuis son indépendance en 1960, l'île a traversé quatre crises politiques majeures, chacune ayant mis un terme brutal à une période de croissance économique prometteuse. Ces épisodes de violence n'ont jamais été de nature révolutionnaire visant à renverser l'État ; au contraire, ils ont pris la forme de soulèvements intermittents, et ont parfois été mobilisés par des élites dont l'intention était de déstabiliser et de réinitialiser les rapports de force. La plus récente de ces crises est intervenue en 2009, quand le renversement de la règle constitutionnelle a provoqué la suppression de l'aide extérieure et entraîné une période d'isolement prolongée de la part des partenaires donateurs. En conséquence, le revenu par habitant a diminué progressivement, et les inégalités de revenus et de richesse se sont creusées. La fragilité s'explique par les facteurs clés suivants :

2. **Premièrement, le manque d'inclusion généralisée dans l'accès à l'électricité et aux ressources a marginalisé de larges composantes de la population.** Les facteurs historiques et géographiques ont provoqué l'émergence et la persistance d'institutions qui sont centralisées et axées sur les élites. Les anciennes institutions de Madagascar sont clientélistes, les dotations de ressources et la résolution des conflits étant fixées par des accords entre les leaders plutôt que par l'application des lois et des réglementations. Le pouvoir politique demeure centralisé dans la capitale et la décentralisation est inachevée, ce qui contribue à une présence irrégulière et faible de l'État sur le territoire, et fragilise le contrat social. L'accès à l'État et au système politique est déterminé par les réseaux d'une minorité de leaders politiques et économiques puissants qui font et défont périodiquement les alliances. La faiblesse des mécanismes de supervision et de transparence met en évidence le problème de la corruption, avec des conséquences au niveau de la confiance publique, du développement humain et de la cohésion sociale.

3. **Deuxièmement, les inégalités spatiales sur l'ensemble du territoire sont exacerbées par des services publics parcellaires, ainsi que la présence inégale de l'État, le manque de transparence dans la prestation des services, et les représentations de la corruption.** Ces déséquilibres sont perpétués par des décisions politiques, notamment les dépenses et l'investissement publics, et ils provoquent l'affaiblissement des relations État-société. Les mécanismes visant à protéger les plus vulnérables des conséquences des chocs, tels que l'aide sociale et les programmes d'assurance sociale, sont relativement sous-développés. Par ailleurs, les services de base sont assurés inégalement dans le pays et souvent ils renforcent les disparités, plus qu'ils ne les réduisent.

4. **Troisièmement, les problèmes relatifs à l'accès transparent et inclusif aux ressources naturelles et à l'extraction minière, dont les terres, les forêts, les plans d'eau et les minéraux, sont une source majeure de contestation, malgré la place importante de ces ressources comme source de subsistance pour une grande partie de la population.** Les droits d'accès et de propriété, lorsqu'ils existent, sont mal appliqués et fortement contestés. En pratique, les rentes générées par l'extraction de ces ressources ont tendance à être captées par quelques intervenants ayant des relations politiques, qui profitent d'un accès préférentiel au marché et d'une faible contestabilité. Les contestations portant sur la terre et l'insécurité des concessions jouent un rôle clé dans le développement historique des tensions. La dégradation environnementale, la mauvaise gestion des ressources, les pratiques non durables et la surexploitation risquent d'affaiblir la base de ressources, tandis que le trafic illicite, lié à la faiblesse des capacités d'exécution et à la corruption, renforce la pression sur la base de ressources.

5. **Quatrièmement, la baisse de la confiance dans les institutions chargées de protéger les citoyens et de délivrer la justice contribue à un sentiment généralisé d'impunité.** La perception de la partialité et de l'iniquité dans le rendu de la justice, et les coûts élevés et les longs délais empêchent l'accès au système de justice officiel, et incitent à recourir à des mécanismes informels et à une justice d'autodéfense. La politisation de l'armée et le faible contrôle des forces de sécurité et de police affaiblissent la confiance dans ces institutions, et renforcent les allégations de violation des droits humains. Enfin, les problèmes ayant trait à l'insécurité et la criminalité prévalent toujours dans le Sud.

6. **Néanmoins, Madagascar dispose de sources importantes de résilience sur lesquelles s'appuyer.** Parmi celles-ci figurent : un fort sentiment d'identité collective et de tolérance envers la différence, ce qui aide à désamorcer l'escalade de violence ; les capacités techniques et le cadre institutionnel des communes, et l'organisation locale d'aide fokontany ; le rôle des normes coutumières et sociétales, notamment des lois locales (dina) dans le maintien de la stabilité ; le rôle des communautés dans la réaffirmation d'un sentiment de cohésion et d'appartenance ; et le rôle des églises dans la médiation des conflits et la réconciliation nationale, particulièrement sur le plan politique ; enfin le rôle des OCS et des ONG dans la prestation des services de base à la population et l'aide apportée pour combler les inégalités laissées par l'État.

ANNEXE VIII
PORTEFEUILLE ACTIF ET RÉSERVE INDICATIVE (UNIQUEMENT FINANCEMENT IDA)[1]

1 En plus du financement de l'IDA, Madagascar bénéficie de (i) différents fonds d'affectation spéciale, environ 172 millions de dollars, dont 20 millions de dollars au titre du Mécanisme de financement mondial, et (ii) de 50 millions de dollars du fonds du CRW après une activation initiale des CERC de 12,12 millions de dollars au titre du Projet d'appui aux moyens de subsistance résilients dans le Sud de Madagascar (P171056) en réponse à la crise de sécurité alimentaire dans cette région.

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

Exercice	HLO 1 : Amélioration des perspectives d'emploi	HLO 2 : Amélioration des résultats du capital humain	HLO 3 : Renforcement de la résilience face aux chocs
Portefeuille actif (IDA 19 et 20)	▪ Projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière – CASEF + FA (P151469 ; 105 millions de dollars) ▪ Projet de Gouvernance des pêches et de croissance partagée dans le SOOI – SWIOFish (P153370 ; 74 millions de dollars) ▪ Projet Pôles intégrés de croissance et corridors SOP-2 – PIC2.2 (P164536 ; 103 millions de dollars) ▪ Transformation économique de Madagascar pour une croissance inclusive – PIC3 (P173711 ; 150 millions de dollars) ▪ Projet de Gouvernance digitale et de gestion de l'identité malagasy – PRODIGY (P169413 ; 140 millions de dollars) ▪ Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar (P176811 ; 300 millions de dollars) ▪ PACT – Projet de Développement durable du secteur routier (P176811 ; 300 millions de dollars) ▪ MG – Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'énergie (ESOGIP) (105 millions de dollars ; P151785) – Projet de Développement à moindre coût de l'accès aux services électriques (LEAD) (P163870 ; 150 millions de dollars) ▪ Projet d'Amélioration de la gouvernance et des opérations dans le secteur de l'énergie (ESOGIP) (P151785 ; 105 millions de dollars)	▪ Projet d'Appui à l'éducation de Base – PAEB (160442) et Financement additionnel (P172051) (55 millions de dollars) ▪ Projet d'appui à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 et au renforcement du système de santé (P176841 ; 141 millions de dollars) ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase – Phase 1 (P160848 ; 100 millions de dollars) ▪ Projet d'Amélioration des résultats nutritionnels par une Approche programmatique multiphase – Phase 2 (P175110 ; 850 millions de dollars) ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477 ; 220 millions de dollars) ▪ Programme de résilience des systèmes alimentaires pour l'Est et le sud de l'Afrique (P178566 ; 158,1 millions de dollars) ▪ Projet de productivité rurale et de résilience des moyens de subsistance (P166526 ; 140 millions de dollars) ▪ Projet de Préparation aux pandémies et de Prestation des services de santé essentiels (P174903 ; **134,9** millions de dollars) ▪ Projet de Filets sociaux de sécurité et de résilience à Madagascar (P179466 ; 250 millions de dollars) ▪ Phase 2 de la MPA pour l'Amélioration des résultats nutritionnels (P175110 ; 85 millions de dollars)	▪ Projet de Filets sociaux de sécurité et Financement additionnel (P149323 ; 384,87 millions de dollars) ▪ Projet d'appui aux Moyens de subsistance résilients dans le sud de Madagascar – MIONJO (P171056 ; 200 millions de dollars) ▪ Projet d'appui du GEF à une Agriculture durable par une approche paysage – PADAP (P154698, P157909 ; 118,70 millions de dollars) ▪ Option de tirage différé en cas de catastrophe (P167941 ; 50 millions de dollars) ▪ Programme de Réduction des émissions de carbone Atiala-Atsinanana (P167725 ; 50 millions de dollars) ▪ Projet de Développement urbain intégré et de résilience pour le grand Antananarivo (P159756 ; 75 millions de dollars) ▪ Programme de financement de la transition vers la cuisson propre à l'éthanol (P154440 ; 10,25 millions de dollars) ▪ Programme MPA de résilience des systèmes alimentaires (P178566 ; 158,1 millions de dollars) ▪ Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269 ; 200 millions de dollars)

Exercice	HLO 1 : Amélioration des perspectives d'emploi	HLO 2 : Amélioration des résultats du capital humain	HLO 3 : Renforcement de la résilience face aux chocs
	▪ Projet de Connectivité pour l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural (P166526 ; 140 millions de dollars) ▪ Projet national d'amélioration de l'accès à l'eau de Madagascar (P174477 ; 220 millions de dollars) ▪ Reconstitution des fonds du CERC – Financement additionnel du Projet de Développement durable du secteur routier de Madagascar (P178924 ; 100 millions de dollars)		
Exercice 23 **Réserve de projets**	**Opérations** ▪ Projet Productivité et résilience des moyens de subsistance en milieu rural (P175269 ; 200 millions de dollars) ▪ Connectivité numérique et énergétique pour l'inclusion à Madagascar (P178701 ; 400 millions de dollars) **SCA** ▪ Évaluation de la pauvreté à Madagascar ▪ Enquêtes sur les entreprises à Madagascar – Données analytiques pour un dialogue politique couplées à un Engagement Pays – Appui aux réformes en faveur du climat des investissements à Madagascar ▪ AT au secteur minier de Madagascar (P173440)	**Opérations** ▪ *Projet régional Résilience et autonomisation des filles en Afrique de l'Est (P176393 ; dont 180 millions de dollars sont alloués à Madagascar)*	**Opérations** ▪ Première série 1 d'Opérations à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars) ▪ *Programme régional de résilience climatique pour l'Est et le sud de l'Afrique (P180171 ; projet régional dont 100 millions de dollars sont alloués à Madagascar* **SCA** ▪ Analyse environnementale pays pour Madagascar – ▪ Revue de l'urbanisation à Madagascar ▪ Rapport national sur le climat et le développement de Madagascar
	Questions transversales – Gouvernance et institutions ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique ▪ Première série I d'Opération à l'appui des politiques de développement (DPO) pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)		

Exercice	HLO 1 : Amélioration des perspectives d'emploi	HLO 2 : Amélioration des résultats du capital humain	HLO 3 : Renforcement de la résilience face aux chocs
Exercice 24 (IDA20)	**Opérations** ▪ Connectivité nationale des AMP à Madagascar (P179176 ; 300 millions de dollars) ▪ SADC, Renforcement des capacités statistiques régionales (P175731 ; projet régional dont 45 millions de dollars sont alloués à Madagascar) ▪ Renforcer la capacité de gouvernance pour une prestation de services décentralisée à Madagascar (P180018 ; 100 millions de dollars) **SCA** ▪ Suivi économique de Madagascar ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar		**Opérations** ▪ Première série II d'Opérations à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)
	Questions transversales – Gouvernance et institutions ▪ Madagascar – Renforcement des capacités de GFP (2106637) ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique ▪ Première série II d'Opérations à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars) ▪ Projet intégré multisectoriel de renforcement des capacités (100 millions de dollars)		
Ex. 25 (IDA21)	**Opérations** ▪ Accélérateur régional numérique (Focus sur l'Afrique de l'Est, y compris le Mozambique, les Comores et Madagascar) (150 millions de dollars) ▪ INFRA Transport/énergie (Texte provisoire ; 150 millions de dollars)		**Opérations** ▪ Première série III d'Opérations à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars) ▪ Prêts EFI/FCI texte provisoire
	SCA ▪ Suivi économique de Madagascar ▪ Suivi de la pauvreté à Madagascar		
	Questions transversales – Gouvernance et institutions ▪ Examen des dépenses publiques de Madagascar – programmatique ▪ Madagascar, Seconde série III d'Opération à l'appui des politiques de développement pour une croissance inclusive et résiliente (P180288 ; 100 millions de dollars)		

ANNEXE IX
CADRE DE PARTENARIAT PAYS POUR MADAGASCAR – CONSULTATIONS DES PARTIES PRENANTES

MADAGASCAR
RÉGION AFRIQUE DE L'EST ET AUSTRALE
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE
DÉPARTEMENT D'AFRIQUE AUSTRALE
AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

1. **Les consultations pour le nouveau CPF ont été menées de mai à juillet 2022.** Les consultations ont permis d'introduire dans un premier temps le diagnostic du DSP avant de décrire les objectifs du prochain CPF. Les principales interrogations au cœur des sessions étaient de savoir si les concepts du DSP et du CPF témoignaient correctement du contexte de développement et des contraintes de Madagascar, mais aussi si ses recommandations, les résultats proposés, les objectifs et les indicateurs de haut niveau étaient pertinents ; et enfin si le programme du CPF représentait un changement suffisant avec une attention accordée à la croissance inclusive et aux risques majeurs inhérents.

2. **Six consultations physiques ont été menées, impliquant des discussions ciblées avec le gouvernement de Madagascar et des représentants de la majorité des ministres, des leaders de la société civile, des membres du secteur privé et des chefs d'entreprise, ainsi que le Président de l'Assemblée nationale, et les six Vice-présidents représentant les six provinces de Madagascar.** Un groupe d'universitaires et de donateurs a également été consulté. Par ailleurs, une consultation publique en ligne a été réalisée, ainsi qu'une interview de presse en ligne, dans laquelle un journaliste a posé des questions sur le prochain CPF et recueilli des questions auprès du public.

3. **Le CPF proposé pour les exercices 2023-2027 recommande une évolution dans les interventions du Groupe de la Banque mondiale afin d'obtenir trois résultats de haut niveau (HLO) interconnectés : (i) de meilleures perspectives d'emploi ; (ii) de meilleurs résultats en termes de capital humain, et (iii) un renforcement de la résilience face aux chocs.** Le premier HLO axe ses efforts sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus. Le second s'attache à rendre cette croissance plus inclusive et à supprimer les contraintes pesant sur la croissance future. Le troisième est axé sur le renforcement de la résilience, nécessaire au vu des antécédents de Madagascar en matière de crises. Les progrès ne seront possibles que si l'appropriation politique de ce programme de réformes est confortée, et que le sort des populations pauvres et vulnérables est placé au centre du débat politique.

4. **Gouvernance : les participants de toutes les consultations, et particulièrement les Organisations de la société civile, le secteur privé, les donateurs et les universitaires se sont montrés catégoriques sur la nécessité de s'attaquer aux problèmes de gouvernance dans tous les aspects du développement.** Les problèmes liés à la gouvernance ont dominé les discussions. Tous ont reconnu que de nombreux secteurs avaient la capacité et la nécessité de favoriser la croissance, mais étaient contrôlés par une poignée de personnes. Dans le domaine de la gouvernance, la question de la corruption généralisée, de l'impunité, de la captation par l'élite et de la passation des marchés publics a été abordée, tout comme le rôle de la justice qui, selon de nombreux intervenants, devrait être traité avec plus d'audace et de fermeté en encourageant l'engagement citoyen, en renforçant les institutions de contre-pouvoirs, le système judiciaire et les institutions de lutte contre la corruption, ainsi que les institutions garantissant la transparence (à savoir la Cour des comptes). L'autre question relative à la gouvernance institutionnelle qui a été soulevée est l'absence/l'insuffisance de continuité de l'État dans le pays, en particulier pour les réformes politiques, ce qui entraîne un retour systématique à la case départ et une élimination de tous les progrès réalisés. Les DPO sont considérés comme un instrument important pour le dialogue politique et les réformes. Toutefois, les OCS ont émis des réserves sur l'aide budgétaire et remis en question sa pertinence dans le contexte actuel. En cas d'aide budgétaire, les OCS ont demandé à la Banque mondiale de ne pas transiger sur la poursuite des actions précédentes.

5. **Capital humain : le capital humain est un point clé qui handicape clairement le développement de Madagascar et a été souligné par tous les participants, avec un fort accent sur l'éducation.** Le secteur privé a insisté sur l'inadéquation entre la formation et l'offre éducative à Madagascar, qui empêche de répondre aux exigences et aux besoins de la croissance économique. Il est indispensable d'aborder cette problématique majeure. Certaines suggestions ont été proposées : développement de la formation professionnelle et soutien accru aux initiatives privées, notamment les PME disposant de programmes de formation.

6. **Énergie : l'énergie a été pointée du doigt par le secteur privé et d'autres citoyens pendant la consultation en ligne comme un obstacle très important à la croissance du secteur privé et au développement de Madagascar.** Ils estiment qu'investir dans le secteur de l'énergie permettrait de transformer considérablement le développement économique et social du pays. Reconnaissant les difficultés que traverse le pays en termes d'énergie, le secteur privé a suggéré d'être prestataire de solutions en autoproduisant l'électricité dans les zones de concentration des activités économiques. Les solutions hors réseau ont également été proposées, et les sociétés privées sont disposées à investir, mais dans un cadre réglementaire solide. Il a également été suggéré de créer une structure qui faciliterait l'investissement du secteur privé dans l'énergie.

7. **Connectivité : la connectivité est le thème qui a été le plus abordé après l'énergie par les participants aux consultations, et elle est considérée comme condition sine qua non pour atteindre la croissance.** Les routes jouent un rôle essentiel en permettant aux agriculteurs de commercialiser leurs produits, d'obtenir un meilleur prix et d'améliorer leur qualité de vie. Plus de deux tiers de la population malgache occupent un emploi dans l'agriculture. Aussi, l'investissement dans les routes constituera un grand pas vers le développement de Madagascar. Les participants ont suggéré de ne pas négliger pour autant les routes rurales qui desservent les agriculteurs des zones

rurales. Problématique associée à la connectivité, la transformation numérique possède le potentiel formidable de connecter plus de gens et de transformer l'économie. Les participants du secteur privé se sont montrés confiants dans le potentiel numérique du pays, et sur le fait que Madagascar pouvait réellement profiter de l'économie numérique. C'est d'autant plus vrai que chaque année, 300 000 jeunes Malgaches arrivent sur le marché du travail, et que le numérique pourrait offrir une solution à nombre d'entre eux.

8. **Développement rural et agriculture : l'agriculture procure un emploi à la majorité des ménages de Madagascar, mais ne perçoit que 5 % du budget national, selon les OSC.** Les participants ont reconnu la nécessité de faciliter l'accès des grands opérateurs au marché, mais ils ont suggéré de ne pas ignorer les petits agriculteurs qui forment la majeure partie de la population rurale. Par conséquent, il a été suggéré d'améliorer l'accès au financement des agriculteurs des zones rurales afin qu'ils investissent dans la mécanisation. Le risque accru de changement climatique affectant le secteur vient s'ajouter au manque d'investissement dans l'agriculture. Les participants se sont inquiétés des conséquences du changement climatique sur les petits agriculteurs.

9. **Mécanismes de feedback et dialogue politique : les représentants de la société civile recommandent unanimement au GBM d'inclure de solides mécanismes de feedback dans les opérations qu'il finance.** Ils ont également demandé à être davantage consultés dès la phase initiale de conception des projets. En ce qui concerne l'exécution des projets financés par le Groupe de la Banque mondiale, les OSC ont signalé que le gouvernement avait tendance à ajourner leur implication, et elles ont exprimé le besoin d'être consultées par le gouvernement sur la sélection des projets d'investissement public. Enfin, pour concrétiser leur participation, les OSC proposent de créer un Conseil consultatif de la société civile conjointement avec le Groupe de la Banque mondiale afin d'échanger et de traiter des questions pour lesquelles elles disposent d'expertise sur le terrain. Ce Conseil pourrait se réunir et échanger des informations régulièrement afin de mieux influencer les politiques nationales.

10. **Le secteur privé : l'énergie, la connectivité et les enjeux de ressources humaines ont dominé les discussions avec les participants du secteur privé, et ce sont des problématiques identifiées comme des barrières à leur développement et à leur croissance.** Ils souhaitent reproduire les exemples de certains pays africains dans lesquels les entrepreneurs perçoivent une aide directe des gouvernements. Ils ont également souligné le fait que les statistiques sur l'entrepreneuriat à Madagascar font cruellement défaut. À cet égard, ils ont suggéré de réformer en urgence l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM) qui ne dispose d'aucune stratégie claire en matière d'investissement. Bien qu'ils soient disposés à investir dans les facteurs essentiels à leur développement (énergie, capital humain, etc.), ils se plaignent de la mainmise de quelques intervenants sur les principaux secteurs de l'économie. Ils ont insisté sur la nécessité d'améliorer le climat économique afin de leur permettre de travailler librement et d'encourager l'émergence des autres entrepreneurs, une nouvelle génération de champions qui pourraient procurer des emplois à plusieurs millions de personnes. Enfin, ils considèrent le GBM comme un allié majeur susceptible d'organiser un dialogue politique avec le gouvernement sur l'amélioration plus générale de l'environnement économique.

11. **Une enquête d'opinion, adaptée pour mesurer l'opinion de la population sur certains des thèmes émergents du CPF, a également été menée et terminée en février 2022.** L'enquête a interrogé plus de 300 personnes dans l'ensemble du pays. Le contexte global dans lequel le Groupe de la Banque intervient à Madagascar laisse transparaître de graves inquiétudes sur la gouvernance et la corruption dans le pays, ainsi que sur l'éducation, l'emploi et l'énergie. L'agriculture est considérée par près de la moitié des répondants comme un facteur clé de réduction de la pauvreté. Dans ce contexte, les répondants souhaiteraient que le GBM axe davantage ses efforts sur les domaines qui les préoccupent le plus, notamment l'éducation, la gouvernance et la connectivité.

ANNEXE X
CARTE

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Document du Groupe de la Banque mondiale
POUR UN USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT
CADRE DE PARTENARIAT PAYS
AVEC LA RÉPUBLIQUE DE MADAGASCAR
POUR LA PÉRIODE EX.2023-EX.2027
Le 28 mars 2023
Rapport NO. 179576-MG